# LE VOL DE LA MARSEILLAISE [1]

Or le Souffle voulait s'incarner dans un chant.
L'œuvre cherchait à vivre, et flottait, en cherchant.
Pour vivre, il lui fallait le Tumulte et le Rêve,
La Révolution et le printemps, la sève
Et le sang, l'arbre en fleur et la France en péril,
La Déclaration de Guerre au mois d'avril,
Et la frontière en dix-sept cent quatre-vingt-douze.
Elle flotta sur Thann, et flotta sur Mulhouse.
Il fallait un miracle, et que tout s'accordât :
Une nuit étoilée, une âme de soldat...
En passant sur Strasbourg, elle désira naître.

Un chant de violon montait d'une fenêtre.

Dans sa chambre, en jouant, un jeune homme marchait.
Triste, il laissait parfois retomber son archet,
Comme un Ange attendant le souffle d'un Archange.

Alors, dans cette rue humble « de la Mésange, »
Le Souffle entra. L'homme était pauvre. Il était pur.
Il était fier. C'était un capitaine obscur
Qui sortait d'une fête où des voix enflammées
Avaient dit : « Il faudrait un chant pour nos armées!
Qui le composera? Rouget de l'Isle, toi ! »
Et la chambre est pareille à celle, sous le toit,
Où ce soir, Bonaparte, en rêvant, tu te couches!
Qui sont les artisans des chefs-d'œuvre farouches?
La Pauvreté, toujours, et l'Orgueil; ce sont eux!
— Un mauvais violon, un pupitre boiteux,
Un habit d'officier jeté sur une chaise...
C'est de là qu'elle va partir, la Marseillaise!

« C'est vrai qu'il faut un chant, disait l'homme enivré.
Le sombre *Ça Ira* qui piétine, c'est vrai,
N'est qu'un bruit de sabots qui demandent des ailes! »
Et, de son violon tirant des notes grêles,
L'homme cherche à donner des ailes aux sabots!
Il cherche...

Tout d'un coup, les sons deviennent beaux.
Le Souffle vient d'entrer. Le Souffle se fait Verbe.
Est-ce toi, violon, qui chantes si superbe
Sous les doigts d'un modeste élève de Grétry?
Ce grand cri, meurtrier tout ensemble et meurtri,
Est-ce lui qui le pousse, et toi qui l'accompagnes?
« Égorger... dans nos bras... nos fils... et nos compagnes!... »
Et l'homme, répétant avec colère : « Nos, »
Blême d'imaginer des crimes infernaux,
Se penche, et, les doigts vifs sur l'ébène du manche,
Sent tout son cœur glisser dans ce bois creux qu'il penche!
Il pleure chaque fois qu'il trouve un nouveau cri.
Mais des cris peuvent-ils s'écrire?... Il les écrit.

Vite, pour prendre au vol les notes irritées,
Il tend sur le papier les cinq fils des portées.
Ce sera détestable ou sublime. Il a peur,
Tout chef-d'œuvre nocturne étant une vapeur
Qui peut s'évanouir lorsque blanchit la vitre.
Que va-t-il retrouver demain sur son pupitre?
— L'homme tombe, épuisé, las d'être surhumain.
Il dort.

Le chant s'élance! — et, dès le lendemain,
Vole du violon sur un clavier d'ivoire.
Des héros attablés forment son auditoire.
Le maire de Strasbourg les manda ce matin
Pour leur chanter le chant nouveau. C'est un festin
Qui mêle, au seuil des jours pleins d'heures inconnues,
Les épaulettes d'or et les épaules nues.
On cause. On rit. « Sait-on ce que devient Kléber?
— Qui? le géant? Il vient de s'engager! — Mon cher,
Les sangliers germains vont rentrer dans leurs bauges! »
Et la vieille eau-de-vie aux framboises des Vosges
Passe... Et la Mort, dans l'ombre, enroule à son index
Un des beaux cheveux blonds du lieutenant Desaix.

Les couples ne prêtaient que des oreilles vagues
Quand la nièce du maire, en enlevant ses bagues,
S'assit au piano-forte de Silbermann.
Mais la guimpe et le frac, l'écharpe et le dolman
Frémirent; tous les yeux se remplirent de larmes;
Et lorsque retentit le magnifique : « Aux armes! »
Le clair salon put voir, à cette grande voix,
Tous les Français debout pour la première fois.

Et laissant le clavier brisé par ses saccades,
Le chant s'envole! Il va courir sous les Arcades,

S'empare du clairon, possède le tambour,
Occupe tous les doigts des fifres de Strasbourg...
Et le vent du matin n'était qu'une brûlure!
Et les soldats, surpris de presser leur allure,
Disaient, en retenant leur pas qui bondissait :
« Qu'est-ce que c'est que cet air-là? Qu'est-ce que c'est
Que cet air-là? »

Cet air, ô pâle Volontaire,
C'est ton immense soif de délivrer la terre!
C'est l'esprit véhément qui sur toi déferla,
Et qui veut déferler jusqu'à nous! cet air-là,
C'est ton âme de feu dans un refrain captée,
Et qu'un soir de ce siècle aux siècles a jetée,
Parce qu'il sait qu'un jour nous en aurons besoin!

Mais les soldats riaient, n'y voyant pas si loin,
Et disaient : « C'est un air qui porte la moustache! »

Et du poète l'œuvre à jamais se détache.
Plus il aura l'oubli, l'injure et la prison,
Plus elle aura l'amour, la gloire et l'horizon!
Elle va! Ses couplets s'en vont dans la besace
Des colporteurs. Soudain — oh! que c'est loin, l'Alsace,
Le violon nocturne, et le blanc piano! —
A Marseille, dans la ruelle Thubaneau
Qui sent le café noir, le goudron et l'orange,
Le chant prend un accent plus rauque et plus étrange.
Argenté par l'étoile, il se cuivre au soleil.
Pour ne pas trop rester à lui-même pareil,
Un chant doit voyager comme font les légendes!
Mais Paris gronde au loin. — « Qu'est-ce que tu demandes? »
Vient de crier Marseille à la Ville en courroux.
« Six cents hommes sachant mourir! » dit Barbaroux.

Et traversant la France entière, six cents hommes
Rapportent à Paris le chant par qui nous sommes,
Et jettent, dans les cœurs que leurs voix font s'ouvrir,
Le désir d'être libre et de savoir mourir!

Le col des jeunes gens échappe aux bras des femmes.
L'âme du violon court dans toutes les âmes.
Qu'est-ce que c'est que cet air-là? Qu'est-ce que c'est?...
Il faut qu'on le propage aussitôt qu'on le sait!
Sans cesse, pour chanter cet air-là, sous les arbres,
Des hommes sont grimpés sur les socles des marbres.
Tout frémit. Des couplets s'ajoutent à ce chant,
Car, étant une foule, il grossit en marchant!
Ce chant met un bonnet au bout de chaque lance.
Dès qu'un enfant le chante, un quartier fait silence.
Un chanteur entonnant, un jour, place Maillot,
« Amour sacré de la Patrie, » un long sanglot
L'entoure, et lentement, sur la place qui grouille,
Ne pouvant se lever, le peuple s'agenouille.

Ah! quand on traite ainsi cet Hymne, étonnons-nous
Qu'il accorde Jemmape à ce peuple à genoux!
Nous aussi, nous aussi, pour que le Souffle passe,
Sachons n'être qu'un peuple à genoux sur la place!

Le chant vole. Il n'a soif que de sang étranger.
Quand il voit le massacre, il fuit vers le danger!
Il part. Il veut planer sur les infanteries!
— En passant, il s'arrête au sac des Tuileries.
La foule allait briser le clavecin d'or brun
Où la Reine jouait *Plaisir d'Amour* : quelqu'un,
Soulevant tout d'un coup le beau couvercle, essaye
De jouer l'air qui vient d'arriver de Marseille;

Et la foule aussitôt forme un rond effrayant,
S'émeut, chante... Et le chant reprend son vol, ayant
Sauvé le clavecin de Marie-Antoinette.

— « Serrez vos bataillons! Baissez la baïonnette!
Chantez ce chant! et vous vaincrez! » C'est Dumouriez
Qui parle. Et, fiers pandours qui déjà souriiez,
L'énorme chant, parti des ailes et du centre,
Vous met la peur — avant la baïonnette — au ventre!
Ce chant à nos soldats tient lieu de pain, de rhum,
De souliers le matin, le soir de *Te Deum!*
L'âme du violon chante dans tous les cuivres!
Marseillaise! à présent tu combats, tu délivres,
Tu voles, désignant l'Avenir d'un estoc
Qui fait réfléchir Gœthe et larmoyer Klopstock!
Tu voles! Quelquefois tu reviens; tu t'arrêtes
Sur les vingt Girondins debout dans cinq charrettes,
Et tu repars! Jamais ton cœur ne préféra
Les tambours de Santerre au tambour de Bara.
La Marseillaise vole! Elle chante à Bruxelles...
Ah! qu'elle y chante encor! — Et puis, battant des ailes,
On la voit, à Paris, un jour de Messidor,
Entrer dans l'Assemblée... ah! qu'elle y entre encor!
Mais elle dit toujours : « Il faut que je m'en aille,
Gossec n'orchestre pas si bien que la mitraille! »
D'ailleurs, tout l'horizon tonne, l'heure approchant
Où chacun des cris d'or échappés de ce chant
Va se durcir en aigle au sommet d'une hampe.
— Quand on chante ce chant la nuit, l'émigré rampe
Pour l'écouter de loin, et l'écoute en rêvant :
Ce chant devient la France! et plus d'un ci-devant
L'a hurlé, le bicorne à la pointe du sabre!
— Sur un socle de neige un cheval blanc se cabre :

Le Saint-Bernard est dur, et le Premier Consul
Sent qu'il n'est pas l'instant de préférer Méhul.
« Que l'on fasse donner, dit-il, la Marseillaise ! »
Elle donne... et sautant de mélèze en mélèze,
Et hissant leurs canons à travers les sapins,
Les soldats de l'An Huit sont déjà des Alpins !

Elle est à Marengo, tout d'un coup, l'Immortelle !
« Épargnez ces tristes victimes... » chante-t-elle,
Et Bessière, en chargeant, fait s'entr'ouvrir les rangs
Pour ne pas écraser les ennemis mourans.
Desaix meurt, en voyant passer l'Échevelée !
Et soudain... il revoit une nuit étoilée...
Les roses d'une table... et, dans un clair décor,
L'heure où la Marseillaise, Alsacienne encor,
Pour la première fois défit sa tresse blonde...
Maintenant, ses cheveux ont recouvert le monde !
Son bonnet phrygien a le Coq pour cimier.
Ce Coq offusque un peu Napoléon Premier,
(Car le Soir n'aime pas qu'on rappelle l'Aurore.)
Mais elle, elle est fidèle, et le sanglot sonore
De cette grande fille au rire subversif
Vengera l'Empereur monté sur son récif !
Elle bondit. Trois fois le soleil l'auréole.
Son chant fait aux pavés quitter leur alvéole.
— Viens à nous, maintenant, Guerrière aux bras levés !
Ta barricade n'est qu'un tremplin de pavés
Où tu cherches l'élan qui jusqu'à nous te porte !
Franchis, d'un vol, les temps où la grandeur est morte !
Tu peux bien convenir, en beau monstre loyal,
Que ton chant n'est pas fait pour qu'au Palais-Royal
Louis-Philippe le fredonne à sa fenêtre
Quand Gavroche s'amuse à le faire paraître !

On n'embourgeoise pas une Euménide. — Viens
Vers nos temps fabuleux, sismiques, diluviens!
Il te faut les grands jours d'un siècle et d'une race,
Et dans les petits jours ton aile s'embarrasse!
Rendre, quand il le faut, un peuple forcené,
C'est pour cela qu'un soir ton chant terrible est né!
Franchis l'heureuse paix pour qui tu n'es pas faite!
Passe vite au-dessus des plaines de défaite
Où l'on t'avait trop tard appelée au secours!
C'est nous qui t'attendons! Brûle l'Histoire! Accours!
Ah! ton vol se rapproche! Enfin! tu vas donc faire
De nous ces furieux que ton âme préfère,
Pleins d'une sainte écume et du plus juste fiel,
Et nous sauver encore! — O miracle éternel!
O Provinces donnant, pour sauver la Patrie,
La Lorraine une enfant, l'Alsace une Furie
Qui lève dans l'espace et brandit dans le temps
Un étendard de sons déchirés et flottans!

Tu viens! — et tout d'un coup tu disparais... Serait-ce
Qu'il faut que toute Gloire un moment disparaisse?
Mais elle n'est pas morte! — Où donc est-elle? — Elle est
Dans la prose aux sursauts brusques de Michelet!
Où donc est-elle? — Au bout de l'Avenue altière
Elle est dans le cri noir de la bouche de pierre!
La tigresse des soirs de Révolutions
N'est pas morte, car bien souvent, quand nous passions,
Nous avons entendu miauler sa colère
Dans un accordéon de quartier populaire.
La voilà qui revient, dans des fanfares... Ciel!
Le chant national n'est plus qu'officiel!
Est-ce qu'on va pouvoir, grande Voix étouffée,
D'entre les orphéons ressusciter Orphée?

Oui, l'aveugle qui joue au coin d'un piédestal
Peut retrouver le son du violon natal ;
L'orgue de Barbarie a beau vouloir le moudre,
Le chant mystérieux contient toujours la foudre!
Et pour que, tout d'un coup, rentrant dans son destin,
Celle qui vient chanter à la fin du festin
Fasse, d'un seul coup d'aile abattant les pilastres,
A quelques lampions succéder tous les astres,
Pour que, prête à voler sans qu'on sache jusqu'où,
Folle, avec tous ces cris qui te gonflent le cou,
Tu resurgisses, Marseillaise! et tu remettes
Un dieu dans le buisson ardent des baïonnettes
Et la rage de vaincre au cœur irrésolu,
Il ne faudrait... il ne faudra...
Il n'a fallu
Qu'un soir de samedi, qu'un matin de dimanche,
Et deux petits drapeaux sur une affiche blanche.

Et le chant, formidable *alea jacta est*,
Sort de tous les wagons de la Gare de l'Est.
L'immense Marseillaise est vers le nord montée.
Un million cinq cent mille hommes l'ont chantée!
Mais soudain... Se peut-il que sans s'être battus
Un million cinq cent mille hommes se soient tus?
Non. La masse ne rompt, — haletante, — aguerrie,
Que pour choisir le bois, la vigne, la prairie
Où l'Hymne doit reprendre avec le feu, — ne rompt,
Le doigt sur la gâchette et la lèvre au clairon,
Qu'à pas lents, indignés, retenus et solides.

Un jour, Napoléon s'éveille aux Invalides,
Et, rouvrant dans sa nuit cet œil calme qui rend
Le marbre du tombeau lui-même transparent,
Voit sur le sarcophage une Forme accoudée.

C'est une Femme. Elle est blanche comme une Idée.
« Une Victoire! » dit Celui qui s'y connaît.
— C'était la Marseillaise, en effet, qui venait
De devenir la Marne. — Et, sans être jalouse,
L'âme de l'Empereur a senti que les douze
Victoires qui, dans l'ombre où son sépulcre luit,
Avaient jusqu'à présent fait cercle autour de lui,
Depuis qu'elles ont vu la Victoire nouvelle
Ont relevé les yeux, et font cercle autour d'elle!
— « Sire, d'un mort vainqueur je précède le char!
Il va venir ici. — Comme moi? » dit César,
Levant ses belles mains que l'on n'a pas croisées.
— « Il approche, il descend par les Champs-Élysées.
— Comme moi? — Son cercueil, qu'un peuple circonvient,
Sert à braver nos ennemis! — Comme le mien?
Est-ce donc, dit la Voix, qui redevient hautaine,
Un de mes généraux? — Non. C'est un capitaine.
— Son nom? — Tu l'oublias. — Qu'a-t-il fait, ce héros?
— Il a plus fait pour toi que tous tes généraux.
Et puisque c'est par lui que ce peuple s'élance,
C'est lui qui t'a donné Berlin, Vienne... — Silence!
Je sais son nom. C'est vrai qu'il a soufflé la foi.
Il peut venir dormir entre Turenne et moi! »

Dormir, lui? Non! — Dormez, ô gloires embaumées!
Lui, sa gloire est vivante, et retourne aux armées!
Empereur plus captif qu'un mort égyptien,
Quand tu n'as plus d'empire, un chant garde le sien!
L'âme d'un violon demeure la plus forte!
Votre petite épée à votre flanc est morte;
Tous les bâtons de beau velours incrusté d'ors
Sont morts dans les poings morts de vos maréchaux morts,
Et sous l'archet vivant l'alto sublime chante!

Et l'on voit, au-devant de la France marchante,
Voltiger l'habit bleu de ce ménétrier!
La charge flamboyante a vidé l'étrier.
O Corse à cheveux plats, que la guerre était belle
Avant qu'on eût trouvé ce fil qui se barbèle
Et sur qui tes chasseurs ne pourraient plus courir!
Tes splendides Murat savent toujours mourir;
Mais si tu revenais, il faudrait que tes aigles
Apprissent à voler sur de nouvelles règles,
Sire, — et la Marseillaise, où le Souffle a pris corps,
N'a besoin, pour voler, que des mêmes accords!
Elle sert! Elle joint, par une trajectoire,
Les deux plus effrayans sommets de notre Histoire
Et fait la liaison entre les deux volcans!
Elle apporte le cri des aïeux éloquens,
Leurs ordres, leur conseil, leur reproche; elle sonne
Que le temps n'a jamais travaillé pour personne,
Et que rien ne s'arrange, et qu'on arrange tout!
Elle remet les morts — et les vivans — debout;
Et de la vieille guerre il n'est resté qu'une ode!
Et quand tout est nouveau, les armes, la méthode,
La forme de la gloire et celle du danger,
N'ayant pas dans son aile une plume à changer,
La Marseillaise vole! — et pour hausser les âmes,
Tandis que la matière où nous nous engouffrâmes
Ne pourra plus cesser d'inventer des moyens,
Il suffira toujours d' « Aux armes, citoyens! »

EDMOND ROSTAND.

# LAZARINE[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

## LE DRAME (*suite*).

### IX

Les actes d'extrême violence, même prémédités, laissent toujours celui qui les a commis étonné devant leur accomplissement. Non préparés, et quand la frénésie d'un transport a seule déclenché le coup de pistolet ou le coup de couteau, une véritable stupeur saisit pour un instant le criminel. Le caractère irréparable du fait s'impose subitement à son esprit, et c'est un désarroi total de son être au contact d'une réalité dont il est l'auteur et dont il s'épouvante. Graffeteau debout, son arme à la main, fixait sa victime étendue à terre, immobile, la bouche et les yeux à demi ouverts. Les traits du cadavre se détendaient déjà. Ils prenaient une de ces expressions qui révèlent souvent chez les morts des arrière-fonds d'âme que nous ne soupçonnions point. Le sursaut de l'effroi subi par Thérèse, au moment où elle avait été frappée, se lisait sur son visage, mais aussi une tristesse infinie, celle de la misère morale de ses dernières années. Graffeteau la considérait, comme s'il ne la reconnaissait pas. En même temps, l'instinct animal de conservation qui s'éveille en nous, à notre insu,



(2) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1916 et des 1er et 15 janvier 1917.

dans les minutes dangereuses, lui faisait tendre l'oreille. Il écoutait si des pas ne s'approchaient point, attirés par la détonation. Mais le coup de pistolet, — un claquement plutôt qu'un éclat, — s'était perdu dans la formidable rumeur du mistral qui rageait autour de l'hôtel, ébranlant les murailles et les vitres, avec des fracas de volets soudain détachés. Personne ne venait. Tout d'un coup, devant ce corps à demi dévêtu que les lampes électriques éclairaient sinistrement dans l'attitude désordonnée de sa chute, une panique s'empara de l'assassin. Il se retourna, l'arme dressée comme pour se défendre. Il s'aperçut, dans la glace de la table à coiffer, avec un tel saisissement que ses doigts s'ouvrirent d'eux-mêmes, et que le pistolet tomba sur le tapis. Il alla pour s'enfuir. La morte gisait entre la porte et lui. Il l'évita en rasant le mur et fermant les yeux. Enfin il était hors de la chambre à coucher, dans le salon. Un bruit le fit tressaillir. C'était le ronflement paisible du petit chien Tôti, roulé sous sa couverture, dans son panier, et qui ne s'était pas réveillé. S'il aboyait !... Sur la pointe des pieds, Graffeteau marcha jusqu'à la console où Thérèse avait déposé la clef de la porte extérieure. Il la prit. Le grand manteau de loutre était toujours là, montrant sa doublure de soie vert pâle, et, dans ce coin de la pièce, flottait le même parfum qui l'avait tant troublé, si peu de minutes auparavant. Le rappel de cette impression redoubla chez lui l'épouvante de son forfait. Il s'échappa du salon, comme tout à l'heure de la chambre tragique. Personne de nouveau dans le corridor, terriblement éclairé. Quelques secondes, et il ouvrait la porte qui donnait sur le petit pont. Il la retira vivement sur lui, laissant ainsi la clef en dedans. La folie de sa terreur le faisait se conduire avec l'habileté d'un professionnel du crime. Cette clef en dedans, étant donné que la serrure n'avait pas de poignée, c'était, lors de l'enquête inévitable, une présomption que le meurtrier n'était pas venu du dehors. Il fallait maintenant traverser le parc. Cette fois, il prit franchement la grande allée, blanche de lune, au lieu du chemin couvert par où Thérèse l'avait conduit. Il redoutait trop de s'égarer. Il eut l'énergie de ne point hâter son pas. Il croisa ainsi, — avec quel battement de cœur ! — deux pensionnaires de l'hôtel, qui passèrent à côté de lui, sans le remarquer. Sur la grand'route, il ne put se retenir de prendre sa course. Il arriva de la sorte, et d'un trait, à La Seyne, juste à temps pour

s'élancer dans le dernier tramway. A Toulon, il put encore joindre celui d'Hyères. A onze heures un quart, il descendait au village de La Garde. Un peu après minuit, et par des chemins solitaires, de lui bien connus, il était au *Mont des Oiseaux*. Il fit le tour du bâtiment, avec la volonté très arrêtée de ne pas rentrer par la porte principale, où l'on eût constaté son retour tardif. Il finit par découvrir, derrière la soute au charbon, une porte de service qu'un employé négligent avait seulement poussée. Là encore, sa chance voulut qu'il ne rencontrât aucun témoin, d'abord dans l'escalier, puis dans le corridor, qu'il dut franchir, toujours en proie aux mêmes affres. Enfin, il était dans sa chambre. Il s'y verrouilla, par une phobie de persécuté contre un ennemi imaginaire. Il était sauvé.

Pour combien de temps? Il ne se le demanda pas. Après cette dépense d'énergie nerveuse, il devait, dès le premier répit, céder animalement au besoin de dormir d'un sommeil accablé, assommé, celui de la bête recrue. C'est aussi le sommeil du soldat, à la veille et au soir d'une affaire. Plus d'une fois, depuis ces dix-huit mois, Graffeteau l'avait connu. Alors, c'était une héroïque lassitude, le repos entre deux nobles gestes, au lieu qu'il s'était jeté sur son lit maintenant, sans se déshabiller, comme le bandit traqué qui a trouvé un gîte d'une nuit. Il dormait pourtant. Il reposait, reprenant de la vigueur pour suffire à l'épreuve qu'il devrait subir, aussitôt qu'ayant recouvré ses sens, il rapprendrait son crime! Au petit jour, il se réveilla. Il regarda son uniforme, la poussière et la boue de ses brodequins. Où avait-il été, la veille? Qu'avait-il fait?... Il ouvrit sa fenêtre. Il vit les palmiers et les mimosas du jardin, verts et frissonnans sous la rosée, l'ondoiement de la cime des pins sous le ciel nettoyé par le mistral. La tempête avait cessé. La mer, là-bas, s'éveillait, encore frangée d'écume, mais plus calme. Dans le creux de la vallée, un repli sombre marquait la place où s'abritait la *Maison Verte*. La pleine conscience de la vie, de sa vie, revenait à Graffeteau, avec la mémoire, et la vérité de l'acte commis se révélait de nouveau à lui, dans sa hideur. Durant cet impétueux après-midi de la veille, il avait traversé une de ces crises de délire lucide, comme en crée l'amour, où l'avenir s'abolit, avec ses échéances inéluctables, où nous ne voyons plus que l'heure, que la seconde, et notre passion qui nous bouche l'univers. Plus rien n'avait

existé pour lui, que trois êtres : lui-même, Lazarine et Thérèse, celle-ci dressée entre Lazarine et lui, et humiliant, salissant son sentiment nouveau par les impures réminiscences d'un affreux passé. La phrase prononcée par la femme vicieuse, cette invite à comparer sa beauté avilie à l'image qu'il portait dans le fervent sanctuaire de son cœur, avait été pour Graffeteau la souillure intolérable. Certes, quand il avait pris l'arme sur la table de nuit, l'idée du meurtre travaillait déjà son esprit, mais indécise, vague, hésitante. L'allusion à Lazarine lui avait fait si mal qu'il avait tiré. Il avait tué. Il était un assassin,

« Assassin ! Assassin ! Assassin !... » Une voix vivante aurait articulé à son oreille ces syllabes accusatrices qu'il ne les aurait pas entendues d'une manière plus distincte. C'est le nom qu'il allait porter maintenant : « Graffeteau l'assassin, » celui que la foule crierait sur son passage, quand on l'arrêterait. Car dans un jour, dans deux, dans trois, dans huit, — qu'importait le nombre? — il serait arrêté. Déjà on le recherchait peut-être. Peut-être, cette nuit, après son départ, un employé de l'hôtel, étonné par la lumière filtrant sous les portes, avait-il frappé. Il était entré, il avait trouvé le cadavre. Peut-être la femme de chambre faisait-elle cette découverte à cette minute même. En tout cas, la découverte était inévitable. Dans un laps de temps qui ne dépasserait pas quelques heures, la police serait en mouvement. On saurait que M^me^ Alidière s'était appelée jadis M^me^ Graffeteau. On penserait donc à lui. On apprendrait sa visite au garage de Toulon pour demander un automobile, sa présence dans le tramway de La Seyne. On l'interrogerait... Mais si les soupçons tombaient sur un autre? Sur un voisin d'appartement, sur le garçon d'étage, sur la femme de chambre, sur Faverolles lui-même? Lui, Graffeteau consentirait-il cette substitution? Jamais! Il se dénoncerait... Pourquoi pas tout de suite?... Il faisait grand jour maintenant. L'hôpital s'emplissait peu à peu d'un bruissement, rumeur indistincte d'une ruche humaine qui s'éveille. Des portes s'ouvraient. Des volets se rabattaient. Des sonnettes retentissaient. Graffeteau entendait marcher au-dessus de sa tête. La vie recommençait. Tout d'un coup, la confrontation du criminel qu'il était devenu avec le paysage de sérénité entrevu par la fenêtre, avec les figures familières et cordiales qu'il rencontrerait, lui parut plus inacceptable que la prison, le conseil de guerre et le reste. Un seul parti était logique et digne;

retourner à Toulon, aller chez le général commandant la place, se livrer. Ce serait la dette payée, l'action virile et qui expierait l'autre. De cette démarche au-devant du châtiment, les plus sévères comme les plus purs devraient l'estimer, même un Brissonnet, même une Lazarine.

Lazarine? Depuis qu'il avait commencé de l'aimer, autant dire depuis le jour où elle lui était apparue, Graffeteau ne se rappelait pas une heure qui ne l'eût mêlée à ses pensées. Pour la première fois, elle venait d'en être absente. Depuis son réveil, il n'avait pas évoqué son image. Il éprouva soudain la sensation qu'il s'était comme banni d'elle par son crime, que la libre expansion de son cœur dans cet amour ne lui était plus permise. Pourtant il l'aimait toujours, et l'idée de l'instant où elle apprendrait ce crime le suppliciait. Avoir aimé un assassin! Il la vit ouvrant un journal et recevant ce coup atroce en plein cœur. « C'est par moi qu'elle doit apprendre la chose, » gémit-il. « En même temps que j'irai me dénoncer, je lui écrirai une lettre où je lui dirai tout. Du moins, elle ne doutera pas de mon sentiment. Elle saura que j'ai tué cette femme par amour pour elle. » Tout lui dire, insensé? Mais comment? Mais dans quels termes? Pouvait-il, à cette enfant d'une innocence entière, expliquer l'obscur trouble sensuel dans lequel il avait agi. Pourtant, il s'en rendait à demi compte, le vrai mobile du meurtre était là. Par amour pour elle! Pouvait-il davantage lui imposer, à elle si douce, si tendre, l'affreux remords de conclure : « Un peu de ce sang est sur mes mains, puisqu'il n'eût pas été versé sans moi? » Non. Il ne se dénoncerait pas. Il fallait à tout prix garder toutes les chances que Lazarine ignorât toujours tout. D'ailleurs, ne lui restait-il pas un autre moyen de racheter? S'il n'était pas arrêté, il retournerait au front, et alors... Alors? A ce détour de sa pensée, un froid de glace se répandit dans ses veines. Retourner au front? Commander, lui un assassin, à des hommes d'honneur, à des pères de famille qui se dévouaient pour leurs enfans, à des fils qui se battaient pour leurs parens, à des jeunes gens sans reproche qui sacrifiaient à la patrie leurs amours, leurs ambitions, leurs joies, le trésor intact de tout leur avenir? Cela non plus n'était pas supportable. Il regarda sa manche et les trois galons d'or dont il avait été si fier. Sa main se crispa sur eux, pour les arracher, et la complète vilenie de son crime acheva de se révéler à sa conscience. Il n'était pas

seulement un assassin. Il était l'officier assassin. Il avait déshonoré son uniforme, sa croix de guerre, l'autre croix. Ce faisant, il ne s'était pas seulement banni de son amour. Il s'était banni de l'armée. Il avait perdu le droit de *servir*. Il se rappela une conversation, tenue précisément à la table de Brissonnet. On parlait d'un escroc notoire, engagé sous un faux nom, « pour se racheter, » prétendait-il, et le général avait dit : « Quand on est un voleur, on se rachète en faisant sa prison... » Et quand on est un assassin?

Un coup frappé à la porte le tira brusquement de ses réflexions. Il demanda d'une voix étranglée : « Qui est-ce? » Venait-on déjà l'arrêter? Quel soulagement, quand il entendit un « C'est Duchatel... » prononcé si naturellement, si amicalement! Il ouvrit la porte. Pour la première fois, depuis son acte, il se retrouvait en présence d'un de ses amis d'auparavant. L'impression fut très différente de celle qu'il attendait, toute de défense et par cela même plus combative que déconcertée. L'aveugle cependant le questionnait :

— Je m'inquiétais de vous, mon cher Robert. Je vous ai cherché après le déjeuner, hier. On m'a dit que vous étiez sorti. Plus tard, on n'a pas su me renseigner sur votre rentrée. Je suis venu vous appeler avant le dîner et après. Votre porte était fermée à clef. Pas de réponse. J'ai eu peur que vous ne fussiez malade·

— En effet, répondit Graffeteau, je vous ai bien entendu. Je n'ai pas eu la force de répondre. J'étais non pas malade, mais très souffrant d'une horrible migraine. Je me suis assommé de chloral pour dormir.

Il s'écoutait mentir, et il en rougissait. Son crime le tenait et l'acculait à cette misérable fourberie. Il s'assurait un *alibi*, qu'il savait d'ailleurs enfantin. Il rougit davantage, en constatant la confiance de Duchatel qui reprit, avec le langage familier de la *cagna* :

— Et maintenant, vieux, comment ça va-t-il?

— Assez bien, merci. Ce qui m'ennuyait le plus, c'était l'idée que Mauriel voudrait me garder encore. J'ai soif d'être loin. Pardon, mon ami. Ça n'a pas l'air gentil. Mais vraiment il faut que je m'en aille d'ici, et vite. Il le faut.

Il avait parlé d'un tel accent que l'aveugle lui demanda, non sans avoir dans la voix une hésitation, celle d'une main qui palpe un corps endolori :

— Est-ce que vous avez un ennui, mon cher Robert, un chagrin?

— Rien de spécial, fit Graffeteau, évasivement.

— Si c'était une vraie peine, insista Duchatel, pourquoi ne me la diriez-vous pas? Je vous aiderais peut-être...

Cette sympathie de l'infirme, et à ce moment, toucha le malheureux aux larmes.

— Non, Duchatel, vous ne pouvez pas m'aider..., répondit-il d'un accent si profond que l'autre s'arrêta d'interroger, aucun indice ne lui permettant d'imaginer, dans la vie de son camarade, un drame d'événemens à côté du drame d'émotions qu'il soupçonnait. Dans la droiture de son cœur il en restait à croire qu'aimant Lazarine, Graffeteau l'avait demandée en mariage, et que la jeune fille le refusait pour son manque de pratique religieuse.

— Je pourrais vous plaindre, dit-il doucement, peut-être aussi vous donner un conseil. On se crée quelquefois de grands tourmens avec de simples malentendus. Je ne vous demande rien. Je ne suis pas venu avec l'intention de causer avec vous. Je voulais seulement savoir comment vous étiez. Je vous quitte. Je vais à l'office.

— A l'office? Quel jour est-ce donc? fit Graffeteau.

— Quel jour? répéta Duchatel étonné. Mais c'est Vendredi-Saint, la fête de la douleur, si l'on peut unir ces deux mots, ma fête... — il montra ses yeux détruits, — la vôtre peut-être, celle de tous...

Il sortit. Graffeteau, qui l'avait mené jusqu'au corridor, le vit qui s'en allait seul, de son pas incertain, en se guidant contre le mur. Il le regarda disparaître, avec le sentiment qu'il lui avait porté souvent déjà, tout mêlé d'admiration et d'envie : Oui, malgré l'effroyable épreuve de ses yeux perdus, il l'enviait pour sa sérénité, pour sa soumission presque sans efforts, pour cette foi absolue qui lui donnait de la vie une interprétation une et constante. Dans les premiers temps de leur séjour au *Mont des Oiseaux*, et quand il s'abandonnait à l'envahissement de son amour pour Lazarine, en se défendant de prévoir les redoutables menaces de l'avenir, à maintes reprises il s'était dit, se cherchant des motifs pour sentir en tout comme celle qu'il aimait : « Elle, comme sa piété la pare! Lui, comme cette piété lui sert! Il faut tout de même qu'il y ait là une vérité, car enfin quelle est la

mesure de la vérité, sinon notre prise sur le réel? » Contradiction étrange! A cet instant où, chargé de son crime, il avait tant besoin d'un secours, il ne pensait pas à ce secours-là, le seul qu'il pût recevoir. La crise actuelle était trop aiguë. Ce Vendredi-Saint, pour lui, n'était pas un Vendredi-Saint, le jour de mystère où l'Église commémore la victime dont l'aveugle lui parlait le dimanche précédent, assis tous deux sur le banc où Lazarine lui avait avoué son amour, « le Sauveur offrant son corps, offrant son sang pour *un grand nombre*, pour moi, pour vous. » C'était, brutalement, simplement, une suite d'heures au cours desquelles l'assassinat de Thérèse serait découvert. De cette visite de l'aveugle, il ne retenait qu'une phrase, la dernière :

« Sa douleur! se répétait-il. Il peut vivre avec sa douleur, lui. Moi, je ne peux pas vivre avec la mienne!... »

Pour la première fois, l'idée d'en finir apparaissait dans le champ de son esprit. C'était si facile d'échapper à tous les dangers du dehors, à toutes les complications du dedans! Une pression du doigt sur une gâchette suffisait, le petit geste qui, moins de douze heures auparavant, avait supprimé en quelques secondes ce vivant univers d'idées, de sensations, de souvenirs, de volontés, qui le regardait à travers les yeux de Thérèse, qui lui parlait par sa voix, qui venait à lui par ses mouvemens. Et puis rien, que cette masse inerte, muette, exsangue, écroulée sur le parquet, — mais quel repos! Peut-être aurait-il cédé là, sur place, à cette impulsion inconsciente vers la mort volontaire, si la vision, soudain rappelée, de ce cadavre ne l'avait ramené à sa pensée du réveil. Sans aucun doute, maintenant, on était entré dans la chambre. Les magistrats étaient avertis. Ils enquêtaient. Un hasard pouvait mettre en cause un innocent. Graffeteau disparu, qui aurait qualité pour intervenir?... Mais lui-même. Il n'avait qu'à écrire une lettre avant de se tuer... Alors, c'était Lazarine apprenant tout, quand il était loisible de tout lui cacher!... Le malheureux se retrouvait perdu dans le même labyrinthe inextricable, où son incertitude errait depuis le matin. Comment prendre une résolution, justifiée et définitive, sans être fixé d'abord, et d'une manière positive, sur ce point essentiel : dans quelles conditions le crime avait-il été découvert? Il le saurait dès cet après-midi. Une feuille locale se publiait à Toulon vers les quatre heures, que des bicy-

clistes distribuaient aussitôt à travers la région. Certainement, le « fait divers » sensationnel y serait mentionné. Pour Graffeteau, cette perspective établit comme un arrêt dans ce tumulte d'imaginations contradictoires. Ce n'était qu'une matinée et un après-midi à passer. Il trouva dans cette attente la force de jouer le personnage qu'il fallait paraître pour échapper à l'observation de son entourage. Ni les employés qui le rencontrèrent dans les couloirs au sortir de sa chambre, ni les camarades qui s'assirent avec lui à la table du déjeuner ou dans le fumoir ensuite, ne surprirent le plus léger signe de l'effroyable secret. Dès les trois heures, il était aux aguets, par delà Carqueiranne, sur cette route de La Garde, suivie cette nuit, avec quelle terreur! Il en frémissait encore. A ce moment, il croisa un des bicyclistes qui filait, la sellette de sa bécane chargée de liasses de journaux, et qui ne s'arrêta pas à son appel. Hâtivement, il poussa jusqu'au prochain village. Là, il entendit un autre porteur crier à tue-tête sur la place : « *Grand succès à Verdun. — Un suicide à Tamaris.* » La simultanéité de ces deux annonces n'était-elle pas d'une ironie sinistre? Le vendeur de journaux, un jovial *Moco* de quinze ans, pittoresquement coiffé d'un bonnet de police tricolore, ne paraissait pas plus s'en étonner que les flâneurs amassés autour de lui, vieillards, femmes et enfans, Et tous de rire à cette réflexion jetée par un loustic, avec l'accent jovial et chantant du cru :

— Té! Quelqu'un qui se tue pendant la guerre. Pechère! Pour sûr qu'il n'était pas curieux.

Mais déjà Graffeteau tenait en main la feuille, humide encore de l'encre d'imprimerie, et il lisait la note suivante, rédigée dans une « écriture » soignée, comme dit le jargon littéraire d'aujourd'hui, sous ce titre affriolant : *La fin tragique d'une opiomane. Quand les autorités agiront-elles?*

---

« Un incident pénible vient d'attrister la colonie des hivernans de notre charmante station de Tamaris, car, en dépit des heures de cauchemar que nous vivons, la Côte d'Azur est toujours la Côte d'Azur et la grande bleue garde ses fidèles! Une Parisienne de marque, et dont la beauté avait fait sensation à Toulon, M[me] Alidière, a été trouvée morte, ce matin, dans l'élégant appartement qu'elle occupait à l'*Eden Hotel*, cette perle de nos Palaces.

« La morte portait une blessure au sein gauche. Elle avait sur elle tous ses bijoux, entre autres un collier de perles d'une inestimable valeur. Ce détail, l'ordre parfait de la chambre, la place du corps tombé sans trace de lutte, le *browning* gisant à côté avec une seule cartouche tirée, tout suggérait l'hypothèse d'un suicide. Elle a été démontrée vraie par les faits suivans :

« Il a été établi qu'hier au soir M$^{me}$ Alidière avait, dans un établissement public de notre ville, donné des signes évidens de dérangement mental.

« Tout un appareil pour fumerie a été trouvé dans son salon, prouvant que la malheureuse femme avait contracté la funeste habitude de l'opium. Cet indice a été confirmé par le témoignage de son ami, un M. de F..., mobilisé, dont le désespoir fait peine à voir. Il avait joué lui-même le rôle de victime dans la scène de folie à laquelle nous venons de faire allusion. Cette scène avait même provoqué chez lui une violente crise nerveuse, qui avait nécessité son transport à l'hôpital militaire, où a pu le voir un de nos rédacteurs.

« Les indices recueillis auprès du personnel de l'hôtel ont achevé de fortifier les premières impressions du commissaire et des médecins. Il y a unanimité pour reconnaître que M$^{me}$ Alidière changeait de caractère depuis quelques jours. Sa femme de chambre ne se lasse pas de répéter combien sa maîtresse lui avait paru étrange hier au soir, en particulier par son insistance à être laissée seule.

« Nous sommes là évidemment en présence d'un de ces suicides par impulsion, comme la toxicomanie en compte beaucoup trop à son actif. Les vrais coupables sont les trafiquans de la redoutable drogue. Qu'attend-on pour les traquer?

« Détail touchant : les voisins n'avaient pas entendu la détonation, sans doute à cause de la tempête qui a sévi cette nuit. Leur attention a été attirée par les plaintes d'un petit chien pékinois qui gémissait auprès du cadavre de sa maîtresse. Ne trouvez-vous pas, pensant aux temps que nous traversons, que les bêtes donnent parfois aux hommes des leçons d'humanité? »

---

Ce compte rendu tendancieux, évidemment composé sur les indications de la police, indiquait assez que le mystère de la sanglante tragédie demeurerait impénétrable. Graffeteau en

prenait et en reprenait les moindres mots, avec une extraordinaire sensation de délivrance. Une analyse instantanée se faisait dans sa tête des quelques signes qui pourraient jeter un doute sur cette première et si plausible explication. Il les jugeait tous inopérans. Il les énumérait. Son billet écrit en réponse à la lettre de Thérèse? En admettant qu'elle l'eût gardé, que prouvait-il? Qu'elle avait tenté une démarche auprès de lui, et qu'il avait refusé de la voir. Son absence du *Mont des Oiseaux*, la veille et cette nuit? Duchatel venait de le lui dire : personne ne l'avait constatée. La bague de Thérèse restée dans le buisson? Serait-elle retrouvée? Si elle l'était, la rapporterait-on au bureau de l'hôtel? Quel lien d'ailleurs établir entre un bijou perdu et cette mort? Sa présence à lui, Graffeteau, dans le tramway de La Seyne, et celui de La Garde? Il n'avait remarqué aucun visage de connaissance. Sa démarche chez le patron du garage? Par quel raisonnement celui-ci la rattacherait-il à ce récit du journal? Non. Il ne courait plus aucun danger. Il tenait l'évidence du salut, et, malgré lui, il respirait plus largement, il revivait. Il était toujours l'assassin. Pour quelques minutes, il l'oubliait.

## X

« Si c'était vrai pourtant, ce suicide, comme tout serait changé pour moi! » Cette impression de soulagement venait de mener le misérable homme à cette autre idée, et un nouvel horizon se déployait soudain devant sa pensée. Si l'enquête déclarait, — et elle le déclarerait, — que Thérèse s'était tuée, cette mort brisait le lien religieux qui les unissait. Devant l'Église, il pouvait se remarier. Il était libre d'épouser M[lle] Émery, pourvu qu'elle et son père y consentissent. Et pourquoi non, maintenant? Qu'avaient-ils à lui reprocher? Un silence, qui s'expliquait si bien par l'amour! Il aimait Lazarine. Lazarine l'aimait. Voilà qui emportait tout? Qu'il pût lui parler, seulement! Et, par M[me] Journiac, il y arriverait... Lui parler? Se trouver en face d'elle? Rencontrer ce regard de pureté confiante, quand il portait ce crime sur sa conscience? Non. Il ne pourrait pas le supporter, et encore moins s'il passait outre, s'il devait vivre auprès d'elle dans un mensonge renouvelé à toutes les heures, à toutes les minutes. Il aurait, pesant sur lui, le poursuivant,

un autre regard, celui de Thérèse, le dernier, lorsqu'il avait approché le pistolet de cette blanche poitrine tendue vers son désir et qu'elle avait pris peur. Ah! ces prunelles de l'animal traqué qui voit la mort! Cette soudaine angoisse d'une agonie étonnée, épouvantée, suppliante! Dans les yeux de l'officier allemand, en Champagne, le même étonnement avait passé, la même épouvante, la même supplication quand il l'avait abattu d'un coup de revolver, à côté du chirurgien menacé. Pourquoi s'en souvenait-il si calmement, et pourquoi ce remords quand il pensait à l'autre exécution? Ç'avait été cependant le même acte de défense et de justice. Non. Dans le premier cas, il avait sauvé la vie d'un autre homme. Il avait puni, sur place, une trahison abominable. Il avait été juge et bourreau, mais un juge qui condamnait au nom du droit militaire, un bourreau qui frappait dans le service. Qu'avait-il défendu contre Thérèse? Sa propre faiblesse... Certain vraiment de ne pas succomber, l'idée de prendre l'arme posée sur la tablette de marbre ne lui serait même pas venue. Il n'avait qu'une excuse, une seule : l'outrage que l'audacieuse créature avait fait à Lazarine, en associant l'image de la noble enfant à son geste impudique. A qui la faute, sinon à lui, Graffeteau? N'ayant jamais eu avec cette femme, — sa femme pourtant, — que des rapports de bassesse, il ne méritait d'être respecté d'elle dans aucun de ses sentimens. Et puis, au nom de quoi s'ériger en juge, quand lui-même respectait si peu son propre amour? Ne venait-il pas de concevoir comme possible ce projet, plus outrageant que la phrase de Thérèse : donner un assassin pour mari à la vierge qu'il prétendait aimer? C'en était fini du soulagement éprouvé à la lecture du journal. Graffeteau le comprenait à présent : toutes les ignorances de la justice humaine ne pouvaient rien contre ce fait qu'il connaissait, lui, son crime. Les magistrats donneraient le permis d'inhumer. L'acte de décès établi avec cette rubrique : « Suicide, » garantirait au meurtrier l'impunité. Le fantôme de l'assassinée serait toujours là, devant lui, autour de lui, en lui, qui ne le quitterait plus. Il était là, sur cette route de Provence, sinueuse et blanche, au bord de ce golfe bleu, torturant le coupable par son effroyable présence, le glaçant d'horreur sous la brise tiède et parfumée, durant cette douce fin du lumineux après-midi, le paralysant. Il relisait l'article du journal, et la phrase que le chroniqueur, en mal

de sensiblerie, avait écrite, sur les gémissemens du petit chien auprès du corps de sa maîtresse, prenait, pour le criminel, une signification de cauchemar. Il entendait la plainte animale, plus humaine, en effet, que sa cruauté, à lui. Cette Thérèse qu'il appelait « la bête malfaisante » n'était plus qu'une faible, qu'une pauvre femme, qui lui avait, certes, fait bien du mal : il n'en était pas moins vrai que la chaîne vivante de la volupté partagée les avait unis. Quel mystère ! Ce souvenir le contraignait, malgré lui, de plaindre cette créature qu'il avait tuée. Cette pitié toute physique se mêlait à son remords, et c'était un commencement de repentir. Il se représentait la morte dans les heures innocentes qu'il lui avait connues. Il la revoyait au bal, bien avant leur mariage, si jeune, presque une petite fille, dansant, si heureuse d'être au monde et d'être belle ! Il la revoyait dans le jardin de la maison de campagne que son père, le grand marchand de soieries de la rue du Sentier, possédait à Ville-d'Avray, jouant au tennis, et si leste, si souple, riant si gaiement ! Il entendait ce rire. Ces réminiscences l'accablaient, en lui rendant comme palpable la férocité de sa vengeance. Sa démarche de tout à l'heure, rapide et presque emportée, quand il s'était cru délivré, s'alourdissait peu à peu, se ralentissait. Sa tête se penchait comme sous un joug. Il ne regardait plus ni en haut, ni devant lui, mais à ses pieds, à demi halluciné. Sa détresse le brisait. A un moment, il s'assit sur un tas de pierres, au bord de la route, dans l'attitude vaincue d'un chemineau, fatigué d'errer et qui n'a plus d'asile. Il fut tiré de la torpeur oppressée où il s'abîmait, par l'appel de son nom. Un témoin soupçonneux eût deviné son secret à son tressaillement. Les criminels sont ainsi, même quand ils se savent en sécurité. Ils vont et viennent dans un état d'obsession anxieuse. La moindre surprise déclenche un sursaut dans leurs nerfs trop tendus. Par bonheur pour Graffeteau, celui qui l'interpellait de la sorte était simplement l'excellent docteur Mauriel, en tournée médicale. Il avait arrêté son automobile. Cette voiturette à deux places qu'il conduisait lui-même était l'outil des visites trop distantes.

— C'est vous, capitaine Graffeteau, criait-il. Vous avez l'air sur vos boulets, hein ? Si vous montiez à côté de moi ? Je rentre à Hyères. Je prendrai la route du *Mont des Oiseaux*, au lieu de celle de l'Almanarre. C'est un crochet de dix minutes.

L'infortuné esquissa un geste d'hésitation. La solitude lui était un tel besoin ! Soudain il se ravisa, et il accepta cette offre. Elle lui donnait une occasion de provoquer aussitôt un entretien désormais nécessaire. A peine assis auprès du médecin, il commença :

— En effet, docteur, je ne me sens pas très bien. Je crois que ce climat ne me convient plus, mais plus du tout. Vous m'aviez fait espérer mon *exeat* pour après-demain, dimanche de Pâques. Si vous ne me trouvez pas assez reposé pour repartir, je vous demanderai instamment de m'expédier dans un autre hôpital, quel qu'il soit, mais pas au bord de la mer, pas dans le Midi.

Mauriel, tout en manœuvrant sa machine avec la finesse d'un chauffeur professionnel, enveloppa son compagnon d'un coup d'œil singulier :

— Je ne vois pas d'inconvénient, répondit-il, à vous renvoyer simplement dans votre dépôt, si vous croyez que le séjour ici ne vous est pas favorable... En êtes-vous très sûr ? Vous seriez la première personne que cet air admirable n'ait pas guérie... Je vous ausculterai dès aujourd'hui, si vous y tenez...

— Je n'osais pas vous le demander, dit Graffeteau, mais vraiment j'y tiendrais beaucoup.

— Y a-t-il longtemps que vous n'avez vu les Émery ? reprit Mauriel, après un silence.

— J'ai rencontré M<sup>me</sup> Journiac et M<sup>lle</sup> Lazarine, hier, en promenade, répondit Graffeteau.

— Vous parlez de climat, dit le médecin, sans insister sur sa propre question. Il y en a certes d'excessifs et qu'un Européen supporte mal. Il y a l'Afrique. Il y a Madagascar. Il y a l'Indo-Chine. Tenez, le père de ces dames, le colonel, vous n'avez pas l'idée comme il était bon enfant et facile à vivre, avant son séjour là-bas. Il en est revenu ébranlé, irritable. Vous l'avez remarqué ? C'est le foie qui a été touché, mais le tréfonds reste le même. Il nous arrive d'avoir des mots. Je n'y fais pas attention. Je sais que je le retrouverai ce qu'il est réellement, malgré ses vivacités, si bon, si affectueux, un si brave homme !

Autre silence. Pourquoi cette apologie subite, sinon parce que Mauriel avait, au cours d'une visite à la *Maison Verte*, flairé un désaccord entre Graffeteau et le père de Lazarine ? On

s'en souvient, il portait un intérêt ému à l'amour deviné des deux jeunes gens. Émery était un trop brave homme en effet pour avoir dit au médecin la vraie cause de son mécontentement contre l'officier, et le médecin était, lui aussi, un trop brave homme pour interroger ses cliens sur leurs affaires privées. Le *nec dicta, nec visa, nec intellecta*, de l'antique serment hippocratique restait pour lui la règle, comme pour tous ceux qui pratiquent noblement son noble métier. Il avait du tact et il sentit qu'il venait d'être pénible à Graffeteau. L'évidente gêne de celui-ci le gêna lui-même. Changeant de sujet, il prit texte du journal que le jeune homme gardait machinalement à la main pour lui dire :

— Vous avez vu la nouvelle? Ce suicide, à Tamaris, d'une demi-mondaine opiomane?

L'instinct de défense se réveilla chez le meurtrier. D'une voix qu'il s'efforçait de rendre indifférente, il répondit :

— Non, j'ai seulement regardé le *Communiqué*.

— Lisez le suicide, insista le docteur, il est instructif. Ah! qu'on me donne le pouvoir! J'en aurai vite fini avec les empoisonneurs qui vendent ces affreuses drogues : cocaïne, morphine, éther, et la pire de toutes, l'eau-de-vie. Car enfin, cette toxicomane, elle l'achetait quelque part, son opium. Vous verrez qu'on étouffera la chose. Pas d'enquête, ou une enquête pour la forme en vertu du grand principe : pas d'affaire! C'est comme pour l'alcoolisme...

Engagé sur ce chapitre, le médecin ne devait plus s'arrêter, jusqu'au moment où l'automobile déboucha sur la terrasse du *Mont des Oiseaux*. Un quart d'heure plus tard, le moteur ronflait de nouveau, emportant vers Hyères le vieil homme, et tout seul cette fois. Ces quinze minutes lui avaient suffi pour examiner son malade et conclure à l'*exeat* demandé :

— Voilà qui est entendu, lui avait-il dit, puisque vous le désirez tant, je vous rends votre liberté dimanche. L'arythmie persiste, mais purement fonctionnelle. Il est possible que l'influence marine n'y soit pas étrangère. Faites-vous ausculter soigneusement à votre dépôt. Voilà tout... Je ne vous dis pas adieu, capitaine Graffeteau, mais au revoir. Même si je vous manquais après-demain, lors de ma visite, je suis sûr que vous nous reviendrez. Vous serez plus juste alors pour notre beau pays...

Et, tandis qu'il descendait prudemment les lacets de la route taillée au flanc de la merveilleuse colline, il songeait :

« Si le pauvre garçon doit être tué, là-bas, peut-être vaut-il mieux en effet qu'il s'en aille ainsi... Quel dommage pourtant! Deux charmans êtres, si bien faits l'un pour l'autre!... Bah! soyons optimistes. Et il fredonna le couplet favori qu'il avait cité l'autre jour à Graffeteau lui-même : *E la fé dins l'an que vèn... (Et la foi dans l'an qui vient!)* Tout le monde n'est pas tué, que diable! Et quand deux jeunes gens s'aiment... Mais que s'est-il passé pour qu'Émery m'ait fait cette tête l'autre jour, quand je lui ai parlé de son futur gendre? — Car il le sera. — Encore une de ses foucades sans doute! Ils auront discuté sur quelque bêtise. Il ne pouvait pas laisser ces enfans s'aimer et se fiancer, tout tranquillement?... Pauvre Lazarine!... Mais c'est elle, je crois, qui rentre là-bas, avec sa sœur. Passons vite, pour n'avoir pas à m'arrêter et à leur dire que le capitaine s'en va... »

C'était, en effet, Lazarine qui rentrait à la *Maison Verte* avec Mme Journiac. Elles revenaient de leur visite, maintenant quotidienne, à cette chapelle de *Consolation* qui avait dominé toute leur vie d'enfans et d'adolescentes, comme elle dominait tout ce paysage et Costebelle, et la plaine d'Hyères, et les marais salins, et la presqu'île de Giens, et cette mer. Leur ami anglais, aujourd'hui en train de se battre sur l'Yser, le major Garfield, leur citait toujours, en leur désignant cette flèche surmontée de la statue de la Vierge, le vers divin de Wordsworth :

*And spires whose silent finger points to heaven.*

Mais ni la « pauvre Lazarine, » comme l'appelait son vieux docteur, ni Madeleine n'avaient de regard en ce moment pour le blanc clocher

Qui leur montrait le ciel avec son doigt muet.

C'était une traduction essayée jadis, par leur mère, un peu poète comme elle était un peu artiste. Elles ne pensaient pas à se rappeler l'une à l'autre ce souvenir, absorbées qu'elles étaient dans leurs réflexions sur la réponse de Brissonnet à Mme Journiac, reçue le matin. L'empressement du général à répondre, courrier par courrier, était bien significatif. Évidemment, il regrettait l'extrême dureté de son billet au colonel Émery, rédigé dans un premier mouvement de colère, devant la fin de non-recevoir

opposée par Graffeteau à son *ultimatum*. Dans cette nouvelle lettre, il racontait avec plus de détail le mariage du jeune homme, les légèretés et les trahisons de sa femme, leur divorce et ses vraies causes. Il insistait sur le cynisme de Thérèse, « tombée depuis, » disait-il, « dans les plus dégradantes habitudes. » Il mettait sa correspondante en garde contre les intrigues probables de Mme Alidière. Il donnait le nom, et confirmait qu'elle passait l'hiver à Tamaris. « Il est possible, concluait-il, que le mutisme de Robert vis-à-vis de votre père s'explique par la souffrance que je l'ai toujours vu éprouver à la simple mention de l'existence de cette malheureuse. Pour moi, cette faiblesse devant la vérité n'est pas une excuse. J'ai dû cependant, pour être juste, vous signaler ce trait de son caractère. »

— Tu vois, disait Mme Journiac, que mon impression ne m'a pas trompée. Hier, il ne jouait pas la comédie. Tu la tiens, cette preuve que tu demandais.

— Oui, répondait Lazarine, tout s'éclaire : ses réticences, ses timidités, sa fuite consternée, quand je lui ai parlé au *Mont des Oiseaux*... Ah! comme je viens de demander là-haut la force de supporter sans révolte l'inutilité de notre amour! Car il m'aime, il me l'a dit, et c'est vrai, c'est vrai. Quand je pense qu'il a tant souffert, — cette lettre du général l'atteste, — qu'il m'a rencontrée, que j'ai en moi, dans le cœur, de quoi tout réparer de ses misères, tout guérir... Et puis, rien, rien, rien... La loi de Dieu est là. Je ne la discute pas, mais que c'est dur!

— Moins dur tout de même que le mépris, dit la sœur.

— Et puis, continua Lazarine, sans paraître avoir entendu, quand je pense aussi que je l'ai envoyé à elle, moi! — Elle répéta douloureusement : — Moi! Car il est allé à Tamaris en nous quittant, c'est trop certain, pour exiger un désaveu de la calomnie. Il l'a revue...

— Chère petite, fit Madeleine. Tu es jalouse?

— Jalouse? dit Lazarine. Non. Si je la croyais toujours digne de lui, si je voyais en elle, comme hier, une femme abandonnée et méconnue, je ne regretterais pas de le lui avoir rendu. Je prierais Dieu, et de toute mon âme, je le jure, pour qu'il m'oubliât, pour qu'il fût heureux... Mais maintenant, après ce que nous savons, cette vie avec elle, que serait-ce?

— Il ne reprendra pas de vie avec elle, protesta Madeleine. Il t'aime.

— Elle est si belle, gémit Lazarine, si autre que moi!

C'était la femme, s'ignorant encore, qui venait de crier dans la vierge. Que lui répondre pour la consoler? Partout ailleurs que sur la grande route, la sœur aînée aurait serré l'enfant désolée dans ses bras. Elle ne put que lui prendre la main. Elle l'appuya contre ses lèvres, en donnant à ces frêles doigts frémissans un long baiser de tendresse et de compassion. Elles arrivèrent ainsi, sans plus parler, à la grille de leur jardin.

— Nous ne montrerons pas à Père la lettre du général, n'est-ce pas? dit Mme Journiac.

— C'est vraiment beaucoup de silences, fit Lazarine, la visite de cette femme, la rencontre d'hier...

— Je prends tout sur moi, interrompit Madeleine. Cette histoire n'a plus aucune suite possible, à présent. Pourquoi le mêler à des agitations où il ne trouverait que des motifs à se tourmenter? Il se fait déjà de si amers reproches! Il te l'a dit et il me l'a dit. Plus il croira cette aventure finie, moins il en souffrira. Tu blâmes le silence? C'est un devoir dans certains cas. Mais oui, quand la parole n'aurait d'autre résultat que d'augmenter inutilement la peine d'un autre. Père croit que tu aimes un indigne et que cette indignité te guérira. Ne comprends-tu pas que c'est mieux ainsi?

— Et toi, ne comprends-tu pas qu'il m'est trop dur de ne pas justifier celui que j'aime?

— En ce moment, tu ne le justifierais pas. Père discuterait. Il s'aigrirait davantage. Plus tard, tu pourras parler. Pas maintenant. Comme dit Élisa : il faut laisser le temps au temps.

— Tu as raison, répondit Lazarine avec accablement. Je me tairai.

Elles trouvèrent le colonel dans son fumoir-bibliothèque, occupé à vérifier les renseignemens du *Communiqué* sur une grande carte d'État-major, clouée au mur. Des petits drapeaux, piqués de place en place, y marquaient les situations respectives des armées.

— Bonnes nouvelles! cria-t-il à ses filles, dès la porte. La bataille de Verdun se dessine en notre faveur. Dès l'instant que les Boches ont manqué leur coup de surprise et que nous réagissons, nous tenons le bon bout. Quel outil que le soldat

français, dans de bonnes mains! Et les chefs de là-bas, je les connais. Je les ai vus débuter : Castelnau, Pétain, Nivelle, Mangin. Ce sont de fiers hommes, allez. Mais quelle guerre!... Suivez sur la carte. Tenez...

Et de son vieux doigt, noué de rhumatismes, il montrait tel fort, telle colline, cherchant les noms sur le journal qui lui servait de guide. C'était un numéro identique à celui que Graffeteau avait acheté à La Garde. Seulement, le colonel, tout entier à la passion militaire, n'avait même pas vu l'annonce sensationnelle de la manchette. Sa démonstration faite, il déposa la feuille sur son bureau. Mme Journiac la prit d'un geste machinal. Elle commença de la parcourir des yeux. Tout d'un coup, elle se mit à trembler. Le saisissement décomposa son beau visage, si calme d'habitude. Son père, assis maintenant en face d'elle et qui la regardait distraitement, s'en étonna :

— Mais tu es souffrante, Madeleine? dit-il.

— Ce ne sera rien, répondit-elle en se forçant à sourire. Lazarine, aide-moi à remonter dans ma chambre. Je m'étendrai jusqu'au dîner. J'emporte le journal, papa? Ma sœur me lira les nouvelles.

— Emporte, fit le colonel. Hors le *Communiqué*, rien ne m'intéresse. Je vais écrire quelques lettres. Soigne-toi bien.

Il embrassa sa fille aînée sur le front, avec une complaisance qu'il se reprocha sans doute, car, au moment où Lazarine allait passer le seuil, il la rappela et l'embrassa tendrement aussi. Les deux sœurs sortirent de la chambre. Madeleine continuait à montrer un trouble si étrange que l'autre, dans l'escalier, lui demanda :

— Qu'as-tu donc?

— Tout à l'heure, répondit Mme Journiac à voix basse, je te dirai. Puis, quand elles furent dans la chambre : — Ferme la porte à clef. C'est cela. Et regarde.

Elle tendit le journal à Lazarine. Celle-ci lut l'article qui, deux heures auparavant, avait soulagé Graffeteau d'un poids si lourd.

— Madame Alidière? fit-elle. A Tamaris?... Mais c'est elle!...

— Évidemment, dit Madeleine. C'est elle.

— C'est bien cette nuit qu'elle s'est tuée? interrogea la jeune fille. L'une après l'autre, penchées sur les lignes fatales, elles en relisaient chaque mot.

— Il n'y a pas de doute, conclut Madeleine, c'est bien cette nuit.

— Après qu'il l'avait revue alors, qu'il avait causé avec elle, aussitôt après! Ah! Madeleine, qu'est-ce que j'ai fait?

— Toi? protesta Mme Journiac, mais tu n'es pour rien dans ce drame.

— Et qui lui a dit de la revoir? s'écria Lazarine. Qui lui a raconté qu'elle était venue, et notre entretien? C'est à cause de moi qu'il est allé la trouver! Car il y est allé. A cause de moi, il aura été trop dur pour elle! Et là encore, tout s'éclaire. Il fallait qu'elle eût un motif à sa visite ici, bien humiliante, avoue-le... — Mme Journiac protesta d'un geste : — Mettons qu'elle ait menti et sur leur divorce et sur son caractère, qu'elle ait voulu me faire de la peine, parce qu'on lui avait parlé de moi et de lui. Il n'en est pas moins vrai que cette démarche, que ces mensonges mêmes, supposent chez elle de la passion. Il l'aura brutalisée, désespérée, à cause de moi... Et alors, cela!... — Elle repoussa le journal dans un mouvement d'horreur. — Il me semble que je vois ce sang... Et de ses prunelles agrandies par l'épouvante, elle regardait ses mains.

— Mais c'est insensé, insensé, répétait Madeleine. Et, suppliante : — Ma pauvre petite, ne cherche donc pas à ce suicide une autre explication que celle que donne le journal, l'opium. Rappelle-toi la phrase de Brissonnet : *les plus dégradantes habitudes?* C'est de l'opium qu'il voulait parler. Remarque. Nous ne savons même pas si le capitaine Graffeteau l'a vue. Il y a là une histoire d'une scène de folie dans un établissement public à Toulon, qui prouve que cette femme n'a point passé l'après-midi à Tamaris! Il l'a vue? Soit. Il lui a parlé durement? Soit encore. Que lui avais-tu demandé, toi? D'être bon pour elle, de lui pardonner. Ainsi!... Et quand il aurait été implacable, au point de la désespérer, ce n'était que justice. Le témoignage de Brissonnet le prouve... D'ailleurs, pourquoi chercher des raisons, quand l'opium suffit, je te répète? C'était une malade d'esprit, qui n'était pas responsable. Cette visite ici, dont tu parles, mais elle n'était pas d'une passionnée. Elle était d'une méchante ou d'une détraquée... Non. Non. Ce suicide est lamentable. Mais tu y es absolument étrangère... Et puis, sommes-nous tout à fait sûrs que c'est un suicide? Après tout, nous n'avons là qu'un récit de journal, écrit après une première

enquête, non poussée à fond. S'est-elle tuée, seulement?...

— Arrête-toi! implora Lazarine d'une voix étranglée. Elle s'arrêta elle-même. L'idée qui venait de surgir entre elles était si atroce qu'elles demeurèrent quelques instans silencieuses, jusqu'à ce que M^me^ Journiac dît, en haussant les épaules :

— Décidément, c'est contagieux. Tu me rends aussi folle que toi. — Puis, montrant sa taille déformée, avec cette grâce souffrante de future mère qu'elle employait comme le plus sûr moyen de calmer sa sœur : — Si tu continues, ton neveu naîtra dans un joli état. Finissons-en. Et d'abord... — Elle avait saisi le journal qu'elle froissa vivement. Elle alla vers la cheminée, prit les pincettes et maintint le papier dans les flammes. Quand il fut entièrement consumé : — Ah! dit-elle. Si l'on pouvait faire des chagrins inutiles un petit tas de cendres, comme celui-là!

— On ne peut pas, dit Lazarine. Tu le sais aussi bien que moi. Tout de même, tu m'as rendu un grand service en m'empêchant de parler à notre père. Ses commentaires à lui, maintenant, me seraient vraiment trop durs. Je ne pourrais pas les supporter. Je vais le rejoindre.

Elle quitta la pièce sur ce prétexte, en réalité pour fuir Madeleine. Celle-ci s'en rendit bien compte, et que la pauvre enfant ne pouvait pas supporter non plus ses commentaires, à elle. Le soir, et quoique le départ de la voyageuse fût fixé pour le lendemain, Lazarine ne monta pas faire la causette, comme à l'ordinaire, dans la chambre de sa sœur. Elle trouva le moyen d'échapper encore au tête-à-tête, pendant les quelques heures de la matinée du samedi qui précédèrent ce départ. Vingt fois, Madeleine fut tentée de s'approcher d'elle, pour reprendre, seule à seule, l'entretien de la veille. Vingt fois, une appréhension invincible l'en empêcha. Elle n'arrivait pas à chasser le soupçon, extraordinaire, et, pour son bon sens, absurde, qu'elle avait suggéré elle-même par une phrase prononcée cependant au hasard. Ce fut seulement à la gare, durant les quelques minutes où leur père enregistrait ses bagages, qu'ayant entraîné Lazarine à l'extrémité du quai, elle lui dit :

— Chère petite, fais-moi une promesse, mieux qu'une promesse, un serment.

— Un serment? répéta Lazarine, lequel?

— Si tu revois le capitaine Graffeteau, jure-moi, sur la mémoire de maman, que tu me le diras, entends-tu, quoi qu'il arrive.

La jeune fille regarda sa sœur fixement :

— Que crois-tu donc qui puisse arriver? demanda-t-elle.

— Je ne sais pas, répondit la sœur aînée. Et dans un élan passionné : — Mais je ne pourrai pas partir, je le sens, si tu ne me jures pas ce que je te demande.

— Je te le jure, dit Lazarine.

— Merci, fit l'autre.

## XI

Le train avait disparu depuis longtemps, emportant vers Toulon, puis vers Marseille et Avignon, la sœur aînée, toujours bien anxieuse malgré le serment, et sa phrase énigmatique travaillait l'imagination de celle à qui elle venait d'arracher cette solennelle promesse :

« Qu'a voulu dire Madeleine? » se demandait-elle sur la route du retour, et, se répétant sa propre question : — Que croit-elle donc qui puisse arriver? — elle y répondait malgré elle. Une possibilité, qu'elle s'était interdite jusqu'alors de même concevoir, s'imposait à son esprit. Une espérance folle se mélangeait à la terreur de responsabilité que le suicide de Thérèse continuait de lui infliger. Elle écartait la hantise d'une autre terreur, indéterminée, obscure, formidable. Thérèse morte, celui qu'elle aimait si profondément, si douloureusement, devenait libre. S'il était démontré pourtant que ce suicide était uniquement dû à un désordre mental, provoqué par l'opium? L'obstacle entre eux serait brisé. Le mariage religieux serait permis. Elle s'imaginait Robert Graffeteau trouvant le moyen de la revoir, implorant d'elle, avant de retourner au front, cet engagement qu'elle lui avait offert, dans une heure de confiance exaltée. Que répondrait-elle ? Un frisson la parcourait. Elle regardait le colonel, en train de marcher à son côté. Ils suivaient le chemin qui, par Costebelle, mène à Saint-Pierre des Horts et à la *Maison Verte*. Si Robert Graffeteau osait une pareille demande et si elle disait oui, comment s'en taire? D'autre part, comment expliquer au colonel, si intraitable sur le chapitre de la loyauté, qu'elle et sa sœur eussent dissimulé de la sorte?

L'imposture de ce mutisme recommençait de tant lui peser! Comment le rompre sans révéler l'intensité de son amour, qui l'effrayait elle-même? Rien que de supposer cette porte ouverte à nouveau sur l'avenir lui faisait mal, tant elle entrevoyait de bonheur. Elle la repoussait, cette porte. Elle le rejetait, ce rêve. L'affreuse impression la ressaisissait, celle du sang de la suicidée sur ses mains. A un tournant de la route, les bâtimens du *Mont des Oiseaux* se découvrirent dans le lointain, pour quelques instans. Les yeux de la jeune fille se fixèrent, par-dessus la tête grise de son compagnon, sur la blanche construction aux toits rouges. « *Il* avait promis de se justifier, pensait-elle. Il ne donne pas signe d'existence. Pourquoi?... » Et elle avait peur.

A cette question elle devait avoir une réponse, et trop complète, ce même jour. Vers les cinq heures et demie, après le thé, elle était seule dans sa chambre, à lire et relire, dans les journaux du matin et ceux de l'après-midi, des détails complémentaires sur le drame de Tamaris. Tous s'accordaient sur l'hypothèse du suicide et sur sa cause, ainsi qu'en témoignait leur unanimité à réclamer des mesures énergiques contre la vente clandestine de l'opium. La fidèle Élisa entra, porteuse d'une enveloppe fermée et sans adresse. Puis narquoise, comme à l'habitude :

— C'est l'infirmier de M. le lieutenant Duchatel qui a remis ceci pour *Mademoselle*, en disant comme ça : qu'on attendait une réponse, et que c'était pressé... Pressé, pressé, que je lui ai dit, moi, faut *ben* donner le temps à la médecine de faire... — Il en rit encore.

Elle riait, elle aussi, de sa rustique plaisanterie, la malicieuse Angevine, mais sans gaieté. Tous ces derniers jours, elle avait observé la tristesse grandissante de sa *Demoselle*, comme elle continuait de l'appeler avec la prononciation de son village. Trop fine pour ne pas en deviner vaguement le motif, mais trop peu renseignée pour soupçonner la cruelle vérité, elle en voulait au capitaine Graffeteau, et, à cause de lui, aux officiers du *Mont des Oiseaux* en bloc. « Qu'est-ce qu'ils peuvent bien lui écrire encore? » pensa-t-elle, en voyant le visage déjà si tendu de Lazarine se contracter à la lecture du billet enfermé dans cette enveloppe. Il se composait de ces quelques

mots, tracés d'une plume incertaine et qui n'avait pas su diriger ses lignes : « *Mademoiselle, il faut que je vous voie immédiatement. Pardon et Respects.* » — Que je vous voie? — Dans son trouble, l'aveugle employait machinalement une formule qui n'avait plus de signification pour lui, hélas! Cet indice n'était pas nécessaire pour prouver à Lazarine qu'un incident très grave l'avait seul déterminé à une pareille démarche, lui, si réservé. Venait-il lui parler du drame de Tamaris et de Robert Graffeteau?

— Le lieutenant Duchatel est en bas? demanda-t-elle.

— Oui, fit la servante, assis sur la borne du chemin. Il n'a pas voulu entrer.

— Va le prévenir que je descends, dit Lazarine, et à part elle : « Il ne veut pas entrer. A cause de mon père, évidemment... Hé bien! je lui parlerai sur la route. »

Le temps de poser un chapeau sur ses cheveux, de jeter une mante sur ses épaules, et elle descendait l'escalier, le cœur battant.

« Si mon père m'entend, pensait-elle, cette fois je lui dirai tout. »

Par bonheur pour la pauvre enfant, — ou par malheur, — qui sait? — le colonel ne parut pas. Suivie du regard par la seule Élisa qui murmurait : « Seigneur, ayez *pidié* de nous et jetez des pierres aux autres! » elle traversa le jardin, et, la grille passée, vint droit vers Duchatel. Quoique son pas fût bien léger, l'aveugle l'entendit venir. Il se leva.

— Laissez, dit-il à l'infirmier qui voulait le soutenir, Mlle Émery me conduira quelques pas... Et il appuya sa main sur le bras de Lazarine, du même geste à peine posé qu'il avait eu dans ce retour de nuit, dont la jeune fille racontait la poésie heureuse à sa sœur, au cours d'une de ses lettres. Trois semaines n'étaient pas écoulées depuis. Que cette joie était loin!

— Mademoiselle, commença l'aveugle à mi-voix, je me rends bien compte que je viens d'être très incorrect avec vous.

— Ne vous excusez pas, lieutenant Duchatel, dit Lazarine. Du moment que vous m'écrivez ainsi, vous obéissez à des raisons impérieuses, j'en suis sûre. Dites-les moi simplement.

— Merci de votre confiance, répondit-il. J'étais si sûr que je ne me trompais par sur vous!... — Et, tout simplement, en

effet : — Mademoiselle, il s'agit du capitaine Graffeteau. Je crois que vous avez de l'amitié pour lui. Vous regretteriez certainement de ne l'avoir pas aidé, le pouvant, dans une crise terrible de sa vie. Il est si étrange ! J'ignore si vous l'avez vu ces derniers jours et si vous vous êtes rendu compte de son état. Cet état m'a paru, à moi, tellement inquiétant que vous m'en voyez bouleversé...

— Mais enfin, qu'est-ce qu'il y a? fit Lazarine. Qu'avez-vous su?

— Il y a, mademoiselle, dit Duchatel, tout bas cette fois, qu'il veut se tuer.

La jeune fille demeura comme sidérée. Un cri lui vint qu'elle étouffa. L'évidence s'imposait à elle. Le hideux soupçon, repoussé d'abord comme une imagination insensée, revêtait soudain une précision sinistre. Il se faisait dans son esprit un de ces raisonnemens foudroyans dont l'éclair nous illumine aux minutes tragiques. Celui qu'elle aimait et qui l'aimait était libre. Il pouvait l'épouser. Et il pensait à se tuer? A cause de ce drame de Tamaris, c'était certain. S'il n'y était pas mêlé, pourquoi ? S'il y était mêlé et qu'il y eût eu simplement suicide, pourquoi encore? Par remords d'avoir été trop dur? Les torts de sa femme l'absolvaient d'avance... Restait une troisième hypothèse. A l'épouvante dont elle emplissait Lazarine une appréhension affreuse se mêlait, celle que son propre trouble ne mît Duchatel sur la piste du crime. Savait-il que Graffeteau fût marié et divorcé? Que sa femme s'appelât M^me^ Alidière? Qu'elle fût morte, et où, et comment? Elle pensa : « Moi, je ne dirai rien. Il faut qu'il parle... » Cette idée lui donna la force d'interroger :

— Il veut se tuer? répéta-t-elle. Il vous l'a dit?

— Non. Mais je le comprends. Je le sens. Je le sais.

— A cause de son étrangeté? Cette étrangeté, quand avez-vous commencé de la remarquer?

— Il y a une semaine environ.

— Mais vous prononciez le mot de crise?

— En effet, c'est depuis quarante-huit heures seulement qu'il m'inquiète ainsi.

— Depuis ces quarante-huit heures, lui est-il arrivé quelque chose?

— Rien que je sache...

— Alors, ce n'est qu'une impression?

— Oui et non... Mais, voyez-vous, mademoiselle, le mieux est que je vous raconte, par le détail, mes observations, à partir d'hier au soir. Vous jugerez. Hier donc, je ne l'avais pas rencontré de tout l'après-midi. Je vais le chercher, pour le dîner. Je frappe à sa porte. Il était là. Pas de réponse. Je l'entendais qui marchait, marchait... Je lui dis mon nom. Il me crie qu'il ne dînera point. Il n'ouvre pas... Après le dîner, je retourne à sa chambre. J'écoute. Toujours le pas d'un homme qui se fuit lui-même entre quatre murs... J'y retourne encore au milieu de la nuit. Toujours et toujours ce va-et-vient infatigable et affolé de fauve en cage... Ce matin, il arrive chez moi. Il me dit qu'il voudrait me demander un conseil, pour son testament. « J'ai une certaine fortune, m'expliqua-t-il, et pas de proches parens. Je désire laisser ce que je possède à une œuvre de charité. En connaissez-vous une que vous considériez comme très utile et que vous puissiez me recommander particulièrement? » Cette preuve d'amitié me touche. Je le lui dis. L'émotion le gagne, et alors, il me pose une question que je vais vous répéter, mademoiselle, textuellement : « Vous croyez à une autre vie, Duchatel? — Et vous aussi, lui ai-je répondu. — Oh! moi! a-t-il repris, j'espère bien qu'il n'y en a pas, mais je n'en suis pas sûr. »

— Le malheureux!... ne put s'empêcher de gémir Lazarine.

— N'est-ce pas? fit Duchatel, mais écoutez la suite. Il continue : « Et dans cette autre vie, vous croyez que nos actes nous suivent? — Naturellement, ai-je répondu. C'est même ça, l'autre vie. — Si c'était vrai, s'est-il écrié, ce serait affreux! » Il faut vous dire, mademoiselle, qu'en Champagne, à la veille de la grande offensive, nous avions causé religion. Son incroyance alors m'avait d'autant plus attristé qu'elle était tranquille. Je pensai : « Il va repartir. Un travail s'est fait en lui. Il doute. » Et je lui dis : « Vous êtes plus près de Dieu qu'il y a sept mois, Robert, puisque vous commencez à le craindre. » Il ne releva pas ma phrase. Il remit la conversation sur son testament et l'œuvre à choisir. Puis tout d'un coup, sans transition aucune : « Avez-vous eu des amis qui se soient tués, Duchatel? — Oui, lui dis-je, très étonné, j'en ai eu un. » En effet, mademoiselle, un de mes camarades du lycée de Lyon, que j'aimais beaucoup. Employé de banque, il était pauvre. Il aimait le luxe. Dans une

heure d'égarement, il a volé. Sur le point d'être découvert, il s'est tiré une balle dans la tête. Je raconte cette histoire à Graffeteau. « Il a eu raison, me dit-il, vous ne trouvez pas? — Non, » répliquai-je. Et lui : — « Qu'auriez-vous donc voulu qu'il fît? » — « Qu'il se repentît et qu'il réparât. » — « Se repentir? a-t-il répondu. Quand on ne croit pas!... Réparer? Mais il y a des choses irréparables... » Il est sorti, là-dessus, comme il était entré, avec cette brusquerie des gens qui souffrent trop et qui ne se supportent nulle part. Mademoiselle, j'ai été tellement effrayé de cet entretien que j'ai osé une action extraordinaire. Elle vous prouvera ma certitude d'une catastrophe possible. Je suis allé chez lui, le sachant absent. J'ai cherché son revolver. J'ai arraché de mes doigts toutes les balles et remis les douilles vides dans les chambres. Puis, m'étant retrouvé avec lui cet après-midi, il s'est montré de nouveau si nerveux que ma terreur a encore grandi. Ma précaution m'a paru puérile. S'il veut en finir, il y a tant d'autres moyens!... Alors, j'ai pensé à vous...

Il s'arrêta de marcher et de parler. Il semblait attendre une réponse qui fît écho à sa confidence, et, comme la jeune fille se taisait, atterrée, il balbutia :

— Si je vous ai froissée, mademoiselle, pardonnez-moi.

— Comment vous en voudrais-je? répondit-elle, et appelant d'un geste l'infirmier : — Il faut que je rentre, lieutenant Duchatel. Je réfléchirai.

— Si je ne me trompe pas, pensez qu'il s'agit de la perte ou du salut de cette âme..., dit l'aveugle d'une voix où frémissait une imploration. Moi, je ne peux rien. Je n'ose même plus frapper à sa porte. Et, à cette minute peut-être...

Il n'acheva pas. Elle le vit qui reprenait la route du *Mont des Oiseaux*, appuyé d'un bras sur son guide, et de l'autre s'assurant du sol avec sa canne. Il marchait aussi rapidement que le permettait son infirmité. Ses dernières paroles expliquaient trop clairement cette hâte.

« A cette minute peut-être... » se répétait Lazarine, en marchant elle-même du côté de la *Maison Verte*. A un moment, elle se retourna. L'uniforme bleu de Duchatel disparaissait dans un repli de la route. En avant de ce repli, débouchait un sentier très rude, qu'il avait laissé à sa gauche et qui menait plus vite au *Mont des Oiseaux*. Subitement, impétueusement, la

jeune fille se dirigea vers ce raccourci, dont elle connaissait tous les méandres, tous les arbres, toutes les pierres. Elle s'y engagea sans plus se soucier de l'heure tardive, de son père qui s'inquiéterait, de l'extraordinaire audace de son projet. « Pourvu que je n'arrive pas trop tard! » Elle n'avait plus d'autre pensée. Un irrésistible élan la précipitait vers Graffeteau. Ce qu'elle lui dirait? Elle n'en savait rien. Elle venait, à travers Duchatel, d'entendre son appel de détresse, et elle allait au secours de cette agonie. Dès les premiers mots de l'aveugle, ce sentiment de pitié avait tout emporté. Elle qui gardait une farouche pudeur de ses émotions intimes, elle avait écouté jusqu'au bout cette confidence qui supposait son plus cher secret deviné. Lui demander qu'elle sauvât Graffeteau, n'était-ce pas lui dire : « Il vous aime et vous l'aimez? » Que lui importait? Et pas davantage le roman que l'officier avait pu imaginer autour des désespoirs de son ami : sans doute un désaccord avec le colonel, une demande en mariage repoussée. Elle courait, elle volait entre les lentisques et les arbousiers, les myrtes et les genévriers, sans cesse accrochée aux épines de cette végétation de maquis, et s'en arrachant... Enfin elle avait rejoint la grand'-route. Un autre raccourci s'y amorçait, aménagé à même le parc du *Sanatorium*, celui-là, et transformé en escalier par une savante succession de larges degrés d'un ciment qu'un ouvrier artiste avait façonné en aspects de planches et de troncs d'arbres. En deux minutes elle les eut franchis. Elle était devant l'énorme façade du bâtiment. Au portier qui la connaissait et s'avançait vers elle hors de sa loge, elle demanda le numéro de la chambre du capitaine Graffeteau, sans rougir sous le regard étonné de cet homme.

— Le capitaine est bien chez lui? insista-t-elle.

— Je ne l'ai pas vu sortir, dit le concierge. Si Mademoiselle veut, j'enverrai quelqu'un...

— Ce n'est pas la peine, répondit-elle, et elle entra dans l'hôpital sans plus hésiter que si elle eût été la sœur ou la femme de celui qu'elle voulait à tout prix sauver. En était-il temps?

Que ces deux étages lui parurent hauts, nombreuses les marches, long le couloir! Le pressentiment qu'elle arrivait trop tard l'immobilisa devant la porte, et, quand elle eut frappé, elle crut défaillir, au bruit du pas qui s'approcha. Les deux

tours de clef, que donna l'occupant de la chambre, et un bruit de chaises déplacées témoignaient qu'il s'était barricadé en dedans. Cette précaution s'accordait trop bien au funeste projet dont elle venait empêcher l'accomplissement! Mais le battant était ouvert. Robert Graffeteau avait vu M[lle] Emery. De surprise, il recula sans rien dire. Ce fut elle qui poussa la porte, et, marchant sur lui, sans explication, sans préparation, d'une voix qui n'interrogeait pas, qui n'accusait pas, mais qui imposait, qui exigeait la vérité.

— Vous l'avez tuée? dit-elle :

— Oui, répondit-il.

— Et vous voulez vous tuer?

— Oui, fit-il encore.

Elle détourna de lui sa tête, comme si, à cette minute, elle ne pouvait pas supporter de le voir, et elle s'agenouilla. Un fauteuil était là. Elle y posa ses coudes, cacha sa face dans ses mains et resta ainsi à prier longtemps. Quand elle se releva, son visage, si clair d'habitude, avait comme une expression obscure et convulsée. Le ravage du tourment intérieur, en décomposant ses traits délicats, l'aurait rendue presque laide sans la profondeur de ses yeux, sublimes de passion et de douleur. Les bras serrés sur sa poitrine, et les poings crispés l'un contre l'autre, elle gémit :

— Si vous vous tuez, que voulez-vous que je devienne? Il ne vous suffit donc pas de m'avoir associée à un premier crime? Car c'est en me quittant que vous êtes allé tuer cette femme, et à cause de moi! Voilà ce que j'ai été pour vous. A cause de moi, vous avez assassiné, et maintenant vous voulez vous tuer. Alors, toute ma vie, je devrai me dire : « S'il ne m'avait pas rencontrée, il vivrait, il serait un honnête homme! » Hé bien! A cause de moi, vous m'entendez, vous n'avez pas le droit de vous tuer. Vous me devez de ne pas me désespérer. Si vous m'aimez, comme vous l'avez dit, ne me condamnez pas à ce remords. C'est bien assez de l'autre...

— Ah! j'aurais dû me taire, ne rien avouer! répondit-il. Vous, des remords, vous, vous?... Mais vous n'avez jamais été pour moi que bienfaisance, que lumière, que consolation... Mais avant-hier, quelques heures avant, vous me demandiez d'être indulgent, de pardonner. J'avais encore vos paroles dans le cœur et dans l'esprit... Une fureur m'a entraîné, que je ne

comprends plus moi-même... Cette femme, c'était le passé, avec ses chagrins, ses rancœurs, ses hontes, auxquelles je ne peux pas vous mêler, même en idée... Alors, quand je me suis trouvé devant elle, toute cette misère a reflué en moi... J'ai eu horreur et j'ai eu peur. Oui, peur de moi-même, peur de cette femme. J'ai eu la sensation du monstre, d'une méchanceté, d'une perversité acharnée de nouveau contre moi... Un vertige m'a pris, et je me suis délivré... Vous voyez bien que vous n'êtes pour rien dans ce crime. Si une influence avait pu m'arrêter, c'était la vôtre, votre souvenir, la pensée de l'être que vous aviez fait de moi. Vous ne savez pas ce que vous êtes pour moi, depuis que je vous ai connue!... Ce que vous étiez... Car c'est fini. C'est moi qui peux vous dire : « Que voulez-vous que je devienne?... » J'ai tué. Mon crime est sur moi. De cela aussi il faut que je me délivre. Comment?... Je serais découvert, arrêté, emprisonné, à la veille d'être jugé, peut-être trouverais-je dans cette abjection un apaisement, une impression de dette payée. Vous avez appris cette mort par les journaux. Vous savez donc qu'on ne me poursuivra pas... Me dénoncer? J'y ai songé. Je ne le ferai pas, à cause de ces galons, de cette croix, de mes camarades, de tout ce que cela représente et qu'il m'est odieux d'associer à ma déchéance... Retourner au front, me faire tuer? Oui, si c'était comme simple soldat. Mais c'est impossible, et comme officier, comme chef, je n'en suis plus digne...

Il s'arrêta. Elle l'avait écouté, les paupières baissées, sans qu'aucun mouvement, ni de son visage ni de son corps, révélât les sentimens que cette horrible confession éveillait en elle. Comme si ce mutisme était un acquiescement, il reprit :

— Vous ne pouvez pas me répondre, et il n'y a rien à me répondre. Il ne me reste qu'à disparaître... Je m'en rends compte : c'est le bon Duchatel qui vous a avertie. Il m'a deviné. Ç'a été ma dernière faiblesse de lui parler. J'en suis bien puni. Mais j'étouffais!... Encore là, j'aurais dû me taire. Vous auriez lu, dans une feuille quelconque, un jour, que le capitaine Graffeteau avait été la victime d'un accident de chemin de fer. C'est si aisé de se mettre sur une voie, quand un train passe! J'avais pris cette résolution, afin de vous faire douter. Vous ne douterez plus maintenant. C'est pour moi une douleur de plus. Mais, — et il secoua la tête, — je me suis condamné à mort,

j'exécuterai la sentence. Je me ferai justice. Je paierai ma dette...

— Et à qui? interrogea-t-elle. — Elle le regardait fixement, avec ce mélange de supplication et de volonté que l'on a dans les yeux, quand on désire passionnément projeter dans un autre une conviction dont on est possédé. — Pas à la société, puisque votre mort ne sera un exemple pour personne. Pas à cette pauvre âme, que vous avez précipitée, toute chargée de ses péchés, aux pieds de son Juge. Pas à Dieu, qui défend tous les homicides. Vous n'aurez rien payé, rien effacé. Vous vous serez délivré de la vie, comme vous dites, et, se délivrer, ce n'est pas racheter, c'est déserter... Ce que je veux que vous deveniez? Mais un homme qui se repent, un homme qui expie. Rappelez-vous votre enfance. Quand vous aviez commis une faute qui pesait sur votre conscience, où alliez-vous demander pardon? Et on vous l'accordait, et on vous disait pourquoi, parce qu'il y a Quelqu'un qui a donné son sang pour vous, pour moi, pour nous tous, pour toutes nos défaillances, pour les péchés des enfans, pour les crimes des hommes. Il y a un Rédempteur, et il y a une Rédemption. Votre âme porte des traces sinistres. Vous vous feriez justice à vous-même, comme vous dites, votre suicide ne vous rendrait pas l'innocence. Ces traces, vous ne pouvez pas les effacer. Un autre le peut, si vous vous jetez sur son cœur. Même souillé, même abominable, il vous aime, il vous plaint, il vous veut. Ah! mon Dieu! mon Dieu! — Et elle joignait ses mains : — Si je pouvais faire passer en lui cette certitude qu'il a un moyen d'être guéri, d'être lavé, un seul!... Mon Dieu! mon Dieu!...

— Mais ce moyen, dit Graffeteau, je ne peux pas l'employer. Il faudrait croire et je ne crois pas.

— Je le sais bien, dit-elle avec une exaltation grandissante, mais vous croirez. Je vous forcerai de croire. Je prierai Dieu avec tant d'ardeur qu'il m'accordera cette grâce! Ne vous y refusez pas, en fermant à jamais la route à sa miséricorde! Je m'en rends trop compte, allez, ne croyant pas, un remords comme le vôtre est un fardeau terrible à porter. Je vous y aiderai. Tant que vous n'aviez parlé à personne, vous étiez seul à le porter. Vous ne pouviez pas, mais maintenant nous sommes deux. Non. Ne regrettez pas de m'avoir tout avoué, comme cela, tout de suite. C'est si noble! C'est si droit! Je vous

en estime tant ! C'est une telle preuve d'amour que vous m'avez donnée, en ne supportant pas de me mentir! Je vous en aime tant!... Oui, répéta-t-elle, — et c'était un accent d'extase tout ensemble et de désespoir. — Nous nous aimons. Nous nous aimons. Ah! Robert, supplia-t-elle dans un cri déchirant. — C'était la première fois qu'elle l'appelait tout haut ainsi. — Jurez-moi que vous ne vous tuerez pas, et moi je vous promets que je serai votre femme.

Graffeteau s'était assis, tout pâle. Sur ses joues des larmes commencèrent de couler, longues et lentes. Il les montra d'un geste à la jeune fille, et, cédant à l'émotion qui entrecoupait chacun de ses mots :

— Mademoiselle... — Comment aurait-il osé, lui, prononcer son prénom? Et ce contraste même était si poignant! — Je ne pensais pas que j'aurais pu connaître encore une minute de bonheur. Vous venez de me la donner. Ces larmes sont les premières qui me viennent, depuis l'horrible chose. Comme elles me soulagent ! Quelle douceur émane de vous, quelle générosité! Cette belle âme si fière, si grande, que j'avais pressentie, je la vois. Oui, nous nous aimons. Seulement, moi, c'est l'adoration pour un être tellement au-dessus de moi, tellement unique! Et vous, c'est une pitié pour un déchu. En ce moment, vous me voyez si misérable et vous êtes si bonne, si charitable, et alors cette offre... Non! Je ne peux pas, je ne dois pas l'accepter... Quand vous m'aurez quitté, peut-être pas aujourd'hui, mais demain, après-demain, je ne serai plus ce que je suis en ce moment, une douleur qui agonise là sous vos yeux et qu'à tout prix vous soulagez. Je redeviendrai pour vous l'assassin, — il insista, — l'assassin, celui qui s'est condamné à être seul toujours, par une action inexpiable, je vous répète, inexpiable... Ce pacte, si j'y consentais, loyale et fidèle comme vous êtes, vous le tiendriez. Mais, au fond de votre conscience, que penseriez-vous? Que vous êtes la femme d'un assassin. Et moi, je lirais cette pensée en vous. Je vous aurais infligé cette honte. Je m'en mépriserais plus encore que de mon crime. C'en serait un pire. Non. Non. Non. Laissez-moi. Ne me tentez pas.

— Ah! dit-elle, comme vous m'avez peu comprise ! C'est tout naturel. Vous ne croyez pas. Alors vous ne voyez pas. Vous vous trompez : ce n'est pas la pitié qui m'a fait vous parler comme je vous ai parlé. C'est l'amour, tout simplement, pas celui qui

aime une créature à cause de son charme et de son attrait, cet amour qui change, qui tombe avec les années, avec la vieillesse, avec la mort. Peut-être vous ai-je aimé ainsi les premiers temps. Ce que ces cruels derniers jours m'ont appris, c'est que je vous aime d'un amour plus haut, plus pur, plus vrai. C'est que j'aime votre âme et que je veux, entendez-vous, je veux la sauver... Sans cela, ce crime, en effet, m'aurait séparée de vous. Pourquoi m'en a-t-il rapprochée? Parce que mon sentiment pour vous était autre chose que ce que j'en savais. C'est comme ma foi en Dieu et en Notre-Seigneur. Maintenant seulement je sens combien elle est complète, absolue. Maintenant seulement je comprends que cette vie n'est qu'une étape du chemin, un passage vers l'Éternité, et je veux la partager avec vous, mon Éternité. Je veux que vous soyez sauvé. En vous offrant d'être votre femme, après cet assassinat, je fais mien tout votre passé. Nous l'expierons ensemble. Tout ce qui est à moi est à vous : ma vie, mon cœur, mon Rédempteur. Tout ce qui est à vous est à moi : vos doutes, vos angoisses, votre crime, vos tentations de désespoir. Un autre que moi se les est appropriés avant moi, c'est Notre-Seigneur. Je vous ferai croire en lui, par ma propre destinée... Mais il me faut le temps. Vous ne me le refuserez pas. Vous ne vous le refuserez pas, à vous-même... Vous avez dit à Duchatel que vous doutiez de l'autre vie, que vous ne saviez pas. Alors vous n'êtes pas sûr qu'il n'y ait pas une autre vie. Vous ne pouvez pas vous abîmer volontairement dans cette nuit, sans avoir cherché un peu de lumière, surtout quand il dépend de vous d'être encore utile, de servir. Ne dites pas que vous n'êtes plus digne d'être un officier, un chef. Ce n'est pas du repentir, cela, c'est de l'orgueil. Quand on veut servir, on ne choisit pas. On sert à son rang, et, si l'on pense qu'il est trop haut, on trouve dans sa secrète indignité une occasion de s'humilier intérieurement... Mais dites-moi donc que j'ai raison, que ce second vertige est passé, que vous vivrez, que vous ne vous tuerez pas!... Ah! bourreau, bourreau! Vous m'aimez. D'un mot vous pouvez faire cesser mon martyre, car je suis au martyre, vous le voyez pourtant, et, ce mot, vous ne le prononcez pas!...

Elle s'était laissée tomber sur le fauteuil, les paupières baissées de nouveau, la bouche frémissante, les mains jointes, pâle et défaillante comme si elle allait s'évanouir.

— Mademoiselle..., mademoiselle..., balbutiait Graffeteau, enfin vaincu par tant d'amour, de charité, de magnanimité, de détresse. Revenez à vous. Apaisez-vous. Je ferai tout ce que vous voudrez. Je me remets entre vos mains.

Elle ouvrit ses beaux yeux brûlans, et, haletante :

— Vous me promettez de ne pas vous tuer? J'ai votre parole ?

— Je vous le promets. Vous avez ma parole.

— Quelle minute de bonheur vous venez de me donner, à moi aussi !... dit-elle. La voix lui manquait. Elle restait assise, immobile à présent et silencieuse. Le crépuscule tombait, ce brusque frisson de nuit qui succède si vite dans le Midi à la chute du soleil. Graffeteau la contemplait, si blanche, si fine, si émue! Elle était là, devant lui, comme un fantôme béni et qui exorcisait l'autre, comme l'image de son pur amour, venu pour effacer toutes les souillures, pour panser toutes les plaies. A ce moment, il s'approcha d'elle, il s'agenouilla, et humblement, pieusement, il appuya ses lèvres sur le bord de sa robe. Elle se dressa, debout. Il s'était relevé aussi.

— Quand partez-vous? demanda-t-elle.

— Demain dimanche.

— A quelle heure?

— Le matin.

— Alors nous ne nous reverrons pas. En vous en allant, regardez du côté de *Consolation* et pensez que j'y aurai communié pour vous. Adieu. Ayez foi en moi, comme j'ai foi en vous.

Elle marcha vers la porte sans qu'il essayât ni de la retenir, ni même de lui prendre la main. Sur le seuil, elle se retourna pour le regarder avec ses prunelles profondes, et elle lui dit :

**— Adieu, mon fiancé!**

## LE DÉNOUEMENT

### I

*Le général Brissonnet au colonel Émery.*

Aux Armées, ce mercredi 19 juillet 1917.

Mon cher colonel,

Vous m'avez montré trop de confiance en m'initiant au chagrin que vous avaient causé, il y a trois mois, les fiançailles secrètes de Mlle Lazarine avec Robert Graffeteau, pour que je ne considère pas comme de mon devoir de vous apporter un dernier témoignage sur ce valeureux garçon, qui vient d'être tué dans des circonstances vraiment héroïques. Cette mort achève de me confirmer dans l'idée que vous exprimait ma dernière lettre : ma sévérité pour lui, quand vous m'avez demandé des renseignemens, n'a pas été juste. Certes, son silence sur son divorce, et vis-à-vis de vous, était bien coupable. Bien coupable sa résistance à mon injonction d'avoir à vous parler, dans les conditions où je la lui faisais. Mais il y a des hommes qui valent mieux que certains de leurs actes. C'était son cas. Il portait réellement deux êtres en lui. Je n'aime pas beaucoup cette théorie des dédoublemens que les intellectuels d'aujourd'hui ont imaginée, pour justifier leurs défaillances de volonté. Comment expliquer pourtant d'une autre manière des contrastes si déconcertans? Ce qui est certain, c'est qu'il avait, depuis son départ du *Mont des Oiseaux*, tenu la main à ce que le meilleur de lui prît le dessus. Il n'était plus dans mon armée, mais j'ai trouvé moyen de le suivre, quasi jour par jour, d'abord dans son dépôt, puis dans le poste de seconde ligne où il commandait encore voici deux semaines. Il semblait que la disparition de sa femme l'eût comme délivré d'une possession. Vous ignorez peut-être que la malheureuse a fini par un suicide dans une chambre d'hôtel, transformée en fumerie d'opium, après un scandale dans un lieu public! Cette lamentable aventure avait du moins cet avantage qu'elle permettait à ce pauvre garçon de refaire sa vie. La perfection de son service, durant ces trois mois, l'impeccable rigueur de sa tenue, ses qualités

de chef, de plus en plus marquées, m'avaient décidé à l'y aider. Je voulais et lui pardonner moi-même et tout essayer pour que vous lui pardonniez. Je ne pourrai que vous inviter à ce pardon, dans votre pensée et sur une tombe. Le soldat en vous ne le refusera pas à ce soldat.

C'est le vendredi 14, qu'il a été tué. Son escouade occupait dans la Somme une tranchée située en arrière d'un ruisseau, près de ***. Ce ruisseau coule au fond d'un ravin. La tranchée ennemie était de l'autre côté. L'espace intermédiaire, planté de saules, était un peu considéré par les Allemands comme leur propriété, notre tranchée à nous ayant été occupée longtemps par des territoriaux qui ne sortaient guère de leur trou. C'est justement afin de changer cette situation que l'on y envoyait un officier connu pour avoir du cran et du mordant. Robert était arrivé le mercredi 12. Il passa le jeudi dans une étude attentive des lieux. Le vendredi, à l'aube, constatant qu'un brouillard épais pesait sur le ravin, il jugea l'occasion propice pour faire réparer les fils de fer en avant de la tranchée. Il avait, la veille, observé leur état défectueux. Il y met une équipe et, pour la protéger, il envoie un caporal et trois hommes battre le ravin. La besogne avançait, quand une fusillade éclate. Graffeteau crie aux travailleurs : « Aux tranchées! » Deux des patrouilleurs reviennent en courant. Ils racontent qu'ils ont été canardés par des Allemands cachés dans les saules. Le caporal avait été tué raide, et un soldat restait là-bas, au delà du ruisseau, la jambe fracassée. « Une carabine, dit Graffeteau, j'y vais. » On la lui donne, et il sort de la tranchée, pour aller chercher son soldat blessé. Plusieurs poilus veulent suivre leur capitaine : « Je n'en veux qu'un. Restez, les autres, » ordonne-t-il, et il part, sans même se baisser, suivi d'un homme. Ils sont repérés. Première décharge. Ils ne sont pas touchés. Ils passent l'eau, trouvent le blessé évanoui, le chargent sur leurs épaules et vont pour rentrer. Nouvelle décharge. Cette fois, le bras gauche de Graffeteau est traversé. Il continue de marcher. A cinq mètres de la tranchée, une autre balle envoyée sans doute par un « tireur d'officiers » l'atteint à la tête. Il tombe. Ses soldats s'élancent et le ramassent mort. Le blessé qu'il avait porté jusque là n'avait rien reçu, pas plus que le soldat. Il était là, toujours évanoui, mais sauvé.

Qu'ajouter, mon colonel, à ce simple récit que je transcris

tel qu'il m'a été communiqué par son général, qui savait mon intérêt pour Robert? Communiquez-le vous-même à M^lle Lazarine, si vous croyez devoir le faire. Vous avez la preuve que la romanesque exaltation dont vous vous êtes inquiété chez votre noble enfant y avait vu plus clair que vous et surtout que moi. J'avais condamné Robert, pour ce silence, où je n'avais voulu reconnaître que de la faiblesse et de la duplicité. Elle avait fait à ce cœur troublé un crédit qui s'est trouvé n'être qu'une justice. Il m'est cruel, je vous l'avoue, de penser que ce fils de mon meilleur ami s'en est allé sans que je lui aie serré la main! Je ne trouve un adoucissement à ce reproche intime que dans l'unanimité de l'admiration dont sa mémoire est entourée. Elle le restera. Et pensant au magnifique relèvement moral que cette mort représente, à ce geste d'un officier donnant sa vie pour sauver un de ses hommes, je me souviens de nos lointaines conversations au Tonkin, lorsque j'avais la joie de servir sous vos ordres. Nous avions, vous et moi, la fierté de notre métier de soldat. Nous en cherchions la mystique, comme disait Ernest Psichari, ce lieutenant que j'ai tant aimé, et que j'ai perdu à Charleroi. Et sans cesse nous en revenions à discuter ensemble sur la guerre. Nous tombions d'accord qu'elle est, pour les peuples et pour les individus, une épreuve terrible. Nous convenions qu'elle emporte avec elle des misères affreuses, qu'elle met à nu de sinistres égoïsmes, de hideuses brutalités. Mais nous disions aussi qu'elle est la grande et nécessaire réparatrice, et qu'elle découvre, qu'elle exalte nos plus hautes puissances et les plus humaines. Elle ne donne pas seulement, aux dévoyés de la vie, une occasion de se racheter, et devant les autres, et, ce qui est plus essentiel, devant eux-mêmes. Elle amplifie, elle développe des énergies de dévouement qui prouvent l'âme, qui prouvent Dieu. J'ai souvent douté de l'autre Révélation, vous le savez, et qu'à cause de ce doute je me suis fait depuis des années un scrupule de pratiquer. De cette révélation-là, celle du sang volontairement offert, je n'ai jamais douté. Vous me direz, comme autrefois, que les deux se confondent, puisqu'elles reposent sur le même dogme : la vertu du sacrifice total. Sachez que je suis bien près de penser comme vous sur ce point. Et, à ce propos je me reprocherais de ne pas vous apprendre ce dernier détail : il me revient de bonne source que Robert Graffeteau s'était confessé et avait communié, quelques

jours avant ce fatal vendredi 14. Peut-être le chagrin de M^{lle} Lazarine recueillera-t-il une consolation dans ce retour? Vous-même, ne trouverez-vous pas là un motif de garder un souvenir sans amertume à ce malheureux et courageux jeune homme?

Au cas, mon colonel, où vous désireriez des renseignemens plus complets encore, je reste à votre disposition. Je vous quitte, avec l'espérance que l'offensive commencée marque la victoire. Si la mauvaise chance voulait qu'il en fût autrement, on recommencera. Voilà tout.

Je suis votre dévoué

BRISSONNET.

## II

*Robert Graffeteau à Madame Journiac.*

Aux armées. Le 1er juillet 1917.

Madame,

Si ce billet vous est remis, c'est que je ne serai plus. Nous attaquons demain et nous sommes première vague. Il y a beaucoup de chances pour que j'y reste, et, si ce n'est pas pour cette fois, l'échéance n'est sans doute qu'ajournée. J'ai trouvé un moyen sûr, pour que cette enveloppe qui en contient une autre vous parvienne. Je la confie à M. l'abbé Lartigue, un infirmier qui est au repos, et dont je suis sûr comme de moi-même. A notre dernière rencontre dans ce chemin creux de Saint-Pierre des Horts, et au cours d'une bien douloureuse explication, j'ai lu au fond de vos yeux une pitié à laquelle j'ose faire appel aujourd'hui. Non, la femme qui m'a regardé ainsi ne repoussera pas la prière d'un mort. Je vous demande donc de faire tenir à Mademoiselle votre sœur la lettre ci-incluse. Ai-je besoin de vous donner ma parole qu'elle ne contient pas un mot que je n'aie le droit de lui dire et qu'elle n'ait celui d'entendre? Que Dieu, — ce Dieu en qui elle m'a fait croire, et dont je me suis enfin rapproché, — vous garde, Madame, vous et les vôtres, et qu'il vous récompense de l'acte de charité que vous accomplirez en réalisant le vœu d'un homme dont c'eût été le bonheur suprême de se dire votre frère, — et qui ne l'avait pas mérité.

ROBERT GRAFFETEAU.

## III

*Madeleine Journiac à Lazarine Émery.*

Du mas Journiac, ce samedi 22 juillet 1917.

Ma sœur aimée,

Tu attendais en priant la souffrance. La voici, et je ne puis être auprès de toi pour te secourir, moi par qui le coup t'arrive. J'ai reçu pour toi une lettre, que je te fais tenir avec le billet qui l'accompagnait. Lazarine, enfant que m'a léguée notre mère, celui à qui tu avais donné ton cœur et qui t'envoie par moi cet adieu est entré dans l'Éternité. Il a quitté cette terre, où vous avez tant lutté, l'un à cause de l'autre. Mais dis-toi bien que c'est *par toi* qu'il n'erre pas dans les ténèbres. C'est *par toi* qu'il a retrouvé Dieu ; il a voulu que je le sache. Pourquoi ? Sinon pour que j'aie le droit de te dire, en t'apprenant sa mort : que la paix soit en toi, ma sœur bien-aimée, la paix de ceux qui, dans la souffrance, se sentent exaucés. Ton cœur a été plus fort et plus sage que la sagesse du monde. Il a *sauvé* celui qu'il aimait. L'amour ne peut pas faire davantage.

Peut-être devrais-je en rester là, et attendre, avant de t'approcher à nouveau, que les premières heures soient passées celles où la crise est trop aiguë pour que toute consolation ne soit pas vaine et tout conseil importun. Si nous étions dans ta chambre de notre *Maison Verte*, je t'assoirais sur ta chaise basse de petite fille. Je me mettrais sur le fauteuil à côté de toi. Tu poserais ta tête sur mes genoux, et nous pleurerions ensemble, et c'est moi qui te demanderais de me parler, de me raconter votre dernière entrevue sur laquelle tu as été si secrète, celle qui t'a déterminée à ces fiançailles. Père s'en effrayait tant, et moi pas, depuis cette rencontre à laquelle ton cher disparu fait allusion. Je te l'ai dit là, sur place : j'avais lu en lui pour la première fois, et il m'était apparu si sincère ! Je m'associerais à toutes tes espérances trompées, à tous tes regrets. Que puis-je de loin ?... Si je t'avais ici, je t'amènerais devant le berceau que j'ai sous les yeux en t'écrivant, et dans lequel dort l'autre Lazarine. Elle n'a que deux mois, et déjà

elle te ressemble tellement! C'est trop naturel. Je pensais à toi avec une si constante inquiétude, pendant que je la portais. Je te dirais : « Embrasse-la, sans la réveiller; » et puis je te rappellerais ta promesse, quand, en m'annonçant tes fiançailles, tu m'écrivais : « Sois bien sûre que ma future filleule n'en garde pas moins sa place entière dans mon cœur. » Alors sans doute je trouverais la force de t'avouer l'anxiété qui se mélange en moi à la profonde pitié pour ta peine.

Je viens de m'interrompre pour la regarder dormir, notre toute petite, et cette force me vient. Devant ce menu visage aux paupières fermées, à la bouche ouverte, si attendrissant de confiance dans cette vie où elle est entrée, — durant quelle tempête! — je songe qu'elle grandira. Je la verrai, comme je t'ai vue, si enfant moi-même, essayer ses premiers pas, puis marcher, courir, puis grandir encore. Elle aura ses dix ans, ses quinze ans, ses vingt ans. Aura-t-elle encore sa mère? La nôtre est partie, quand tu étais à peine une jeune fille. Alors, si sa tante et marraine lui manquait également? Il n'y a pas que la mort qui sépare. Il y a... Tu vois, j'hésite. Il y a le couvent. Je l'ai toujours un peu redouté pour toi, tu le sais, et tu sais aussi mes idées : je comprends, j'admire le renoncement, l'ascétisme, la noblesse des Religieuses, de toutes les Religieuses, des Carmélites aussi bien que des Petites-Sœurs des Pauvres. Mais je considère que ce sont là des existences d'exception, auxquelles il ne faut aller que bien sûre de n'être pas humblement et simplement faite pour les humbles et simples tâches de la famille. Ma crainte maintenant, c'est que, frappée d'un malheur vraiment exceptionnel, tu ne l'interprètes comme un signe et que tu ne prennes pour une vocation le chagrin qui va t'accabler. Oh! ce n'est pas pour aujourd'hui que j'ai peur. Tu ne voudras pas nous abandonner, tant que notre Jacques et mon mari seront en danger. Tu ne laisserais pas notre père seul, avec de telles inquiétudes. Mais si tu faisais le vœu d'entrer au couvent dès que tes devoirs de fille te le permettront, je te connais, tu tiendrais la promesse de ces fiançailles-là comme tu aurais tenu la promesse des autres, si celui envers qui tu t'étais engagée était revenu.

Chère chérie, cette lettre est pour t'en supplier : au nom de ta petite filleule, au nom de l'affection qui nous a toujours si

tendrement unies, au nom du souvenir de maman qui t'a confiée en mourant à ton aînée, ne prends, sous le coup du désespoir, aucune résolution immédiate. Ne te laisse pas emporter. L'âme a besoin de méditer lentement ses douleurs. Tu ignores où te conduira la tienne. Laisse-toi faire par elle, et surtout ne me cache rien de tes sentimens les plus intimes. Tu te rends compte, n'est-ce pas? qu'il n'y a dans ces pages qu'affection pour toi, que dévouement, que sollicitude. Du jour où tu m'as dit : « Je suis fiancée au capitaine Graffeteau, » je m'étais mise à penser à lui comme à un frère, et j'ai pleuré, quand j'ai reçu la terrible nouvelle, des larmes très sincères. Pardonne-moi d'avoir tant besoin de toi dans le présent et dans l'avenir et de n'avoir pu m'empêcher de te crier : Reste-nous! Je t'embrasse comme je t'aime, ma pauvre petite sœur, si tristement et si tendrement.

MADELEINE.

## IV

*Robert Graffeteau à Lazarine Émery.*

Aux armées, ce 1er juillet 1917.

Quand aurez-vous cette lettre, Mademoiselle? Dans quelques jours ou dans quelques semaines? Je l'ignore. Je sais seulement, par un de ces pressentimens qui ne trompent pas, que vous l'aurez. Quand vos yeux liront ces lignes, les miens qui vous ont tant aimée seront fermés pour toujours. Ils ne regretteront que vous d'un monde, où désormais je n'ai plus le droit d'être heureux, même par vous. J'ai été trop coupable. Le crime que j'ai commis a cela d'effrayant qu'il ne permet pas, comme les autres, l'effacement du mal causé. Celui qui a volé peut restituer, celui qui a menti se rétracter, celui qui a frappé s'humilier, faire des excuses. Moi, je ne peux rien qu'expier, mais d'une manière cruellement inefficace! Tout mon sang versé ne ranimerait pas celle que je vois toujours gisant devant moi, immobile. Tenez, je vous écris à vous, et elle est là, dans cette chambre!... Quel symbole de la destinée qui nous attendrait, si je revenais de l'offensive pour laquelle je pars demain! Ma raison me dit qu'il est mieux que j'y reste. Hélas! m'en aller sans vous avoir revue, sans m'être enchanté une fois encore du

magnétisme de votre présence, sans vous avoir entendue me parler, de cette voix dont la musique résonnait si profondément dans mon cœur ! Il faut qu'il en soit ainsi, et qu'à cet « Adieu, mon fiancé, » que vous avez murmuré sur le pas de ma porte, au *Mont des Oiseaux*, avec un regard d'une si douce espérance, je doive répondre, de si loin et dans une telle solitude, par un « Adieu, ma fiancée, » qui vous porte le soupir d'un renoncement suprême ! Ah ! C'est bien amer !

Pardonnez cette plainte, la dernière, à un cœur qui vous aime et que cet adieu supplicie. Je me rends trop compte qu'elle est une ingratitude. De moi à vous, il ne devrait être prononcé que des paroles de pieuse reconnaissance. Quand je vous dis que je n'ai plus le droit d'être heureux, je blasphème le lien sacré que vous avez noué entre nous. Il y a un bonheur, presque surnaturel, que vous m'avez fait connaître et qui me suit même dans mon immense chagrin, le bonheur de m'être senti aimé par la plus rare, la plus fervente, la plus tendre, la plus belle des âmes, la vôtre ! Une extase me reste, que rien ne saurait dissiper, de cette heure qui fut vraiment l'heure de ma vie, heure sublime pour laquelle je remercierai Dieu, en mourant, de me l'avoir donnée. Et il me l'a donnée dans sa miséricorde, alors que j'en étais le plus indigne, quand je venais de démériter et de vous et de Lui, d'une si hideuse manière ! Il a voulu que je fusse l'objet, à ce moment même, d'un miracle d'amour. Il s'est servi de la créature de lumière que vous êtes pour indiquer la voie à l'être de perdition que j'étais devenu. De quel accent vous m'avez dit, quand j'allais sombrer dans l'abîme : « Je vous forcerai de croire ! » Sachez du moins que votre admirable geste de cœur n'a pas été fait en vain, et que celui qui vous écrit est allé demander l'allégement du poids qui l'écrase, là où vous l'avez envoyé.

Le temps me manque, — et c'était pourtant l'objet de cette lettre, — pour vous raconter les étapes par où j'ai passé depuis cette heure, *notre heure*, avant d'en arriver à cet après-midi d'hier où, dans une pauvre église de campagne, au bruit du canon déjà rapproché, je me suis agenouillé au confessionnal. J'ai beaucoup réfléchi, beaucoup lu, durant ces trois mois. Bien des objections, que j'avais admises comme irréfutables, sont tombées ainsi. Mais ce qui a tout emporté, ç'a été votre souvenir, celui du mouvement d'âme qui vous a fait vous pencher

vers moi, dans ma dégradation et ma détresse. Cette brûlante source de charité, d'où jaillissait-elle? Des profondeurs d'une foi « qui ne peut pas ne pas être une vie, me disais-je, puiss qu'elle produit ainsi la vie. » — « Cette vie, si j'essayais d'y participer? » me suis-je dit un autre jour, et j'ai commencé de prier, — oh! bien humblement! — de prononcer à genoux les quelques phrases du *Pater* que je gardais au fond de ma mémoire. J'ai recommencé, recommencé encore, et peu à peu une évidence a grandi dans le plus secret de ma pensée. J'ai senti qu'une force de consolation entrait en moi. Les hasards du service m'avaient mis, depuis ces trois semaines, en rapport avec un prêtre infirmier, vicaire à Clermont-Ferrand, un abbé Lartigue, homme d'un dévouement admirable, et d'un tel rayonnement de bonté! Il ne lui a pas été difficile de deviner quelle place l'inquiétude des choses religieuses était en train de prendre dans mon esprit, — grâce à vous, et soyez-en bénie! — Ces jours derniers, il m'a parlé. J'avais rencontré, chez lui, deux de mes soldats auxquels il serrait les mains, en les quittant, et qui le regardaient avec un large sourire d'enfans sur leurs rudes visages. « Ces braves garçons viennent de faire leur paix avec le bon Dieu. Vous avez vu comme ils sont contens. Ça ne vous donne pas l'idée de les imiter? » m'a-t-il demandé. — « Ils n'ont pas sur le cœur ce que j'y porte, » ai-je répondu. — « Raison de plus, » a-t-il dit avec un regard où j'ai retrouvé la pitié du vôtre, quand vous êtes entrée chez moi. Vous aviez tout deviné. Lui ne pouvait que soupçonner un grand remords. L'accent dont il a ajouté : « Mon pauvre enfant! » a fini de me briser. C'était Dieu qui me plaignait par lui, comme il m'avait plaint par vous, et, cette fois, je me suis rendu. C'est M. Lartigue qui m'a donné hier l'absolution, lui qui m'a communié ce matin dans la pauvre église à moitié ruinée par le bombardement. Quel autre symbole! Vous aviez raison : le baume sur la blessure était là, uniquement là.

Elle saigne toujours, cependant. La preuve en est cette lettre d'adieu, si troublée, quand je la voulais si apaisée! Je sais que la condition de mon rachat est que j'accepte le sacrifice, tout le sacrifice. Je suis décidé, dans la bataille où je vais entrer, à me donner sans réserve, absolument, éperdument, à payer ma dette, avec une gratitude immense envers Dieu qui me permet de la payer dans l'honneur et non dans l'ignominie. Pour

la vie que j'ai détruite, je dois ma vie. Je ne peux pas faire que la morte se relève de son tombeau. Je peux contribuer, pour une bien petite part, pour une part tout de même, à ce que la Patrie, cette somme de millions et de millions d'existences, soit préservée, et le chrétien renouvelé par le Sacrement est prêt à cette immolation. Je n'irai plus au combat avec l'insouciance presque joyeuse d'il y a deux ans. J'y porterai un autre cœur. Mais avant de me jeter dans la fournaise, comment le Juge m'en voudrait-il de retourner ma tête vers mon plus cher passé et de pleurer à l'idée de ce qui aurait pu être? A cette minute, Costebelle et le *Mont des Oiseaux* m'apparaissent, et la *Maison Verte* et le haut clocher blanc de *Consolation*, ennoblissant, sanctifiant ce paysage, et les pins d'Alep sur les pentes, et les chemins creux parmi les oliviers, les chênes verts, les mimosas, les chèvrefeuilles, et vous, guidant par le bras, le pauvre et bon Duchatel, auquel, après vous, je devrai de ne pas m'être en allé comme je méditais sinistrement de le faire, sur un autre crime. Je revois la roseraie de votre jardin, et vous, parmi vos roses, votre pur profil détaché sur le ciel si pur, avec la mer là-bas, si bleue, si douce! Tout donner, tout donner! Il faut tout donner, même cela! Que la volonté de Dieu soit faite, et qu'Il vous garde, vous, mon salut, ma rédemption, ma fiancée en Notre-Seigneur dans cette vie éternelle à laquelle vous avez fait croire

R. G.

## V

*Lazarine Émery à Madeleine Journiac.*

Lundi, 24 juillet 1917.

Chère Madeleine,

J'avais appris déjà par une émouvante lettre du général Brissonnet à notre père la mort de mon fiancé, quand cette douceur m'est venue de recevoir par toi son adieu. Tu sais si je l'aimais. J'ai le cœur brisé, mais j'essaie d'être calme. Je n'ai jamais senti avec plus de certitude la miséricorde de Dieu. Robert est mort dans le repentir, et l'espérance, et l'humilité. Plus tard, quand je pourrai tout te raconter, tu comprendras

qu'il a dû être heureux de mourir. S'il était revenu, sa vie aurait toujours eu un coin d'ombre et de douleur — malgré moi! Hélas! Je m'en rendais compte et néanmoins je rêvais de cela. Je l'aimais tant! J'aurais voulu continuer, de jour en jour, jusqu'au bout de ma vie, le don que je lui avais fait de moi. Il aurait tellement souffert! Je le savais, mais j'avais tellement soif de le consoler! Dieu est meilleur. Je renonce maintenant à ma propre volonté. Je m'abandonne, comme lui, dans le moment même de mourir, a dû s'abandonner. Je suis avec lui dans la paix et la reconnaissance. Je sais que son nom est inscrit au livre des vivans avec le sang de Jésus-Christ. Mon nom est à côté du sien, mais il n'est pas encore entièrement tracé. Il faudra ma douleur pour qu'il s'achève. Puissé-je y consentir chaque jour! Je n'ignore pas que demain sera pire qu'aujourd'hui. Mais dussé-je pleurer toutes les larmes de mon corps, dussé-je agoniser de regret, toujours je répéterai, dans la certitude heureuse de son salut : « Je donne à Dieu celui que j'aime. » Quand je pense qu'il voit Dieu, j'ai l'intuition fugitive de son bonheur. Il m'en reste dans l'âme comme une trace de lumière. Je me sens alors capable d'une paix beaucoup plus profonde qu'avant mon malheur. Et cependant, — ô contradictions du cœur! — quand je me le rappelle si attaché à moi, je me demande quel est ce bonheur qu'il peut trouver là-haut sans moi, et comment il peut y avoir pour lui une plénitude de l'autre côté de la mort? A ces momens-là, mon mal devient affreux. Je suis sur le bord du désespoir. Je le mérite. Ce doute est une méconnaissance de Dieu, de notre amour qui est en Dieu. Je me calme de nouveau avec cette pensée. Mais je t'avoue qu'il m'en coûte tout le sang de ma pauvre nature pour lutter contre l'illusion de la mort. Ceux qui n'ont pas traversé ces défilés d'angoisse disent que la foi nous console! Moi, la foi ne me consolerait pas, si celui que j'aime pouvait être arraché à l'embrassement de ce qu'il y a en moi d'immortel. Elle me console, parce qu'elle me permet de comprendre ce que j'éprouve. Elle m'assure qu'au delà de ce monde, où je suis, il en est un autre auquel je n'appartiens que par le désir et l'espérance. Tout s'explique alors de ce combat qui se livre dans mon âme. Te rappelles-tu cette phrase si belle de saint Paul, que maman aimait à nous réciter dans ses derniers jours : « Maintenant nous voyons à travers un miroir et dans

une énigme. Mais alors nous verrons face à face. Alors je connaîtrai comme je suis connue. » Plus je me la répète, et plus j'y puise une énergie de confiance et de résignation. Plus aussi je me persuade qu'il y a une intention, dont nous comprendrons un jour tout le sens, dans ces rencontres comme celle de Robert Graffeteau avec moi, que notre courte vue attribue au seul hasard. Je le pensais déjà, tu te le rappelles aussi, quand je m'engageais, d'une âme si légère, sur cette route de l'amour, qui se développait, devant moi, toute plane, toute fleurie. Combien davantage aujourd'hui que mon cœur ensanglanté aux épines n'est plus que souffrance et que plaie!

Chère Madeleine, ne crains pas pour moi l'attrait consolateur du couvent. Oui, quelquefois, avant d'avoir connu Robert, j'ai pensé que ma vocation était là. Maintenant, je ne le pense plus. Je n'ai jamais conçu que l'on pût cacher sous le voile un chagrin, une déception, le sacrifice d'un amour humain. J'ai assez fréquenté de Religieuses pour savoir que leur vie est une vie particulière et complète, une harmonie pleine et juste, et que les cloîtres ne sont pas des hôpitaux pour des sensibilités blessées. Si Dieu m'avait voulu Religieuse, et consacrée uniquement à lui, je ne crois pas que j'aurais aimé aucun être, comme j'ai aimé Robert, comme je l'aime, si entièrement, si ardemment. Non, vois-tu, cela ne peut s'effacer. Ce que sera mon existence, je ne le sais pas, mais avant d'avoir reçu ta lettre, j'avais pris de moi-même le parti que tu me conseilles : me laisser faire par ma douleur, par mon amour. Eux me traceront ma voie. Dans le présent, je vois mon devoir comme toi. Notre père est là. Je le sens triste, ébranlé. Il a été si généreux pour moi, depuis ce jour de Pâques où, me relevant de communier, je lui annonçai mes fiançailles. Je comprends qu'il s'est tant appliqué à me cacher le tourment que je lui causais! Cher père! Je ne lui en causerai plus!... Il me semble, — cela me fait mal à écrire, — qu'il a vieilli. Je le trouve maigri, raidi, courbé. Il a de longs et mornes silences. Dire que ce changement est beaucoup mon œuvre! Il serait juste que les enfans donnassent à leurs parens un renouveau de joie par leur propre joie. Et moi, à l'âge où tendaient les espérances de notre pauvre maman, de notre père, je me découvre vouée à souffrir. Est-ce que ma dette de gratitude et d'amour ne s'accroît pas d'autant ?

Et puis il y a l'autre Lazarine, ce recommencement de notre

vie à tous, notre foyer continué. J'ai retrouvé ta délicatesse de cœur dans la tendre idée que tu as eue de me montrer cette enfant, de loin, pour que je lui sourie à travers mes larmes. Tu n'as pas besoin de me demander de lui rester. Je ne l'aurais pas quittée, même si j'avais eu quelque jour, dans un berceau, à caresser une autre Madeleine dont j'aurais été l'heureuse mère. Ce n'est pas maintenant, dénuée et dans mon veuvage solitaire, que j'abdiquerai ce cher devoir. Elle est née, comme tu dis, au fort de la tempête, dans un universel malheur, dont mon humble deuil n'est qu'un épisode, parmi tant d'autres, innombrables et tous tragiques. Dieu ne serait pas Dieu, la création n'aurait pas un sens de justice et d'amour, il n'y aurait pas dans la vie spirituelle cette grande loi de réversibilité des âmes les unes sur les autres, dont je viens encore d'avoir, dans mon histoire, une évidente manifestation, si les épreuves de la France d'aujourd'hui, ses misères, ses sacrifices, ses repentirs n'étaient pas comptés à la France de demain. Embrasse pour moi, pendant qu'elle dort, ta petite Française. En donnant sa vie pour notre pays, Robert l'a donnée pour elle aussi. Dis-toi cela, Madeleine. J'ai tant besoin, moi aussi, que tu aimes un peu dans ta pensée celui qui a *vraiment* aimé, ne l'oublie pas non plus, ta pauvre sœur

LAZARINE.

PAUL BOURGET.

# L'ÉPOPÉE

# DES FUSILIERS MARINS[1]

## IV. — STEENSTRAETE[2]

Le 5 décembre 1914, la brigade des fusiliers marins est désignée pour participer, dans le secteur de Steenstraete, « au service de défense de la partie du front de l'Yser incombant à la 42e division d'infanterie. » Aucun danger imminent ne menace ce secteur. L'ennemi n'essaie plus de déboucher de Bixschoote. Il a perdu son mordant, et c'est nous qui le « manœuvrons » depuis le commencement de décembre entre l'Yser et la Lys. Le communiqué du 5 signale les progrès « sensibles » que nous avons réalisés au Nord de ce dernier cours d'eau : « Le gain a été de 500 mètres. Partie du hameau de Weindreft est restée entre nos mains. » Dans le secteur même de Steenstraete, « en avant de Poesele, » sur la rive gauche du canal, nous travaillons à chasser l'ennemi de l'étroit couloir de marécages où il a pris pied le 10 novembre. L'opération, déclenchée à l'étouffée, dans la nuit du 4, et montée par deux sections de cent hommes des bataillons d'Afrique qui se sont jetés sur la Maison du Passeur, semble en bonne voie d'exécution. Dans la brigade, on croit qu'elle est le prélude d'une offensive générale du front anglo-français, « pour le succès de


(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars et du 1er décembre 1915.

laquelle l'état-major n'a pas cru devoir faire appel à des troupes plus solides que les fusiliers marins. » Et peut-être, en effet, malgré l'absence d'artillerie lourde, ces troupes eussent-elles tenu toutes leurs promesses, si elles avaient pu se reconstituer au préalable, si les positions ennemies leur avaient été moins sommairement décrites, si la liaison des armes, enfin, au cours des attaques qui vont suivre, avait été mieux assurée.

## I. — LE NOUVEAU FRONT DE LA BRIGADE

Tant à Loo qu'à Dixmude, la Flandre nous avait déjà présenté d'assez coquets échantillons de ses tempêtes. Celle qui se déchaîna dans la nuit du 5 fut particulièrement violente : pluie et vent mêlés, un cyclone « à déraciner les arbres, » disent les carnets. L'heure matinale à laquelle on avait réveillé les hommes (une heure) donnait à supposer qu'on les mettrait en marche avant le jour; mais, par suite de la dispersion des contingens ou pour toute autre cause, la plupart des unités ne s'ébranlèrent qu'à neuf heures du matin. S'il faisait clair, il ventait plus fort que jamais; la bourrasque secouait frénétiquement sur la plaine ses ailes ruisselantes d'une eau jaune; les peupliers craquaient et les hommes courbaient le dos sous l'averse. On ne connaissait pas la destination de la brigade; on savait seulement qu'on marchait dans la direction du Sud et que l'itinéraire, après Pollinchove, passait par Linde, Elsendamme, Ostvleteren et Woesten, petits villages jalonnant la grande route de Furnes à Ypres. Nous envoyait-on en soutien des Anglais? Certains le pensaient et n'en étaient pas autrement fâchés (1). Mais, à Woesten (2), la brigade fit demi-tour et quitta la grande route : peu après, les hommes s'égaillaient, par une résille de pistes boueuses, vers les cantonnemens qui leur avaient été affectés dans les fermes de Bosch-Hoek.

Ni le nom, ni la chose n'étaient bien ragoûtans. Les fermes regorgeaient de soldats. D'où quelque encombrement, mais tout passager, puisque ces troupes appartenaient aux deux régimens d'infanterie que nous allions relever. Il est deux heures

(1) « Nous espérons qu'on va nous confier Ypres. » (Lettre du commandant Geynet.)

(2) « Quelque cent mètres au-dessus d'un cabaret à l'enseigne du *Lion belge.* » (Carnet du docteur L. G...)

de l'après-midi et les estomacs crient famine; aussi les « bouteillons » (marmites) ne font-ils qu'un saut des sacs sur le feu. Les instructions du général Duchêne, qui a remplacé Grossetti à la tête de la 42e division, portent que la brigade relèvera dans la nuit, « sur le front du canal de l'Yser, depuis la Maison du Passeur exclue jusqu'à un point situé à 800 mètres environ au Nord du pont de Steenstraete, » les unités de la division qui doivent elles-mêmes en relever d'autres de la 8e armée. Ces unités sont le 151e, le 162e régimens d'infanterie et le 16e bataillon de chasseurs. La note de service ajoute qu' « une passerelle a été jetée sur le canal de l'Yser, à peu près au milieu de ce front, et une petite tête de passerelle organisée en avant sur la rive droite. » Mais la brigade n'est plus une brigade que de nom : les prélèvemens qu'elle a subis l'ont réduite à un régiment, auquel on demande en somme de faire la besogne de deux régimens et d'un bataillon. Comme dit le commandant Geynet, « c'est chic, mais c'est dur. »

Trop dur peut-être. L'organisation du front exigeant un minimum de dix compagnies, sur douze qui nous restent, le service des relèves sera presque impossible ou tout au moins terriblement espacé. On dit bien que l'amiral Ronarc'h a réclamé d'urgence les bataillons Mauros et Conti, détachés à Caeskerke. Et le fait est qu'ils arriveront les jours suivans; mais, comme on en profitera pour étendre notre front, nous n'en serons pas beaucoup soulagés. Parant au plus pressé, l'amiral répartit ses unités en deux secteurs coupés par une ligne fictive Est-Ouest : le secteur Nord, sous les ordres du commandant de Kerros (quartier à Pypegaale); le secteur Sud, sous les ordres du commandant Geynet (quartier au moulin de Lizerne); les deux secteurs sous le commandement supérieur du « colonel » Delage (quartier dans une ferme entre Pypegaale et Bosch-Hoek).

A peine si les hommes ont eu le temps de se sécher au cantonnement : dès la nuit tombée, sac au dos! Et c'est l'éternel cheminement, si souvent décrit par les carnets, dans les ténèbres fouettées de pluie, sur une glèbe moite et gluante, dont le suintement a fini par effacer tous les repères. Du moins n'y a-t-il pas à craindre que l'ennemi, occupé par ailleurs avec les « Joyeux » qui lui donnent suffisamment de fil à retordre, prête attention au mouvement qui s'exécute et qui, commencé

à cinq heures, n'était pas encore terminé à minuit. Des éclaireurs précédaient la colonne, armés de longues perches dont ils tâtaient le terrain, comme ces guides qui, dans les sables du Mont-Saint-Michel, pilotent les caravanes à travers le dédale des lizes. Sondages nécessaires, mais fastidieux par leur répétition : à tout bout de champ, la colonne devait s'arrêter devant une rivière ou un *watergang* dont on ne retrouvait plus le ponceau; le Kemmelbeck, l'Yperlée avaient débordé dans les champs. Quelques hommes firent le plongeon ; la plupart arrivèrent à destination francs d'avaries. Les tranchées où ils pénétraient n'étaient pas beaucoup plus étanches que les prairies d'où ils sortaient. Mais ils ne songeaient pas encore à s'en plaindre. Ils en plaisantaient même : « Je vous écris d'une tranchée « modèle » établie par le génie, mande l'un d'eux, Maurice Faivre. Il me pleut dans le cou, et il y a vingt centimètres de boue pour y accéder; mais enfin c'est une tranchée *modèle*... Les Boches sont devant nous et nous ne pouvons sortir sans entendre le miaulement de leurs balles. Nous leur répondons d'ailleurs aimablement... »

Voilà le ton général des correspondances : on grelotte, mais on « rigole; » on est tout à la joie d'être derechef au feu. « Nous avons notre tranchée à 100 mètres de celle des Boches, écrit dès le 6 le commandant Geynet. C'est passionnant... Cette position est dure, mais c'est un honneur de l'avoir, car nous y avons remplacé les chasseurs alpins et nous en sommes bien fiers. » Ailleurs, il précise que la brigade remplace « un régiment de Verdun qui n'a jamais reculé. — Nous l'imiterons. »

Généreuse émulation où l'on peut voir le secret de bien des héroïsmes! L'esprit de corps a ses inconvéniens et ses dangers, mais il développe chez les hommes un amour-propre d'autant plus fort que l'unité à laquelle ils appartiennent présente des caractéristiques plus tranchées : les armes qui se feront le plus remarquer au cours de cette guerre, alpins, chasseurs, zouaves, coloniaux, etc., sont aussi celles qui, par leurs élémens, leurs traditions, leur tenue, leur vocabulaire, toute leur façon d'être, forment comme des clans à part au milieu de la grande famille militaire. Aucune de ces armes n'entend qu'on la confonde avec une autre; les chasseurs protestent quand on veut changer la couleur bleu sombre de leur équipement. Et, jusque dans la ligne, les mitrailleurs sont en train de constituer une aristo-

cratie. Plus personnelle, plus fermée encore, la brigade, aux raisons de même ordre tirées de son régime spécial et d'un système de recrutement qui remonte à Colbert, ajoute le prestige de son origine : elle vient de la mer ; elle sert à terre par accident, comme ces sirènes des vieux contes capturées par des pêcheurs et qui gardaient dans leur vie terrestre un ressouvenir de leur existence marine. Il n'est pas certain qu'au début elle n'ait pas cru un peu déchoir dans son coude à coude avec les fantassins. Mais ses préventions se sont vite dissipées au contact de ces belles troupes. Et, de son particularisme primitif, elle n'a gardé que le sentiment d'une sorte de supériorité naturelle inhérente à la condition de l'homme de mer, qui, en l'établissant au-dessus des « terriens, » l'oblige à ne leur céder en aucune circonstance, fût-ce dans un domaine et avec des moyens d'action qui ne sont pas les siens.

### II. — DANS LE CLOAQUE

Pour le moment d'ailleurs, au moins dans la partie que les fusiliers ont à défendre, le front somnole. A notre aile gauche seulement, l'artillerie s'est réveillée ; une fusillade nourrie claque dans l'ombre, mêlée de clameurs et de râles, et des éclats de la tornade viennent jusqu'à nous : c'est le détachement des « Joyeux » qui, la Maison du Passeur enlevée, pousse son attaque sur les tranchées voisines. Rude opération, menée avec un entrain endiablé par ces hommes qui avaient tant à racheter, dont l'uniforme noir semblait porter le deuil de leur honneur et qui le teignirent ce jour-là dans la pourpre du sang bavarois.

Au matin, quand la brume se dissipa, le pâle soleil de l'hiver éclaira près de nous des rangées de cadavres ennemis ; les Allemands ne tenaient plus que dans quelques boyaux où ils opposaient d'ailleurs une énergique résistance. La lutte devait continuer toute la journée et s'étendre rapidement jusqu'au confluent du canal et de l'Yser par l'entrée en scène de la 38e division d'infanterie, désireuse de mettre à profit ce succès local pour achever le nettoyage de la rive gauche. La brigade ne participait point à l'opération, qui n'embrassait que la partie du front comprise entre le fort de Knocke et l'extrémité du secteur commandé par le capitaine de frégate Geynet. Avec sa

fougue ordinaire, dès qu'il avait eu vent de l'extension du mouvement, Geynet, dit l'enseigne Poisson, avait « bondi jusqu'à la première ligne pour être avec ses hommes au moment de l'attaque. » Mais, bien qu'il servît « de renfort à l'endroit le plus exposé, » il n'eut pas l'occasion d'intervenir, l'attaque n'ayant pu déboucher.

Quelque fièvre est permise à des non-combattans qui assistent d'un secteur voisin au déclenchement d'une offensive. Combien cette impatience est plus forte chez des hommes arrivés en pleine nuit sur des positions inconnues et qui, sept heures durant, ont guetté une blancheur dans l'étroite bande de ténèbres formant tout leur ciel! Il ne pleuvait plus, en outre, et les têtes au moins avaient cessé de ruisseler, si les pieds trempaient toujours dans la boue. Et, comme pour solliciter davantage la curiosité de ces grands enfans, l'air s'était peuplé d'oiseaux prestigieux : « deux ballons, un français et un prussien, et sept aéroplanes. » (Commandant Geynet.) Le front de la brigade n'avait pas encore grande étendue, mais il était fort capricieux : une partie de nos tranchées étaient disposées en crochet défensif face à la Maison du Passeur, les autres s'allongeaient perpendiculairement aux premières sur la rive gauche du canal. Mais, de quelque côté qu'on le prît, le paysage restait le même, et les naïfs fusiliers, qui avaient rêvé pour cette seconde étape de leur existence militaire un horizon moins monotone que celui dont ils fatiguaient leurs yeux depuis le début de la campagne, durent éprouver une assez vive déception en se portant aux créneaux. Le paysage de Steenstraete n'est pas sensiblement différent du paysage de Dixmude : c'est toujours, parmi ses écharpes de brouillards marins, l'immense et basse plaine flamande décrite dans les communiqués, le même damier interminable de prairies, de betteravières et d'emblavures, quadrillé de petites haies et de « blancs d'eau » qui gênent les vues de l'artillerie, la même tangue grasse et grisâtre tassée entre les mêmes routes droites et surplombantes, les mêmes clochers élancés ou trapus au bout des mêmes colonnades de peupliers crispant leurs arceaux au vent du large. Nulle part on ne sent mieux le caractère ambigu de cette Flandre sensuelle et mystique, plate et illimitée, disputée entre la terre et la mer, comme entre la matière et l'esprit. A peine si, au Sud de Steenstraete, vers

Hetsas, la sombre épaisseur d'un fourré rompait la monotonie du paysage : c'était le fameux bois triangulaire, tant de fois pris et perdu, où les obus avaient ouvert des trouées par lesquelles, dans les temps clairs, on apercevait, comme des minarets, les tours effilées du beffroi d'Ypres.

L'ennemi concentrant tout l'effort de son artillerie sur la partie du front menacée et se contentant de nous envoyer de temps à autre quelques volées de 77, nos « Jean Gouin, » déjà si peu défians de leur nature, en profitaient pour se livrer à toutes sortes de manèges imprudens. Malgré ses avertissemens, le lieutenant de vaisseau de Malherbe eut ainsi deux hommes tués coup sur coup dans sa tranchée : il leur avait suffi de lever la tête. « Les Allemands tirent probablement avec fusil sur chevalet, » dit de Malherbe, observation confirmée par le commandant Geynet : « Les hommes sont surtout dégringolés par des officiers qui, abrités dans des fermes, tirent sur chevalet ayant des points de repère. » Au total et en grande partie du fait de ces imprudences, la journée du 6 décembre nous coûta 5 tués et 14 blessés, dont l'enseigne de Cornulier-Lucinière, qu'un éclat d'obus vint frapper au poumon gauche, près de la Maison du Passeur, comme il dirigeait les travaux d'amélioration de sa tranchée. Sur ce côté seulement du secteur, l'action de l'artillerie ennemie était assez forte, en raison de l'attaque prononcée par les Joyeux. A cinq heures du soir, on apprenait que les derniers boyaux qui flanquaient la Maison du Passeur avaient cessé leurs convulsions. Mais les pertes des Joyeux étaient lourdes, puisque la moitié du détachement restait sur le carreau avec son chef, le lieutenant P..., atteint à l'œil par l'explosion du magasin de son fusil.

Ce n'était là d'ailleurs qu'un succès tout partiel, comme ceux que nous avions remportés, les jours précédens, au Nord de la Lys et à Weindreft. Mais l'ennemi semblait avoir accusé le coup. D'un bout à l'autre du front de Belgique, son activité se ralentissait (1) et, comme notre imagination prend facilement le galop, nous le voyions déjà tout démoralisé et prêt à faire

(1) « L'ennemi n'est pas très mordant... Les Prussiens sont assez abattus. » (Commandant Geynet. Lettre du 12 décembre.) Plus loin, il dit qu'ils « tirent avec des obus d'exercice, » ce qui semble prouver qu'ils manquent de munitions. Et le 16 : « L'ennemi est de moins en moins audacieux. Mon impression est qu'il est en grande partie retiré, etc. »

ses paquets. Les clichés photographiques de nos aviateurs ne laissaient pas soupçonner la formidable organisation des tranchées de deuxième ligne qu'il occupait devant Bixschoote, à 500 mètres du canal. Nous ne nous étions heurtés encore qu'aux tranchées de sa première ligne, dont quelques-unes, neutralisées par l'inondation, n'avaient même plus d'occupans : leur tracé correspondait généralement à celui des tranchées françaises, mais nous avions sur elles, depuis la prise de la Maison du Passeur, l'avantage d'un front rectifié.

Encore fallait-il, avant d'aborder les tranchées ennemies, que nous pussions nous maintenir dans nos propres tranchées. A peu près inhabitables déjà, les pluies des derniers jours en avaient fait d'affreux cloaques : c'est « l'égout chez soi, » dit un officier. En certains endroits, qui formaient poche, l'eau montait jusqu'à la ceinture. Ni puisard, ni canaux d'écoulement : les boyaux d'accès, creusés trop près et trop perpendiculairement, s'enfonçaient tout de suite entre deux talus de glaise humide, qui semblaient se resserrer à mesure qu'ils s'élevaient et produisaient sur les hommes habitués au plein air du large cette curieuse sensation d'étouffement connue sous le nom de « mal des tranchées : » la tête leur tournait et ils titubaient comme pris d'ébriété.

Par les soins de l'amiral, les deux compagnies au cantonnement furent occupées à tresser des fascines pour l'amélioration des boyaux d'accès et des tranchées; mais la glaise dévorait à mesure ces planchers mobiles et il fallait continuellement les renouveler. Tout le temps que dura notre séjour à Steenstraete, les compagnies au cantonnement n'eurent pas de besogne plus urgente, avec la réfection des passerelles et des routes et l'amélioration du réseau téléphonique, qui laissait fort à désirer jusque là. En cas d'alerte cependant, et malgré toute la bonne volonté des hommes de liaison, comment amener à temps les réserves à travers cette zone savonneuse et justement qualifiée d'atroce par les communiqués? Telle était la difficulté des communications que le ravitaillement en vivres des dix compagnies sur le front, commencé à six heures du soir, à Pypegaale, le 5 décembre, ne prit fin que le 6 à quatre heures du matin. « Notre service de vivres est tout à fait lamentable, écrivait le 8 l'enseigne Boissat-Mazerat. Nous touchons à peine un jour sur deux; le reste du temps, Jean Gouin se serre la ceinture et

ronchonne. » Les blessés eux-mêmes ne pouvaient être évacués, tant à cause de l'intensité du feu ennemi que du mauvais état des boyaux. L'enseigne de Cornulier dut rester ainsi douze heures dans sa tranchée, « complètement inondée, » avant qu'on pût le conduire à l'ambulance : il n'y arriva que vers cinq heures du matin, « ses vêtemens et son pansement formant avec la boue une masse si compacte qu'il fallut tout couper, » dit le médecin qui le soigna. Une congestion pulmonaire trop explicable emportait trois jours après ce discret et parfait officier, si étranger par certains côtés à notre temps qu'on le dirait emprunté à la légion Thébaine ou à quelque milice sacrée du cycle arthurien : marié, de vieille souche bretonne et militaire, il garde avec ses hommes sa politesse de grand seigneur; il est peut-être le seul officier qui ne les tutoie pas, non par hauteur, mais, au contraire, par déférence. Son verbe châtié, sa voix douce, sa piété exemplaire, le chapelet qu'il égrène au cantonnement, son bon sourire dans l'action, lui composent une physionomie à part dans cette brigade qui contient tous les spécimens de marins connus, du vieux frégaton à fauberts, paternel et brusque, à l'aspirant glabre et flegmatique de style anglais, et du patricien raffiné, héritier des traditions du grand corps, à l'officier bleu sorti du rang, strict, austère et républicain.

Si la Maison du Passeur était à nous, l'ennemi cependant gardait pied sur la rive gauche du canal (1). Malgré tout, sa situation restait précaire. Mais nous n'étions pas nous-mêmes en meilleur point de l'autre côté de l'eau, où les lignes françaises, sur une longueur de 500 mètres environ, débordaient à peine la berge et les maisons de Steenstraete. Il fallait de toute nécessité élargir notre assiette, et nous nous y préparions par des reconnaissances et des patrouilles nocturnes, tantôt conduites par des gradés, tantôt par des officiers, comme l'enseigne Bonnet, qui était, depuis Dixmude, un familier de ce genre d'opérations (2). Le 7 décembre, l'enseigne Viaud poussait à son tour

(1) Le communiqué du 12 dit à tort : « L'ennemi a achevé d'évacuer la rive Ouest du canal de l'Yser au Nord de la Maison du Passeur : nous occupons cette rive. »

(2) « Officier très courageux, toujours prêt aux missions périlleuses. Revenu au front après une blessure, a fait, de jour, de nuit, à Dixmude comme à Steenstraete, des reconnaissances poussées jusqu'aux avant-postes ennemis. » (Texte du motif de la proposition pour la croix de la Légion d'honneur, présentée le 15 décembre 1914 par le commandant Delage.)

une reconnaissance jusqu'à la première tranchée allemande, n'y remarquait pas de fils de fer et la jugeait assez faiblement garnie (1). C'était d'ailleurs l'impression générale rapportée par les différentes patrouilles.

Cependant l'unité de direction, essentielle dans toute organisation offensive, n'était pas encore assurée dans le secteur que nous occupions et dont une partie demeurait à la charge de l'infanterie. Les choses changèrent aussitôt que nous eûmes reçu nos renforts : le 3e bataillon du 2e régiment (commandant Mauros), qui arriva de Dixmude à Bosch-Hoek le 7 décembre à sept heures du soir, suivi d'assez près par le bataillon Conti (2e du 2e régiment), qui avait passé la nuit à Lampernisse et qui arriva le lendemain à une heure. En conséquence, le général Duchesne estima que nous pouvions étendre notre front jusqu'aux maisons Nord-Ouest de Steenstraete, ces maisons exclues; la 1re compagnie, placée en deuxième ligne, et une section de mitrailleuses furent désignées pour opérer au brun de nuit la relève des unités.

Ces dispositions étaient à peine prises que l'amiral (8 décembre) reçut avis du grand état-major d'une nouvelle répartition des troupes de la 8e armée : les élémens d'active qui opéraient sur le canal (38e et 42e divisions d'infanterie) allaient être ramenés au Sud d'Ypres et remplacés par un groupement composé de la brigade navale, des 87e et 89e divisions territoriales et de la 7e division de cavalerie. Mais rien n'était changé aux instructions qui portaient de tenir, comme précédemment, la ligne du canal entre le pont de Knocke, jusqu'où s'étendait l'armée belge, et la passerelle, jetée à 400 mètres environ au Sud du pont de Steenstraete, où devait venir se souder la gauche du 20e corps.

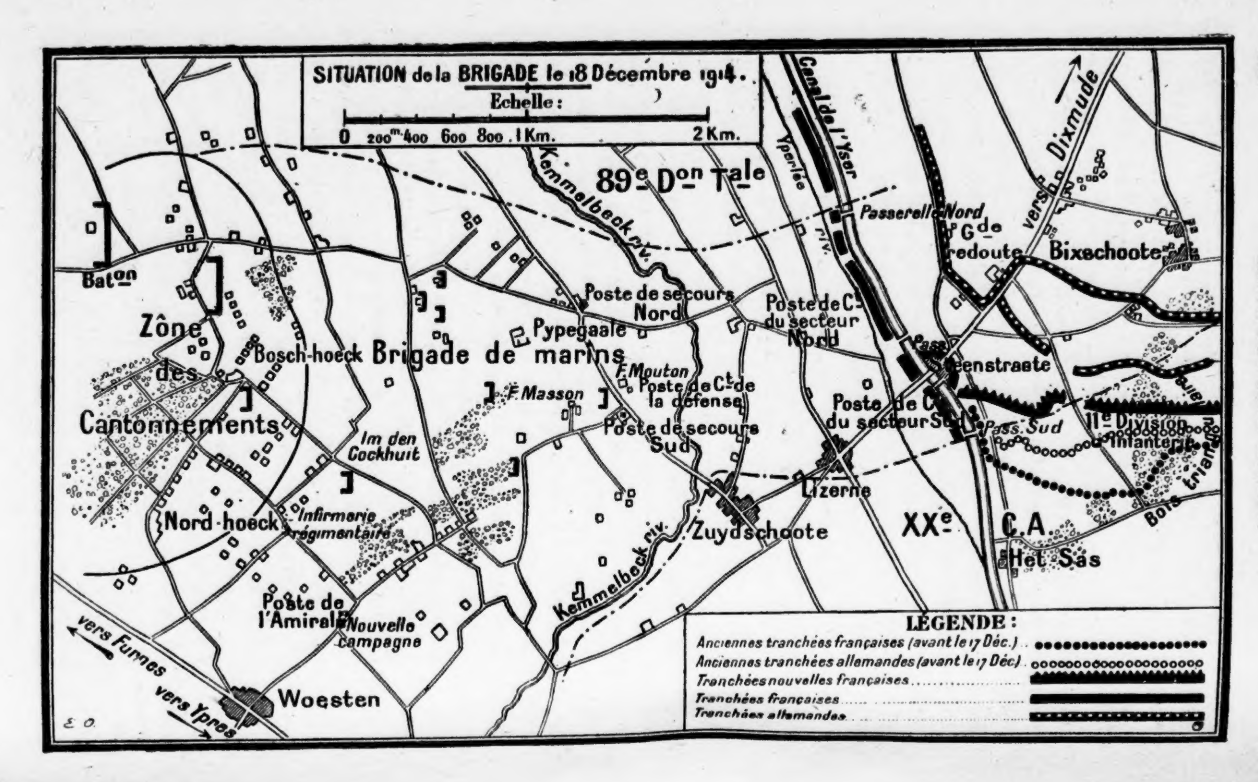
Dans ce groupement, placé sous les ordres du général Hély d'Oissel, la brigade occupait la droite : il lui fallait donc étendre encore son front et le pousser jusqu'à la passerelle Sud. Mais, au Nord, le front de défense qui lui incombait cessait de jouxter la Maison du Passeur et n'allait plus que jusqu'à la passerelle Nord de Steenstraete, cette passerelle incluse. La tête de pont de Steenstraete sur la rive droite, par où débouche la route de Dixmude à Ypres, se trouvait ainsi dans la part de la

(1) Carnet du capitaine de M...

brigade et à peu près au milieu de son front. A l'Ouest du canal, la situation demeurait « inchangée : » elle n'était pas des plus brillantes, cette région étant placée très obliquement par rapport au front de défense, ce qui constituait un gros inconvénient.

La nouvelle répartition des unités devait avoir lieu les 9 et 10 décembre. Bien qu'encore incomplète, la brigade disposait maintenant de cinq bataillons, groupés deux et demi sur le front, deux et demi au cantonnement; l'amiral avait toujours son quartier général aux issues de Woesten. Mais le délabrement des tranchées, les pluies perpétuelles, le froid, commençaient à produire leurs effets sur les hommes, dont beaucoup étaient épuisés par leurs luttes antérieures. Les pieds gelés affluaient aux ambulances : ils étaient « typiques, énormes. » Le docteur Taburet, le 9 décembre, compte jusqu'à quarante malades dans une compagnie de 150 hommes. « Malades, dit-il, n'est pas le mot, mais endoloris. » Encore s'étonne-t-il qu'après trois jours d'immersion dans une eau glacée, « quelquefois jusqu'au ventre, » il n'y ait pas parmi eux plus d'affections de poitrine. L'état des boyaux est tel, le terrain si glissant, que les brancardiers ne peuvent accéder jusqu'aux tranchées. « Nous nous y tranformerons certainement en grenouilles, écrit le quatrième jour l'enseigne Boissat-Mazerat, car nous y vivons dans l'eau à mi-mollet. Ayant fait quelques reconnaissances, je suis uniformément recouvert d'une couche de 2 centimètres de boue. Il pleut, les malades sont nombreux, la sélection se fait : je crois que nos compagnies fondront d'un bon tiers... » — « L'action est peu intense, écrit-il encore le 11, et nous n'avons chaque jour qu'un petit nombre de tués et de blessés. Malheureusement, il y a déjà beaucoup de malades. Les compagnies fondent, dissoutes par la bronchite et la dysenterie... » Les officiers ne sont pas plus épargnés que les hommes : le colonel Delage, le commandant Geynet, les capitaines Pinguet et de Malherbe, l'enseigne Poisson, même des médecins, le docteur Le Marc'hadour, le docteur Le Floch, sont atteints de gastro-entérite; le capitaine Benoit a une mauvaise toux; l'officier des équipages Bonhomet doit être évacué pour faiblesse générale (1).

(1) Mon petit Benoit tousse..., une toux mauvaise. Je lui ai mis de la ouate iodée. J'en ai un autre [officier] très chic, de Malherbe : je lui ai donné une boîte de Bengué, quand nous sommes revenus du front pour le repos. Il n'avait plus de pantalon... » — « Hier, j'étais très dérangé : une catastrophe bête m'arrive la


SITUATION de la BRIGADE le 18 Décembre 1914.
Echelle :
0 200m 400 600 800 1 Km. 2 Km.
89e Don Tale
Kemmelbeck riv.
Canal de l'Yser
Yperlée riv.
vers Dixmude
Passerelle Nord
Gde redoute
Bixschoote
Steenstraete
Poste de Ct du secteur Nord
Poste de Ct du secteur Sud
Pass. Sud
11e Division Infanterie
Bois triangulaire
Lizerne
Zuydschoote
XXe C.A
Het Sas
Baton
Zône des Cantonnements
Bosch-hoeck
Brigade de marins
Poste de secours Nord
Pypegaale
F. Mouton
Poste de Ct de la défense
F. Masson
Poste de secours Sud
Im den Cockhuit
Nord-hoeck
Infirmerie régimentaire
Poste de l'Amiral
Nouvelle campagne
Woesten
vers Furnes
vers Ypres
LÉGENDE :
Anciennes tranchées françaises (avant le 17 Déc.)
Anciennes tranchées allemandes (avant le 17 Déc.)
Tranchées nouvelles françaises
Tranchées françaises
Tranchées allemandes

L'amiral voyait ainsi se réaliser ses craintes, et les événemens montraient de plus en plus comme un repos de trois semaines ou d'un mois, loin du front, eût été nécessaire pour reconstituer la brigade. L'imminence du danger ne le permettait pas. Tout avait dû être improvisé par Foch dans cette longue « course à la mer » où il lui fallait gagner de vitesse les troupes allemandes qui opéraient le même mouvement d'extension et remontaient depuis un mois vers le Nord pour s'ouvrir une route sur Calais par Arras, Ypres, Dixmude ou Nieuport. Nulle part, grâce aux habiles dispositions du commandement, ces tentatives de percée ne réussissaient, ou elles n'aboutissaient qu'à des gains dérisoires ; mais Foch n'avait pas trop de toutes nos poitrines pour les repousser.

La prise de possession du nouveau front des fusiliers s'était effectuée sans incident. Le 42e division d'infanterie, en gagnant ses nouvelles positions, avait laissé provisoirement sur place ses élémens de première ligne et les quatre batteries (1) défilées à Pypegaale et autour de Zuydschoote; le 3e bataillon du 2e régiment (commandant Mauros) releva ces élémens dans la nuit du lendemain, et le chef d'escadron Leguineau, commandant l'artillerie de la 89e division territoriale, releva les batteries le jour suivant (2). De son côté, l'amiral installa son état-major à Nouvelle-Campagne (3) et son quartier général à Ostvleteren, avec les ambulances de la brigade. Tout cela s'exécuta le mieux du monde et à la barbe même de l'ennemi qui se montrait de plus en plus accommodant. A peine s'il troublait par quelques volées de shrapnells l'installation du réseau téléphonique ou les travaux de réfection que faisait entreprendre l'amiral sur la route de Zuydschoote à Steenstraete, qui n'était plus qu'un chapelet de lacs fangeux. Or cette route était empruntée toutes les nuits par les corvées et les relèves. D'où les accidens les plus

nuit..., mais je suis paré; me voici au cantonnement. Le docteur Le Marc'hadour est aussi malade de cette diarrhée-entérite. » (Lettres du commandant Geynet des 12 et 13 décembre 1914.)

(1) Trois de 75, une de 90.

(2) Un groupe de 90 fut défilé à l'Ouest de Pypegaale, une batterie de 90 au Sud du moulin *dito*, deux batteries de 90 au Sud du moulin de Zuydschoote. A ces élémens s'ajoutait la présence d'une batterie lourde de 120, placée à l'Est de In-den Cockuit-Kabaret.

(3) Auberge sur le chemin de Wœsten à Zuydschoote, à 1 000 mètres au Nord-Est de la première de ces localités, où était installé précédemment l'état-major de la 42e division.

fâcheux. « Je n'ai pas de chance, écrit le 12 décembre le commandant Geynet, je suis encore tombé à l'eau. » Sur la demande de l'amiral, une section du génie avait été mise à sa disposition pour coopérer avec les marins à ces différentes améliorations. En même temps, l'amiral faisait remettre de l'ordre dans les unités. Le 1er et le 2e bataillon du 1er régiment (commandans Mauros et Geynet), aux tranchées depuis le 5, n'avaient pu être relevés que le 10 au soir et sous une fusillade assez vive : ils étaient littéralement épuisés. Des hommes pleuraient de misère (1). Du moins, au cantonnement, quelques douceurs les attendaient : tout un assortiment de lainages, tricots, mitaines, cache-nez, chaussettes, dons de l'Ouvroir Déroulède, de l'*Écho de Paris*, de l'*Intransigeant*, qui n'arrivèrent jamais plus à propos. En outre, les cantonnemens étaient munis de braseros. Nouveauté appréciable. « Il ne nous manque plus que des lits et des gentilles soubrettes, » écrivait en plaisantant le commandant Geynet (2).

Pour soulager un peu ses hommes, l'amiral avait demandé que la relève du bataillon de Kerros fût exceptionnellement faite par un bataillon de la 178e brigade territoriale : il n'était pas nécessaire d'avoir là des troupes d'assaut, en raison du calme de la ligne (3). Le « colonel » Paillet avait remplacé, dans la journée du 11, le colonel Delage au poste de commandement de la défense, qui fut rapproché du canal. Sitôt les batteries installées, plus une batterie à cheval de 75 de la 7e division de cavalerie, nouvellement mise à la disposition de l'amiral (4), celui-ci fit procéder à des tirs de réglage par toute l'artillerie, tirs qui se poursuivirent pendant les journées du

(1) « J'en ai vu près de moi pleurer de froid et de fatigue. » (Journal du fusilier Maurice Oury.)

(2) La même impression se retrouve dans une jolie lettre de Maurice Faivre du 13 décembre : « 2 kilomètres de la ligne. — Une salle de ferme, du feu dans la cheminée... Des obus autour de nous, mais heureusement à l'abri de la pluie! Enfin, nous avons été relevés, pas pour longtemps, malheureusement. Le froid devient épouvantable, parce qu'il ne gèle que la nuit, et la boue est effrayante. Le capitaine, le lieutenant, le principal et moi, menons une vie de famille et le soir, dans le manteau de la cheminée, le lieutenant nous raconte tant de bêtises et si drôlement qu'il remonte le moral, en nous donnant de ces bons fous rires qui vous font mal. »

(3) « Toutes les nuits on se fusille de part et d'autre. Heureusement, ils ont peu d'artillerie devant nous, ce qui paraît bien calme après Dixmude, où je crois que nous avons supporté le maximum d'un bombardement. » (Maurice Faivre. Lettre du 13 décembre.)

(4) Elle avait été défilée un peu au Sud du 1er groupe de 90.

12 et du 13 décembre. Précaution utile, nos armées devant prendre le lendemain l'offensive sur tout le front, sauf le 20e corps et le groupement Hély d'Oissel, qui se contenteraient « d'aider l'offensive par une défensive active, » destinée à retenir devant eux les forces de l'ennemi. En conséquence, l'amiral prescrivit pour la journée du 14 : 1° aux unités de première ligne d'exercer une surveillance très sévère et d'envoyer des patrouilles jusqu'aux tranchées allemandes; 2° aux 2e et 3e compagnies du 1er régiment de se porter avant le jour à la réserve du secteur où se trouvaient déjà les 1re et 4e compagnies du 1er régiment; 3° aux deux bataillons restant au cantonnement de se tenir prêts à toute éventualité ; 4° à l'artillerie de canonner fréquemment les tranchées ennemies, les routes et les points particuliers en arrière de ces tranchées.

Ces divers ordres furent exécutés à la lettre, mais on n'en put vérifier les effets ce jour-là (14 décembre), car l'ouverture du feu, à sept heures du matin, ne fut suivie d'aucune attaque. L'offensive des autres groupes de la 8e armée, déclenchée à la même heure, ne semblait pas faire grand progrès et, de notre côté, l'ouverture du feu n'avait eu pour résultat que de réveiller l'activité du feu ennemi. Nous n'en fûmes pas trop incommodés, semble-t-il. L'amiral, à la fin de la journée, fit relever les unités du front : les bataillons Bertrand et de Kerros prirent la place des bataillons Mauros et Geynet; le colonel Delage remplaça au commandement de la défense le colonel Paillet. Mais les instructions de l'amiral en ce qui concernait la surveillance du front ennemi ne changèrent pas et se firent même plus pressantes : nous devions multiplier les patrouilles et les reconnaissances nocturnes. L'élément de tranchée que nous occupions de l'autre côté du canal nous rendait la chose relativement facile; nous étions là aux premières loges pour observer l'ennemi : « On est noctambule tout comme des fêtards, écrivait le 9 décembre le commandant Geynet. On dort le jour et on veille la nuit. » Le commandant ne tarit pas sur le courage déployé par les hommes qui tiennent cette pointe avancée de notre ligne, « les gars de la tête du pont, » comme il les appelle. La tranchée est « à moins de 100 mètres (1) » des Allemands; « la nuit, l'enseigne, avec une patrouille, circule en rampant au milieu

(1) 150 mètres, dira plus exactement le lieutenant de vaisseau Feillet.

d'eux. » Il revient ainsi « avec des renseignemens sûrs, *vus*. C'est superbe. » Mais c'est aussi assez coûteux. « Chaque jour il y a de la casse à ces tranchées. Avant-hier trois tués, un blessé. » Rien n'y fait, et les hommes « demandent tous à y aller. C'est une récompense. Cela remplace le quart de vin de l'escadre... » Il insiste encore dans une lettre postérieure du 16 : les tranchées de la rive gauche ne sont certainement pas des palais ; on y patauge, « mais moins que dans la petite tranchée à cent mètres de l'ennemi. Là mes gars font douze heures avec de l'eau jusqu'aux mollets. On ne peut les relever que de nuit ou de grand matin. C'est dur, car les blessés sont forcés de rester debout, mais c'est une récompense que d'être désigné pour la petite tranchée : il faut veiller ; ils sont seize et j'ai eu jusqu'à deux blessés et trois tués par nuit à cet endroit. Mais c'est la batterie des hommes sans peur de Toulon ! »

C'est de cette petite tranchée des hommes sans peur que partent généralement les reconnaissances nocturnes. Les Allemands, dit-on, ronflent à poings fermés dans la tranchée voisine (1), ce qui incite le commandant Geynet, grand imaginatif, à leur jouer un tour de sa façon. Il en a parlé à l'amiral qui s'est mis à rire : « sans risquer un homme, » il compte, avec son système, « flanquer beaucoup de Boches en bas. » Mais il garde son secret pour lui. « Je vous le révélerai plus tard, » dit-il aux siens. Il est à craindre qu'ils ne le connaissent jamais.

Le 15 décembre, entre autres, une de ces reconnaissances, exécutée au petit jour, donna fort à penser. Le commandant de Kerros, sur ordre de l'amiral (2), l'avait montée avec trois volontaires : le quartier-maître Le Goff, les fusiliers Le Moalic et Le Neveu (3). La mission était délicate. La veille au soir, une reconnaissance, qui avait poussé jusqu'aux tranchées allemandes les plus rapprochées, n'y avait entendu aucun bruit. L'ennemi les avait-il évacuées ? Ou nous tendait-il un piège ? L'amiral avait quelque raison de se le demander.

Deux jours auparavant en effet, dans le secteur voisin (4),

(1) Il semble qu'« ils ne l'occupent pas toutes les nuits, » dit-il ailleurs. Dans « une reconnaissance, nous y avons vu beaucoup de cadavres boches. » (Commandant Geynet, lettre du 16.)

(2) Lettre du lieutenant de vaisseau Feillet.

(3) Ce dernier, de Sainte-Suzanne (Mayenne), et l'un des rares Manceaux, sinon le seul que possédait la brigade.

(4) « A huit kilomètres des fusiliers, » précise le commandant Geynet.

« 450 territoriaux » étaient ainsi « descendus dans une tranchée qui paraissait abandonnée; » 32 seulement étaient revenus, et les bruits les plus étranges couraient sur tout le front; les uns disaient que des mitrailleuses, dissimulées au bout de la tranchée, s'étaient soudain démasquées; d'autres parlaient d'une invention diabolique des Boches, une « pâte asphyxiante, » à l'absorption de laquelle auraient succombé les assaillans. Cette pâte, ajoutait-on, « ne produisait que des blessures superficielles, mais très douloureuses, fermeture des yeux pendant deux heures, puis conjonctivite, » et il est à remarquer que ce sont précisément les effets produits par les gaz asphyxians dont l'ennemi devait se servir pour la première fois, officiellement, sous forme de larges émissions, à Langemark, le 23 avril suivant, et dont il semble bien qu'il faisait déjà l'essai restreint, dès le 13 décembre, dans les tranchées de ce même secteur. L'hypothèse de mitrailleuses, parachevant l'œuvre de la « pâte, » n'avait rien d'inconciliable avec l'emploi de celle-ci. De toute manière, des précautions s'imposaient, d'autant plus urgentes que l'attaque générale était proche.

Un reste de nuit traînait sur les champs et favorisait la mission des trois hommes. Ils partent à la file indienne : ramper leur répugne et tout au plus acceptent-ils de se baisser un peu, tant ils sont persuadés que les tranchées allemandes de première ligne n'ont pas de garnison. « Sans trop se faufiler, raconte leur chef, le lieutenant de vaisseau Feillet, ils font un tour vers quelques maisons ruinées, ne voient rien de suspect et arrivent sur les tranchées à examiner sans qu'on les ait inquiétés. » Leur confiance redouble en « voyant la toile tendue » sur la première tranchée; ils pensent qu'elle « recouvre des cadavres, » et Le Moalic se penche, quand la toile s'écarte brusquement : « *Wer da?* » La tranchée est « pleine de Boches, » qui dormaient et qui ne sont pas encore bien revenus de leur surprise. Le Moalic décharge son fusil dans le tas et décampe, avec ses deux camarades. Mais le jour s'était levé, la distance à parcourir était assez grande et les Boches avaient ouvert le feu : Le Moalic tombe, puis Le Neveu. Plus agile, Le Goff avait pu sauter à temps dans notre tranchée. Le Neveu, une heure plus tard, l'y rejoignait : blessé seulement à l'épaule, il s'était couché dans les betteraves et, en rampant, avait fini par atteindre nos lignes. Mais Le Moalic restait entre les deux tranchées et

plus près de l'allemande que de la nôtre. De son poste, le commandant de Kerros l'observait à la jumelle : l'homme ne remuait plus. Il était mort sans doute, achevé par un fusant de 77 qui venait d'éclater tout près de lui. Dans l'après-midi cependant, nos guetteurs, par les créneaux de la tranchée, crurent remarquer que le corps avait bougé. Lentement, imperceptiblement, il se déplaçait dans notre direction. Le Moalic vivait-il encore, ou ce déplacement n'était-il que l'effet des soubresauts de l'agonie? La nuit était venue, mais une nuit pire que le jour, avec les blancheurs crues dont l'inondaient les artificiers boches; on avait fini par perdre tout espoir : une voix faible, un souffle, appela tout à coup près de la tranchée. C'était Le Moalic. Il était une heure et demie du matin. Il avait mis tout ce temps à traverser sur le ventre, dans les intervalles des fusées, ces 140 mètres de terrain plat. Il grelottait. « Ranimé par du rhum, dit son capitaine, il nous expliqua qu'il avait fait le mort tout le jour et qu'il s'était traîné la nuit sur les mains, et ainsi il était parvenu à cinquante mètres de nos tranchées et avait appelé la 5e compagnie. A grand'peine on le fit passer sur la passerelle et porter à l'ambulance où l'on constata que sa blessure était large, mais sans gravité. »

Le capitaine se trompait : le sang perdu par Le Moalic, sa longue station à plat ventre dans les betteraves, l'indigence d'une infirmerie « où le vent pénétrait par tous les trous » et dont le « feu ne chauffait pas, » déterminèrent une pneumonie qui l'emporta quelques jours plus tard. Mais il avait eu le temps de faire son rapport au « colonel » Delage, prévenu par le docteur Taburet, et c'est ce qu'il souhaitait par-dessus tout. La fièvre précipitait son verbe. Infatigable, il décrivait la tranchée allemande, ses fils d'acier, ses croisillons, ses chevaux de frise...

— Très bien, mon brave, dit le « colonel » Delage. Tu es allé, tu as su voir, tes renseignemens sont précieux. Je te remercie.

— Commandant, dit Le Moalic, ce que j'ai fait, c'était pour rendre service à mes camarades et à mon pays.

— Ah! donne-moi ta main que je la serre, c'est trop beau.

— Eh! s'écria le docteur Taburet, ce n'est pas assez, commandant, embrassez-le (1)...

(1) La suite de l'aventure est ainsi contée par le Dr Taburet : « Un baiser bien sonore retentit sur la joue du matelot, cependant que la barbe blanche du capi-

Au dehors, la nuit continuait à s'illuminer de blancheurs soudaines : presque à toute minute, une fusée filait de la ligne allemande avec un sifflement doux et, parvenue au sommet de sa courbe, ouvrait son cône de neige et l'épanchait sur nos tranchées. L'ennemi était seul encore à posséder de ces pièces d'artifice qui le mettaient à l'abri des surprises nocturnes. C'est vers cette époque aussi qu'il commença d'employer les grenades à main et les *minenwerfer*. Mais nous avions de bonnes raisons pour ne pas sortir de l'expectative : l'insuffisance du ravitaillement avait sensiblement fait diminuer dans l'après-midi la violence de notre feu; dans le Sud même, le bruit du canon perdait de son intensité. En revanche, au Nord, pendant toute la journée du 16, on entendit, vers Nieuport, une forte canonnade. De ce côté, l'offensive semblait aller bon train.

Dans notre secteur, elle n'était que provisoirement suspendue. L'amiral avait mis à profit les quelques heures de répit qui lui étaient accordées pour étudier une position de repli entre le Kemmelbeke et l'Yperlée : les 2e et 3e compagnies du 1er régiment en réserve du secteur commencèrent à creuser des tranchées sur le tracé choisi. Mais, dans la soirée, il fallut suspendre le travail : l'ordre venait d'arriver d'attaquer en avant de Steenstraete à la pointe du jour. Cette attaque, destinée à épauler nos troupes qui opéraient dans la région du littoral, devait se combiner avec une attaque générale du groupement Hély d'Oissel et du 20e corps, le premier en direction du carrefour Ouest de Bixschoote, le second vers le bois triangulaire et Korteker-Kabaret.

Pour monter cette attaque, le général Hély d'Oissel désignait la brigade de marins, à laquelle il envoyait en renfort la 1re compagnie cycliste et une batterie d'artillerie à cheval, qui devait prendre position à l'Est de Cockhuit; le général Balfourier, commandant le 20e corps, désignait de son côté 1 500 hommes de la 11e division d'infanterie. Le principal de l'effort revenait, comme on le voit, à la brigade.

L'amiral prit en conséquence ses dispositions : toute l'artillerie du secteur entrerait en action dès 6 heures du matin.

taine de vaisseau Delage caressait cette figure pâle, encore salie d'une boue glorieuse dont je n'avais pu le débarrasser complètement. Vers 15 heures, accompagné du commandant, l'amiral, averti, venait voir ses troupiers : il était un peu, lui aussi, de Saint-Nicolas du Pélem, comme Le Moalic. — « Je les propose tous les trois pour la médaille militaire, » dit-il en sortant. »

A 6 h. 40, après la préparation d'artillerie, le 1er bataillon du 1er régiment (Ct Geynet) sortirait de ses tranchées, appuyé par la compagnie cycliste et deux sections de mitrailleuses qui occuperaient pendant la nuit leurs emplacemens de départ : deux compagnies de marins déboucheraient par la passerelle Nord; une compagnie de marins et la compagnie cycliste par le pont de Steenstraete; une compagnie de marins par la passerelle Sud. Les troupes de la défense du front soutiendraient l'attaque par leur feu. Le 3e bataillon du 2e régiment prendrait position en soutien éventuel à l'abri des vues, derrière le Kemmelbeke. Quelle que fût la tournure des événemens, la ligne de l'Yser devait rester inviolable. L'amiral, tant que durerait l'attaque, se tiendrait en permanence au poste de commandement de la défense.

### III. — L'ATTAQUE DU 17

Un des officiers qui prirent part à l'attaque et qui s'y distingua, l'enseigne de vaisseau Boissat-Mazerat, jeune homme d'une bravoure froide et sans illusions, écrivait le 14 à ses parens : « Nous allons prendre l'offensive dans notre petit coin. L'artillerie prépare. C'est un joli concert. Les marmites allemandes nous passent sur la tête en bruissant, comme tout un vol de canards, mais il y en a peu. En somme, nous avancerons peut-être de 4 ou 500 mètres. C'est tout à fait *exciting*. »

Le même officier se montrera plus équitable dans une lettre postérieure du 18, en disant : « Notre offensive avait pour but de faire diversion pendant qu'une autre offensive se produisait plus au Sud : elle s'est fort bien passée et nous avons pris quelques tranchées et mitrailleuses, en plus de la diversion qu'on nous demandait. »

C'est de ce point de vue qu'il faut juger l'attaque du 17 pour en apprécier le mérite et les résultats. Boissat ne se trompe que sur le caractère de l'offensive prise par nos troupes, qui n'était point une offensive partielle. En même temps qu'au Sud, nous attaquions dans la région de Nieuport, d'où le grondement du canon parvenait jusqu'à nous, et il importait autant d'empêcher l'ennemi d'opérer des prélèvemens de troupes pour les envoyer sur Lombaertzide et Saint-Georges que pour les diriger sur Ypres et Arras.

Toute la nuit on se prépara. Vers une heure du matin, ordre arrivait par plantons aux postes de commandement du secteur de Steenstraete de pratiquer pour 5 h. 30 des passages de 3 à 4 mètres dans les fils de fer des têtes de passerelles. A 3 heures, le capitaine de frégate Geynet, chargé de monter l'attaque, sous la direction du « colonel » Paillet, commandant de la défense, convoquait à son cantonnement les chefs des unités combattantes : guidés par des plantons, ils s'y rendirent à travers champs, en se garant comme ils pouvaient des trous d'eau. Le commandant leur lut ses instructions, les leur commenta, ajoutant quelques renseignemens sur la façon dont les Allemands disposent leurs tranchées, généralement en forme de triangle isocèle. La pointe du triangle, tournée vers nos lignes, ne contient que quelques hommes qui s'éclipsent aussitôt l'attaque déclenchée et se réfugient dans le côté principal du triangle. L'attaque pénètre dans la pointe évacuée. A ce moment, des mitrailleuses, placées aux extrémités du côté principal, se dévoilent et prennent d'écharpe les assaillans. Conclusion : il ne faut pas attaquer en pointe, mais porter l'attaque sur les extrémités du côté principal. — « Oui, remarque *in petto* un des officiers présens à l'explication, quand on les connaît et qu'on a pu les repérer d'avance! »

Les capitaines se séparent pour alerter leurs compagnies. Rassemblées à 4 heures sous la direction du commandant Geynet, elles traversent silencieusement Zuydschoote, lugubre dans la nuit avec ses maisons béantes, laissent à droite cette épave et franchissent le canal : la 1re et la 4e sur la passerelle Nord; la 2e et la 3e sur le pont, d'où elles gagnent par les boyaux d'accès les tranchées de première ligne. C'est de là qu'elles partiront tout à l'heure pour l'attaque. Les hommes sont pleins d'ardeur, mais les chefs assez soucieux : une patrouille rentrée dans la nuit s'est « heurtée à des forces allemandes supérieures en nombre (1); » en outre, le terrain ne leur est pas familier à tous. Certains même, comme le capitaine de Malherbe, n'ont encore jamais mis les pieds dans ce secteur. Ils se renseignent près des officiers du 3e bataillon qui doivent rester dans leurs tranchées, avec le commandant de Kerros, « prêts à toute

(1) Cf Carnet de route du Ct B... qui ajoute : « Elle a même failli être cernée par deux patrouilles ennemies venant sur la droite et sur la gauche et a dû se replier, sans perte d'hommes heureusement. »

éventualité. » Le capitaine de Malherbe s'adresse, pour sa part, à son « vieux camarade Ravel. » Il est à peu près 5 heures et demie du matin. Le plus simple est d'aller voir. « Ravel et moi, écrit-il, sortons de la tranchée et traversons nos fils de fer par les passages aménagés dans la nuit. Nous passons ensuite un petit ruisseau à peu près parallèle à la tranchée et nous avançons plus loin. Bien que la nuit soit encore complète, je puis me faire une vague idée du terrain, plat, formant un peu cuvette. Ravel et moi sommes du même avis : l'attaque est impossible de jour, sans que les fils de fer allemands aient été au préalable fortement bouleversés. Je le dis au commandant en revenant : il me répond qu'il y a ordre formel d'attaque, puis il s'en va vers la compagnie Benoît. Je ne devais plus le revoir. »

Le pis est que l'heure de l'attaque approchait et qu'aucune des dispositions prévues par le commandement ne semblait en voie d'exécution. La préparation d'artillerie s'était bien déclenchée à l'heure convenue, mais bien que 90 pièces, dit-on, y eussent pris part, ce n'avait été qu'un tir de 75, à shrapnells, et qui cessait au bout de dix minutes. Ni les mitrailleuses, ni les chasseurs cyclistes n'étaient au rendez-vous (1). 6 h. 30, toujours rien. Au dernier moment, on se décide à remplacer la compagnie cycliste (2) par une compagnie de marins du bataillon Mauros, — la 10[e], capitaine Deleuze. Mais est-il sage, dans ces conditions défectueuses, de commencer l'attaque? Le commandant Geynet ne connaît que sa consigne. C'est un esprit exalté et magnifique : depuis des mois il attend, il presse de tous ses vœux l'occasion de s'élancer avec ses braves sur les défenses ennemies, de goûter à leur tête l'ivresse de la charge et du corps à corps. Plutôt que d'en référer à ses chefs ou de différer l'attaque, il se conforme strictement à la lettre des instructions qu'il a reçues la veille; il fait donner lui-même, par des plan-

(1) « A l'heure où elles [les Compagnies] devaient être en position, le déclenchement d'artillerie s'est opéré. Beau combat d'artillerie. De notre côté 90 pièces, paraît-il, tonnent, beaucoup moins du côté boche. » (Carnet du commandant B...) Suivant d'autres carnets, au contraire, ce déclenchement d'artillerie ne se serait pas opéré à l'heure réglementaire. « Nous attendons vainement la préparation d'artillerie prévue dans l'ordre d'attaque. » (Carnet du capitaine de M...) « L'artillerie, par défaut de téléphone, a tiré trop tard. » (Carnet du D[r] T...) Enfin, dans son interview, le maître Donval dit : « L'attaque devait avoir lieu à 6 h. 45 sans préparation d'artillerie. » La vérité semble être que le tir se déclencha à l'heure dite, mais fut très court et exécuté avec des pièces trop faibles.

(2) Elle arriva seulement vers 8 heures.

tons, aux chefs des compagnies, l'ordre de se déployer et de se porter en avant par les trois points convenus : la passerelle Nord (1re et 4e compagnies du 1er régiment, lieutenant de vaisseau Bonnelli et Dordet, adjudant-major, remplaçant le lieutenant de vaisseau Pitous, momentanément empêché); le pont de Steenstraete (2e et 3e compagnies du 1er régiment, lieutenans de vaisseau Benoît et de Malherbe); la passerelle Sud (10e compagnie du 2e régiment, lieutenant de vaisseau Deleuze).

L'attaque doit commencer à 6 h. 40 par la droite, en liaison avec celle que monte la 11e division d'infanterie. Nous sommes dans les plus longues nuits de l'année; l'obscurité n'est pas encore toute dissipée, mais, comme il ne pleut pas, le terrain « s'envisage aisément » dans la grisaille du petit jour : c'est « une longue prairie, pas trop détrempée, étendue entre nous et la première tranchée allemande. » Et, au coup de sifflet du capitaine Benoît, la 2e compagnie, préalablement massée à la lisière extérieure, « décolle » avec ensemble. La tranchée allemande s'enflamme presque aussitôt; nos hommes accélèrent l'allure, soutenus et comme portés par la voix de leur capitaine, qui vient de rouler à terre et qui leur crie dans un flot de sang : « Ça ne fait rien, mes garçons. En avant toujours (1)! » L'enseigne Lartigue, qui a pris le commandement, arrive sur l'obstacle à pleine charge et l'enlève. Sans s'occuper des prisonniers (une cinquantaine), qu'un cycliste de l'état-major suffira pour conduire à l'arrière, il pousse jusqu'à une maison en ruines où il fait abriter un moment ses hommes. Lui-même profite de ce léger répit pour examiner la situation : à droite, la 11e division semble avoir « progressé comme nous, » mais, à gauche, on ne voit pas clairement « ce qui se passe. » Un officier d'infanterie survient à propos pour donner à Lartigue les précisions qu'il souhaite.

« Certain alors qu'il existe bien un « trou » à sa gauche, dit un témoin, il avance en obliquant de ce côté et, vers sept heures un quart, après avoir franchi un boyau que le fusilier Vitoux s'est offert pour visiter et qui était vide, il arrive, avec une vingtaine de marins et quelques soldats qui se sont ralliés à lui, sur une petite route située à mi-distance entre le canal

(1) Le lieutenant de vaisseau Benoît, qui, de santé très chancelante, avait tenu quand même à reprendre du service, était le fondateur des Éclaireurs de France, plus connus sous le nom de *Boy-Scouts*.

et Bixschoote. Des coups de fusil partent d'une tranchée à une centaine de mètres à l'Est. Le lieutenant se défile dans un fossé avec ses hommes, puis il observe : à sa gauche, toujours silence complet; aucun des nôtres n'est en vue. Mais, plus en arrière, dans un pré entouré de peupliers, des formes grises vont et viennent. Nul doute, ce sont des Allemands. Le lieutenant fait aussitôt converser sa section, de façon à prendre la position à revers, et il prévient qu'à son signal on soit prêt « à abattre chacun son Boche, » puis à se lancer à la baïonnette. Les Allemands sont dans un redan relié à l'arrière par un boyau, — celui justement que nous avons visité un quart d'heure plus tôt et que nous tenons. Ils ne semblent pas se rendre compte qu'ils sont cernés. Mais, au moment où le lieutenant donne son signal, des cris de charge partent de l'autre côté de l'ouvrage... »

C'est le quartier-maître Dréan, de la compagnie Deleuze, qui, avec les fusiliers Cautin, Baudry et Denier (1), vient de se jeter dans le redan, d'y capturer deux mitrailleuses et une dizaine de prisonniers. Ceux-ci étaient d'ailleurs des Alsaciens-Lorrains qui ne demandaient qu'à se rendre. Deleuze, parti après la compagnie Benoît, avait franchi la tranchée emportée par cette compagnie et laissée à la garde d'une section sous les ordres de l'officier des équipages Souben ; ramassant la section, il avait poussé en avant et était arrivé sur la seconde tranchée en même temps que Lartigue, qui la contournait par la droite, et Souben, qui l'abordait de face. Dans le fond du redan, quelques hommes tenaient encore autour d'un *oberleutnant*, colosse roux à lunettes d'or, qu'on disait être un instituteur prussien, et qui luttait désespérément; un de nos gradés, le maître Donval, l'abattit d'une balle dans la tête. Le reste se rendit. Grâce à l'heureux hasard qui avait fait concorder les mouvemens de la 2e et de la 10e compagnie, le redan, ses mitrailleuses et une section d'une trentaine d'hommes « étaient entre nos mains, presque sans perte de notre côté. » Les marins, « dans un enthousiasme indescriptible, » dansaient, agitaient leurs bonnets, « et, pendant quelques minutes, dit le témoin précédemment cité, il fut difficile de les empêcher de se tenir debout sur le parapet. »

(1) Cités tous les quatre à l'ordre de l'armée pour ce fait d'armes.

Ce beau succès, s'ajoutant à ceux que la 11e division venait de remporter vers Bixschoote, avançait assez nos affaires de ce côté. Malheureusement, sur un autre point du centre et à gauche du pont, la progression rencontrait plus de résistance. Le capitaine de Malherbe, après avoir fait passer le fil de fer et le ruisseau à ses trois sections, les avait déployées en tirailleurs, la première section (enseigne Viaud) à sa gauche. Elles furent prises tout de suite sous le feu des mitrailleuses ennemies. On entendait les cris sourds des hommes à mesure qu'ils tombaient. La section du capitaine de Malherbe, plus ou moins disloquée, parvint cependant jusqu'aux fils de fer de la tranchée allemande : ils étaient intacts. Énervés par cette résistance, nos hommes essayent de les arracher rageusement avec le crochet de leurs baïonnettes. Peine perdue : il faut se coucher dans les betteraves et attendre. Malherbe, resté debout, est atteint par la rafale en se retournant pour observer le mouvement de la compagnie Benoît : deux balles lui ont broyé la jambe; une troisième balle lui érafle fortement la hanche gauche. Il n'a que le temps d'envoyer un homme de liaison prévenir l'enseigne Viaud qu'il lui passe le commandement. Avec la même tranquillité, du même pas régulier qu'il eût pris à l'exercice, l'homme (Victor Brault) part pour s'acquitter de sa mission et revient en rendre compte au capitaine : il n'a pas été touché, bien que plusieurs balles aient traversé sa capote. Tandis que le quartier-maître Le Boulanger, blessé lui-même, étaye jusqu'au canal la marche chancelante de son chef, le reste de la compagnie, avec l'enseigne Viaud, continue à ramper vers les fils de fer et trouve là un petit fossé où elle est à peu près défilée. Elle y demeurera toute la journée, à demi enlizée, sans pouvoir avancer ni reculer. Viaud lui-même a la clavicule cassée; il rentrera cependant à la nuit dans nos lignes, avec les débris de sa compagnie, que le maître Paugam a ralliés et dont il a pris le commandement, quand tous les officiers furent hors de combat.

La 4e et la 1re compagnie n'étaient pas sensiblement plus heureuses à la gauche du pont de Steenstraete où elles attaquaient en liaison sous la direction de l'adjudant-major Dordet. Cependant, la 1re compagnie (capitaine Bonnelli) avait débuté assez bien en enlevant deux élémens de tranchée (1) « à

(1) L'*Officiel* dit même deux tranchées. C'étaient des élémens avancés et en

200 mètres des tranchées principales (1). » Le feu violent qui sortait de celles-ci l'obligea de s'arrêter et de se défiler dans les fossés voisins. Bonnelli était blessé ; son enseigne Boissat-Mazerat, placé en flanc-garde, recevait au milieu du dos, pendant qu'il parlait à ses hommes, une balle dum-dum qui mettait « en miettes » tout son « trésor de guerre, » mais ne lui causait qu' « un vague séton du bras. » L'officier des équipages, Séveno, et le premier maître de la compagnie tombaient à ses côtés. « Nous voilà livrés à nous-mêmes sans gradés, écrit Maurice Faivre. Tous nos officiers sont blessés, légèrement cependant. Le second maître, ayant été blessé également, s'est traîné sur l'arrière après avoir été pansé par moi... Je suis dans un champ, derrière une haie, à 40 mètres des « autres » et à 200 mètres du canal. Nous sommes sept malheureux poilus à avoir les pieds inondés... Le reste de la compagnie est en tirailleurs sur notre gauche ; nous allons demander la jonction avec elle... Le capitaine Pitous prend le commandement [de la 4e compagnie]. » Mais il ne le prenait que pour le quitter presque aussitôt, une balle l'ayant atteint à l'œil comme il se découvrait « pour observer la position ennemie. » Ce n'était pas tout, et l'adjudant-major Dordet, qui commandait ce secteur de l'attaque, n'avait pas plutôt reçu le renfort de mitrailleuses (capitaine Cayrol) dont il avait besoin pour tenter un nouveau bond, qu'il était arrêté à son tour par des salves nourries partant de « maisons incendiées situées en face de la passerelle (2). » Il demande au commandant Bertrand de faire bombarder ces maisons. L'ordre est transmis : le tir de réglage est « bon en direction, » mais trop long de 200 mètres. Trois biplans français se détachent pour survoler la position. Et, cette fois, les obus tombent en plein dans nos lignes. Enfin, sur les indications du capitaine de Monts, qui se tient en observation dans la tranchée de la tête de passerelle, le commandant Bertrand réussit à faire rectifier le tir ; mais il y a encore une « sacrée batterie » qui s'obstine à tirer 200 mètres trop court et 150 mètres trop à droite. « Les quelques types que j'avais avec moi sont affolés, écrit Maurice Faivre, et se

partie inondés. La compagnie semble seulement être parvenue à proximité des tranchées principales. (Voyez plus loin Maurice Faivre.)

(1) *Moniteur de la Flotte*,.

(2) Journal de route du commandant B...

sont débinés, sauf un. Nous nous creusons tous les deux un abri. Les Boches viennent d'arriver en rampant. Pour donner l'illusion du nombre, nous courons à toute vitesse derrière la haie en tirant rapidement, et chacun de nous tient deux fusils ; les Boches s'arrêtent et rebroussent chemin. Renfort arrive : une escouade. » Et l'action reprend. Dordet, avec ses deux compagnies, « occupe une petite tranchée qu'il va prolonger sur la droite : il se trouvera ainsi en bonne position pour attaquer la grande tranchée boche que notre artillerie bombarde en partie seulement (1), » au lieu de faucher aux angles et au centre. Il est une heure de l'après-midi, et la progression partout ailleurs est arrêtée. Dordet reçoit l'ordre de suspendre son mouvement et de se replier (2).

Une plus longue insistance n'eût servi qu'à faire décimer ses compagnies. A notre centre même, vers huit heures, Lartigue avait dû se défiler en contre-bas de la route, position assez médiocre (3) où il attendait les instructions du commandant Geynet. Les instructions n'arrivaient pas, et c'est qu'avec son exaltation habituelle, presque dès le début de l'attaque le commandant Geynet s'était jeté dans la mêlée. Cet admirable marin, vraiment assoiffé de sacrifice, bouillait depuis le commencement de l'action : il venait d'apprendre que les fils de fer des tranchées ennemies étaient à peine entamés; il demanda des cisailles au capitaine Ravel et il partit. Moins impatient, peut-être eût-il attendu que les progrès de l'attaque de droite fussent plus affermis. Mais, après avoir rejoint la section de l'enseigne Pion et s'être entretenu un moment avec cet officier, il poussa en avant et fut presque aussitôt pris de front et d'écharpe par des feux d'infanterie. Une de ses escouades tenait la droite de la route, l'autre la gauche. Il était un peu plus de sept heures. La fusillade, si terrible qu'elle fût, n'avait pas arrêté l'élan du commandant, qui continuait sa marche hallucinée vers la tranchée ennemie. Voyant une de ses escouades en péril, il voulut la dégager. On l'entendit crier : « Mes

(1) Journal de route du commandant B...

(2) Ce qu'il fit, à la nuit tombante, la 4ᵉ compagnie d'abord, la 1ʳᵉ ensuite, « en ramenant les blessés et les corps des officiers tués. »

(3) « Les balles nous causent quelques pertes, la protection du contre-bas de la route étant médiocre et difficile à améliorer. Vers midi, Souben reçoit une balle en plein front qui le tue net au moment où il commandait un feu de salve. Lartigue reste seul officier de la compagnie, avec un seul sous-officier, le second maître Poquet. »

enfans, allons les venger! » Que se passa-t-il ensuite? Un de ses hommes de liaison, le fusilier Le Huérou, qu'il avait envoyé porter un ordre au capitaine de Malherbe, en se retournant, le vit à 30 ou 40 mètres qui s'affaissait. Il voulut s'approcher « pour lui faire un pansement, » mais la fusillade redoublait. Le commandant d'ailleurs, plus soucieux de la vie de ses hommes que de la sienne, lui faisait signe de continuer son chemin. Bien que frappé à la tête, il se releva au bout d'une minute, le visage en sang, fit quatre ou cinq pas, puis tomba définitivement, atteint, croit-on, d'une nouvelle blessure au côté. Son élan l'avait emporté très loin de ses hommes, jusqu'à la tranchée ennemie. Il y touchait : la palme de gloire qu'il voulait saisir n'ombragera-t-elle qu'un tombeau? Un mystère couvre sa fin. Son corps ne fut pas retrouvé. Blessé grièvement, fait prisonnier peut-être et soigné dans quelque ambulance de cette inaccessible Belgique qui étouffe depuis deux ans sous le bâillon, rien n'a transpiré de son tragique secret. Vainement sa sœur a-t-elle voulu rompre cette consigne de silence. Le commandant Geynet, quelques années plus tôt, avait dirigé les opérations de sauvetage d'un navire allemand, l'*Amazone*, et reçu à cette occasion du Kaiser l'ordre de la Couronne royale de 3e classe. Il était alors, à Brest, lieutenant de vaisseau. Au nom des femmes, des mères, des épouses allemandes dont il avait contribué à préserver les foyers, la sœur du commandant, par l'intermédiaire de l'ambassade d'Espagne, supplia l'Empereur de lui donner au moins une certitude sur la fin de son frère. Le placet lui revint avec un timbrage en rouge du bureau central des renseignemens et cette simple annotation au crayon : « La recherche n'a pas été annoncée *(sic)* jusqu'à aujourd'hui. *Signé :* J.-A. *Grafotunverine-Rittmeister...* »

Ainsi notre offensive n'avait que partiellement réussi : le demi-échec de notre centre, l'échec total de notre gauche tendaient même à compromettre, si l'on n'avisait rapidement, les résultats acquis par les compagnies Benoît et Deleuze. En ces conjonctures, le colonel Paillet sut prendre à temps les décisions nécessaires : faisant appel à ses réserves et remplaçant la 3e compagnie du 1er régiment, décimée, par la 12e du 2e régiment (capitaine Reymond) (1), il lui ordonna de se

(1) Certains rapports disent la 9e du 2e régiment. C'est une erreur.

déployer avec prudence et d'établir une liaison immédiate avec la 2e compagnie du 1er régiment et la 10e du 2e régiment « pour leur permettre de maintenir leur avance et de consolider leur situation. » Progresser davantage n'était plus possible. Toute l'artillerie ennemie donnait en rafale (1) : le pont, les passerelles étaient balayés par les obus, ce qui n'empêchait pas l'héroïque aumônier du 1er régiment, l'abbé Pouchard, de s'y risquer en plein jour pour visiter les blessés (2). Devant nous, à 400 ou 500 mètres, un feu plongeant de mousqueterie partait de la grande tranchée allemande qui était le réduit de la résistance. Large et profonde, couverte par un triple réseau de fils de fer et de chevaux de frise, elle ne paraissait pas pouvoir être enlevée avant d'avoir été battue par une puissante artillerie dont nous ne pouvions obtenir le concours dans la journée même.

Ces considérations décidèrent l'amiral, qui ordonna d'arrêter l'attaque et de se contenter d'organiser définitivement le front conquis. A cet effet, pour faire un parapet aux tranchées bouleversées, il demandait télégraphiquement à l'état-major l'envoi de 6000 sacs à terre. Impossible de creuser le sol, l'eau émergeant à 50 centimètres de profondeur. Et il fallait en outre relier notre nouveau front aux troupes du 20e corps. Ce nouveau front devait être occupé par la compagnie cycliste, arrivée trop tard pour participer à l'attaque et qui s'était défilée sur la rive droite du canal, la compagnie Merouze (11e du 2e régiment) et la compagnie Le Bigot (6e du 2e régiment). Les bataillons Bertrand (3e du 1er régiment) et de Kerros (2e du 1er régiment) recevaient ordre de conserver leurs positions sur les rives du canal et la tête de pont de Steenstraete ; le bataillon Conti (2e du 2e régiment), moins la 6e compagnie, restait en service de secteur sur le plateau à l'Ouest du Kemmelbeke ; les bataillons Geynet et Mauros rentraient dans leurs cantonnemens de Bosch-Hoek.

Ces divers mouvemens s'exécutèrent sans incident pendant la nuit : les Allemands ne contre-attaquèrent pas et,

(1) « La canonnade et la fusillade ne cessent pas ; les shrapnells et les balles arrivent jusqu'à nous. » (Commandant B...) Le maître fusilier Madec fut ainsi tué dans sa tranchée.

(2) « Vers midi, malgré le bombardement du pont par les Allemands, le brave aumônier du 1er régiment, M. l'abbé Pouchard, vient me voir. Nous sommes bien peu de chose à côté de cet homme-là. On ne saura jamais le courage, la bonté et l'héroïsme de notre aumônier. » (Carnet de route du lieutenant de vaisseau de M...)

d'ailleurs, nous étions sur nos gardes. En somme, l'offensive du 17 décembre avait obtenu quelques-uns des résultats souhaités : elle avait fait la diversion demandée et, en plus de cette diversion, elle avait réalisé un gain partiel à la droite de notre front par la prise d'un redan, de deux tranchées et de quelque 400 mètres de terrain (1).

Mais elle coûtait cher à la brigade. « Il y a eu de la casse, beaucoup de casse, surtout parmi les officiers, écrivait le lendemain l'enseigne Boissat-Mazerat : sur 12 que nous étions au bataillon, 5 ont été tués, 2 blessés grièvement, 2 plus légèrement, 3 sont indemnes, et je me compte parmi eux, n'ayant eu qu'un vague séton du bras, avec trou d'entrée et trou de sortie parfaitement propres. » Ces officiers étaient le commandant Geynet, le lieutenant de vaisseau Benoît, l'enseigne Pion qui, atteint une première fois à la joue, s'était bandé lui-même avec son mouchoir et avait continué l'attaque, les officiers des équipages Souben et Séveno, tués ou disparus ; les lieutenans de vaisseau Bonnelli et de Malherbe, l'enseigne Bioche (2), blessés grièvement ; le lieutenant de vaisseau Pitous, l'enseigne Viaud, blessés plus légèrement. Les pertes en hommes n'étaient pas moins fortes et si, comme on le pensait, l'offensive avait un lendemain, la contribution de la brigade devrait être proportionnée à la réduction de ses effectifs.

### IV. — A L'ASSAUT DE LA GRANDE-REDOUTE

Le quartier général avait en effet décidé la continuation de l'offensive : le mordant de nos marins lui semblait un gage de succès. Mais cet état d'exaltation, qui les arrachait à eux-mêmes et à leurs misères, pouvait-il longtemps se soutenir? Dans une seule ambulance, le docteur Taburet note qu'il a, tous les jours, une centaine de malades, « sans préjudice des blessés. » La perspective de « crever dans la boue » démoralisait les hommes, qui se seraient abandonnés, sans le magnifique exemple d'endurance qu'ils trouvaient chez leurs officiers,

(1) Voir, pour les résultats obtenus par le 20e corps, le communiqué du 19 décembre et les *Principaux faits de guerre*, du 16 au 24 décembre.

(2) Mort des suites de sa blessure. Il avait été « blessé, dit sa citation, en se portant, avec sa section, sur une position battue par les mitrailleuses ennemies. » Bioche appartenait à la 12e compagnie du 2e régiment, ce qui explique que Boissat-Mazerat le passe sous silence.

et le réconfort qu'ils y puisaient (1). L'expérience venait de montrer cependant qu'affaiblis par la dysenterie, les bronchites, ils renaissaient subitement dès qu'une attaque se déclenchait. L'approche seule de cette attaque les transformait; dans la tranchée, ils tracassaient avec impatience la détente de leurs fusils et imploraient la permission de « canarder » les ombres ennemies qui commençaient à se découper sur le gris du ciel.

— Je les retenais, dit un gradé (2), car il fallait surprendre.

Au cours même de l'attaque, leur pétulance ordinaire, une vanité bien excusable chez des hommes qui avaient prouvé tant de fois leur supériorité sur l'ennemi, les emportaient à toutes sortes de démonstrations imprudentes (3). Encore fallait-il, avant de les rejeter dans l'action, boucher les brèches ouvertes dans leurs rangs; or, toutes les compagnies étaient à peu près disloquées, sauf celles des bataillons Conti, Bertrand et de Kerros. C'étaient les seules troupes intactes qui nous restaient, et tout ce que put faire l'amiral fut de mettre le premier de ces bataillons à la disposition du 20e corps, chargé de poursuivre l'offensive. Mais, bien que l'artillerie du secteur eût bombardé toute la journée les tranchées ennemies et que l'artillerie allemande répondît assez faiblement, il arriva que notre droite ne put marquer aucune avance, et le bataillon Conti resta sur ses positions. Les hommes n'eurent à supporter qu'une légère contre-attaque de l'ennemi, qui voulut profiter de la relève pour essayer de leur reprendre les tranchées perdues. L'amiral avait obtenu pour cette relève un appoint de 200 cavaliers à pied : une mousqueterie bien dirigée et quelques tirs de barrage obligèrent l'ennemi à rentrer dans ses trous.

Il riposta le 19, pendant toute la matinée, jusqu'à deux heures de l'après-midi, par un marmitage en règle du plateau à l'Ouest du Kemmelbeke, où nous avions nos réserves, et de la ferme Mouton, où se trouvait le poste de commandement de la défense. La précision de ce bombardement ajouta aux présomptions que l'on avait de la mort du commandant Geynet, qui portait sur lui le plan du secteur et qui l'aurait détruit

(1) « Si la discipline est la force principale des armées, écrivait, le 16 décembre, l'enseigne Bioche, la confiance et l'attachement aux officiers sont les seules raisons pour lesquelles les marins se battent bien. »

(2) Maître Donval. Cité par l'abbé Bruno (*Petit Écho Vaucellois* d'août 1915).

(3) « Nous approchions des premières lignes, et j'ordonnai le silence à mes hommes, » etc. (*Petit Écho Vaucellois.*)

immanquablement, s'il n'avait été que blessé; mais elle pouvait être aussi le fait de l'espionnage local qui ne s'était jamais montré plus actif, repérant tous nos mouvemens, coupant nos fils téléphoniques et se glissant en blouse de colporteur, voire en cotteron de pastoure, jusque sous l'auvent des âtres hospitaliers où se séchaient les Jean Gouin (1). Il fallut modifier l'aménagement du secteur. L'amiral dut songer aussi à refondre le premier régiment, si éprouvé, et envisager dès ce moment la suppression d'un de ses bataillons (2) : le manque de gradés et d'officiers se faisait de plus en plus sentir et déjà l'on pouvait prévoir le moment où la Marine, très capable encore de nous alimenter en hommes, ne pourrait plus compléter les cadres, trop longs à former et dont elle avait besoin pour ses bateaux.

La nuit du 20 décembre ne fut troublée que par le chuintement des fusées éclairantes dont l'ennemi commençait à régulariser l'emploi; les deux journées suivantes furent surtout employées par lui en reconnaissances d'avions qui jetèrent des obus sur Woesten et Oostvleteren; mais le bombardement consécutif à ces reconnaissances nous causa peu de pertes, bien qu'il fût sensible que l'artillerie allemande eût reçu des renforts. On avait dû laisser sur le canal une partie des unités qui devaient être relevées, les chasseurs cyclistes envoyés pour cette relève n'étant pas en nombre et la reprise de l'offensive semblant imminente.

Elle avait été annoncée d'abord pour le 21 au matin. La veille, qui était un dimanche, les hommes en réserve avaient eu l'autorisation d'assister à la messe, dans une ferme du voisinage. Le soir, ils repartaient pour les nouvelles tranchées de la rive droite, organisées vaille que vaille dans la boue d'un champ de betteraves. Le génie n'avait pu fournir les sacs à

(1) « Dans la journée un marchand de papier à cigarettes était passé parmi les cantonnemens et, le soir, les obus pleuvaient sur le village. » (Journal du fusilier Maurice Oury.) — « Cette nuit, étant de faction devant la porte d'une ferme où était enfermé un espion, j'ai failli tirer sur mon ombre que je croyais être mon espion fichant le camp. Nous faisons la chasse aux espions... Ils signalent l'emplacement des troupes, et les marmites arrivent; ils coupent nos téléphones de campagne, etc. » (Lettre du fusilier Maurice Faivre.)

(2) Cette suppression, rendue plus urgente après l'attaque de la Grande-Redoute, eut lieu le 23 : le colonel Delage décida de reverser ce qui restait de la compagnie Pitous dans la 5e compagnie (capitaine de Roucy), pour former une 5e compagnie à l'effectif à peu près normal, et de ramener ainsi le régiment à 2 compagnies de 4 sections.

terre demandés : pas de parapet ; aucun écoulement pour l'eau, le fond des tranchées affleurant la nappe inférieure. Les hommes étaient obligés de rester accroupis dans la vase. Patiemment ils vidaient l'eau avec des gamelles ou des marmites en guise d'écopes, mais elle reparaissait à mesure qu'on la vidait. Travail de Danaïdes ! « On se serait cru en mer, dans une chaloupe faisant eau de toutes parts, » écrit un officier. Les postes de commandement, établis sur la rive gauche du canal, dans de petits blockhaus souterrains, n'étaient pas beaucoup plus confortables : un obus avait aux trois quarts démoli, la veille, celui du commandant Conti, manquant de tuer le commandant et blessant son cycliste. Mais le commandant Bertrand, qui remplaçait le commandant Conti aux tranchées du secteur Sud, emmenait avec lui des sapeurs et du matériel. L'attaque fut remise, du reste, au grand dépit des malheureux qui l'attendaient comme une délivrance. Le baromètre, descendu la veille à 3 degrés au-dessous de zéro, avait remonté légèrement, mais il pleuvait, et c'était cette pluie de neige fondue, plus froide encore que la vraie neige. Les couvertures étaient trempées ; les officiers s'étaient fait des sièges avec des seaux renversés. Défense de fumer par surcroît : les figures blêmissaient ; des guetteurs s'affaissaient aux créneaux. Le commandant s'inquiétait et se demandait comment, après trente-six heures d'un pareil régime, ses compagnies pourraient partir à l'assaut. On les fit serrer dans la nuit du 21, à quatre heures du matin, pour céder la place à des troupes fraîches appartenant au bataillon de Kerros.

Ce n'était que prudence. Par ordre du général d'Urbal, commandant la 8e armée, le groupement Hély d'Oissel devait reprendre l'offensive le matin du 22, à six heures quarante-cinq, après dix minutes de préparation d'artillerie, sur les objectifs primitivement indiqués pour l'attaque du 17. Celui de la brigade était toujours la grande tranchée allemande située dans l'axe du pont, à 500 mètres environ de Steenstraete. Le 2e bataillon du 1er régiment et les deux sections de mitrailleuses à qui revenai l'honneur de l'enlever occuperaient dans la nuit, avant six heures, face à l'objectif d'attaque, les tranchées du nouveau front, qui leur serviraient de parallèles de départ ; le bataillon Conti se porterait en réserve pour la même heure sur le plateau Ouest du Kemmelbeke ; le bataillon Bertrand formerait le soutien

dans les tranchées du canal ; une fraction de la 11e division territoriale agirait sur le front du 20e corps en liaison avec la brigade; le « colonel » Delage prendrait la direction de l'attaque.

La nuit avait été calme, sauf les inévitables fusées éclairantes, qui n'avaient pas empêché les bataillons désignés de se rendre sur leurs emplacemens. Il tombait de la neige fondue; un « terrain boueux, glacial (1). » Les officiers, l'œil sur leurs montres, attendaient la fin de la préparation d'artillerie. Elle s'était déclenchée à l'heure convenue : de six heures trente à six heures quarante, toutes les pièces du secteur se concentrèrent sur la grande tranchée allemande et les maisons qui l'avoisinaient (2); les gros canons continuèrent encore le feu pendant cinq minutes. Mais l'obscurité empêchait de vérifier les effets du tir, et c'est une tendance assez fréquente chez les techniciens de croire qu'une préparation d'artillerie ayant été exécutée dans telle condition, en tel laps de temps, il s'ensuit nécessairement, mathématiquement, tel effet donné. Nombreux ont été, au cours de cette guerre, et aussi cruels que nombreux, les démentis infligés à cette théorie par l'expérience : nous ne connaissions pas encore toutes les ruses de l'ennemi; nous ne savions pas quels perfectionnemens il avait su apporter à l'organisation de ses tranchées et comment, par des boyaux de branchement communiquant avec de solides abris provisoires d'où il surgissait, sitôt la préparation d'artillerie terminée, il pouvait procéder à l'évacuation immédiate des points bombardés. Mais, en l'espèce, pour quelques parapets détruits, pour quelques élémens de tranchée bousculés, il semble que l'artillerie n'ait même pas endommagé les chevaux de frise et les barricades de treillis qui hérissaient les abords de la Grande-Redoute sur 20 mètres de largeur et dont les fils de fer barbelés défiaient tous les ciseaux. La plupart des blockhaus étaient intacts, les mitrailleuses à leur poste sous les coupoles blindées des flanquemens. C'est contre cette formidable organisation que se lançaient nos hommes. Mais il est vrai que, trompé par les renseignemens des

(1) Carnet de route du Dr T... à la date du 22.

(2) « 75, 90, 120, font rage aussi bien dans le groupement Hély d'Oissel (le nôtre) que dans le 20e corps. Les Allemands y répondent avec une furie qui m'implante de plus en plus dans mon idée qu'ils ont reçu des renforts d'artillerie. » (Carnet du commandant B...)

reconnaissances aériennes, l'état-major était persuadé que la tranchée allemande de Steenstraete formait une redoute isolée, alors qu'elle se prolongeait sans interruption vers Bixschoote, avec des coudes, des pointes, des redans qui allaient permettre à l'ennemi de nous prendre à la fois de face, d'écharpe et de flanc.

Il est possible d'ailleurs que cette organisation formidable fût une œuvre toute récente et que le reliement des tranchées eût été exécuté dans la nuit même. On se doutait bien de quelque chose dans nos rangs : pour ne pas déconforter leurs troupes, les officiers gardaient le sourire, le commandant de Kerros haussait d'un ton sa belle voix métallique, mais la plupart se sentaient perdus. Des souvenirs classiques s'éveillaient en eux à cette minute suprême de leur destinée. L'un d'eux, tourné vers l'Ouest, dans la direction de la patrie, prononçait en partant : *Ave, Gallia, morituri te salutant.* Son ordonnance lui demandant s'il fallait apprêter la cantine : « Ne t'en occupe pas, répondait comme Léonidas le lieutenant de vaisseau Feillet. Ce soir nous souperons chez Pluton. » Et le capitaine Barthal, plus sombre, à un de ses camarades qui lui souhaitait bonne chance, répondait évasivement : « On verra ! »

Mais les hommes, avides de s'élancer, visitaient fiévreusement les magasins de leurs lebels. Le tir de l'artillerie, très violent et bien réglé, semblait-il, les avait mis en belle humeur ; ils croyaient qu'après cette préparation méthodique, la prise de la Grande-Redoute ne serait qu'un jeu ; ils pensaient tomber sur les premières lignes ennemies avant que les Allemands les eussent regarnies. Leur illusion fut courte : le bataillon de Kerros, soulevé comme une vague hors de la tranchée, dès que notre artillerie avait allongé son tir, était accueilli par une décharge générale. Prise sous cette fusillade, la 8$^{e}$ compagnie (capitaine Ravel), qui attaquait de front, appuyée à droite par la section de mitrailleuses de l'officier des équipages Noblanc, sa gauche (enseigne Bastard) sur la route de Dixmude, s'arrêta au bout de deux bonds et se défila dans un fossé aménagé la veille par son chef, où elle attendit que les progrès de la 5$^{e}$ et de la 7$^{e}$ compagnie lui permissent de faire un nouveau bond. Aussi bien lui avait-il été recommandé de ne pas s'engager à fond, car on savait la Grande-Redoute inabordable de ce côté, et de ne faire qu'une simple démonstration pour détourner l'attention

de l'ennemi des compagnies Barthal et Feillet chargées de couper l'ouvrage en s'emparant du boyau qui le reliait à Bixschoote. Une quatrième compagnie restait en réserve d'attaque au bord du canal avec l'enseigne Goudot ; mais son chef provisoire, l'enseigne Lartigue, qui remplaçait le capitaine Pinguet, exempt de service, et qui possédait une connaissance approfondie du terrain, avait été joint à l'aile marchante de la compagnie Feillet avec mission de la guider et de retourner aussitôt près du commandant de Kerros pour lui rendre compte de la situation.

Tout de suite elle fut grave : à peine les compagnies déployées, « des centaines de fusées éclairantes convergent des tranchées allemandes, en même temps qu'une fusillade nourrie s'allume, » et le pis est que cette fusillade ne part pas seulement des tranchées de Steenstraete et de Bixschoote, mais de tout le boyau qui les relie et qui a été fortement organisé par l'ennemi. Lartigue, avec la section de droite de la compagnie Feillet, se lance « le long de la petite route pour occuper une maison isolée qui prendrait l'attaque de flanc à courte distance, si elle recélait une mitrailleuse. » Les balles, à cet endroit, sont tellement denses qu'on a l'impression physique de refouler un courant. La section parvient cependant jusqu'à la maison, qui est vide, mais battue d'un tel feu qu'il faut l'évacuer aussitôt et revenir vers le gros de la compagnie. La fausse attaque de Ravel avait eu du moins pour résultat de soulager un peu nos ailes qui étaient arrivées en quelques endroits jusqu'aux fils de fer; la compagnie Feillet avait même fait quatre prisonniers dans un poste d'écoute, — « des Mecklembourgeois très proprement vêtus et non couverts de boue, » preuve que l'ennemi s'était tout nouvellement renforcé (1), — et, un moment, de nos lignes, on put croire que l'attaque avait réussi : sur le parapet de la tranchée allemande, des silhouettes de marins venaient de surgir qui semblaient faire signe aux nôtres. Par quel coup d'audace ces hommes étaient-ils entrés là ? On se le demandait. Et déjà les marins qui rampaient dans la direction de la Grande-Redoute commençaient à se lever et à crier : « Victoire ! » A ce moment, suivant certains témoignages (2), du groupe énigmatique partit une voix :

(1) Carnet du commandant B...
(2) Carnet du second-maître Ludovic Le Chevalier.

— N'approchez pas, les gars, nous sommes prisonniers !

C'était un piège des Boches, qui avaient gardé ces hommes dans la tranchée depuis l'attaque du 17.

S'il fallait accepter cette version, l'histoire regretterait de ne pas connaître le nom du héros qui prévint ainsi ses camarades et qui paya sans doute de sa vie cet acte à la d'Assas. Mais il semble bien que les choses se soient passées moins dramatiquement et que la 5e et la 7e compagnie, qui avaient fait presque sans pertes un bond de 200 mètres, soient tombées tout à coup sous des feux violens de front et de flanc : la Grande-Redoute, qu'elles espéraient tourner, était continue. Avec la folie du désespoir, nos hommes se jetèrent quand même à l'assaut : presque partout ils se heurtaient à un inextricable réseau barbelé. Dans la cendre du petit jour, à coups de crosse, ils essayaient de s'ouvrir un chemin au travers de ces fils résistans, « gros comme le doigt, » et que notre artillerie avait à peine endommagés, sauf sur la droite, « où des fils avaient été coupés et par où quelques-uns d'entre eux pénétrèrent dans la tranchée. » Mais, « pris en enfilade par une mitrailleuse qui se démasqua, ils furent tués ou faits prisonniers, » et ce sont ces prisonniers que l'ennemi, pour nous tromper, aurait fait monter sur le parapet. Le commandant de Kerros lui-même, qui se trouvait avec l'adjudant-major Lefebvre dans la maison la plus avancée de la tête de pont, d'où il dirigeait l'attaque, donna dans le piège et venait d'envoyer l'ordre à la compagnie Ravel de se déployer, quand il reconnut son erreur : des casques à pointe étaient apparus derrière les bérets. Il fit crier à Ravel par son adjudant-major : « Ne bougez pas. Ce sont des prisonniers. » Ravel s'en était aperçu déjà. La prétendue victoire tournait au désastre : la plupart des assaillans, qui n'avaient pu pénétrer dans la tranchée, s'étaient empêtrés dans le réseau des fils de fer; Barthal, l'enseigne Sol, blessés, avaient disparu. L'officier des équipages, Le Bolès, ramena en arrière comme il put les débris de la 7e compagnie. De celle du lieutenant de vaisseau Feillet, il ne restait plus que 35 hommes et lui-même, quand une balle, à huit heures du matin, le frappa à la tête au moment ou il rentrait dans la tranchée. Outre les chefs des deux compagnies, l'enseigne Sol, l'officier des équipages Raoul, les sous-officiers Julia et Ruet, tués ou portés comme disparus, les lieutenans de vaisseau Lartigue, blessé

pour la troisième fois, et Ravel, atteint de quatre balles, étaient hors de combat et devaient quitter la brigade (1). Nos ambulances regorgeaient : en moins de deux heures, nous avions perdu « presque entièrement deux compagnies (2). » Seule, la compagnie Ravel s'en tirait avec quatre tués et douze blessés.

Dès huit heures du matin, l'attaque était enrayée, l'échec complet. Mais ce ne fut qu'à la nuit que la compagnie Ravel, terrée tout le jour dans son fossé, put regagner nos lignes. La 9e compagnie, à son poste de soutien, était elle-même copieusement arrosée d'obus et de balles. Ses pertes restaient faibles cependant : 2 tués et 4 blessés. Mais les hommes exténués, grelottant de froid, n'en pouvaient plus. Il pleuvait. Stoïques, pour se réchauffer, le lieutenant de vaisseau Béra et l'enseigne Poisson avaient engagé un débat philosophique ; mais la chaleur de la discussion, de leur aveu, constituait un calorique insuffisant : Zénon n'avait pas prévu les tranchées de Steenstraete.

Dès qu'il le put, l'amiral fit rentrer tous ses hommes. Les bataillons de Kerros et Bertrand regagnèrent leurs cantonnemens. Une tristesse pesait au souvenir de tant de camarades dont le sacrifice, sans doute glorieux, n'avait servi qu'à révéler la formidable organisation des tranchées allemandes. Résumant l'impression générale sur ces tranchées, le docteur Taburet écrivait : « Ce sont de véritables places fortes, contre les pare-balles d'acier desquelles l'artillerie ne peut rien ou à peu près. » Et le pessimisme héroïque de l'enseigne Boissat-Mazerat se confirmait : « J'ai l'impression que la guerre, telle qu'on la fait présentement, peut durer indéfiniment. Le premier qui s'ennuiera, abandonnera. » Quant à la brigade, ce dernier coup semble l'avoir achevée : « Elle va périr d'inanition. Son effectif est déjà réduit de moitié et, ces temps-ci, nous perdons de 2 à 300 hommes tous les trois jours. Les malheureux sont d'ailleurs exténués. Dans un mois, la brigade aura vécu, après avoir dévoré le total au moins de son effectif en hommes et

(1) « Lartigue, un des deux derniers officiers de mon bataillon, a été blessé hier, — bras cassé. » (Boissat-Mazerat, lettre du 23 septembre.) — « Ravel m'arrive à huit heures, le soir. Blessure au ventre ; rien de grave, quoique ce soit une belle plaie de sortie. Balles dans la main droite... Il a passé la journée à plat ventre dans la boue avec sa compagnie. Toujours gai, il est très content. » (Carnet du docteur T... à la date du 22 décembre.) — « L'officier des équipages Raoul est tombé grièvement blessé. On le voit de nos tranchées. Mais pourra-t-on le ramener ? » (Carnet du commandant B...)

(2) Boissat-Mazerat, lettre du 23 septembre 1914.

deux fois ou plus en officiers. Mais elle aura rendu des services énormes que nul ne peut lui contester. Et, si Dieu nous prête vie, c'est encore sur quelque bateau que nous continuerons la guerre. »

V. — L'ÉPUISEMENT

L'enseigne Boissat n'était que trop bon prophète, mais il anticipait un peu sur les dates, et la brigade, avant sa dislocation, devait connaître encore d'autres fastes, — et d'autres misères.

Pour le moment néanmoins, on sentait qu'il était impossible de lui demander un nouvel effort immédiat : ses élémens de résistance étaient à bout. Les ambulances ne désemplissaient plus : la vie des tranchées est affreuse partout; ici, elle était particulièrement lugubre. Sur le carnet d'un officier de la brigade, on lit : « Il n'est pas un officier, pas un homme de la brigade qui ait autant souffert que pendant ce mois de décembre. Dixmude fut un enfer, et tous cependant aimeraient mieux recommencer un nouveau Dixmude qu'un nouveau Steenstraete. » Seuls peut-être de toutes les unités sur le front, les fusiliers marins, depuis le commencement de la campagne, n'avaient pas cessé d'être en action ou en cantonnement d'alerte. Et leur service était plus chargé que celui des autres troupes. Les officiers s'en plaignaient, moins pour eux que pour leurs hommes. « Alors que la ligne fait deux jours des tranchées et deux jours de repos, écrivait, le 8 décembre, l'enseigne Boissat-Mazerat, notre programme est six jours de tranchées, un jour de repos. » L'amiral ne pouvait rester indifférent à ces plaintes : comptable de ses hommes, il demanda pour eux, non un régime de faveur, mais simplement l'application du droit commun; il fit valoir que, dans l'état d'épuisement où se trouvait la brigade, il n'était pas équitable de lui imposer un service plus pénible qu'aux unités voisines.

Le général Hély d'Oissel s'honora en accueillant cette réclamation qui devait entraîner la réduction du front confié à la brigade et un renforcement de celle-ci par l'adjonction permanente de 350 cavaliers à pied. Le nouveau front des fusiliers ne partait plus que du pont de Steenstraete pour aboutir à la gauche du 20e corps. A la faveur de cette décision, l'amiral

put organiser son service d'une façon à peu près satisfaisante, — savoir : dans un régiment, un bataillon au front pendant deux jours; un bataillon en réserve de secteur pendant deux jours, les bataillons se relevant tous les deux jours ; — l'autre régiment au cantonnement pendant quatre jours, les régimens se relevant tous les quatre jours.

Cependant le quartier général n'avait pas renoncé à la continuation de l'offensive, qui devait être reprise le 24 décembre, mais montée cette fois par des dragons à pied et deux pelotons cyclistes. L'objectif restait le même : c'était toujours cette Grande-Redoute, chef-d'œuvre de castramétation en rase campagne, dont le type, promptement généralisé par l'adversaire, étendu à tout le front et recevant chaque jour quelque perfectionnement, allait lui offrir la protection permanente d'une sorte de muraille de Chine, de nouveau mur calédonien, mais de mur en profondeur, si l'on peut dire, derrière lequel il pourrait se reconstituer et préparer à loisir son offensive sur le front oriental. L'artillerie des divers groupemens devant appuyer l'attaque et les fusiliers marins se tenir en soutien le long du canal, l'amiral donna des ordres en conséquence. Mais, plus libre dans la manifestation de ses sentimens, dès lors que ses hommes n'étaient pas directement en cause, il crut devoir adresser au quartier général une note de service exposant les raisons de l'échec éprouvé par les marins le 22, « raisons qui, à son sens, ne pouvaient manquer de faire échouer l'attaque du lendemain, les conditions du combat demeurant exactement les mêmes. » Cette note, appuyée d'un avis favorable du général Hély d'Oissel, fut transmise au général d'Urbal, qui contremanda l'offensive, en attendant d'avoir à sa disposition une artillerie lourde et des munitions suffisantes pour la reprendre avec des chances de succès.

Peut-être, et par la même occasion, apparut-il au commandant de la 8e armée que, dans l'état d'épuisement où se trouvait la brigade, sa valeur combative avait bien diminué et ne lui était plus d'aucun appoint. Tel était cet état d'épuisement (1), les effectifs fondaient avec tant de rapidité, que

(1) « Les hommes sont éreintés. Ce matin (23), la compagnie en a envoyé trente à la visite, et, si beaucoup n'avaient préféré prolonger leur sommeil, le nombre aurait été sensiblement plus grand. Peu de pieds gelés cependant, mais rhumatismes, engelures, diarrhées. » (Carnet de l'enseigne P...)

l'amiral avait dû prescrire de faire emporter par les unités qui allaient aux tranchées leurs deux jours de vivres « pour éviter à ces unités les fatigues inhérentes à leur ravitaillement pendant la nuit. »

Entre temps, nous procédions à la réorganisation de nouvelles lignes de défense à l'Ouest du Kemmelbeke, les anciennes ayant été quelque peu bouleversées par le « marmitage ; » le génie procédait à des travaux analogues à l'Est des bois de Bosch-Hoek. Six pièces de 120 long étaient venues s'installer le 24, derrière Cockhuit-Kabaret, pour battre Bixschoote et la Grande-Redoute, mais elles nous quittaient presque aussitôt, appelées ailleurs, et l'on se contentait d'envoyer des obus explosifs de 75 sur les tranchées allemandes, après un simulacre d'attaque par les marins. « Il y aura dans la nuit, écrivait le 24 un officier : canon, 3 minutes ; fusillade, 3 minutes ; canon, 3 minutes. Les Allemands sortent : on les fusille. Personne ne bouge, et le canon achève. C'est simple, — si on réussit. » Cela réussit assez bien, de l'aveu même du sceptique annotateur, qui, le lendemain, parlant de cette « attaque pour rire, » devait reconnaître que nos adversaires au moins n'avaient pas dû goûter la plaisanterie. « On les voyait sauter en l'air, disaient les assistans, sous la poudre du 75 (1). »

Hélas ! ces simulacres d'attaque, c'est tout ce dont nous étions capables pour le moment. Le chiffre des exempts de service atteignait un « total si impressionnant » le 26 décembre, qu'afin de désencombrer un peu les ambulances et les infirmeries régimentaires de la brigade, l'amiral décida de conserver le dépôt des éclopés de Saint-Pol, dont la suppression était prévue pour le 28.

Noël se passa au milieu de ces tristesses. Rien autour de nous ne rappelait la douce nuit chère aux chrétiens. Seule, la température s'était conformée à la tradition : le baromètre marquait — 8°. Il avait légèrement neigé la veille ; la nuit « était lumineuse et claire et la plaine toute blanche (2), » mais cette blancheur, aussi loin que la vue s'étendait, était « semée de points noirs, cadavres français, — ou gris, cadavres boches (3). » Lugubre décor pour un réveillon ! Et cependant il y avait comme une détente dans les âmes. Puis, des cadeaux étaient

(1) Carnet de route du Dr T...
(2) Maurice Faivre, lettre du 31 décembre 1914.
(3) Boissat-Mazerat, lettre du 27 décembre 1914.

venus de l'arrière. Dans la tranchée du jeune Maurice Faivre, l'enseigne Boissat-Mazerat contait d'hilarantes anecdotes; le lieutenant de vaisseau de Roucy, « délicieux petit capitaine qu'on s'attend à voir en perruque poudrée à la française, donnait son mot; » une voile « servait de toit » comme à bord et, sous ce toit improvisé, devant « un feu à rôtir un bœuf (au mépris de toute prudence), » l'escouade savourait un « chocolat à la glace fondue. »

Les tranchées voisines n'étaient pas moins favorisées. Un peu partout, les officiers avaient fait d'amples distributions d'effets chauds, tabac, bonbons et autres menues friandises de Noël. Les Boches, de leur côté, enfouis dans leur ripaille, semblaient ne plus songer à la guerre, car ils n'attaquèrent pas, ils suspendirent même le bombardement. Ils chantèrent jusqu'au matin. Après quoi, dans un ciel léger, lavé de toutes ses souillures et d'une innocence enfantine, le soleil se leva et, avec lui, l'espoir au cœur des hommes. Pour la première fois, l'aumônier de la brigade put célébrer sa messe sans l'habituel accompagnement du canon. L'autel occupait le fond d'une grange; c'était presque le décor évangélique, avec sa litière de paille, d'où nos Jean Gouin s'étiraient, les paupières bouffies, au coup de sonnette de l'officiant. Un déjeuner plantureux couronna la fête. Dans l'après-midi, le temps se gâta : la trêve de Noël était close, le ciel se rembrumait et, de la paille chaude des granges il fallait passer sans transition à l'humidité des tranchées, de l'églogue évangélique aux scènes de massacre et de charnier.

Il y avait surtout, devant notre première ligne, un chapelet d'une quinzaine de cadavres, des marins presque tous, surpris par une rafale de mitrailleuse dans la position de tirailleurs couchés. Il n'avait pas été possible jusque-là d'aller les chercher : si nos obus bousculaient ses tranchées, l'ennemi ne ménageait pas davantage les nôtres. « Le matin [du 27], alerte brusque sur le front de la 11$^{e}$ [C$^{ie}$] : un tireur boche frappe successivement trois hommes, dont le maître-fusilier Rouault (1), » excellent gradé qu'au *Borda*, pour son emphase un peu gasconne, on avait surnommé Cyrano, et qui sut mourir simplement, comme un Breton. L'ennemi se tut après une riposte et, au cours de la nuit qui fut calme, on réussit à enle-

(1) Carnet de l'enseigne P...

ver quelques cadavres et à continuer un bout de tranchée.

Le lendemain 28 marque une date pour la brigade : le « colonel » Delage, toujours prêt à s'exposer et qui a pour principe de « tout voir par lui-même, » vient surveiller jusqu'en première ligne l'installation d'un téléphone qui doit relier son poste de commandement aux tranchées de la rive droite. Nous n'avions jusque là, pour communiquer avec cette rive, que des hommes de liaison. Pour la première fois aussi, les fusiliers reçurent des fusées éclairantes et des grenades à main. Tout cela était nouveau pour eux. Et ils n'étaient pas au bout de leurs surprises! Le même jour ils apprenaient que le groupement Hély d'Oissel était supprimé et que la brigade, qui perdait les deux batteries à cheval de la 7e division de cavalerie, passait sous les ordres du commandant du 20e corps, ainsi que les 87e et 89e divisions territoriales. Ces changemens en annonçaient un autre plus important : le 29, l'amiral recevait avis que la brigade allait être relevée par des unités du 79e d'infanterie et envoyée en réserve dans la zone Linde-Oostvleteren.

### VI. — LE MIRACLE DU DRAPEAU

Il était temps. Les bourrasques des journées précédentes, la fange, la fièvre, la dysenterie, les pneumonies, le gel avaient achevé les hommes. Sans doute ce n'était pas encore le repos souhaité : la brigade demeurait en cantonnement d'alerte ; si elle remontait un peu vers le Nord, elle restait toujours à portée de l'ennemi, puisque le 2e régiment devait cantonner à Oostvleteren, le 1er, partie à Linde, partie à Esseldamme. En route nos troupes assistent à un émouvant duel d'aéroplanes entre un Anglais et un Allemand : l'avion anglais pique brusquement, mais finit par regagner nos lignes. Le bataillon Mauros, qui forme l'arrière-garde, a encore deux compagnies en réserve. Il est relevé dans la nuit du 30 au 31 et arrive à son tour au cantonnement, où la brigade s'installe pour remettre en état ses unités.

1er janvier 1915 : la nouvelle année éclôt dans la pluie et le vent. Elle naît comme elle mourra, mais nous ne voulons pas en croire ce maussade augure; des promesses de victoire claquent dans les plis des drapeaux qu'on a suspendus à la porte de la pauvre église de campagne où l'aumônier Pouchard doit

célébrer l'office. Cette guerre triste et dure, commencée dans l'angoisse, poursuivie dans l'épreuve, la parole du bon prêtre nous donne l'assurance qu'elle finira dans la joie. Et la confiance renaît au cœur des hommes.

« Pour le moment, écrit l'un d'eux à sa sœur (1), je ne suis pas malheureux... Un de ces jours, nous devons aller au repos en France, à Dunkerque, pour nous reformer, car, je t'assure, il ne reste plus guère des anciens au régiment. Il faudrait avoir un tempérament de cheval pour résister quand nous sommes aux tranchées. Personne ne voudrait le croire comme nous sommes malheureux. Figure-toi qu'il tombe de l'eau tous les jours, et l'on est dans la boue au ras des genoux, sans pouvoir bouger, car, si l'on fait un mouvement, on gêne son camarade. Alors, pense qu'il faut rester quarante-huit heures comme cela! Pas d'abri pour se couvrir. Mais vois-tu, aujourd'hui, Jour de l'an, toute notre misère est oubliée, nous sommes tous contens, surtout de savoir que l'on rentre en France. Je t'assure que l'on a bien gagné un peu de repos, car il n'y a pas de régiment qui a trinqué comme nous, les chasseurs à pied et les tirailleurs algériens. Sur 12 000 marins que l'on était entre les relèves qu'il y a eu, nous sommes 3 800 en tout. »

A peine si quelque exagération est sensible dans ces derniers chiffres. Une semaine encore s'écoula. Enfin, le 8 janvier, la brigade partit en autobus, comme elle était venue, dans la direction de Saint-Pol et de Fort-Mardyck. Le bruit courait que les hommes, suivant l'amusante expression marine, allaient « toucher » un drapeau (2); on disait même que c'était le Président de la République en personne qui le leur remettrait, mais, jusqu'à la veille de la cérémonie, on ne savait ni où, ni quand elle se tiendrait. Elle eut lieu le 11, à Saint-Pol, sur le terre-plein du champ d'aviation.

Dès sept heures du matin, la brigade était rassemblée en lignes de colonne de compagnie, les deux régimens se faisant face, la compagnie de mitrailleuses, plus les cinq mitrailleuses ennemies conquises à Steenstraete, formant le côté du rectangle opposé à la route par laquelle on attendait le cortège présidentiel. Les baïonnettes « brillaient au soleil. » A neuf heures « sonne

(1) Lettre du fusilier A..., 1er janvier 1915.

(2) « Il est question que nous devons toucher un drapeau. » (Journal du fusilier Maurice Oury.) Ce drapeau était offert à la brigade par la ville de Lorient.

le garde à vous (1) ! » Le Président descend de son auto, suivi du ministre de la Marine Augagneur et des généraux. Il passe lentement devant le front des troupes, gagne le milieu du carré et présente le drapeau. Sa voix, « forte et bien timbrée, » dit un témoin (2), portait jusqu'aux extrémités de l'esplanade. A la fin de son allocution, il remit le drapeau à l'amiral, qui le tendit au colonel du 2e régiment; puis la brigade se massa en lignes de section par quatre et défila devant le Président, avec ses trophées, tandis que des avions s'élevaient à contrevent et décrivaient leurs orbes au-dessus du cortège.

C'est que cinq taubes, la veille, avaient survolé Saint-Pol. Bien que la visite du Président eût été tenue secrète, ils en étaient informés : ils connaissaient le jour, l'heure, le lieu et, dans le papier qu'ils lancèrent avec leurs bombes, ils prirent soin de nous avertir qu'ils s'invitaient à la fête !

On les attendait, mais aucun taube ne parut. La fête se déroula sans incident, et la seule surprise de la journée fut donnée par nos Jean Gouin, fiers de l'honneur qu'ils recevaient et qui voulurent s'en montrer dignes : au lieu d'une troupe fatiguée, à bout de souffle, ils présentèrent à leurs visiteurs le spectacle inattendu d'une formation manœuvrière de premier ordre. Merveilleux ressort du tempérament marin ! Les spectres de la veille, les revenans de Melle, de Dixmude et de Steenstraete étaient déjà « parés » pour de nouvelles aventures.

Moins de quinze jours plus tard, radoubée, gréée de frais, la brigade navale mettait le cap sur Nieuport.

CHARLES LE GOFFIC.

(1) Journal du fusilier Maurice Oury.

(2) Carnet de l'enseigne P... Ce fut l'enseigne de Villers qui fut désigné comme porte-drapeau.

UN CHAPITRE DE L'HISTOIRE RELIGIEUSE
PENDANT LA RÉVOLUTION

---

# LE CLERGÉ CONSTITUTIONNEL

---

## DE LA FAVEUR A LA DISGRÂCE

---

### I

En votant la Constitution civile du clergé et en obligeant les ministres du culte à y adhérer, l'Assemblée constituante avait, avec une funeste inconscience, allumé la guerre religieuse. Par deux *veto* successifs, Louis XVI s'était efforcé de prévenir les rigueurs. Mais, après le 10 août, l'Assemblée législative, devenue maîtresse, avait frappé de déportation ceux qu'on appelait les *réfractaires*. Puis la Convention vint qui compléta la servitude, et, enchérissant sur les décrets antérieurs, enveloppa dans ses sévérités tous les prêtres fidèles à l'Église.

L'un des grands malheurs de l'intolérance, c'est qu'elle s'étend comme par contagion. Quand les Jacobins eurent, avec l'aide du clergé constitutionnel, proscrit le clergé orthodoxe, ils s'avisèrent que le clergé constitutionnel était lui-

même inutile et qu'on pourrait très aisément se passer de tous deux.

L'iniquité, quand elle est voulue par un seul, s'appelle tyrannie ; quand elle est votée par un grand nombre, elle s'appelle loi. Il suffirait donc d'ajouter une loi à toutes celles que la peur avait arrachées à la Convention, et, après avoir proclamé que les insermentés étaient des *fanatiques*, de décréter, avec une justice égale, que les assermentés étaient des *fanatiques* aussi.

Soit pudeur, soit souvenir d'anciens services, les Conventionnels s'abstinrent de cette condamnation en bloc. Ils ne détruisirent qu'en détail ceux qu'en vertu de l'omnipotence législative, ils auraient eu toute licence pour proscrire d'un seul coup; ce ne fut que par dégradations successives qu'on vit les prêtres constitutionnels passer du rang de fonctionnaires privilégiés à celui de citoyens dédaignés, puis descendre à la condition de suspects et enfin à celle de victimes.

## II

Il faut, par un retour en arrière, marquer le destin de ce clergé, et rappeler sa courte grandeur avant de décrire sa chute.

Au milieu de toutes les pompes officielles, les évêques ont été élus, sacrés, installés. Sous cette histoire très extérieure, il y a une autre histoire très intime, celle des âmes. Ceux que le suffrage vient de choisir sont à la fois éblouis et effrayés. Ils retrouvent en leur mémoire les noms illustres de leurs prédécesseurs et se sentent intimidés d'un rang qui n'est pas fait pour eux. Les uns affichent un front dégagé et une allure altière, les autres se confondent en révérences et parlent de leur indignité. Humilité ou hauteur, tout est masque. Plusieurs s'enfuient comme pour échapper au fardeau. Sont-ils de bonne foi ? Je serais tenté de le croire si, avec une prévoyance remarquable, ils ne laissaient en partant leur adresse. Quand la vanité s'apaise dans les cerveaux dégrisés, les nouveaux élus repassent en leur esprit les règles de la discipline ancienne. Évêques ! peuvent-ils l'être légitimement, quand le titulaire n'est pas mort et ne s'est point démis? Il y a des hésitations, et proba-

blement très sincères à l'heure où elles se produisent : celui-ci verse des larmes; celui-là est surpris dans sa chambre, à genoux, en une méditation profonde, et invoquant l'Esprit Saint. L'excès des embarras suggère des combinaisons bizarres : l'abbé Chatelain, chanoine de Saint-Gengoult, nommé à l'épiscopat dans la Meurthe, propose d'administrer le diocèse à titre de vicaire général, en attendant qu'un accommodement avec les anciens pasteurs ramène la paix religieuse, L'expédient n'est point agréé et l'élu, homme de scrupules, se dérobe à l'honneur. Il y a en effet des refus. Je compte onze départemens où le scrutin dut être recommencé. Beaucoup tentent de négocier avec leurs prédécesseurs. Prudhomme, évêque de la Sarthe, demande à M. de Jouffroy-Gonssans, — ce sont ses propres expressions, — une « petite conférence. » Perier dans le Puy-de-Dôme, Seguin dans le Doubs, essayent d'entrer en pourparlers avec M. de Bonal, avec M. de Durfort. Diot dans la Marne, Philbert dans les Ardennes tiennent la même conduite vis-à-vis du cardinal de Périgord. Lecoz, évêque d'Ille-et-Villaine, adjure M. de Girac de prêter serment et ajoute qu'il mettra son bonheur à s'effacer devant lui. A ces avances nulle réponse, ou une réponse plus dédaigneuse que le silence. Cependant, les élus sont circonvenus de flatteries et enlacés de sophismes; ils se décident alors; mais les meilleurs, les plus scrupuleux empruntent, pour colorer leur acceptation, les mots les plus onctueux que leur suggère leur éducation cléricale : ils déclarent qu'ils ne se soumettent que « pour éviter de plus grands maux, » et presque tous ajoutent, avec un surcroît de piété, « qu'ils s'inclinent devant les décrets de la Providence. »

Même sous l'abri de la Providence, ils ne se sentent pas rassurés. Seraient-ils schismatiques? Le mot seul leur fait horreur. Mais non, ils ne le sont pas. Et, pour s'en bien convaincre, les voici qui écrivent au Pape pour lui annoncer leur élection. En quels termes? ils ont assez lu Rousseau pour parler le langage des hommes sensibles et se souviennent assez du séminaire pour n'ignorer aucune formule de vénération. Donc ils sont à la fois tendres et respectueux, se répandent en protestations toutes filiales. Puis ils se relisent, accentuent la fidélité, atténuent les dissentimens; après quoi, ils ne trouvent rien à reprendre, se jugent décidément très orthodoxes, et à

force de désirer l'être, finissent par se persuader qu'ils le sont. — Après la notification au Pape, il y a la notification aux fidèles. Les mandemens sont en général très pieux, bien que doublement gâtés par l'excès des effusions larmoyantes et par l'abondance des déclamations civiques : c'est l'*Évangile*, mais retouché par le *Vicaire savoyard* et réformé à l'usage des *vainqueurs de la Bastille*. Les nouveaux élus, dans leurs lettres pastorales, ne manquent pas d'ailleurs de reprendre les formules anciennes : la plupart se disent évêques « par la miséricorde divine, » et ils ajoutent, comme si rien n'était changé, qu'ils le sont dans la *communion de la Sainte Église catholique et du Saint-Siège de Rome*.

Ces schismatiques bizarres, qui créent le schisme et le répudient, sont arrivés dans leur diocèse le visage souriant et le cœur gonflé de bonnes intentions. Les plus jansénistes ont amolli leur face rigide. Quant aux autres, ils aiment tout le monde, bénissent tout le monde, et vivent dans le rêve attendri de la primitive Église restaurée. Ils ont des délicatesses charmantes, et en plusieurs endroits tiennent sur les fonts baptismaux quelques jeunes enfans nés le jour de leur intronisation. Ils sont très pieux : celui-ci, comme Podérous dans l'Hérault, se fait recevoir de la congrégation des Pénitens ; celui-là, comme Sibille dans l'Aube, exhorte ses diocésains à la dévotion envers la Vierge Marie. Ont-ils des adversaires? Ils veulent l'ignorer et sont prêts à pardonner à tous, même à ceux qu'ils ont dépossédés. Ils ont déchiré l'Église, juste assez pour frayer, à travers la déchirure, le chemin à leur ambition. Maintenant ils ne demandent plus qu'à recoudre. Dans cet esprit, beaucoup, en leurs premières instructions, prêchent la conciliation avec les non-conformistes. Lalande dans la Meurthe, Maudru dans les Vosges, recommandent aux curés d'assister à l'autel les prêtres réfractaires qui se présenteront. Pontard, dans la Dordogne, déclare répudier toute pensée de malveillance vis-à-vis des insermentés. En plusieurs endroits les évêques constitutionnels proposent, spécialement pour les cérémonies funèbres, une sorte de *modus vivendi* entre les jureurs et les non-jureurs ; ceux-ci célébreront dans une chapelle l'office des morts, et les autres accompagneront les convois jusqu'au lieu des sépultures.

Dans le profond désaccord des choses, toute entente est

vaine. Les catholiques se révoltent en un formidable élan de réprobation. Ils jugent toute paix dérision, toute douceur hypocrisie, toute transaction mensonge, et s'indignent contre ces novateurs, à la fois timides et effrontés, qui parlent d'accorder le pardon au lieu de le demander. Quand les intrus étendent les mains pour bénir, nul ne s'incline ou ne s'agenouille. Devant eux, le troupeau fidèle s'écarte. Ils prêtent l'oreille : un mot se murmure, celui d'*apostat*. A ce mot ils tressaillent, avec une colère qui interrompt soudain leurs homélies, peut-être aussi avec un remords qui ne s'avoue pas. Cependant ils se rassurent, veulent se rassurer; ils se laissent dire, ils se persuadent que la réprobation n'est que celle d'une minorité. En outre, ils se sont promis d'être charitables. Donc ils font effort et refoulent leur ressentiment. Le lendemain, ils entendent de nouveau la même clameur, cette fois plns éclatante et plus nourrie. Voici qu'aux insultes succèdent les brochures. Elles empruntent aux saints livres leurs plus âpres images et dénoncent les « loups ravisseurs, » les « chiens enragés, » les « ouvriers d'iniquité. » Puis, contre les nouveaux venus se déverse le flot des moqueries. Si, comme Rodrigue, évêque de la Vendée, ils ont fait leur entrée en vrais curés de village et montés sur une petite mule, on raille avec mépris leur mesquinerie; si au contraire ils s'entourent de pompe, comme Sermet à Toulouse, on crie à l'ostentation. S'installent-ils dans le palais épiscopal? On juge leur personnage bien petit pour passer sous une si haute porte. Descendent-ils modestement au séminaire? On observe avec un surcroît de malveillance que par cette humilité ils se font justice. Tout passe au crible, la naissance, la doctrine, les mœurs, les goûts, les habitudes, les relations, les amitiés. Rien n'arrête, tout excès semblant vertu puisque la cause est, dit-on, celle de Dieu. Cependant les intrus partent pour visiter leur diocèse, mais déjà avec une patience lassée. Ce qu'ils ont vu au chef-lieu, ils le retrouvent en leurs courses pastorales. Sous les rideaux à demi soulevés, on regarde passer leur cortège, mais sans s'y mêler ; autour des églises, les plus vertueux des prêtres tiennent leurs volets clos; au fond de leur monastère, les religieuses ont verrouillé leurs portes; de tous côtés, les plus ardentes des dévotes s'agitent en un zèle qui se croit sanctifié. A ce spectacle les intrus achèvent de comprendre. Les résolutions de charité leur échappent. On ne veut point de

leur autorité : ils imposeront leur joug. On a creusé l'abîme : ils l'approfondiront à leur tour. Ils ont pour eux les gendarmes, les gardes nationaux, les acquéreurs de biens d'église, les officiers municipaux, les magistrats. C'est sur eux qu'ils s'appuieront.

## III

En s'abritant sous le pouvoir civil, ils s'y incorporent. Là est leur marque distinctive, celle qui s'imprimera sur eux. L'empire spirituel leur échappant, ils ambitionnent la puissance matérielle, d'abord parce qu'ils aiment le pouvoir, puis parce qu'ils se flattent, à force de dominer les corps, de soumettre à la longue les âmes elles-mêmes. En beaucoup de lieux, le prêtre assermenté se dédouble et devient fonctionnaire. De vrai, tout favorise ce cumul. La Constitution civile du clergé est l'envers de la séparation : elle a placé côte à côte les magistrats séculiers et les serviteurs des autels, en sorte qu'ils se touchent et se pénètrent dans tous les actes de leur vie. C'est le même corps électoral qui a élu les ministres du culte et choisi les administrateurs. Dans le découpage symétrique du territoire, les circonscriptions ecclésiastiques ont été modelées sur les circonscriptions civiles. Les membres du nouveau clergé tiennent du fonctionnaire par le salaire. Prêtres et magistrats, au moins dans les villes, appartiennent les uns et les autres à cette classe moyenne où les rois, de temps immémorial, ont recruté leurs commis. Puis, en ce XVIII[e] siècle où l'usage de la bonne compagnie est de ne rien approfondir, mais aussi de ne rien ignorer, le prêtre sait un peu les lois, le magistrat un peu la théologie, ce qui permet de toucher à tout avec un certain aspect de compétence. Donc, pour participer à la puissance séculière, le prêtre devra se dépayser un peu, mais très peu. Et incontinent, il y participe. L'évêque, en son diocèse, est presque toujours membre de l'administration départementale; souvent même, comme à Bourges, à Besançon, à Clermont, à Auch, il en est le président. En beaucoup d'endroits, les curés sont présidens ou membres du district, officiers municipaux ou procureurs-syndics de leur commune. A côté des autorités constituées, les clubs sont une institution

presque officielle : les évêques ne manquent pas qui fréquentent les clubs ; presque tous, au moins au début, les patronnent ou les ménagent. Tenus à une moindre réserve, les vicaires épiscopaux, en maints endroits, président les séances des *Amis de la Constitution*. Ainsi en est-il à Autun, à Agen, à Tours. En mars 1792, Gobel, évêque métropolitain de Paris, est nommé vice-président du club des Jacobins. Cependant, le scrutin s'est ouvert pour l'Assemblée législative ; or, parmi les élus, on a compté vingt-six membres du clergé.

Mis en goût de se laïciser, tous ces assermentés dévient de plus en plus. Ils vivent dans une sorte d'atmosphère demi-civique, demi-religieuse. Ce ne sont que bénédictions de drapeaux, plantations d'arbres de la liberté, et aussi (car on se pique de demeurer pieux) translations de reliques, transportées des monastères dans les églises, avec accompagnement de clubistes et de musiques militaires. Les messes se succèdent, messes pour l'acceptation de la Constitution, pour les élections, pour l'inauguration des séances des conseils départementaux. Rites anciens, rites nouveaux, tout se mêle. C'est le temps où Lamourette publie ses sermons sous le titre de *Prônes civiques ou le Pasteur patriote;* les sujets des homélies sont suggestifs : la *Révolution envisagée dans les lumières de la Religion*, l'*Impôt*, l'*Égalité des hommes*. Tout se monnaie en discours : l'*Encyclopédie*, l'*Émile*, le *Contrat social*, sans compter l'antiquité, la mythologie et aussi l'Évangile. Parmi les précurseurs, un seul, Voltaire, ne trouve pas grâce : Grégoire le déteste, Fauchet l'abomine, Lamourette, qui pourtant aime tout le monde, le réprouve, soit que vraiment le grand destructeur défie toute absolution, soit qu'on sente que cet homme, à la raillerie terrible, eût démoli le nouveau culte avec plus de verve encore que l'ancien.

C'est ainsi que les assermentés, à défaut des joies de l'apostolat, se rassasient de pompes civiques ou se gonflent d'éloquence. Avec une bonté obligeante, ils se plaisent à monnayer leur crédit. Si on consulte aujourd'hui les cartons des archives, on y trouve une foule de lettres où ils recommandent les petits employés, les gendarmes, les commis. Ils ont leur heure de popularité, sinon dans les masses, au moins dans la bourgeoisie : à Bordeaux, les armateurs donnent à l'un de leurs navires le nom de leur évêque, un vieillard inoffensif, chari-

table et vaniteux qu'on appelle Pacareau ; à Bourges, Torné, évêque du Cher, est élu le premier à l'Assemblée législative. Bien qu'ils se complaisent à parler de la primitive Église, tous ces évêques ne laissent pas que de goûter les avantages de l'église nouvelle. Ils sont, pour le traitement, divisés en classes à la manière des fonctionnaires : 50 000 francs à Paris, 20 000 francs dans les villes de plus de cent mille âmes, 12 000 francs dans les autres. Ces chiffres ne les contentent qu'à demi. Celui-ci réclame pour son mobilier, celui-là pour les frais de son sacre, un troisième pour ses contributions. Les dossiers des Archives sont pleins de ces requêtes. Dans les Bouches-du-Rhône, l'évêque Roux observe que si Aix est une petite ville, Marseille en est une grande, et comme ferait aujourd'hui un préfet ou un procureur général, il réclame le traitement de Marseille. Beaucoup de ces prélats, si on en juge d'après les portraits qui subsistent, ont d'ailleurs fort bon air : un maintien posé ; sur la soutane violette, beaucoup de dentelles ; la croix pectorale largement étalée ; une main très blanche, fuselée, ornée d'un fort bel anneau et faite à point pour bénir. Il y a loin de ces graves et sereines images aux pamphlets presque toujours violens, souvent diffamatoires, propagés par les non-conformistes. On ne dirait point des parvenus, mais des hommes déjà très installés dans les grandeurs. Parfois, sur le fronton du palais épiscopal, ces mots ont été insolemment gravés au départ de l'insermenté : *Deposuit potentes de sede :* le nouvel arrivant juge l'inscription fort impertinente, la trouve œuvre de malappris, et, en donnant l'ordre de la gratter, se sent devenir presque aristocrate. Dans l'intérieur, l'appellation, en dépit de l'égalité nouvelle, est celle de *Monseigneur ;* et plusieurs regrettent tout bas le blason aboli.

L'autorité séculière qui paie le clergé se pique en outre de le protéger. Elle fait distribuer par ses agens les mandemens épiscopaux. Il arrive aussi qu'en plusieurs endroits, elle impose, semble imposer la fréquentation de l'église constitutionnelle. Les documens du temps révèlent de petits faits très suggestifs. Dans le Morbihan, un catholique ayant refusé d'offrir le pain bénit à la paroisse constitutionnelle, le club de Vannes vote une délibération pour dénoncer à l'autorité « cet être irréligieux. » A Machecoul, un instituteur néglige de suivre la messe des assermentés : aussitôt le district prend un arrêté où il

expose que « la liberté accordée à tout citoyen d'assister ou non aux offices célébrés par les prêtres salariés ne saurait s'étendre aux fonctionnaires publics, puisqu'ils sont eux-mêmes salariés par la nation; » en conséquence, l'instituteur est mis en demeure de devenir constitutionnel *pratiquant* ou d'abandonner sa charge. Il serait aisé de multiplier les anecdotes pareilles. La même autorité qui confère les privilèges, impose bien aussi quelques charges. Les légistes, ces apôtres de la Constitution civile, aiment à se mêler des choses ecclésiastiqnes. Il y a quelque puérilité dans leurs ingérences: et volontiers ils se croient réformaleurs, n'étant que sacristains. Ici les administrateurs du département désignent le prédicateur de carême; là ils interviennent auprès de l'évêque pour que celui-ci modifie ou adoucisse les abstinences accoutumées. Presque partout, ils comptent, recomptent les chantres, les musiciens, les serpens, les suisses, les bedeaux, règlent, et jusqu'à la minutie, la nomination, les devoirs, les salaires de tout ce menu personnel. Il arrive pareillement qu'à certains jours de fête civique l'église se remplit d'une foule inusitée. En se retournant vers le peuple, le célébrant contemple avec stupeur tous ceux que la nef abrite. On dirait que le club en masse a émigré dans le temple. Puis voici qu'à l'offertoire retentissent sous les voûtes des chants qu'aucune liturgie, même très réformée, n'a prévus. L'officiant attend, ahuri, résigné, jusqu'à ce que la fin du tapage lui permette d'entonner la *préface*. Le lendemain, le journal du lieu raconte l'hommage patriotique que des citoyens libres ont rendu à l'Éternel et qu'ils ont accompagné, dit-il, « d'hymnes analogues aux circonstances. » Cependant l'autorité, de plus en plus mêlée à tout, sait aussi commander la piété. Elle ordonne des prières, des processions, tantôt pour amener la pluie, tantôt pour faire cesser la sécheresse. En ces occasions, elle a le souci, moitié tracassier, moitié dévot, de tout prévoir elle-même et de tout ordonner. Elle prescrit le nombre de prêtres, détermine les heures, énumère les bannières, fixe le parcours du cortège. Elle s'applique même à prévenir les oublis possibles du clergé. Ainsi en est-il à Autun. Là-bas, l'évêque Gouttes, venu récemment du Languedoc et mal au courant des dévotions locales, pourrait omettre quelques détails, par exemple l'ostension des reliques. Aussi lui est-il surtout recommandé, — sans cela tout serait manqué, — d'emporter de la cathédrale et de bien exposer

à la vénération du peuple les châsses de saint Lazare et de saint Racho.

Tout ravis d'être protégés, les nouveaux élus, loin de s'offusquer de ces ingérences, ne demandent en général qu'à se donner davantage. Beaucoup de prélats, comme Torné à Bourges, ne choisissent leurs vicaires épiscopaux que sur l'avis de l'autorité civile. A Saint-Dié, Maudru soumet les épreuves de ses mandemens au directoire départemental. A Fréjus, la subordination se déguise si peu que l'évêque Rigouard ne publie ses lettres pastorales qu'avec le *visa* du directoire du Var, et sur les conclusions favorables du procureur-syndic. Il arrive aussi que les mandemens eux-mêmes touchent aux obligations civiques autant qu'aux devoirs religieux. Dans la Saône-et-Loire, Gouttes, avec une insistance louable, mais qui est d'un percepteur plutôt que d'un évêque, multiplie les conseils pour le paiement des impôts. Dans le Gers, l'évêque Barthe adresse une exhortation à ses diocésains, afin de les engager à travailler aux routes nécessaires pour le passage des armées.

Je m'excuse de ces détails; mais ils me paraissent révélateurs. Faveurs ou servitudes, ces évêques, ces prêtres, n'imaginent pas qu'on puisse se passer des unes ou se dégager des autres. En leur esprit nulle idée de deux domaines séparés ou du moins distincts, celui de la société religieuse, celui de la société laïque. La Révolution a plaqué sur eux ses formules; mais, tout en clamant l'égalité, ils ne comprennent bien que le privilège, et ils ne rejettent la tradition que pour se traîner dans la routine. Une conception les domine : celle de l'Église d'État; seulement, avec la Constitution civile, cette Église se restreint à la proportion d'une Église nationale; ce qui, en supprimant le contrepoids d'une suprême puissance spirituelle, étrangère et indépendante, permet à l'État de tout ramener à lui. Ainsi apparaissent les membres du nouveau clergé, vrais fonctionnaires du culte, tout soudés à l'autorité séculière, et à tel point qu'on ne se les représente pas hors du cadre tout artificiel qui les assujettit et les étaie. Naïvement, vaniteusement, ils jouissent des faveurs; et quant à la sujétion, elle leur semble presque douce, puisqu'elle leur permet de faire peser sur les insermentés une sujétion plus grande. Mais déjà ils touchent au terme de leur courte prospérité. Un seul adversaire leur a

paru jusqu'ici à craindre : les non-conformistes. Encore quelques jours et, malgré leur médiocre clairvoyance, ils s'apercevront qu'ils ont à se débattre contre deux ennemis : — eux-mêmes d'abord, — puis le pouvoir civil qui, peu à peu, retirera sa main, en attendant qu'il se retourne contre eux.

## IV

Dès 1792, les illusions se dissipent et, pour les membres du clergé constitutionnel, l'ère commence des mécomptes, des perplexités, des angoisses.

Sont-ils parvenus à rassurer leur conscience? Des rétractations nombreuses marquent la fragilité du schisme. Parmi les rétractans, il n'y a jusqu'ici que des prêtres. Mais, parmi les évêques, ne serait-il pas possible de saisir quelques traces de regrets? Déjà l'un des prélats les plus considérables, Charrier de la Roche, métropolitain de Rouen, s'est démis de son siège. Si nous en croyons des confidences qui paraissent dignes de foi, Pouchot, évêque de Grenoble, gémit secrètement sur sa résolution. Enfin, au printemps de 1792, en plusieurs entretiens avec le Père Barruel, ancien jésuite et ancien aumônier de la princesse de Conti, Gobel, évêque de Paris, déplore l'état de l'Église, regrette, semble regretter la responsabilité qu'il a encourue : « Si je me suis prêté, dit-il, à la Constitution du clergé, c'est pour empêcher que tout soit perdu. » Et il laisse entendre qu'il s'est trompé. La menace d'une excommunication le plonge en une terreur profonde. Barruel transmet à Rome l'information. Cependant Gobel, de nature faible, d'esprit indécis, d'âme pusillanime, redoute l'éclat de sa conversion, la colère de ses ennemis, les représailles qui suivront. Il promet, semble promettre sa démission, puis il ajourne son dessein; il l'ajourne si bien que les conférences s'espacent, et bientôt sont abandonnées. Mais ce qui subsiste, c'est le témoignage de ses troubles, et il n'est point douteux que d'autres aient partagé les mêmes inquiétudes : « Si je me décidais à désavouer la Constitution civile, disait l'évêque de Paris à l'abbé Barruel, je serais sûrement imité par plusieurs de mes collègues. »

Ceux mêmes que ne travaille aucun scrupule plient sous les embarras de leur administration pastorale.

En prenant possession de leur charge, les évêques ont visité leur séminaire. Le plus souvent, ils ont trouvé les salles vides : parmi les aspirans au sacerdoce, les meilleurs sont partis. En 1792, il y a encore quarante élèves au séminaire d'Agen, trente à celui de Nancy, trente à celui de Digne : ce sont des exceptions. A Saint-Dié, il y a vingt élèves; à Rodez, seize; à Besançon, quinze; il n'y en a que quelques-uns à Pamiers, à Périgueux, à Auch, à Troyes; il n'y en a que deux dans les Ardennes; à Clermont, à Angers, il semble que tout le monde se soit dispersé. Aux rares professeurs qui sont demeurés, il reste des loisirs. Et ils en usent. A Besançon, ils passent leur temps à la *Société populaire*. A Autun, le président du club est le supérieur du séminaire, et c'est lui qui rédige l'adresse pour la proscription des insermentés.

Dans les rangs éclaircis, les prélats cherchent anxieusement qui pourrait être appelé au sacerdoce. Peu de sujets, et de préparation insuffisante ou de moralité douteuse. Beaucoup d'évêques se refusent d'abord à l'avilissement du ministère sacré. Bientôt la plupart cèdent. Ils choisissent d'abord les médiocres; puis, les scrupules se taisant et la nécessité faisant loi, ils s'abaissent jusqu'à imposer les mains aux indignes. Dans la Manche, l'évêque Becherel ordonne tant de prêtres et de si étranges que le peuple désigne les nouveaux élus sous le nom de *prêtres de la fournée*. A Troyes, Sibille, — tant est grande la disette, — songe à conférer les ordres à d'anciens commis des aides qui ont, dit-il, quelque instruction et sont susceptibles de contracter des habitudes de piété. Dans la Charente, deux musiciens de la cathédrale sont ordonnés, l'un de quarante et un ans, l'autre de quarante-huit ans. Dans l'Aisne, Marolles mande un sous-sacristain de l'église Saint-Roch, le fait un mercredi sous-diacre, diacre le vendredi, prêtre le samedi. Et les railleurs de dire : « Le sacristain a manqué de patience; pendant que Marolles avait les mains chaudes, il l'aurait fait évêque le dimanche ! » Dans les correspondances officielles, la pénurie se constate, en des termes d'un badinage dédaigneux ou cynique. Un jour, les administrateurs de la Dordogne mandent à ceux des Deux-Sèvres qu'ils n'ont pas de prêtres pour les remplacemens : « Si vous êtes, ajoutent-ils, dans une situation meilleure, nous vous prions de nous procurer ce que vous pourriez avoir de reste. » Et les gens des

Deux-Sèvres de répondre : « Nous vous ferons passer ce qui restera. » Le 17 février 1792, Lindet, évêque de l'Eure, écrit : « Je vais faire quelques prêtres. Mais ma pépinière est bientôt épuisée. Si nos séminaires ne se remplissent pas, nous serons bientôt forcés d'ordonner de bons pères de famille. » Trois mois plus tard, le même Lindet indique, sur un ton d'agréable persiflage, les limites que sa conscience, même très élargie, ne peut franchir : « MM. du Calvados, écrit-il, m'ont adressé, pour que je l'ordonne, un homme originaire de Perpignan et qui était, il y a trois semaines, comédien à Bayeux. J'ai dit que je croyais qu'un comédien pouvait être actuellement un bon citoyen, mais que je ne jugeais pas qu'il pût être actuellement un bon prêtre, surtout dans le lieu où il a déployé ses talens. »

## V

Au milieu de leurs déboires, les évêques essaient pourtant de se consoler. Ne leur reste-t-il pas leur rang officiel, leur participation à la puissance publique ? Mais voici que, les disgrâces s'accumulant, ils se sentent dédaignés comme fonctionnaires aussi bien que discutés comme prêtres et comme pontifes.

Du fond de leurs provinces, pendant tout l'été de 1792, ils épient les nouvelles. Ils apprennent, et avec stupeur, l'attentat du 20 juin. Ils voient se former les bataillons de fédérés. Le mois de juillet ramène l'anniversaire de la Bastille prise ; mais la fête commémorative est sombre, âpre, violente, et semble moins action de grâce pour une victoire que préparation pour un nouveau combat. A travers l'Ouest passent les volontaires du Finistère, et dans les départemens du Sud-Est les Marseillais. Si patriotes qu'ils soient, les évêques, les prêtres ne laissent pas que de s'alarmer. Leurs amis, ce sont les administrateurs, les légistes, tous ceux qui, l'année précédente, ont acclamé la constitution de 1791 et ont cru, ce jour-là, la révolution fixée. Ils vont à eux, cherchent auprès d'eux réconfort, mais les trouvent en un état d'effarement qui accroît leur propre anxiété. Ils rentrent en leur demeure, tremblant pour leur crédit, tremblant aussi pour leur ministère sacré. Devenus

presque clairvoyans à force d'avoir peur, il se prennent à douter sérieusement de leur durée et de leur fortune. En général, l'orgueil suspend les aveux. Mais chez ceux que l'âge, la maladie, l'approche du trépas protègent contre les fausses hontes, l'inquiétude revêt des formes poignantes et terrifiées. Vers ce temps-là se mourait à Paris l'un des prêtres les plus respectables du clergé constitutionnel, le Père Poiret, ancien oratorien, curé de Saint-Sulpice. Un témoignage très sûr, très désintéresé aussi, — car c'est celui d'un de ses confrères assermentés — a retracé le récit de ses derniers jours. « La religion, répétait l'abbé Poiret, que va devenir la religion? » Cette pensée hantait son esprit sans que rien l'en pût détacher. Et s'adressant à l'un de ses vicaires : « Travaillez, mon cher ami, pour la religion, murmurait-il obstinément de sa voix expirante; oui, travaillez à la sauver. »

Les jours s'écoulent. De proche en proche se répand la nouvelle du 10 août. Dans les départemens éloignés de Paris, le message arrive le jour de l'Assomption, à l'heure où se déroule dans les rues la procession du *vœu de Louis XIII.* Parmi les bourgeois des villes, beaucoup sont atterrés, quoique silencieux. Chez les prêtres constitutionnels, la même consternation domine. Ministres d'une religion d'État, que deviendront-ils dans l'État transformé ? Cependant, dans les provinces, les clubistes qui triomphent ne sont pas plus affranchis des formes religieuses que les prêtres ne sont dégagés de la monarchie. En beaucoup de lieux, ils envoient des délégués à l'évêque et demandent qu'un service funèbre soit célébré pour les patriotes tués dans l'attaque des Tuileries. La requête ne laisse pas que d'embarrasser. Il ne s'agit pas de prier pour les morts, mais de se prêter à une glorification, presque à une apothéose. Le plus souvent la peur triomphe des scrupules. Puis il y a les vicaires épiscopaux, en général fort en avant de l'évêque. Ce sont eux qui officieront ; ils font mieux qu'officier : à Autun, à Périgueux, à Pamiers, ailleurs encore, ils prononcent en chaire le panégyrique des insurgés.

Évêques et prêtres assermentés attendent les derniers actes de l'Assemblée législative. Parmi les décrets votés, beaucoup flattent leurs passions. Les religieuses les ont bravés : elles vont être expulsées. Ils ont envié jadis les richesses des moines : ceux-ci vont être chassés de leurs derniers asiles. Ils redoutent

les réfractaires : une loi vient de prescrire leur déportation. Cependant ils s'inquiètent plus encore qu'ils ne se réjouissent : car les coups frappent pêle-mêle, et quelques-uns sur eux. Les prélats se sont complu dans les splendeurs de leur palais épiscopal : voici qu'un décret les leur retire et leur accorde en retour, comme aux plus chétifs des commis, une indemnité de logement. Vaniteusement ils ont revêtu leur soutane violette : voici que, le 18 août, l'Assemblée interdit tout costume, tout insigne ecclésiastique, hors de l'enceinte des temples. Ils ont trouvé très équitable la spoliation des abbayes, mais jugent très légitime le patrimoine des paroisses : or, voici que, le 19 août, une décision législative prescrit l'aliénation des biens des fabriques et la simple constitution d'une rente en échange de ces biens. L'Assemblée continue à légiférer. Avec un vandalisme inconscient et tranquille, elle ordonne que tout ce qui est or et argent dans les églises supprimées sera converti en lingots. C'est le mal d'autrui, et les assermentés se taisent. Quelques jours plus tard, l'ardeur de spolier s'étend aux églises conservées. On observe que, même dans les sanctuaires gardés aux fidèles, « les meubles et ustensiles d'or et d'argent sont de pure ostentation. » En conséquence, des commissaires s'introduiront dans les temples consacrés au culte officiel, comme naguère dans les couvens et les abbayes : ils ouvriront les sacristies, scruteront les armoires ; puis ils mettront à part les ostensoirs, les vases sacrés indispensables aux cérémonies liturgiques : le reste sera scellé, chargé sur des chariots et acheminé vers l'Hôtel des monnaies le plus voisin.

En une consternation atterrée, les assermentés mesurent leur chute. Les mêmes feuilles publiques qui, jadis, les ont encensés, commencent à les railler où à les flétrir. Dans les *Révolutions de Paris*, ils peuvent lire ces lignes : « Partout où se trament des complots contre la patrie ou contre la raison, soyez sûr qu'il y a des prêtres. » S'agit-il seulement des réfractaires? En un des numéros suivans, le même journal écrit : « Quant aux prêtres constitutionnels, ils ne valent pas mieux que les autres. » Cependant, ceux qui sont déjà prêts pour le rôle de victimes sont encore, en apparence, fonctionnaires officiels. Les électeurs du second degré se réunissent pour choisir les députés à la Convention. En un grand nombre de

départemens, le vote est encore précédé de la messe et du *Veni Creator*. Les opérations électorales commencent. Pour toute la France, dix-sept évêques et trente et un prêtres sont élus, soit comme députés titulaires, soit comme suppléans. Doit-on se réjouir? Parmi les évêques nommés, beaucoup sont modérés; parmi les prêtres, le suffrage populaire est allé chercher les plus pervertis d'opinion ou de mœurs, ceux en un mot qu'il faudrait cacher.

En cet automne de 1792, tous les corps administratifs doivent être remplacés. Donc une série de scrutins se succèdent pour renouveler les conseils des communes, des districts, des départemens. Pour les assermentés, le résultat est un autre sujet de trouble. Les anciennes assemblées locales étaient juste à leur niveau. Parmi ceux que le suffrage populaire vient d'élire, se trouvent des hommes inconnus de qui ils n'ont rien à attendre et aussi quelques hommes trop connus de qui ils ont tout à redouter. Ils sentent distendu partout, rompu même en bien des endroits, le lien qui, jusqu'ici, les a associés au pouvoir séculier. Constitution civile du clergé, constitution politique de 1791, étaient comme deux chartes jumelles; il semble que, l'acte politique ayant été violemment abrogé, l'acte religieux soit du même coup devenu caduc. Les malheureux prêtres se consument en efforts pour se hausser au diapason nouveau. De leurs plaintes, tantôt naïves, tantôt amères, ils assiègent les directoires des départemens, les bureaux des ministres. Dans les cartons des Archives, combien ne retrouverait-on pas de ces doléances! Tous vantent leurs sentimens civiques, étalent leurs sacrifices, dénoncent l'ingratitude où ils sont enveloppés. Tel est à Lyon, pour ne citer qu'un exemple entre un grand nombre, le curé de Saint-Just. Le pauvre prêtre, en une lettre au ministre de l'Intérieur, constate avec douleur le déclin de sa popularité, de celle de ses confrères. Et pourtant, que n'a-t-il pas fait? Il a équipé à ses frais deux volontaires : ceux-ci se sont trouvés à l'affaire du 10 août et s'y sont bien comportés. Il a planté en outre un arbre de la liberté sur la place des Minimes, et cet acte de piété patriotique lui a coûté deux cents francs. Non content de ces soins, il a suspendu au tronc de l'arbre sacré deux médaillons; sur l'un il a gravé ces mots : *Résistance à l'oppression;* sur l'autre il a écrit cet exergue : *Le salut du peuple est la suprême loi*. En dépit de tous

ces gages, on l'insulte, dit-il, quand il passe dans le quartier des Brotteaux; sur l'un des ponts, un garde national a même dirigé sa baïonnette contre lui. Il a allégué qu'il était, non un curé ordinaire, mais un curé patriote : « Peu importe, lui a-t-on répondu, tu n'es qu'un calotin. » La lettre, qui est du 29 octobre 1792, tombe aux mains d'un commis de Roland. En marge de la pièce originale, on trouve un projet de réponse qui est ainsi conçu : « La double religion que vous professez, celle de patriote et celle de chrétien, inspire au ministre l'intérêt le plus vif... Il faut instruire le peuple, l'accoutumer au respect. Plus vous ferez de sacrifices à la bonne cause, plus vous vous assurerez l'estime des bons appréciateurs de la conduite des hommes. » Le rédacteur de la lettre ajoute en ironiste sérieux et à titre de consolation supplémentaire : « Il doit vous être infiniment doux de méditer toutes ces vérités à l'ombre de l'arbre que vous avez fait planter place des Minimes. »

Dans le déclin de la puissance, le salaire restait. Le garderait-on toujours? Le 13 novembre 1792, à la Convention, on vit Cambon gravir la tribune. C'était, entre tous les membres de l'Assemblée, l'un des plus compétens en matière financière. « Il est, dit-il, une dépense qui coûte chaque année cent millions à la République, dépense qui ne pourrait être soutenue en 1793 sans être prise sur le sang du peuple, et votre comité n'aura pas l'impudeur de vous la proposer. » Il continua en ces termes : « La question est celle de savoir si tous les croyans ne doivent pas payer leurs prêtres. Votre comité a trouvé la solution dans la déclaration des droits : nul ne peut être payé que par ceux qui l'emploient. » Sur l'heure, la motion rencontra peu de faveur. Héritiers inconsciens de l'ancien régime, les membres de la Convention voyaient dans l'Église une puissance à protéger ou à combattre, non une association de fidèles vivant de leurs propres ressources et s'abritant sous la loi. En outre, ils ne pouvaient avoir oublié les déclarations toutes récentes qui avaient placé le budget des cultes au rang des dettes nationales. Enfin ils jugeaient que, pour quelque temps encore, une religion était nécessaire au peuple. La suggestion de Cambon fut combattue, au club des Jacobins par Basire, à la Convention par Danton. « Voulez-vous, dit Robespierre dans son journal, créer une nouvelle génération de prêtres réfractaires? » Par denx décrets successifs, l'Assemblée

nationale déclara que « jamais elle n'avait eu l'intention d'enlever aux citoyens les ministres du culte établis par la Constitution civile. »

Était-ce un succès? L'argent était sauf, mais rien de plus. La Convention jetait l'insulte en continuant l'aumône. Un jour, comme Lequinio, député du Morbihan, lui présentait un livre qui, sous ce titre : *les Préjugés détruits*, combattait jusqu'à la notion de Dieu, elle ne se contenta pas d'accueillir l'ouvrage, mais lui imprima son estampille en lui accordant une mention honorable. Un autre jour, elle toléra qu'un représentant, qu'on appelait Jacob Dupont, confondît dans un même anathème toutes les formes religieuses. « Il est plaisant, dit-il, de voir, en une république, préconiser une religion monarchique. Quoi ! les trônes sont renversés, les sceptres brisés, les rois expirent ; et les autels des dieux sont encore debout ! »

Les curés prêtent l'oreille. Ils ont jadis raillé les insermentés, les jugeant timides, se croyant eux-mêmes novateurs; et voici que d'autres novateurs, autrement hardis, englobent tous les prêtres, ceux de l'ancienne discipline, ceux de la discipline nouvelle, dans la même proscription. Ils s'agitent en leur presbytère, subissant les mêmes angoisses que ceux que jadis ils ont remplacés. Tristement, avec une sorte de pressentiment du temple bientôt fermé, ils célèbrent les fêtes de l'hiver, la fête de la Toussaint, la fête de Noël, puis cette fête de l'Épiphanie nommée jusque là fête des Rois. Ils souhaiteraient de se terrer, ils ne le peuvent pas. Chaque dimanche, une requête qu'ils voudraient fuir, qu'ils ne peuvent éviter, les attend. Le procureur-syndic, avant la messe, leur communique les décrets, proclamations, nouvelles, et les invite à les lire au prône. L'invitation est un ordre. Ne sont-ils pas officiers du culte, fonctionnaires salariés, privilégiés à ce titre et, à ce titre aussi, asservis? Donc ils montent à l'autel, récitent, suivant la liturgie de l'Église, des prières de miséricorde. Ils se dirigent vers le livre des Évangiles ; ils y lisent, le jour de la Toussaint, le sermon des Béatitudes, pendant l'Avent les paroles de Jean le Précurseur, dans la nuit de Noël le mystère de Jésus dans la crèche. Et tandis que leurs lèvres prononcent les saintes paroles, tandis que leur esprit les pèse et les recueille, une terreur les étreint. Devant eux, les actes publics sont étalés; et voici que, descen-

dant des sommets divins, interrompant leurs méditations et celles du peuple chrétien, ils vont passer du rôle de ministres de Dieu à celui de hérauts de la Convention. Ils ont déjà jeté un coup d'œil sur ces papiers : les uns édictent la mort, les autres la spoliation ; d'autres aggravent le sort de ces prêtres réfractaires, qui étaient hier leurs confrères, qui peut-être le redeviendront demain ; car, dans la grandeur croissante des événemens, les divergences s'atténuent un peu comme ferait une note dissonante dans le mugissement d'une grande tempête. Les malheureux prêtres gravissent la chaire, tout angoissés d'avoir à notifier ces choses, et avec les scrupules de ces demi-coupables qui sont surtout gênés par les vertus qui leur restent. Ils lisent d'une voix blanche ou à demi bredouillante, un peu comme jadis, dans l'anxiété de leur âme craintive, ils ont balbutié leur serment. Cependant, quelques-uns ne se résignent pas ; à la fin de la messe, ils vont aux officiers municipaux et s'excusent de l'omission : il était bien tard, disent-ils ; les décrets étaient bien longs ; le temps bien froid obligeait d'abréger. Ainsi parlent-ils, supplians et humiliés. Puis, pour se dégager, ils insinuent, essayant de se rendre très persuasifs, que la publicité pourrait être suffisante si les actes de l'autorité étaient lus sous le porche de l'église, par le procureur-syndic, à l'issue de la messe. — Cependant, comme l'année s'achève, dans le paquet qui contient les papiers publics, un décret s'est glissé d'une hardiesse terrible, c'est celui qui ordonne le jugement du Roi. Avec les courriers suivans, se découvrent les phases du sombre drame : le rapport, l'acte énonciatif des crimes, la comparution, l'interrogatoire, la défense, le vote. Enfin, on apprend que le 21 janvier 1793, l'échafaud s'est dressé pour celui qui, dans les appellations officielles, n'est plus que Louis Capet. A la Convention siégeaient, le jour du vote sur le sursis, quinze évêques, non compris Grégoire, alors en mission, et vingt et un prêtres, non compris les suppléans, les malades, les absens : parmi les évêques, quatre ont voté contre le sursis, c'est-à-dire pour la mort ; parmi les prêtres, dix-sept.

## VI

Ceux qui fondent uniquement l'histoire sur le témoignage matériel des papiers publics ou privés rendraient mal l'impression produite par la fin tragique de Louis XVI. Peu ou point d'écrits, au moins en France ; nul éclat extérieur, mais partout un silence terrifié plus impressionnant, plus réprobateur qu'aucun tumulte de voix. Chose étrange ! ce silence durera, même lorsque le changement des choses aura rendu toute liberté aux effusions ou aux regrets. J'ai entendu dans mon enfance des vieillards parler de la Révolution : volontiers ils en racontaient les épisodes. Quand ils arrivaient à la mort du Roi, ils s'arrêtaient, comme si les paroles enchaînées jadis sur leurs lèvres s'y fussent immobilisées pour jamais. On aurait dit qu'ils eussent horreur même de se remémorer. Seulement, par intervalles, d'un geste bref, ils montraient des maisons, souvent d'aspect abandonné, où d'autres vieillards s'étaient éteints, solitaires, farouches, silencieux eux aussi. Là avaient habité ceux qu'on appelait les *régicides*, et telle était la flétrissure qu'elle ne s'effaçait que par degrés sur le front de leurs descendans. Ceux qui, tout en se taisant, se souvenaient avec une mémoire si implacablement fidèle, appréciaient à sa juste proportion le terrible événement. Dans l'histoire révolutionnaire, le procès du Roi marque une date décisive, non seulement par la grandeur de l'immolation, mais parce qu'il classa, pour ainsi dire, en deux partis les Français de ce temps et même des temps qui suivraient. Il y eut ceux qui avaient participé à la sentence et ceux qui avaient reculé devant l'arrêt de mort. Les uns se trouvèrent tellement enfoncés dans la Révolution qu'il ne leur resta le plus souvent qu'à s'y enfoncer davantage. Les autres, quels que fussent leurs actes passés, reprendront peu à peu contact avec les modérés, et peut-être inconsciemment, peut-être même en se retenant sur la pente, finiront par faire cause commune avec eux.

On vit dans la société religieuse quelque chose de pareil. C'est en ce temps-là que le clergé constitutionnel se scinda, lui aussi, en deux partis, les uns achevant de s'enlizer dans la Révolution, les autres retenant ce qui restait de leur sacerdoce et refusant de livrer leur conscience.

Il y a ceux qui se plongent dans leur indignité. Ils sont hideux. Il y a d'abord les quatre évêques régicides : Gay-Vernon, le futur défenseur de Carrier ; Lindet, le récent apologiste des massacres de Septembre ; puis Huguet et Massieu, ces terroristes de demain. Il y a les hommes publiquement débauchés comme Dumouchel à Nîmes ; les blasphémateurs extravagans comme Pontard à Périgueux ; les ennemis déclarés de leurs propres diocésains, comme Torné à Bourges, qui se vantera un peu plus tard « d'avoir mis dans le département du Cher le culte en parfait état de réclusion. » Au-dessous, il y a la horde des vicaires épiscopaux ; puis le troupeau des curés qui, déjà, s'effondrent dans la peur ou la luxure, se déshonorent avec rage et proclament leur reniement comme d'autres leur foi.

Tout à l'inverse, on voit les bons remonter vers Dieu.

On pourra bientôt les reconnaître à leurs actes. On peut déjà marquer ceux des évêques qui se distinguent par la régularité de leur vie, leur savoir, leur bienfaisance : tels sont — à Rouen, Gratien, laborieux, instruit et, quoique très engagé dans le gallicanisme, de foi non suspecte ; — à Amiens, Desbois de Rochefort, ancien curé de Saint-André-des-Arcs, fort travaillé de philosophisme, mais renommé entre tous pour sa charité ; — à Sedan, Philbert, ancien lazariste comme Gratien, homme excellent, orateur persuasif qui, dit-on, n'a prêté serment que par considération des maux de l'ancienne Église et dans l'espoir d'y porter remède. Qu'on descende vers l'Est. Dans la Haute-Saône, Flavigny, ancien curé de Vesoul, est irréprochable dans ses mœurs, pieux jusqu'à la dévotion ; riche, il a mis ses richesses au service des pauvres, et ses diocésains ne lui reprochent guère que la Constitution civile acceptée. Dans le Jura, Moïse, ancien professeur au collège de Dôle, janséniste de doctrine, acerbe de tempérament, porte en lui un double orgueil, celui de son humble origine, celui de son rang épiscopal ; et il trouve, dit-on, un plaisir égal à étaler sa croix d'or et à découvrir avec ostentation ses souliers ferrés ; mais nul ne conteste sa science profonde, son intégrité, sa droiture ; et il est aussi digne d'inspirer l'estime qu'inhabile à conquérir les cœurs. Dans le Midi, l'Église constitutionnelle ne laisse pas que d'avoir quelques représentans très autorisés. A Digne, Jean-Baptiste de Villeneuve-Esclapon, ancien curé de Valensole, l'un des rares gentilshommes ralliés au schisme, est zélé, ver-

tueux, instruit, modeste. A Toulouse, Sermet, ancien dominicain, quoiqu'un peu ridicule par son étalage de luxe, quoique entaché de puériles vanités, est orateur disert, théologien solide, prêtre influent et méritant de l'être. Dans les Landes, Saurine donne l'exemple de la sagesse, de la charité, et il a fourni naguère la mesure de sa tolérance en réclamant le maintien des sœurs de charité qui avaient refusé de le reconnaître. Cependant, dans l'Ouest, un homme émerge au-dessus de ses collègues; c'est Lecoz, évêque métropolitain de Rennes, personnage à qui l'on ne peut guère reprocher que quelques illusions vaniteuses et un excès d'ambition. Il semble qu'il ait adhéré avec une sincérité entière à la Constitution civile. A l'Assemblée législative, il a montré d'abord quelques faiblesses et même quelques intolérances, puis il s'est ravisé; on l'a vu défendre avec vaillance les congrégations euseignantes et, fièrement, il a gardé jusqu'au bout son costume ecclésiastique. Est-il le plus considérable parmi les évêques constitutionnels? On pourrait en juger de la sorte, si un autre prélat, Grégoire, évêque de Blois, ne paraissait mériter le premier rang par l'ardeur opiniâtre de sa volonté et surtout par son courage. De Grégoire, on dira peu de chose ici; car c'est dans les années suivantes que cet homme apparaîtra dans toute l'ampleur de son rôle. A l'époque où nous sommes, un trait le distingue de ses collègues. Tandis que ceux-ci s'affligent secrètement pour la monarchie détruite en même temps qu'ils craignent pour la religion, lui, par un singulier contraste, piétine sur la royauté autant qu'il défend l'autel. Il juge, suivant ses propres expressions, « que l'histoire des rois est le martyrologe des peuples. » « Quand la royauté fut abolie, écrira-t-il plus tard en ses *Mémoires*, ma joie fut telle que j'en perdis pendant plusieurs jours l'appétit et le sommeil. » Cependant, à l'époque du procès de Louis XVI, il s'est trouvé en mission, et cette absence l'a soustrait à l'embarras de voter. Celui qui, avec véhémence, ne veut plus de roi, travaille avec la même ardeur à la survivance de l'idée religieuse. De l'Église constitutionnelle, de celle-là seulement, — car il écarte systématiquement l'autre, — il a fait sa chose ; il en est le croyant, le dévot, l'adorateur obstiné, intraitable jusqu'à l'intransigeance, et capable peut-être, pour la défense de sa foi, de se hausser jusqu'au martyre.

C'est ainsi que la grandeur des conjonctures précipite chez les uns les chutes, favorise chez les autres les relèvemens. Mais la vérité historique s'accommoderait mal d'un classement trop exclusif. Combien débordent hors du cadre et apparaissent avec une physionomie si changeante qu'on ne sait où les fixer! Sur toutes ces âmes de prêtres, la philosophie du siècle a déposé une couche d'idées incohérentes, et ils ne savent pas assez ce qu'ils doivent croire pour savoir tout à fait ce qu'ils doivent faire, ni surtout ce qu'ils sont tenus de braver. En beaucoup d'entre eux, il y a quelque chose de léger dans l'esprit, d'emphatique dans le langage, de terne dans la bonté, d'indécis dans la doctrine, de débile dans la croyance; aussi arrive-t-il que sur le livre de leur vie, ils inscrivent un peu pêle-mêle des actes de lâcheté, des actes de courage. On est réduit à noter les uns et les autres au jour le jour, sans parvenir à reconstituer en ces existences déviées l'unité de la conduite et de la foi. Gouttes, évêque d'Autun, dans le diocèse duquel plusieurs prêtres insermentés ont été massacrés à Couches, ne trouve pas un mot de flétrissure pour l'attentat, pas un mot de pitié pour les victimes : voilà la lâcheté. Cependant ce même Gouttes part, au début de 1793, en tournée pastorale et, chemin faisant, n'hésite pas à flétrir les excès de la Convention : voilà le courage, et le courage méritoire ; car ces paroles, recueillies par un délateur, lui coûteront plus tard la vie. — Lamourette, le plus larmoyant des hommes, en a été aussi le plus cruel : ainsi s'est-il manifesté le jour où il a demandé que la Reine fût séparée du Roi et de ses enfans. Pourtant, ce même Lamourette à Lyon prendra bientôt parti pour les modérés, s'enhardira jusqu'à les louer publiquement, et par cette conduite amassera sur lui des haines qui le conduiront jusqu'à l'échafaud. — Fauchet, évêque du Calvados, a été naguère le dénonciateur énergumène des insermentés ; il est aujourd'hui ardent à défendre ce qui reste de discipline dans la société religieuse. — Barthe, évêque du Gers, Périer, évêque du Puy-de-Dôme sont membres de l'administration départementale. Ils n'ont pas osé se séparer de leurs collègues et se sont associés à leurs adresses, soit pour la suspension du pouvoir royal, soit pour le jugement de Louis XVI : voici qu'ils se ressaisissent, et au point de mériter bientôt la persécution.

On se perdrait à marquer les contradictions, tant les carac-

tères sont, en général, inégaux aux événemens ! Il y a les indécis comme Lalande, évêque de Nancy, qui, en 1790, a quatre fois changé d'avis avant d'accépter l'épiscopat, puis en 1791 s'est démis de sa charge, a retiré en 1792 sa démission elle-même, et bientôt abdiquera décidément ses fonctions. Il y a ceux qui, comme Gobel, sont agités de remords, voudraient être fermes, ne l'osent et portent silencieusement le deuil de leur courage. Il y a les égoïstes qui se terrent et, à force de s'isoler, espèrent qu'on les oublie : tel est Villar, évêque de Laval, sorte de « Berquin mitré, » sentimental et doux qui se réfugie dans les lettres : tel est, dans la Vendée, Rodrigue qui ferme sa porte, se recueille dans son avarice comme Villar en ses beaux livres, et n'est connu, dit-on, que de l'employé du fisc chargé de lui compter son traitement. Il y a enfin les étranges : ainsi se montre, en sa petite ville de Viviers, Lafont de Savine. Il est un des rares évêques de l'ancien régime qui aient prêté serment. Il est tolérant pour les réfractaires, les protège autant qu'il le peut, et, comme président de l'administration départementale, tente les plus nobles efforts pour les soustraire tous à la déportation. Jusqu'au milieu de la Révolution, il conserve de l'ancien monde auquel il appartient par sa naissance le goût du luxe, des réceptions, des plaisirs. Dans le nivellement général, il garde ses armoiries, avec un cor de chasse et cette devise qu'il s'est forgée lui-même : « J'irai sonner jusque dans les cieux. » A de rares intervalles, il monte jusqu'à la terrasse où se dresse, dominant le Rhône et toute battue par le mistral, sa modeste et pittoresque cathédrale. Là-bas, dans cette petite église qui est bien sa chose, car nulle influence ne contrarie la sienne, il a organisé une liturgie, toute de sa façon : il a supprimé les vêpres « comme ennuyeuses ; » de la messe, que d'ailleurs il ne dit guère, il a retranché tout ce qui pourrait l'allonger, le *Kyrie*, le *Gloria*, les *Oraisons*, sans compter d'autres menues abréviations. A-t-il gardé la foi chrétienne ? On l'ignore. On sait seulement qu'au sortir de son enfance, sa mère lui a mis en mains les livres de Rousseau comme les premiers à lire. L'empreinte ne s'est point effacée ; et il est de ces esprits imprécis, brillans et dangereux qu'attire l'abîme. On dirait qu'il traverse la vie au milieu d'un rêve incohérent, tantôt généreux, tantôt misérable. La Révolution qui déracine tant d'existences semble respecter longtemps le

repos de la sienne. Elle finira pourtant par l'atteindre ; et, pendant plusieurs années, il sera voué aux plus lamentables aventures, errant ou prisonnier tour à tour, indigent, taxé de folie, persécuté, coupable aussi ; car il descendra très bas, quoique protégé contre les chutes les plus abjectes par la générosité de sa nature et les réactions intermittentes de son honneur chrétien ; enfin, un jour il disparaîtra ; l'on apprendra qu'il s'est réuni à quelques pauvres trappistes reconstitués dans les montagnes des Hautes-Alpes ; et c'est là que ses jours s'achèveront dans la pénitence et dans la paix.

## VII

Dès le début de 1793, plusieurs questions mirent le clergé constitutionnel aux prises avec la société séculière : d'abord celle du *divorce*, puis celle de l'*état civil*, enfin celle du *mariage des prêtres*, la seule dont on veuille s'occuper ici.

L'Église catholique avait, depuis de longs siècles, au moins en Occident, imposé le célibat comme règle aux clercs engagés dans les ordres sacrés. La loi de l'État confirmait la loi religieuse ; d'ailleurs, la législation de l'ancien régime ayant laissé aux ministres du culte le soin de recevoir le consentement des futurs époux et d'en dresser acte, l'antique discipline n'eût pu être méconnue que si l'autorité ecclésiastique elle-même se fût prêtée à la violer.

Quand le décret du 13 février 1790 eut aboli les vœux monastiques, les plus hardis des novateurs jugèrent que, si la société civile avait le droit de condamner comme contraires à l'ordre public les engagemens perpétuels, elle avait pareillement le droit de réprouver, comme contraire à la nature, le célibat ecclésiastique. Le 27 septembre 1790, l'abbé Cournand, ancien oratorien, formula, sans succès d'ailleurs, à l'assemblée du district de Saint-Étienne-du-Mont, une proposition en faveur du mariage des prêtres. La question se posa deux mois plus tard aux Jacobins, mais sans qu'on la discutât. Dans l'Aube, le 27 janvier 1791, l'abbé Dubourg, curé de Saint-Benoît-sur-Seine, développa la même thèse à la Société des *Amis de la Constitution* de Troyes.

Que ferait l'Assemblée constituante ? Dans les papiers de

Mirabeau, on a retrouvé les notes d'un discours, préparé sans doute au début de 1791 et dans lequel il réclamait pour les prêtres la liberté de se marier. Ce n'était qu'un canevas rédigé par un secrétaire et qui n'était suivi d'aucun projet de décret. Mirabeau au surplus, en entrant dans cette voie, était-il sincère? On peut suspecter sa bonne foi; car, vers la même époque, en un mémoire destiné à la Cour, il conseillait que le gouvernement de Louis XVI travaillât à introduire dans l'ordre du jour de la représentation nationale certains débats irritans qui discréditeraient la Révolution. Or, parmi ces débats, il y avait celui du mariage des prêtres. — Sur cette question, l'Assemblée constituante n'eut à émettre aucun vote; mais son comité ecclésiastique eut l'occasion de témoigner son sentiment. Le 10 août 1791, il fut consulté en ces termes par le curé constitutionnel de la paroisse Saint-Paul : « Un prêtre, mandait-il, veut se marier et vient de m'apporter ses bans à publier... Le cas est nouveau... Quel parti prendre? Dois-je publier les bans? Après la publication, dois-je procéder au mariage? » Le comité, par l'organe de son président qui était Lanjuinais, répondit aussitôt : « M. le curé de Saint-Paul a le droit et le devoir de refuser son ministère pour le mariage dont il s'agit... La loi qui rend indivisible pour les catholiques le sacrement et le contrat de mariage est incompatible avec le mariage des prêtres et n'est point abolie. »

En dépit des interprétations législatives, plusieurs dans le clergé avaient hâte de secouer le lien importun. Leur plus grand embarras était celui de la procédure à suivre : s'ils se tournaient vers l'autorité ecclésiastique, ils avaient peu de chances de trouver un confrère assez hardi, assez dégagé des règles traditionnelles pour recevoir leur consentement et en dresser l'acte : s'ils s'adressaient à l'autorité séculière, l'obstacle n'était guère moindre; car aucune loi n'avait encore confié aux magistrats communaux la charge de constater l'état civil des citoyens. Dans ces conjonctures, l'abbé Cournand, en une lettre du 23 septembre 1791, fit appel à M. Cahier de Gerville, substitut du procureur de la commune, qu'on savait fort exempt de préjugés, lui exposa sa perplexité, le supplia de se montrer secourable. Puis, sans attendre sa réponse, il se présenta le lendemain au secrétariat de la municipalité de Paris. Rien n'était fixé sur les formes; car on escomptait une loi future, encore à

l'état d'élaboration. A tout hasard, le postulant s'était muni d'un assez grand nombre de témoins, cinq à ce qu'il paraît, l'abondance ne pouvant nuire. Il était accompagné de sa future épouse, de sa future belle-mère, et, d'après ce que nous apprennent des journaux qui semblent bien informés, de ses deux enfans. Le contrat avait été rédigé par avance. Il fut signé par les parties et les témoins; un huissier que l'on avait amené le notifia à la municipalité, et celle-ci dressa procès-verbal de la déclaration; puis le petit cortège se retira. La feuille publique à laquelle nous empruntons ces détails ne nous laisse pas ignorer que ce mariage ecclésiastique fut suivi de deux autres. Elle ajoute : « Puissent ces exemples courageux être imités par tous les prêtres qui veulent sincèrement être utiles à la patrie, à la régénération des mœurs, et devenir de bons citoyens! »

Dans le public ces nouveautés éveillaient plus de railleries que d'approbations. Le peuple, même très émancipé, se figurait mal les curés mariés. Il fallait insinuer l'idée, mais sans paraître l'imposer. L'*Almanach du père Gérard*, composé par Collot d'Herbois et publié à la fin de 1791 sous les auspices de la *Société des Jacobins*, est à cet égard fort suggestif. La question du mariage des prêtres y est amorcée avec une artificieuse ingénuité : elle s'engage sous la forme d'un entretien entre un ministre protestant et un curé catholique. Le pasteur présente au prêtre ses enfans : « Si je désirais, lui dit-il, vous inspirer une opinion nouvelle, ce serait seulement pour vous rendre aussi heureux que moi. Voilà ma femme, voilà mes enfans! quel bonheur, et vous en êtes privé! » Le curé écoute, tout rêveur, mais désireux de ne pas trop se compromettre. Il se borne à répondre : « Je se suis pas encore assez éclairé là-dessus pour me décider. » La réplique du pasteur est discrète; point d'insistance importune, mais une simple et brève invitation formulée dans le style de Rousseau : « Écoutez la nature; le conseil d'une alliance chaste et vertueuse est le meilleur qu'elle puisse donner à un honnête homme. »

Vers la fin de décembre 1791, un autre prêtre, le curé de Saint-Cyr, se maria. A la même époque, un ecclésiastique de l'île d'Oléron sollicita de l'Assemblée l'autorisation de choisir une épouse. Les Constituans se fussent scandalisés. Leurs successeurs trouvèrent la requête très plaisante; si nous en croyons

le procès-verbal, ils s'amusèrent fort et, après une longue hilarité, passèrent à l'ordre du jour. Cependant les novateurs s'enhardissaient. Au printemps de 1792, un membre du clergé de Paris, loin de solliciter aucune tolérance, viola les anciennes règles avec ostentation. On l'appelait l'abbé Aubert et il était premier vicaire de Sainte-Marguerite. Il ne se dirigea pas, comme naguère l'abbé Cournand, vers la mairie, mais prit résolument le chemin de l'église. Il y trouva un prêtre-sacristain nommé Claude Bernard, non moins affranchi que lui-même des liens du fanatisme, et qui incontinent lui administra le sacrement. La cérémonie accomplie, l'abbé Aubert, aussi jaloux de bruit que d'autres auraient pu l'être de silence, se rendit à l'Assemblée législative; il présenta aux députés non seulement son épouse, mais par surcroît quelques parens ou alliés et fut admis, en visiteur de choix, aux honneurs de la séance. Puis, avec un aplomb tranquille, il s'installa avec sa femme au presbytère, tout à côté de son curé, l'abbé Lemaire, que cette invasion plongea dans la stupeur; car le pauvre prêtre avait rêvé une Église réformée, mais pas à ce point.

Il était impossible à l'épiscopat de prétexter l'ignorance. Gobel eût dû parler. Il se tut. En revanche, Fauchet, évêque du Calvados, se rendit à l'église Sainte-Marguerite et, déclamateur suivant sa coutume, prêcha pour l'ancienne discipline avec autant de fougue que jadis il avait parlé pour les nouveautés. A Rouen, le sage Gratien, en une instruction pastorale, condamna le mariage des prêtres. Mais tous ceux que visait la défense s'emportèrent en une grande rébellion. A Fauchet, l'abbé Aubert répondit en lui reprochant, non sans quelque raison, ses mœurs. En Normandie, l'abbé Lerat, curé de Forges, osa dénoncer au ministre de l'Intérieur le mandement de Gratien et, en deux lettres des 18 et 20 août 1792, il demanda « à l'autorité de réprimer d'une manière sévère les fanatiques boutades de cet incivique bigot. »

Pour les prélats constitutionnels, quel ne serait pas le mécompte s'ils rencontraient jusque parmi leurs collègues des violateurs de la discipline ecclésiastique!

Cet excès de déplaisir ne leur fut pas épargné. Le 24 novembre 1792, comme les députés étaient en séance, Manuel gravit la tribune et du ton d'un homme qui apporte une bonne nouvelle : « J'annonce, dit-il, à la Convention dont le

devoir et le but sont de former l'esprit public, que Lindet, évêque d'Évreux, vient de contracter mariage. » On connut le lendemain les détails. Le prélat s'était marié à la mairie. Après quoi il s'était transporté à l'église Sainte-Marguerite. Là, le même abbé Claude Bernard, qui avait naguère marié Aubert et s'était depuis marié lui-même, lui avait donné la bénédiction nuptiale. Lindet notifia l'événement, à la municipalité de Bernay par une lettre, à ses diocésains par une manière de mandement. Aux gens de Bernay il disait : « J'ai pratiqué toutes les vertus civiques et religieuses. Il me restait un grand exemple à donner, c'était de m'élever au-dessus des préjugés superstitieux. Je l'ai fait, et j'ai choisi une compagne avec laquelle je donnerai l'exemple des vertus domestiques. » Quant au mandement, l'évêque y invoquait les périls de la religion : « Il faut, ajoutait-il, sauver ce que le vaisseau de l'Église contient de plus précieux et jeter le reste à la mer ; il faut dégager la doctrine céleste de Jésus-Christ des opinions théologiques qui ne servent qu'à l'obscurcir. » Contre la nouveauté inouïe Lecoz, Philbert, d'autres encore protestèrent, et avec eux Fauchet, toujours furibond, mais désormais pour l'orthodoxie. Cependant les impies s'égayaient fort, jugeant qu'à travers les scènes sombres de la Révolution le mariage des prêtres fournirait quelques intermèdes savoureux et piquans : « Les préjugés, disait Manuel dans la *Chronique de Paris*, tombent comme des capucins de cartes. »

Lindet avait violemment brisé le joug. Quelques mois plus tard, Gobel, évêque de Paris, stupéfia par sa faiblesse autant que l'évêque de l'Eure par son éclatante rupture. Le vicaire de Sainte-Marguerite, Aubert, déjà nommé, fut l'occasion de l'incident. Cet homme était devenu doublement fameux par son mariage et par sa lutte avec son curé. C'était d'ailleurs, à ce qu'on assure, un prêtre de mœurs tarées et d'honneur très entamé. Malgré ces taches, — et peut-être à cause d'elles, tant les scrutins populaires étaient alors viciés ! — il fut, au mois d'avril 1793, élu curé de Saint-Augustin. Dans le clergé de Paris l'émoi fut extrême. Deux des curés de la ville s'adressèrent à Gobel, lui représentèrent le scandale du choix, le conjurèrent de refuser l'institution à un sujet indigne. Gobel, élevé au siège de Saint-Denis, aimait qu'on l'appelât le premier évêque de France. Mais la peur était la maîtresse de sa

vie. Il jugea qu'Aubert ayant été nommé par le corps électoral, il y aurait, à protester, quelque péril. Donc il retint tout blâme sur ses lèvres. Il fit plus et, servile avec luxe, étala sa lâcheté. Le 9 mai, jour de l'Ascension, l'élu devait être proclamé en l'église métropolitaine. Gobel se rendit à Notre-Dame. Il s'y rendit processionnellement, accompagné de son clergé. En sa présence, le procès-verbal de l'élection fut lu. Puis Aubert monta en chaire pour y prononcer son discours d'installation et, dans sa harangue, osa glisser l'éloge de son mariage. Gobel écouta tout. Le nouveau curé, quand il eut fini, se dirigea vers le siège où l'évêque était assis. Celui-ci lui donna l'accolade, en signe de paix, d'acquiescement et d'adoption. Aubert prit place dans une stalle d'honneur. Presque en face de lui, un siège avait été, dit-on, réservé à sa femme, et l'un des vicaires épiscopaux nommé Denoux, la prenant par la main, l'y conduisit. La messe commença. Elle fut célébrée pontificalement, suivant le rite du jour qui était celui de Jésus monté aux cieux. Le prélat se retira ensuite, ayant bu jusqu'à la lie sa honte. En une lettre rendue publique, quatre curés de Paris protestèrent; ils furent pour ce fait emprisonnés et ne furent libérés qu'au bout de deux mois. Quant à Gobel, son salaire fut un sursis pour sa charge et pour sa vie.

En ce conflit devenu fort aigu, que déciderait la Convention nationale?

L'équité semblait lui imposer une conduite très simple. Dans les années précédentes, la loi de l'État pour la célébration des mariages n'avait été autre que la loi de l'Église elle-même : de là, pour les membres de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée législative, l'embarras de séparer deux domaines jusque-là confondus. Mais le décret du 20 septembre 1792, en conférant aux magistrats communaux le soin de dresser les actes relatifs à l'état des personnes, avait permis de marquer avec sûreté ce que les pouvoirs publics devaient régir, ce qu'ils devaient ignorer. L'engagement dans les ordres n'étant plus, au point de vue civil, empêchement pour le mariage, les officiers municipaux pouvaient dresser acte du mariage des prêtres comme de tous les autres citoyens. Là s'arrêtaient les attributions de l'autorité séculière. Une fois mariés ou se croyant tels, les clercs ne relevaient, pour l'exercice futur de leurs fonctions sacrées, que de leurs supérieurs ecclésiastiques. C'était

à ceux-ci à leur appliquer, en toute indépendance, les règlemens canoniques, et à les suspendre ou les interdire s'ils le jugeaient bon. Telle était dans sa simplicité la législation nouvelle. Mais les Conventionnels n'étaient point d'humeur à reconnaître un domaine où leur autorité ne se portât point. Peu soucieux de logique ou de justice, ils se firent aveuglément les protecteurs des prêtres mariés, et même ce furent bientôt les seuls qu'il leur plut de supporter.

Toute une législation fut forgée qui s'inspira de ces pensées. Il fallait d'abord réduire au silence les prélats qui avaient osé proclamer les règles anciennes. Le 19 juillet 1793, après un court débat, la Convention décida que les évêques qui s'opposeraient au mariage des prêtres seraient déportés et remplacés. Trois semaines plus tard, un nouveau décret fut rendu qui déclarait nulle toute destitution de prêtre pour cause de mariage, et réintégrait dans leur emploi tous ceux qui, pour ce motif, avaient été déplacés. Cependant certaines communes se souciaient peu de curés mariés et leur témoignaient quelque mépris. Après avoir assuré les ministres du culte contre leur évêque, il importait de les assurer contre leurs paroissiens eux-mêmes. La sollicitude du pouvoir législatif ne se démentit pas. Le 17 septembre 1793, on décida que tout prêtre marié qui serait persécuté pour ce sujet par les habitans, pourrait se retirer au lieu où il le jugerait bon. Là il continuerait à être payé, et aux frais de la commune persécutrice. Bientôt la Convention jugea cette protection elle-même insuffisante. Non contente de l'impunité, elle ajouta la récompense. Deux mois plus tard, le 25 brumaire an II, elle décida que tout prêtre qui se marierait, fût-il insermenté, échapperait à la déportation. Une seule chose, une seule, garantissait le pardon de toutes les fautes passées et conférait une sorte d'indulgence plénière très laïque, mais certaine : c'était l'abdication du célibat. Les Jacobins avaient eux aussi leur théologie, et dans cette théologie toute réformée, le mariage avait la vertu du baptême : il remettait tous les péchés.

## VIII

Aucune analyse, même poussée très à fond, ne réussirait à décrire le sort du clergé assermenté en cette année 1793. Nul

décret n'a aboli l'Église d'État, et cependant cette Église est de tous côtés battue en brèche. Avanies et restes de faveur, tout se mêle. Quand ils descendent en eux-mêmes et s'interrogent sur leur condition, les prêtres constitutionnels demeurent perplexes. Sont-ils des privilégiés? Sont-ils des persécutés? Ils l'ignorent, et nul autour d'eux ne le sait bien.

La vérité, c'est qu'ils sont à la fois l'un et l'autre; et la prolongation de cette étrange équivoque souligne la misérable originalité de leur sort.

Qu'on entre dans leur église. Il est visible que déjà elle n'est plus à eux. Souvent, c'est dans l'église que se sont tenues les assemblées électorales pour la Convention. Dans l'église aussi s'est célébrée, en beaucoup de communes, l'apothéose, toute païenne, du conventionnel Lepeletier, immolé par le garde du corps Paris en représailles de la mort du Roi. Au printemps de 1793, commencent à se répandre dans les provinces les Représentans envoyés en mission; c'est dans l'église et du haut de la chaire qu'ils prêchent aux habitans le dogme républicain. Les clubistes trouvent l'église tout à fait à leur gré, et dans l'un des villages de Normandie, ils prennent possession d'une des chapelles pour y tenir leurs séances, en attendant que, dans la même chapelle, ils déposent un peu plus tard le buste de Marat. — Ainsi expropriés, les curés se lamentent fort. Mais voici, au milieu des disgrâces, l'appui officiel qui reparaît. Ils reçoivent le paquet des papiers publics; or, ils y lisent un décret daté du 23 mars 1793 et qui est ainsi conçu : « La Convention nationale... décrète que tout citoyen qui se permettra des indécences dans les lieux consacrés à la religion ou sera convaincu de profanation, de quelque nature qu'elle soit, sera dénoncé et livré aux tribunaux pour y être poursuivi suivant l'exigence du cas. »

Près de la cathédrale, il y a le séminaire. Souvent les autorités s'en emparent. A Fréjus, il devient caserne; à Luçon et à Nantes, hôpital; à Rodez, lieu de réunion pour le conseil de la commune; à Saint-Dié, on projette d'en faire un magasin à fourrage. En cette spoliation qui ne verrait le dessein de tarir les sources du recrutement sacerdotal? — Cependant la même autorité qui confisque, protège. A travers la persécution le privilège repousse, comme refleurit un arbre aux racines mal coupées; et un décret est publié qui soustrait

les jeunes vicaires et curés aux lois sur les levées militaires.

Cruel est le langage des clubs, non moins cruel est celui des feuilles publiques. A Autun, la *Société populaire* engage les citoyens à surveiller étroitement les assermentés. A Metz, elle exhorte tous les prêtres « à abandonner leur bréviaire menteur. » Comme jadis les non-jureurs, les jureurs sont dénoncés : celui-ci a discrédité par son langage la fête anniversaire du 10 août; celui-là a recommandé au prône le Pape et l'Église de France. Le mépris se verse à flots : « Les évêques avec leurs mandemens, écrit le *Journal de Paris*, font comme les rois avec leurs maîtresses; ils s'achèvent. » Un jour, Suzor, évêque de Tours, se permet de dire : « Avec le mariage des prêtres, toute la religion est changée. — Si elle n'était pas changée, lui répond-on insolemment, vous ne seriez pas évêque métropolitain de Tours. » On dit de Font, évêque de l'Ariège : « Il est attaché comme la glu aux singeries de la religion; » et de Rodrigue, évêque de la Vendée : « C'est le plus intolérant théologien qu'ait jamais vomi la défunte Sorbonne. » — Telles sont les attaques. Qui croire cependant? Même sous cette épaisse couche d'injures, la protection perce encore. A la date du 7 juin 1793, nous lisons ce décret voté par la Convention : « La Convention nationale décrète que tout membre qui se permettra dans son sein de demander la déportation des prêtres salariés et soumis à la loi sera renvoyé pour huit jours de l'Abbaye. »

Les gens des *Sociétés populaires*, les administrateurs jacobins, entreprennent de détailler aux prêtres toutes les choses dont ils peuvent se passer. Ils peuvent très bien se passer de leur costume, à moins qu'ils ne soient au chœur. Même au chœur, il y a des superfluités qui rappellent l'ancien régime; tels par exemple les serviles encensemens, ou bien encore les ornemens bizarres dont s'affublent les évêques. Bien entendu, plus de publications de mariages à l'église, plus de registres de catholicité. On peut pareillement supprimer les pompes funèbres ou bien encore, comme contraires à l'égalité, les recommandations nominatives des morts. Tous ces fanatiques d'irréligion ne négligent aucun détail; car beaucoup d'entre eux ont été enfans de chœur ou séminaristes dans leurs jeunes années, et sont experts en impiété, avec des réminiscences de sacristie. — Et pourtant, malgré tout, l'Église officielle conserve certains dehors extérieurs qui font illusion. Le dimanche, en certaines

communes éloignées, les officiers municipaux assistent encore à la messe, en un banc à part qui ressemble fort à l'ancien banc du seigneur. D'anciens règlemens subsistent, et çà et là sont remis en vigueur, selon le caprice ou le hasard : c'est ainsi que, dans un village de la Dordogne, en février 1793, un arrêté défend de donner à boire pendant l'office divin. Dans les campagnes, et même en quelques villes, le saint viatique est porté aux malades avec accompagnement de cierges et au son de la clochette. Plusieurs évêques font encore des tournées de confirmation. A l'approche du carême sont publiés, comme aux temps paisibles, les mandemens. Seules à la première page des brochures épiscopales, quelques mentions détonnent. Marbos, évêque de Valence, date son mandement de l'an IV de la liberté et Ier de l'égalité; cinq autres le datent de l'an I de la République française; Rigouard, évêque de Fréjus, inscrit sur le premier feuillet cette devise : *Vive la nation! la liberté, l'égalité ou la mort!* Quant à Gouttes, évêque d'Autun, sa lettre aux fidèles porte sur la couverture ces mots : *Imprimé chez Brisson, imprimeur de la Société des Sans-Culottes.*

On atteint l'été de 1793. La persécution s'affirme, mais entrecoupée de tolérance, presque de faveurs. Le 30 mai 1793, jour de la *Fête-Dieu*, la procession, en beaucoup de villes, sort encore; ainsi en est-il à Amiens, à Nantes, à Moulins. — Cependant, tandis que dans les rues flottent les bannières pieuses, la lutte entre *Girondins* et *Montagnards* touche à son dénouement. Le 31 mai, le 2 juin, Montagnards et gens de la Commune l'emportent. Parmi les évêques constitutionnels, beaucoup se sentent atteints : tels Saurine, Roux, Expilly, et plus encore Fauchet. Sous prétexte de fédéralisme, un grand nombre de curés, notamment en Normandie, sont destitués. Ailleurs, d'autres prêtres sont dépouillés de leurs fonctions, les uns comme amis secrets des Vendéens, les autres comme suspects de royalisme ou simplement comme indignes de confiance. Cette fois, il semble bien que c'en soit fait de l'*Église d'État.* Même en cet écrasement du parti modéré, on voit les Conventionnels appliquer encore cette chose caduque qu'on appelle la *Constitution civile du clergé.* Comme ils procèdent à l'organisation du département de Vaucluse et du département de la Corse, ils décident que les électeurs, en même temps qu'ils choisiront les administrateurs, éliront un évêque pour chacun

des deux départemens. Puis la même main qui s'étend pour frapper s'étend aussi pour payer le salaire. Le 27 juin 1793, la Convention décrète de nouveau, en termes solennels, que « le traitement des ecclésiastiques fait partie de la dette publique. »

## IX

Salariés, les prêtres constitutionnels le sont encore, quoique déjà avec de longs retards et de remarquables oublis. Mais pour le reste, tout échappe. Il y a les bons qui se consument en d'impuissantes colères. Il y a les pervers qui de plus en plus s'avilissent. Entre les deux, il y a les faibles. Ceux-ci se dépensent en bassesses pour garder, à force de concessions, quelque reste de faveur. Tantôt par un langage larmoyant, emphatique et servile, ils tentent d'apaiser les autorités locales ; tantôt ils se tournent vers les clubs, essayent de se souder à eux, de les gagner par de menues attentions, d'obtenir de la sorte un sursis : ainsi se montre Gouttes, évêque d'Autun, qui, dans sa ville épiscopale, s'abaisse jusqu'à faire, à titre de secrétaire, la correspondance de la Société des sans-culottes. Mais nulle complaisance désormais ne profite, et les Jacobins de Saône-et-Loire disent dédaigneusement du prélat : « Notre évêque s'agite comme une poule qui a perdu ses poussins. »

En descendant à l'état de persécutés, les prêtres constitutionnels gardent encore, chose étrange ! des aspects de persécuteurs. Tandis que déjà on les menace eux-mêmes, d'autres se rencontrent qu'on menace en leur nom. La nouvelle Église, déjà proscrite, conserve aux yeux des sectaires une dernière utilité : elle sert à molester l'ancienne Église. En fouillant les cartons des Archives, on découvre des documens qui déconcertent. En Alsace, pendant l'automne de 1793, une institutrice et un journalier de Soultz sont arrêtés. Quel est leur crime ? « Ils n'ont, dit la feuille d'arrestation, manifesté aucun attachement aux prêtres assermentés. » Neuf ouvriers de la même commune sont pareillement mis en détention « pour n'avoir pas suivi le culte du curé constitutionnel. » Dans le même temps, quinze habitans d'Oshoffen, deux habitans de Dalhen-

heim sont détenus pour la même cause. Ainsi l'Église constitutionnelle est à la fois disgraciée et obligatoire, et redevient tout à coup privilégiée pour devenir instrument de persécution.

Je n'ose plus écrire le mot de privilège, tant ce mot contraste avec l'état de servitude où les malheureux prêtres sont réduits! Dans leur petite ville, dans leur paroisse rurale, ils guettent les nouvelles. Voici, en septembre 1793, la *loi des suspects :* ne sont-ils pas englobés eux-mêmes dans la vague et terrible menace? Voici qu'on annonce, quelques jours plus tard, le procès des Girondins. Mais les Girondins, ce sont des modérés comme eux, et parmi ces proscrits pour qui déjà la guillotine s'apprête, il y a l'un des chefs de l'Église constitutionnelle, Fauchet, évêque du Calvados. Vers le même temps, ils lisent le rapport de Saint-Just sur le *gouvernement révolutionnaire :* et cette parole âpre, péremptoire, froidement résolue, les glace d'effroi. Sûrement ils ont salué, embrassé, acclamé la Révolution. Mais jusqu'où faudra-t-il la suivre? Que sont devenus les premiers patrons de la Constitution civile? En prison les anciens constituans! En prison, Bailly, Barnave, Duport-Dutertre! Parmi les plus âgés, beaucoup remontent à travers le courant de leurs souvenirs; ils repassent les années de la royauté; ils se remémorent le rituel auguste et antique qui confondait dans les mêmes prières la religion et la monarchie. Ont-ils gagné? Ont-ils perdu? Regrets, craintes, remords, tout s'agite en leur âme désemparée; mais ils contiennent leurs paroles, ils surveillent leurs silences mêmes, sentant que l'heure est proche où la délation saura découvrir jusqu'aux pensées.

Sur quelques prélats assermentés les grands coups commencent à frapper. L'un des plus considérables, Lecoz, évêque d'Ille-et-Vilaine est, depuis le 18 septembre, interné dans sa demeure. Son double crime est d'avoir condamné le mariage des prêtres et d'avoir à Rennes osé soutenir sans trembler le regard de Carrier. Il n'obtient de sortir que pour dire sa messe; comme il veut procéder à une ordination, il est réduit à la faire dans sa chambre, secrètement, à l'exacte imitation des prélats insermentés qui ont jadis imposé les mains à quelques disciples avant de partir pour l'exil. Cependant, le 15 octobre, il est transféré au Mont-Saint-Michel. Il franchit la première étape

à pied, attaché par une corde. « Je m'attends à tout, je suis résigné à tout, » écrit-il pieusement. Une seule chose le confond, c'est d'être mêlé sur la route à de jeunes prêtres réfractaires; se rappelant la faveur d'autrefois, se rappelant surtout les services rendus par l'Église constitutionnelle à l'ordre nouveau, il ne se figure pas, il ne peut se figurer cette égalité dans l'infortune : « Nous ressemblons, dit-il tristement, à des oranges qu'on rejette après en avoir pressé le jus. »

Ces disgrâces ne sont encore que celles des grands, et les plus humbles essaient de se rassurer. Or voici qu'en cet automne de 1793, devant le tribunal révolutionnaire de Paris, de simples curés, non réfractaires, mais constitutionnels, sont traduits. Leur histoire est, à tous, à peu près pareille. Ils ont été saisis dans leur presbytère sur la dénonciation de leurs paroissiens ; ils ont été traînés au district, puis, après enquête, transférés à Paris. Maintenant, tout tremblans, tout effarés, ils arrivent de la Conciergerie au Palais de justice, pauvres plébéiens venant répondre de leurs obscurs méfaits comme d'autres de leurs éclatantes conspirations. Le premier est un curé bourguignon du nom de Masson. Il a, dit-on, lu dédaigneusement les mandemens de l'évêque ; il a mal parlé de l'Assemblée, désapprouvé les enrôlemens militaires, refusé, un jour de procession, l'escorte de la garde nationale. C'est assez pour qu'il soit rangé parmi les contre-révolutionuaires ; et le 23 septembre 1793, il passe du tribunal à l'échafaud. — Quelques jours après, le 6 octobre, un autre curé constitutionnel s'assied sur la même sellette des accusés. Il s'appelle Guichard et dessert une petite commune de Seine-et-Oise. Il a osé dire que le roi Louis XVI était mort en martyr ; puis il a, le 15 août, célébré la procession dite du vœu de Louis XIII ; et c'est pourquoi il subit le même sort que Masson. — Trois semaines plus tard, le même tribunal qui juge les généraux, les anciens Constituans, les Feuillans de toutes sortes, interrompt ses grandes audiences pour juger, comme par intermède, un troisième curé. Il se nomme Barthélemy et arrive des Vosges. C'est, lui aussi, un constitutionnel, mais un peu irrésolu, car il s'est rétracté quatre fois avant de se fixer parmi les assermentés. Contre lui les accusations se pressent. Il a critiqué la Constitution ; il a mal parlé des Conventionnels ; il a plaint le sort de Louis Capet ; il a blâmé la loi du divorce ; il a

accompagné de commentaires improbateurs la lecture des décrets ; enfin il a marqué pour l'ancienne liturgie une fidélité factieuse et, même après l'abolition de la monarchie, a persisté à chanter le *Domine salvum fac Regem*. Les juges n'en demandent pas tant, estiment qu'il y a lieu d'abréger; et comme ses deux confrères, le pauvre curé est précipité dans la mort.

Décidément l'impiété triomphante courbait sous le même niveau le *vicaire Savoyard* et le prêtre fidèle. La disgrâce ne serait point complète si une loi ne faisait descendre officiellement à l'état de *suspects* ceux que la Révolution avait employés, mais que la Révolution désormais affranchie pouvait impunément répudier. Les Conventionnels n'eurent qu'à reprendre les décrets votés en 1791, en 1792 contre les insermentés et à englober les favoris d'hier dans le cadre élargi de la persécution. A qui disposait de l'omnipotence législative avec plus d'audace qu'aucun roi n'avait jamais disposé du pouvoir absolu, rien n'était plus aisé. Le 21 octobre 1793, la Convention décida que les prêtres, même assermentés, s'ils étaient dénoncés pour incivisme, seraient embarqués sans délai et transférés à la côte de l'Ouest de l'Afrique depuis le vingt-troisième jusqu'au vingt-huitième degré. Par un tragique retour des choses, les mêmes lois que plusieurs des prêtres constitutionnels avaient jadis provoquées, souhaitées, acclamées, se retournaient contre eux ponr les frapper.

PIERRE DE LA GORCE.

# LA RÉVOLUTION MEXICAINE

VUE PAR

# UNE FEMME DE DIPLOMATE

La diplomatie américaine a toujours eu des allures bien à elle, où l'on retrouve l'indépendance foncière de la race, sa répugnance pour le collier du fonctionnaire. Le moins de lisières, le moins de bride possible... *Go your own way*.

Toutefois, dans un service aussi caractérisé que le service diplomatique par les règles d'une sévère réserve, on relève toujours avec une certaine surprise, au compte des diplomates américains, des singularités, des mouvemens de prime-saut qui contrastent avec les airs boutonnés et secrets de la profession et qui dépassent ainsi la marge laissée à la liberté de ses membres par toute hiérarchie un peu chatouilleuse sur le respect des traditions et de l'esprit de corps. Mais y a-t-il aux États-Unis une hiérarchie au sens strict que nous donnons à ce mot ?

Toujours est-il que la formation laborieuse d'un personnel peu plié aux disciplines, la division des élémens administratifs, comme de tout le pays, du reste, en deux grands partis politiques, l'instabilité professionnelle qui en résulte, ont donné lieu à plus d'une histoire d'enfant terrible, enregistrée par la chronique. On se rappelle le cas de cet ancien ambassadeur des États-Unis à Londres qui, à peine rentré dans la vie privée,

s'empressa de publier sur l'Angleterre et sur la Cour britannique des appréciations et des souvenirs dont la causticité eût pu être tempérée avec avantage par quelque discrétion d'état.

Un nouvel exemple de ces fantaisies qui nous paraîtraient, à nous, un peu indisciplinées, vient d'être apporté au public, avec l'excuse toutefois que l'enfant terrible de la Carrière, dont il s'agit aujourd'hui, est une femme. Ses impressions et ses indiscrétions sont présentées sous la forme d'un de ces beaux livres comme on sait les éditer à New-York et qui est intitulé : *Une femme de diplomate au Mexique* (1).

M[me] O'Shaughnessy était, il y a peu d'années, fort entourée à Vienne où son mari faisait fonctions de secrétaire de l'ambassade des États-Unis. De là, à son grand chagrin, il devait être envoyé au Mexique, poste beaucoup plus important aux yeux du Cabinet de Washington, mais, — alors du moins, — plus démuni d'attraits que la ville du beau Danube bleu. C'est de Mexico que M[me] O'Shaughnessy a écrit ce livre qui, sous une reliure frappée aux trois couleurs de la Fédération mexicaine, est une collection de notes, ou plutôt d'extraits de lettres presque journalières adressées par l'auteur à sa mère, durant la dernière période de la dictature du général Huerta.

* * *

Le recueil s'ouvre le 8 octobre 1913. Le jeune ménage de diplomates est de retour à Mexico, après une absence au cours de laquelle s'étaient déroulés les événemens les plus graves, notamment la chute et la mort de Madéro, événemens auxquels l'opinion avait tendance à mêler si étroitement l'ambassadeur des États-Unis, M. Henry Lane Wilson, que ce dernier venait d'être rappelé à Washington, laissant l'intérim à son secrétaire. Le 20 avril 1914, les troupes américaines débarquaient à la Veracruz. Les relations diplomatiques étaient rompues et, peu de jours après, le récit du départ de M. Nelson O'Shaughnessy avec sa jeune femme et son personnel met le point final au volume.

Or, disons-le tout de suite : l'intérêt essentiel de ce livre, ce n'est pas seulement le ton alerte et dégagé du style. Ce n'est pas seulement l' « humour, » la perspicacité de l'observatrice, sa sympathie passionnée toujours en éveil pour les drames

(1) *A diplomat's wife in Mexico*, by Edith O'Shaughnessy, illustrated. Harper & brothers, publishers. New-York and London.

d'un milieu tourmenté par les convulsions révolutionnaires, la sincérité de ses émotions devant les spectacles de la nature la plus grandiose, les renseignemens significatifs rassemblés par elle au jour le jour, le sens anecdotique, l'abondance des traits heureux... C'est surtout que l'auteur s'est trouvé, dans une période critique, au premier plan de son ambassade, c'est-à-dire au centre de la politique américaine au Mexique, et à la meilleure place peut-être pour apprécier cette politique, ses méthodes, son but et ses résultats. Ce sont des « instantanés » impétueusement dictés au chroniqueur par les événemens, qui l'entraînent lui-même dans leur course. C'est la déposition d'un témoin qui n'a pas perdu une minute d'un spectacle tumultueux, qui, mieux que beaucoup, a pu voir les origines, connaître les causes de l'anarchie mexicaine, en prévoir le développement, et dont les souvenirs présentent, pour cette raison, un pouvoir de démonstration exceptionnel. Nous avons ainsi un témoignage de premier ordre sur les événemens obscurs dont le Mexique a été et reste encore malheureusement le théâtre, car on n'ignore pas l'importance des intérêts que possède la France dans ce pays que menacent le pillage et la ruine, à la faveur d'une révolution passée à l'état chronique (1).

Au milieu des roulemens de tonnerre de la guerre européenne, l'attention n'a été que trop naturellement détournée des péripéties de la révolution mexicaine, si pathétiques qu'elles pussent être. On n'a pas oublié, cependant, les événemens retentissans qui avaient brusquement rouvert, en février 1913, la crise que le triomphe de Madéro sur le vieux Porfirio Diaz, et son élection ultérieure en 1911, avaient paru terminer. Rappelons sommairement le *pronunciamiento* de Félix Diaz, neveu du fameux président, contre le président Madéro, les furieux combats dans les rues de la capitale pendant dix journées tragiques, la prise de possession du pouvoir par Huerta, intervenu comme arbitre entre les deux adversaires, la chute de Madéro et sa mort mystérieuse en compagnie du vice-président, la reconnaissance du nouveau gouvernement *de facto* par toutes les grandes Puissances, à l'exception des États-Unis, résolus à ne

(1) Il suffira de rappeler que la colonie française de Mexico est, avec celle de Moscou, la plus importante du monde entier, et que le capital français engagé au Mexique atteint trois milliards.

pas donner cette prime « à l'ambition qui s'élève sur l'assassinat; » enfin, l'envoi au Mexique d'un mandataire confidentiel de la Maison-Blanche, chargé d'imposer au général Huerta la volonté de M. Wilson : à savoir sa retraite définitive et sans conditions.

Voilà dans quelles conditions les O'Shaughnessy arrivaient au Mexique. C'était d'ailleurs pour eux une reprise de contact. Une précédente campagne les avait déjà familiarisés avec les questions mexicaines, avec leurs multiples aspects et leurs solutions possibles. Ils étaient suffisamment pénétrés de l'esprit de leur carrière pour avoir, dès le début, sans aucun sacrifice pour leur légitime patriotisme américain, apprécié les solutions adoptées, les unes une fois pour toutes, les autres tour à tour, par le nouveau président, M. Woodrow Wilson, et par son collaborateur d'alors, M. Bryan. Enfin, pour parler franc, ils étaient en désaccord sur plusieurs points avec la politique de la Maison-Blanche. Que signifiait le maintien, pendant six mois, d'une ambassade (c'est-à-dire de la plus haute expression des rapports diplomatiques), auprès d'un régime dont on s'était déclaré, dès sa naissance, l'implacable ennemi ? Que signifiait, après le rappel de l'ambassadeur, l'envoi d'un chargé d'affaires concurremment avec un agent « confidentiel, » sans qu'on sût, de ces deux frères siamois, comme les appelle drôlement notre auteur, lequel devait être subordonné à l'autre, lequel incarnait la vraie politique de Washington ? S'il n'y avait qu'une seule politique, à quoi bon ce double emploi ? Et s'il y en avait deux, était-il prudent pour le gouvernement de Washington de les afficher ? Autant de questions qui étaient déjà des critiques...

Quoi qu'il en soit, dès l'arrivée du jeune ménage à Veracruz, et dès sa rencontre avec l'envoyé en question, M. Lindt, l'opposition entre les deux manières de voir se laisse pressentir. « La conversation, écrit Mme O'Shaughnessy, s'ouvrit par des remarques conciliantes, sourire aux lèvres, — comme dans les consultations d'experts qui prennent leur premier contact. Malgré un je ne sais quoi de *lincolnesque* dans la silhouette et l'allure de M. Lindt, je ne pouvais m'empêcher de songer au vin nouveau versé dans un vieux baril, et à tout ce que nous dit là-dessus l'Écriture... » Presque au lendemain de l'installation du ménage américain à Mexico, Huerta accomplissait d'ailleurs son fameux coup d'État. La dissolution de la Chambre

des députés était suivie de l'arrestation de 110 représentans sur 136. Notre observatrice aux yeux aigus note aussitôt avec empressement que la Chambre mexicaine, ne cessant de conspirer contre le gouvernement, n'a eu par conséquent que ce qu'elle méritait. Détail significatif et curieux : en dépit de l'anticléricalisme de Huerta, les députés demeurés libres étaient ceux du parti catholique, c'est-à-dire le groupe conservateur et le plus sincèrement intéressé au retour de la paix publique.

A ce moment, le général Huerta, auquel la Chambre n'avait laissé d'autre choix que de se soumettre ou de se démettre, assuma les principaux pouvoirs : Finances, Guerre, Intérieur. Il devenait ainsi l'autocrate du Mexique. En même temps, la présentation de ses lettres de créance par le nouveau ministre d'Angleterre, sir Lionel Carden, donnait à cette situation extraordinaire la ratification solennelle du gouvernement britannique. Vu les étroites et anciennes relations de sir Lionel avec lord Cowdray, chef des vastes intérêts Pearson, très développés au Mexique dans les bassins d'huile minérale, le fait avait une portée évidente et appuyait la thèse de ceux qui ne voyaient dans la crise mexicaine qu'une rivalité de pétrole. « Un seul mot, dit le recueil, le mot *oil* suffirait peut-être à tout expliquer. »

***

Devant ce coup de théâtre, le président Wilson ne pouvait rester indifférent. A son tour, il faisait remettre à Huerta un message condamnant la dissolution du Congrès, lui enjoignant de respecter la vie des députés prisonniers et déclarant que, de toute manière, les États-Unis tiendraient pour nulles des élections présidentielles qui se consommeraient dans de pareilles conditions. N'était-ce pas la rupture imminente? Ces faits alarmans se succèdent pour le jeune ménage durant la première semaine de son arrivée. M$^{me}$ O'Shaughnessy ne trouve cependant, pour le vieux dictateur, que des paroles d'approbation, écho fidèle des sentimens de son mari. Elle décrit avec soin ce qu'elle appelle l'arbre généalogique de Huerta comme chef de l'Exécutif, savoir : Madéro, président constitutionnel; Pino Suarez, vice-président constitutionnel. Leur double démission ayant été reçue par M. Lascurain, ministre des Affaires étrangères, celui-ci devenait président provisoire, par suite de la

vacance du pouvoir exécutif. Sa magistrature avait duré vingt minutes à peine : ce qui paraît court, remarque notre écrivain, même pour l'Amérique latine. Ces momens lui suffirent cependant pour lui permettre de nommer Huerta ministre de l'Intérieur, puis de s'effacer à son tour. Dès lors, automatiquement, par la vertu de la loi et conformément à son rang parmi les secrétaires du Cabinet, Huerta devenait l'Exécutif à titre provisoire, sous la réserve d'élections ultérieures à bref délai. « Il n'y a rien à dire à cette procédure technique et d'accord avec la Constitution, conclut le recueil. On ne peut, toute sentimentalité à part, qu'admettre la parfaite légalité de l'opération. »

Mais voilà qu'aussitôt ce point de vue, si franchement formulé par la femme du secrétaire de l'ambassade américaine, la met, sur un article capital de doctrine, en opposition avec son gouvernement. Est-ce que, de la Maison-Blanche, une voix ne vient pas de s'élever et d'annoncer que les États-Unis partaient pour la « croisade » en faveur d'une race asservie? La croisade! Une race asservie! M^me^ O'Shaughnessy réprime mal un sourire et elle écrit cette observation aussi vigoureuse qu'ironique : « Ce n'est que par une main de fer que cette race impulsive, obstinée, mystérieuse, bien douée, d'ailleurs, mais indisciplinée et composée d'innombrables élémens réfractaires entre eux, peut être maintenue dans la soumission aux lois. Aux États-Unis, où, comme on sait, chaque chose et chacun sont toujours à leur vraie place, on ne comprend cela qu'à moitié... » Un peu plus loin, la femme du diplomate américain ajoute : « Un fait indéniable, c'est que Huerta tient dans sa main l'armée et tout l'appareil visible du gouvernement, tout ce qui représente, pour les élémens conservateurs (bons ou mauvais, peu importe), leur constitution, l'unique égide autour de laquelle les affaires vitales du pays puissent former un groupe national. »

Ces idées, directement opposées à celles qu'avait alors, sur les choses du Mexique, le gouvernement de Washington, empruntent, nous l'avons dit, une autorité particulière à la personne qui les a exprimées, au lieu officiel où elles ont été formulées. C'était d'ailleurs ainsi, d'après les témoignages les plus authentiques comme d'après le recueil lui-même, que pensait tout ce qui savait observer et réfléchir, non seulement dans

la société mexicaine, mais parmi les communautés étrangères, à commencer par les légations. Cette unanimité ne sera pas sans valeur pour l'histoire et, avant d'aller plus loin, il importait de la relever.

Causant un jour avec un diplomate qu'elle ne désigne pas (là-dessus, d'ailleurs, à Mexico, leur opinion à tous est la même), Mme O'Shaughnessy put s'entendre dire : « La politique des États-Unis consiste à laisser le pays s'affaiblir par le simple refus de reconnaître son gouvernement. Ainsi, quand le Mexique entrera en agonie, les États-Unis seront les maîtres de la place sans peine et sans frais, ayant fait l'économie d'une intervention qui vaudrait certes beaucoup mieux pour le Mexique, mais qui leur coûterait infiniment plus cher. » Et Mme O'Shaughnessy, moitié figue, moitié raisin, ajoute aussitôt cette remarque : « Tous nos chers collègues se plaisent à répéter, sous le voile d'une imperturbable discrétion, les propos les moins flatteurs pour ce que, sans doute, ils appellent entre eux *notre petit jeu (our little game)*. »

***

Entre temps, la crise mexicaine suivait son cours avec des alternatives de succès et de revers, tant pour les troupes du gouvernement que pour les forces révolutionnaires qui, sous la conduite de Carranza, s'étaient soulevées contre Huerta, au lendemain du double assassinat de Madéro et de Pino Suarez. Voilà un nouveau héros de la révolution sur la scène. L'écrivain relève en passant la xénophobie de Carranza, sa haine contre tous les étrangers, quels qu'ils soient. « Très inférieur à Huerta en aptitudes et en force, il ne doit sa fortune qu'à sa barbe grise de prophète, à sa foi en lui-même et à son ambitieuse ténacité... Qu'on joigne à cela une hostilité décidée vis-à-vis des États-Unis et l'on concevra ce que doit être sa surprise s'il se demande les raisons de sa popularité à Washington... »

M. Lindt, cependant, est monté de Veracruz à Mexico, sans doute pour recevoir lui-même la soumission de Huerta. Il éprouve un échec complet et le jeune ménage contient à peine la satisfaction que lui cause cette défaite de l'agent « confidentiel » du gouvernement américain. Quelques jours plus tard, à un déjeuner diplomatique, le mot d'« intervention » se trouve prononcé.

— Une intervention! Mais vous n'êtes pas prêts, dit le ministre d'Allemagne à l'Américaine.

— Comment! pas prêts? réplique Mme O'Shaughnessy, dont la crête patriotique se redresse aussitôt joliment. Entre le lever et le coucher du soleil, les États-Unis auraient un million d'hommes sous les armes.

— Des hommes peut-être, mais non des soldats. On ne fait pas des soldats entre le lever et le coucher du soleil.

A ces mots, Lindt, énervé, ouvre son cœur. Il émet l'idée (c'est peut-être un des objets de sa mission) de favoriser les progrès des rebelles, en faisant lever l'embargo sur les expéditions d'armes et de munitions au Mexique.

— Oh! monsieur Lindt, s'écrie Mme O'Shaughnessy, y songez-vous? Des armes et des munitions aux rebelles, ce serait ouvrir sur ce malheureux pays la boite de Pandore de toutes les calamités.

« En me voyant hors de moi, poursuit-elle, il changea de sujet; mais je ne réussis plus à chasser de mon esprit ces images sinistres. Toute mesure qui tend à miner ici l'autorité centrale ne peut, en effet, que déchaîner d'autres orages... Ma conviction s'est faite lors de l'écroulement de Diaz et de l'avènement de l'impuissance madériste. Madéro a été, je suppose, plus surpris que personne en voyant qu'après avoir pris tant de peine pour le porter au pouvoir, nous en avons pris si peu pour le maintenir. Les diplomates ne cessent de rappeler que la situation de Diaz, en 1877, était analogue à celle de Huerta aujourd'hui et qu'après un délai plausible d'une dizaine de mois, la Maison-Blanche l'a pourtant reconnu. Alors, pourquoi repousser Huerta? Lui, du moins, il tient en mains la machinerie si délicate du gouvernement au Mexique, et il a montré qu'il s'entendait à la manœuvre. » Voilà le point qui tient au cœur loyal et à l'esprit sensé de notre Américaine. Elle le développe à vingt reprises. Et il est capital en effet. Le principe, l'explication de toute l'anarchie mexicaine se trouvent là.

Le 11 novembre, arrive un télégramme de Washington. C'est un ultimatum. Il faut la démission de Huerta, ou c'est la rupture avec les États-Unis. Aussitôt, le chargé d'affaires court de tous côtés à travers Mexico pour remettre son ultimatum au Président. Mais Huerta reste introuvable malgré les rendez-vous fixés. Peut-être est-il retenu, comme l'insinue Mme O'Shau-

ghnessy, par les seuls étrangers dont il goûte vraiment la compagnie : MM. Hennessy et Martell. M. Lindt, dépité et furieux, repart pour la Veracruz. Le bruit inopportun qui s'était fait autour de son arrivée dans la capitale, n'avait pu, joint aux ruses de Huerta, que rendre stériles tous les pourparlers. Et puis Carranza, dans le Nord, vient de déclarer qu'il ne tolérerait aucune intervention étrangère : Huerta peut-il faire moins? « Car tel est l'Américain-Latin : il a beau savoir que vous connaissez ses affaires ; il a beau savoir que vous savez qu'il sait que vous les savez... Il n'admet pas, il ne supportera pas que la publicité s'en mêle. Nous voilà donc en bonne passe, » conclut l'écrivain.

L'ultimatum de la Maison-Blanche est d'ailleurs le signal du gâchis complet et d'une affreuse anarchie. Les Carranzistes progressent de divers côtés. Le pillage a ses coudées franches. Sur maints réseaux, les trains sont arrêtés par des bandes, à moins qu'on ne les fasse sauter. « C'est vraiment, dit M^me^ O'Shaughnessy, la danse de la mort, et il me semble que les violons, c'est nous. » Tuxpam, ville industrielle dans la région pétrolifère, est menacée. « Nous espérons, écrit l'auteur, que la *Louisiana*, envoyée dans ces parages, arrivera à temps pour bombarder les insurgés qui se grisent de leurs succès et ne rêvent que destruction. Les propriétaires, alarmés pour leurs biens, interrogent l'avenir avec effroi. Protégerons-nous leurs intérêts ou leur permettrons-nous de se protéger eux-mêmes ?... Notre Gouvernement a déclaré qu'il ne considérerait pas les concessions accordées durant le régime de Huerta comme liant les Mexicains... C'est à se frotter les yeux. »

Ce que le monde diplomatique à Mexico redoutait le plus, en cas de rupture, c'était l'interrègne, le temps qui s'écoulerait entre le départ du chargé d'affaires et l'entrée des troupes américaines. « Les diplomates étrangers prévoient, écrit M^me^ O'Shaughnessy, la mise à sac de la ville et le massacre des habitans : leurs protecteurs naturels, les troupes fédérales mexicaines, devant être occupés à combattre l'ennemi. Or l'ennemi, c'est nous. Les diplomates répètent que Washington sera tenu pour responsable des événemens si leurs craintes se réalisent. Mais cette perspective n'est pour eux qu'un médiocre réconfort. L'idée qui prévaut chez tous les étrangers, c'est que nous suivons au Mexique un programme d'épuisement et de

ruines, de telle sorte que, le moment venu, rien ne nous soit plus facile que de dévaliser notre proie... On pourra discourir à perdre haleine, expliquer, embellir, soutenir la politique du Président. Cette politique, la voilà... »

Il est difficile de rendre l'agrément avec lequel ces choses sérieuses sont dites, la richesse des détails d'ordre pittoresque ou intime qui les encadrent. Ce sont de magnifiques matinées d'automne dans la vallée de Mexico que ferme, sur un vaste horizon, la masse des grands volcans neigeux. A Sechimico, devant les jardins flottans, au bois de Chepultepec, sous le dôme majestueux des « ahuehuetes » millénaires, contemporains des ancêtres de Montezuma, près du lac où se reflète, entre les sillages des cygnes, leur antique acropole, ce sont d'autres enchantemens. Les marchés, les foires où les pauvres Indiens apportent les menus objets de leur négoce, fruits multicolores, gibier, poteries émaillées, figurines symboliques, fournissent mille croquis animés. Et puis, c'est la cherté de la vie, les caprices des domestiques indigènes, les bizarreries culinaires, les embarras d'une maîtresse de maison en lutte contre un exotisme compliqué de révolution.

Avec tant de goût pour les choses du Mexique, pourrait-on être malveillant à l'égard des hommes? Il est difficile, sans doute, de se montrer sévère pour des personnes qu'on fréquente et qu'on nomme aussi librement en toutes lettres... Mais la sympathie de l'écrivain a quelque chose de si persuasif, que l'on s'en étonne à peine devant ce tableau d'une société où il semble qu'il n'y ait guère en conflit que les opinions politiques.

La première fois que M[me] O'Shaughnessy rencontre Huerta, c'est à une réception offerte au Corps diplomatique par le dictateur, dans ces mêmes salons du château de Chepultepec, où, dit-elle, elle avait laissé en plein triomphe, à la fin de son premier séjour, ce Madéro et ce Piño Suarez dont les fantômes lui parurent venir à sa rencontre, sur la terrasse.

« Huerta, écrit-elle, est un homme de taille moyenne, aux larges épaules, avec une expression de visage à la fois aimable, sérieuse et pénétrante ; ses yeux investigateurs sont toujours en mouvement, à demi voilés derrière de larges verres de lunettes. Il ne trahit aucun signe de cet alcoolisme dont on a tant parlé ; au contraire, il a plutôt l'air d'un buveur d'eau et donne l'impression d'une énergie latente bien propre à le porter à

cette *reconnaissance* qui est, pour l'instant, le but final de toute son activité. » Mais M. Wilson persiste à ne pas le reconnaître, et, en attendant, les choses se gâtent pour le gouvernement de Huerta : Chihuahua tombe entre les mains des rebelles; Ojinaga est évacué par le général Mercado, son lieutenant. La série noire des trains qui sautent s'allonge chaque jour. Une colonne d'insurgés paraît à San Luis de Potosi, à quatorze heures de Mexico. Tampico est menacé. Devant ces progrès alarmans, qui font la joie de M. Lindt, que doit-on souhaiter, sinon le renforcement et les succès du pouvoir central, unique barrière contre le vandalisme et l'anarchie? Or, c'est le moment que choisit le Cabinet de Washington pour lever l'embargo sur les envois d'armes et de matériel destinés aux révolutionnaires, contrairement aux adjurations réitérées de son chargé d'affaires !

« Nous sommes tremblans et hors de nous, écrit la jeune femme à sa mère. Un pareil acte ne saurait par lui-même établir les insurgés ni à Mexico, ni nulle part... Il ne peut que perpétuer cette effroyable guerre civile et grossir les torrens de sang qu'elle fait couler... Que vont dire le Quai d'Orsay, la Wilhelmstrasse, Downing street et le Ballplatz, déjà informés de la mesure préméditée? Je répète sans cesse en moi-même : Mon Dieu ! mon Dieu ! toute une génération de riches et de pauvres va se trouver à la merci de hordes auxquelles on met les armes à la main pour la dévastation et le massacre... »

*
* *

Dès lors, les événemens marchent vite dans le malheureux pays mexicain. Pourtant, le gouvernement de Washington continue de rester impassible. Ni le meurtre du résident anglais, M. Benton, tué à Chihuahua de la main même de Villa, à ce qu'on assure, ni les tortures infligées depuis des mois et publiquement, par ce misérable, à un membre de l'opulente famille Terraza, pour lui arracher une rançon de 500 000 piastres, ne font changer le point de vue de la Maison-Blanche. Devant le péril croissant, les colonies étrangères ont obtenu l'autorisation d'armer leurs hommes valides, de s'organiser entre elles pour leur protection commune. Les légations dirigent ces mesures de sauvegarde et se munissent elles-mêmes de moyens de défense, tels que fusils Winchester,

mitrailleuses, appareils de télégraphie sans fil, etc. Des maisons de refuge éventuel sont préparées. On y accumule des provisions, des médicamens, comme pour un siège qu'on sent prochain : tout évoque le souvenir de Pékin et de la révolte des Boxers...

Cependant, Huerta, dans ses entretiens, se montre expansif et sage, souvent avec une ouverture d'esprit digne d'un véritable homme d'État. Il se plaît à rappeler que toutes les requêtes qui lui ont été adressées par l'ambassade américaine ont été accueillies. Les troupes fédérales ont reçu les ordres les plus formels pour que des égards spéciaux fussent témoignés aux Américains. Sans critiquer la politique des États-Unis, il prédit que, s'ils le renversent au milieu de la mission pacificatrice qui lui est échue, ils se verront entraînés à la tâche ingrate d'une intervention armée.

La question mexicaine n'est pas de celles qu'on puisse résoudre par des formules d'algèbre. Il ne faut pas perdre de vue que le Mexique est, après tout, une nation de 15 millions d'Indiens... Les États-Unis savent, par leur propre expérience, ce qu'une telle population représente de difficultés. Durant le régime de Diaz, les Indiens ont entrevu la possibilité d'une amélioration de leur sort. Sous le régime madériste, avec la déception et la rancune laissées derrière elles par d'irréalisables promesses, le goût et l'habitude du désordre se sont généralisés. L'œuvre la plus urgente à poursuivre au Mexique n'est pas l'établissement d'une démocratie, mais le rétablissement de l'ordre. Tout en les combattant, Huerta ne condamne pas les rebelles du Nord. Mais il est certain qu'en cas de victoire, ces rebelles seraient dans l'incapacité de fonder par eux-mêmes un gouvernement viable et que leur premier soin serait de faire volte-face contre les États-Unis.

« La seule différence entre les rebelles et les fédéraux, remarque M^me^ O'Shaughnessy, c'est que les premiers ont carte blanche pour torturer, tuer, piller, tandis que les fédéraux sont obligés, bon gré, mal gré, à une certaine retenue. C'est leur existence même qui est en jeu. Huerta n'a peut-être pas plus de scrupules qu'il n'en faut pour les besoins de sa cause ; mais il a son prestige à soutenir aux yeux du monde et il est assez sagace pour en avoir mesuré le prix. »

« Il déplore, ajoute-t-elle, que notre gouvernement le prenne

pour un bandit comme Villa et il assure que, si l'on voulait être juste pour lui, on verrait qu'il poursuit sa tâche en silence, aussi bien que le permet l'iniquité qui lui est faite, et qu'il ne demande rien, sinon d'être laissé en paix. Il répète que, s'il l'avait voulu, il aurait pu, de longue date, prendre le pouvoir; que maintes personnalités influentes l'avaient supplié de mettre un terme à la désastreuse administration madériste; qu'il ne recherche pas de fins intéressées; que ses habitudes et ses besoins sont ceux d'un vieux soldat, et que, surtout, il n'a pris aucune part à la mort de Madéro. »

« Sur ce point, dit vivement l'écrivain, on peut causer des heures entières avec des gens appartenant à tous les milieux, sans découvrir aucune preuve de la participation directe de Huerta au meurtre de l'infortuné président. » Ainsi la femme du diplomate américain ne craint pas de se mettre en opposition directe avec son gouvernement...

Le 9 avril survient l'incident de Tampico. On se rappelle peut-être les faits. Un détachement d'une dizaine d'hommes envoyés à terre en corvée par le croiseur américain *Dolphin*, qui était en rade, fut arrêté en bloc par l'excès de zèle d'autorités subalternes, puis mis en liberté une ou deux heures plus tard, par ordre du général commandant la place, avec l'expression de ses regrets. Le Cabinet de Washington avait « son » incident. En quelques heures, l'affaire avait pris les proportions voulues. Le gouvernement mexicain avait jugé d'abord suffisantes les excuses officiellement formulées par le général Zaragoza, dont la responsabilité était seule en cause. Mais Washington exigeait encore une salve de 21 coups de canon pour saluer le pavillon étoilé, à titre de réparation complète pour l'offense. Huerta offrait de soumettre le cas à l'arbitrage de La Haye : sa proposition fut écartée par M. Bryan. Mme O'Shaughnessy s'en étonne. M. Bryan n'est-il pas l'apôtre de la paix à tout prix? Une dernière proposition est faite par Huerta qui demande, pour consentir définitivement au salut, que le chargé d'affaires des États-Unis donne, tout au moins, l'assurance écrite et sur sa parole, qu'il y sera répondu selon l'usage. Cette offre est encore déclinée. Le Rubicon est franchi. Il n'y a plus de place que pour l'intervention.

Pleins pouvoirs sont donnés à M. Wilson par le Congrès qui lui ouvre, de plus, un crédit de 100 millions de dollars. Le 21 avril, au matin, Veracruz est occupée, après un court

combat, par des troupes débarquées de la flotte de l'Atlantique qui, détail à ne pas négliger, faisait déjà route pour le Mexique, quand les pourparlers étaient encore en cours.

Il serait difficile de rendre le mouvement, la trépidation, pour mieux dire, des heures d'angoisse que M[me] O'Shaughnessy, à partir de ce moment, avec un don d'évocation remarquable, nous fait vivre à côté d'elle. Qu'on songe que plus de mille résidens américains sont encore dans la ville, noyés au milieu d'un demi-million d'aborigènes, que plus de 400 kilomètres séparent Mexico de Veracruz, en passant par le massif de l'Orizaba, l'un des plus formidables de la Cordillère, que nombreux sont les trains qui ont sauté sur cette route; que l'intervention des États-Unis va donner à l'insurrection un surcroît de force et d'audace; qu'on s'attend à voir se reproduire, d'un moment à l'autre, une situation analogue à celle de Pékin, pendant le terrible siège des légations... Quels risques, dans de pareilles conditions, n'offre pas la remise de ses passeports à un chef de mission qui représente l'ennemi, et le départ immédiat qui doit s'ensuivre?

Sur ces entrefaites, par un vrai coup de théâtre, Huerta s'annonce à l'ambassade des États-Unis. Il s'annonce en simple particulier. L'hôtel est entouré de troupes pour la protection éventuelle de ceux qui l'occupent. C'est M[me] O'Shaughnessy, dont le cœur bat à tout rompre, qui reçoit le dictateur. Du reste, l'objet de cette visite est inattendu autant que la démarche elle-même. Il s'agit d'une invitation pour le mariage du fils du général. L'entrevue, racontée par M[me] O'Shaughnessy avec la vivacité ordinaire de ses récits, est empreinte d'une dramatique solennité. Singulier moment, en vérité, pour convier des adversaires officiels à une noce! Et cependant les adversaires acceptent, tant la situation, paradoxale dès son principe, a de mal à sortir du paradoxe. Malgré son objet, de pur apparat, l'entretien se ressent des sous-entendus redoutables qui sont dans l'air... Plus d'une fois, les larmes viennent aux yeux de la maîtresse de maison, durant cette conversation pénible qu'abrège enfin le retour de son mari. Le général se retire alors, en faisant à la jeune femme dont il se sent compris un salut profond et pénétré. « C'est donc ainsi que se fait l'histoire! écrit-elle tristement. C'est donc ainsi qu'un homme que les circonstances et sa volonté portaient au sommet se trouve brisé

en route par une loi d'airain... Et nous? Devant des imputations sans preuves, pour des faits douteux, survenus hors de nos frontières, est-ce bien à nous qu'appartenait le châtiment?... »

Toute privée qu'elle était, l'invitation de Huerta soulevait plus d'une difficulté. Pour tout trancher, seule et non sans courage, la jeune femme se rend à la cérémonie du contrat, dans la propre maison de Huerta, où elle se voit avec surprise l'objet de mille égards, conduite par le président à une place d'honneur, sous les regards curieux, un peu narquois sans doute, de l'assistance. Mais, tout de suite, son expérience du monde lui vient en aide. Avec assurance, elle accompagne le cortège à l'église. Suivant de près la famille, au bras d'un des ministres du Cabinet, l'élégant général Rincon Gallardo, elle assiste à tout le service et ne se retire qu'après avoir, dans le défilé de la sacristie, scandé nettement, en correct espagnol, les vœux et complimens d'usage, bien moins émue, remarque-t-elle, de cette suprême rencontre avec le vieux dictateur, qu'elle ne l'avait été au cours du poignant tête-à-tête de la veille.

*
* *

Aussi bien, tout est fini. Le territoire mexicain est violé par l'envahisseur. Le sang a coulé de part et d'autre. Il faut partir. Si les emballages ne sont faits qu'à demi, qu'importe! La jeune femme se borne à jeter un regard consterné sur ce qu'elle doit laisser derrière elle : une foule de témoins précieux et familiers de sa vie intime, des photographies signées, des souvenirs de voyage. « Mais, en face de cette catastrophe nationale, s'écrie-t-elle, et devant l'abandon forcé de nos compatriotes à Dieu sait quel destin, je perdais toute idée que quelque chose sur terre fût à moi, ou que les objets pussent avoir une valeur... »

Le soir même, un train spécial, précédé d'un train d'exploration, avec une escorte princière, emportait M. et Mme O'Shaughnessy vers la Veracruz où ils devaient retrouver l'escadre américaine. Ils descendaient le lendemain à 20 kilomètres du port, à Soledad, où l'amiral avait envoyé au-devant d'eux plusieurs de ses officiers qui les menèrent, en toute sécurité, jusqu'à son bord, sur le *Minnesota*.

Ces dernières pages sont charmantes par l'aisance et le naturel avec lesquels s'y rencontrent des émotions diverses. A

travers la glace du wagon, la voyageuse, comme une exilée, se compose une vision aiguë de ces admirables décors qu'elle a tant aimés et qu'elle quitte ; c'est comme une page définitive où se rassemblent toutes les précieuses images mexicaines, non seulement celles qui défilent sous ses yeux, les immenses volcans argentés, les gorges et les profondeurs vertigineuses de la région d'Orizaba, mais d'autres, les anciennes, dont sa mémoire est doucement obsédée... C'est l'adieu à toutes ces beautés, et c'est un adieu qui est aussi un appel, une prise à témoin qu'elle n'est pour rien dans cette guerre étrangère qui va fondre sur le pays qu'elle quitte avec un tel déchirement et dont les horreurs dépasseront peut-être celles de la guerre civile...

Quand elle se retrouve au milieu de ses compatriotes, de ces jeunes aspirans sourians, dans leur uniforme d'une impeccable blancheur, alors M^me O'Shaughnessy se sent déjà pénétrée d'un autre sentiment. Le Mexique est loin. La patrie est là et l'air du pays l'entoure de nouveau. L'accueil de l'amiral, le spectacle de la flotte en rade, le va-et-vient des officiers « durs comme des clous, » les sons de l'hymne national : *Star spangled Banner*, une revue des 6 000 hommes de débarquement, tout cet appareil militaire la frappe par une image de puissance qui anime en elle cette fibre nationale qu'à Mexico elle avait sentie si souvent froissée.

— Est-ce la guerre? lui demande-t-on.

— Est-ce la guerre? répond-elle... Personne ne sait...

Le mot de l'énigme, le jeune ménage le saura peut-être à Washington, où il est appelé par un télégramme officiel.

« Certaines choses sont mortes et ne renaîtront plus jamais, » écrit mélancoliquement M^me O'Shaughnessy à bord du yacht amiral, *Yankten*, jadis propriété de M^me Sarah Bernhardt, sous le nom de *Cléopâtre*, et qui la déposera à la Nouvelle-Orléans. « Tout ce qui finit est triste, » ajoute-t-elle en conclusion, et cette conclusion est presque une épitaphe, — l'épitaphe de Huerta et de sa tentative de régénération du Mexique.

Huerta est mort, sans avoir même obtenu l'auréole de cette guerre un moment si menaçante, qui fut un avortement. Il n'y a pas eu, en effet, de véritable conflit. Une nouvelle expédition américaine est seulement venue camper sur le sol mexicain. Des rencontres sanglantes ont eu lieu. Pas plus aujourd'hui qu'alors, il n'y a de guerre franche et ouverte. Des conférences

se tiennent. On négocie. L'équivoque persiste et les contradictions continuent. Seulement, Mme O'Shaughnessy, dont le mari a, dit-on, renoncé pour un temps à la carrière diplomatique, n'est plus là pour les observer avec son esprit sagace et les noter de son crayon coloré.

Cependant, beaucoup de ses prévisions sont devenues des réalités : la ruine du Mexique est à peu près complète. Indice sans réplique : la piastre, après avoir valu 2 fr. 50, avait encore cours aux environs de 2 francs à l'époque de Huerta ; elle est tombée à moins de cinq sous. Qu'on juge du gouffre où s'engloutissent les milliards apportés jadis par l'épargne étrangère et, pour une part si forte, par l'épargne française. Ceux qui tournent parfois les yeux vers cet « imbroglio » mexicain sur lequel planent tant d'obscurité, tant de mystère, ne se reporteront pas sans fruit aux confidences épistolaires que nous venons de résumer.

Il convient d'en laisser d'ailleurs toute la responsabilité à leur auteur. Il y a des critiques, il y a des jugemens qui sont permis entre concitoyens et dans lesquels l'étranger n'a pas à entrer. C'est par ses parties les plus générales, par son caractère historique et documentaire que le livre de souvenirs de Mme O'Shaughnessy méritait d'être signalé. Par lui on s'expliquera mieux, peut-être, quelques-uns de ces phénomènes d'anarchie qui mettent gravement en péril les grands intérêts économiques que la France possède dans ce Mexique dont l'avenir est si inquiétant et si incertain.

JACQUES BAINVILLE.

# L'EFFORT ÉCONOMIQUE

DE

# L'ANGLETERRE

Nous avons étudié naguère (1) l'effort du Royaume-Uni durant la guerre actuelle sous son aspect financier. Considérons-le maintenant du point de vue économique. L'Angleterre n'est pas un vase clos, mais un organisme économique en rapport avec d'autres organismes économiques, leur achetant et leur vendant, payant et payé : comment la guerre a-t-elle affecté les relations économiques extérieures du pays? D'autre part, que ce soit par l'emprunt ou par l'impôt que le Trésor lève les fonds qu'il dépense, une question plus large se pose : la guerre absorbant d'immenses quantités de richesses ou de ressources économiques, où et comment l'État les trouvera-t-il? Nous avons donc devant nous un problème d'économie extérieure ou internationale, et un problème d'économie nationale ou intérieure. Commençons par ce dernier.

## I

Défaisons-nous d'abord de l'illusion « argent » ou « monnaie, » et voyons la réalité « économique. » Ce n'est pas avec du numéraire, moins encore avec du crédit, qu'une nation vit et fait la guerre, mais avec des « biens matériels, » capitaux ou produits, et des « services. » L'argent n'est là qu'un procédé

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1916.

de compte, la traduction financière des opérations économiques. Toutes les pièces d'or du monde et toutes les *banknotes* ne feront pas à elles seules un canon ni un obus de plus. Ce n'est que de la masse de ses biens et services qu'un peuple tire en paix de quoi vivre, et en guerre de quoi faire la guerre. Ils ne peuvent d'ailleurs servir tous. Terres, maisons, machines, les capitaux *fixes* ne sont pas mobilisables. Les capitaux *circulans* (cheptels, stocks, etc.) seront tels en partie, sauf abus qui épuiserait le pays; tels seront aussi les capitaux possédés ou empruntés à l'étranger, dans une certaine limite. Cela dit, il reste, — c'est le principal, — les « produits » et les « services » nés de la nation et à la disposition de la nation, soit ce qui constitue le revenu national. En temps de paix, de ce revenu, produits et services, la nation consomme la majeure partie et épargne le surplus qu'elle capitalise. En temps de guerre, comment pourvoira-t-elle aux énormes besoins de la guerre, lesquels dépassent la moitié du revenu national? L'épargne habituelle n'y suffira pas, tant s'en faut; il faudra que la consommation normale se réduise, il faudra que la « production » du pays, que les « services » de ses enfans changent d'objectif et s'appliquent à satisfaire les exigences de la guerre avant celles de la vie courante; il faudra, en d'autres termes, que la nation épargne davantage et offre à la guerre cette épargne accrue. Seule l'épargne, qui sans doute n'est pas en soi créatrice de produits ou services, mais dont le rôle consistera à les détourner de la consommation ordinaire et à les faire servir aux combattans, seule l'épargne est à même d'alimenter la guerre. Développer l'épargne, voilà donc le nœud du problème de la guerre au point de vue économique. Le nerf de la guerre n'est pas l'argent, mais l'épargne, l'économie publique et privée.

Cette vérité économique, si claire quand on regarde la réalité des choses sous leur mirage financier, cette vérité de tous les pays, de toutes les guerres, une guerre courte ne l'eût peut-être pas mise en relief comme le fait une guerre de longue durée. Je ne suis même pas très sûr qu'en France, après deux ans passés, elle soit bien généralement comprise et acceptée. Il en va autrement chez les Anglais qui, plus familiers avec l'ordre des faits économiques, plus ouverts aux leçons de la *dismal science*, ont vite reconnu la situation et tâché de s'y adapter.

Ce n'a pas été toutefois dès le début de la guerre. Le cou-

rant de l'opinion s'était d'abord porté dans un tout autre sens, et se laissait aller à cette pente facile du *business as usual* qui signifiait pour le consommateur : vivez comme d'habitude, dépensez comme d'habitude. Pourquoi changer son train? L'Angleterre est prospère, la guerre sera courte. Ne faut-il pas faire aller le commerce? —Ce n'est qu'au milieu de 1915 qu'on vit s'annoncer le changement d'idées. On sait ce que fut alors l'éveil de l'Angleterre au point de vue de l'impôt et des finances de guerre. Sous l'influence des mêmes causes, l'éveil se fit bientôt aussi au point de vue de l'épargne de guerre. A la campagne pour l'impôt succéda la campagne pour l'économie : effort très curieux, dont nous voudrions indiquer brièvement les moyens et la portée.

Les premiers appels vinrent du gouvernement. C'est M. Lloyd George qui, le 4 mai 1915, au Parlement, posa d'abord le principe : « Il faut que les épargnes du pays soient augmentées, » et qui, huit jours après, le développa : « L'épargne du peuple est la chose vitale. Les seules économies qui nous aideront sont celles du peuple lui-même, celles des individus, des familles, de tout homme qui reçoit un revenu sous quelque forme que ce soit. Quiconque dans sa sphère supprime une dépense non nécessaire contribue matériellement à notre succès... » Et, pour finir, cette objurgation : « Si la nation veut être sage, qu'elle soit sage en temps utile. » Dès lors, à chaque occasion, les ministres multiplient les avertissemens. Citons celui qu'adresse aux Communes, le 10 octobre 1915, M. Montagu, secrétaire parlementaire du Trésor : « Ce qu'il faut pour la guerre, ce n'est pas du numéraire artificiellement créé, ce sont des biens et des services réellement fournis; rien ne s'y peut substituer. Nous ne pourvoirons à la guerre que si la population civile, dans toutes les classes, se restreint et réorganise sa vie sur de nouvelles bases en vue de réduire la consommation des biens et services... L'individu qui achète des choses dont il pourrait se passer, qui ne se réduit pas et ne remodèle pas sa vie de manière à pouvoir mettre la moitié au moins de son revenu à la disposition du pays, celui-là ne fait pas son devoir... Nous avons engagé les ressources de l'Angleterre jusqu'au bout dans cette guerre : au pays à voir que ces ressources soient disponibles et ne se dissipent pas en dépenses privées. » A quoi M. Asquith ajoutait récemment : « Supprimez toute

importation non indispensable et tout luxe. Le premier devoir du citoyen est actuellement de pratiquer l'économie la plus rigide et de supprimer toute dépense inutile : ce n'est qu'ainsi que nous supporterons l'épreuve. » Et encore : « Il faut que, selon le mot populaire, nous coupions nôtre habit à la mesure de l'étoffe. » Nombre de voix autorisées firent, au Parlement, écho à celles des ministres. Sur l'invitation du chancelier de l'Échiquier, les députés, les comités électoraux organisèrent en province des tournées de propagande où la nécessité de l'épargne fut prônée, en même temps que celle des enrôlemens, par des conférenciers qui, gens riches d'ordinaire, connus, cossus, venus confortablement en auto, avaient quelque peine à faire goûter à leur auditoire les beautés du *thrifty lunch*, du repas économique. En décembre, dix-huit grands banquiers de Londres lancèrent un manifeste invitant chacun à concourir à « financer » la guerre, à préserver et à accroître les ressources du pays, avec cette conclusion : La nation doit s'abstenir d'acheter, de consommer les choses non essentielles dans toute la mesure possible. Enfin, le 29 février dernier, une grande réunion officielle « pour l'économie » se tint à Londres, au *Guildhall;* M. A. Balfour, l'ancien *leader* unioniste, montra que le sacrifice national ne pourrait être que la somme des sacrifices personnels de chaque citoyen, du plus riche au plus pauvre ; et le ministre de la Guerre, lord Kitchener, — dont ce devait être la dernière manifestation publique, — faisant appel, au nom de l'armée en campagne, à cette armée des civils dont les soldats dépendent pour tout ce dont ils ont besoin, munitions, vivres, etc., adjura les assistans en termes émus : « Nous n'avons que cette alternative : ou bien la population civile se privera, ou bien nos soldats manqueront de l'indispensable. Choisissez. Je suis sûr qu'il suffira que ceci soit bien saisi pour que chacun applique tous ses efforts à remplir ce qui est clairement un devoir vis-à-vis de l'armée... Pour qui ne peut aller au front ni à l'usine, le seul moyen de fournir sa contribution est de consommer le moins possible de choses non indispensables, de manière à laisser disponible le plus possible de matières premières pour la guerre. » Faut-il ajouter qu'à la sortie, le luxe des autos, des voitures et des valets de pied, manœuvrant sous le bâton blanc des policemen, faisait un tel contraste avec ce qui était l'objet de la réunion, la pro-

pagande pour l'épargne, qu'un sourire montait aux lèvres des spectateurs, avec quelque scepticisme quant au succès de cette propagande ?...

Le thème de la nécessité de l'épargne n'avait, il est vrai, rien de bien plaisant pour le public anglais, encore qu'il y fût peut-être plus qu'ailleurs utile à démontrer. Il faut l'avouer, la vertu de l'économie n'est pas fort en honneur outre-Manche. L'Anglais, à la différence de son frère l'Écossais, n'est pas par nature porté à l'épargne. A ses yeux, l'économie se distingue mal de la parcimonie ou de l'avarice. Dans toutes les classes, la dépense est mieux considérée que l'épargne. Chez les riches, épargner, c'est priver le pays d'un argent qui devrait circuler, c'est un péché d'égoïsme. Chez les ouvriers, c'est en plus une faute sociale, une atteinte portée aux libertés, aux revendications de classe. Dans la vie ménagère, on ignore l'économie, le gâchage est énorme. Dès avant la guerre, l'accroissement du luxe, dans toutes les classes, avait fait l'objet d'avertissemens inquiets de la part de certains économistes clairvoyans qui ne s'étaient pas fait faute de montrer que l'abus du luxe se traduisait par un progrès du paupérisme et un renchérissement général des denrées nécessaires (1). Il faut d'ailleurs reconnaître que l'épargne ne cessait d'être découragée par les lois elles-mêmes, lois fiscales qui frappaient de taxes de plus en plus hautes les revenus « mis de côté, » lois sociales qui visaient à mettre à la charge du budget un nombre croissant de besoins des classes populaires, sans compter que l'exemple de la prodigalité était prodigalement donné par les pouvoirs publics dans la gestion des finances nationales.

Ce n'est donc pas dans des conditions bien favorables que se présentait la propagande pour l'économie. Discours, manifestes et manifestations, la gamme ordinaire de l'action politique officielle n'y suffisait pas. Avant de développer l'épargne dans la masse, il fallait faire l'éducation de l'opinion : c'est à quoi s'adonnèrent, avec un bel esprit d'initiative et un sentiment très vif du bien public, quelques hommes dévoués qui sous le nom de *United Workers*, et sous la présidence de M. C. J. Stewart, *public trustee*, furent le levain précieux qui fait lever la pâte. Propagande par l'exemple, par les relations,

(1) Voyez en particulier H. Withers, *Poverty and waste*, Londres 1914.

par la presse et la parole, les affiches, les brochures répandues à foison, — petits *tracts* clairs et vigoureux, — ils usèrent de tous les moyens pour inculquer aux non-combattans le sens de leur devoir d'épargne, en s'adressant au cœur et à la conscience de chacun. Dès l'automne de 1915, on pouvait voir sur les murs de Londres leurs premiers placards, que tant d'autres plus explicatifs, mais toujours suggestifs, devaient suivre : *make each penny be worth of two* (1). Tout au début de la campagne, un ingénieur fort connu, gagnant plus de cent mille francs par an, s'installe dans un *boarding house* et vit pour 35 shillings la semaine : c'est un *united worker*. De même M^me^ X..., femme d'un riche avocat, cliente des grands couturiers, vivant dans le luxe, se dévoue à l'œuvre et, telle une petite dactylographe, consacre toutes ses journées au travail de la propagande. Combien d'autres cas de propagande par le fait ont vivifié l'œuvre de l'épargne nationale mieux que n'eussent fait vingt *speeches* ministériels, parce qu'au précepte se joignait l'exemple! L'une des récentes initiatives des *United Workers* fut l'Exposition nationale de l'économie, qui se tint à Londres en juillet dernier : vraie leçon de choses, montrant à tous « comment » épargner, et à l'occasion de laquelle fut donnée, sur la question de l'économie, une excellente série de conférences théoriques et pratiques (2).

Le succès de cette campagne privée décida le gouvernement à intervenir, non pas directement, mais par l'intermédiaire d'un comité spécial, le *National war savings Committee*, qui fut créé par le chancelier de l'Échiquier au début de 1916, comité non politique (3), présidé par M. Kindersley, l'un des administrateurs de la Banque d'Angleterre, et qui se propose, tout en stimulant l'économie dans toutes les classes, de donner aux

(1) Nous dirions : d'un sou faites-en deux. — Au banquet du Lord-Maire, vers le même temps, on lisait au bas du menu, d'ailleurs fastueux à l'ordinaire, ce petit avis : « Mangez moins de viande. »

(2) Plusieurs autres « ligues » se sont formées en Angleterre pour la propagande de l'économie. Citons la *National Economy League*, la *Women's war economy League*, etc.

(3) M. Mackenna avait autérieurement essayé d'organiser, dans le même dessein, un comité politique, le *Parliamentary war savings Committee*, comprenant les *whips* parlementaires avec les agens parlementaires provinciaux de chaque parti : l'essai n'avait pas été heureux. — Citons, parmi les pionniers du mouvement pour l'économie en Angleterre, à côté du nom de M. Kindersley, celui de l'hon. R. H. Brand, G. M. G.

classes populaires, par le moyen du prêt au Trésor de sommes même minimes, les facilités d'épargne dont elles étaient jusqu'alors quelque peu privées. Ses succursales, les comités provinciaux (au nombre de 470 en septembre 1916), ont pris en main la propagande locale, et s'efforcent de susciter la constitution d'un très grand nombre d' « associations pour l'épargne de guerre, » lesquelles s'organisent autant que possible au sein de groupemens déjà existans, *trade unions*, coopératives, mutualités, écoles et collèges, usines et administrations, et qui reçoivent les petites épargnes et servent d'intermédiaires pour la délivrance des *war savings certificates* ou certificats de prêt au Trésor de 15 shillings et demi, remboursables à 20 shillings dans cinq ans et exempts d'*income tax*, titres par conséquent des plus avantageux. Chaque comité de propagande organise sa propagande à sa guise : meetings au début, puis influence personnelle, visites de maison à maison, intervention auprès des corps ou groupemens existans, etc. Cette organisation à caractère semi-officiel vient ainsi compléter localement la croisade indépendante des *United Workers*, s'appliquant à agir sur la masse, par un appel au patriotisme plus encore qu'à l'intérêt, comme celle-ci avait agi sur l'opinion plus éclairée.

Voici à peu près ce que, de part et d'autre, on s'efforce de faire comprendre au pays :

« La guerre actuelle est, autant qu'une lutte militaire, une lutte d'endurance économique, dont l'issue ne dépend pas moins des sacrifices du civil à l'intérieur que de ceux du soldat au front. Il s'agit de durer encore quand l'ennemi sera à bout, il s'agit de « tenir » économiquement plus longtemps que lui : nous ne « tiendrons » que par l'économie, par une économie rigide, de chaque jour et en chaque chose.

— Durer? Mais l'Angleterre n'est-elle pas la nation du monde la plus riche? A quoi bon nos petites économies particulières, quand le Trésor trouve aisément par l'impôt et l'emprunt tout l'argent qu'il lui faut?

— L'argent, il importe que le Trésor en soit pourvu, pour payer les produits et services avec quoi se fait la guerre. Mais ces produits et services, l'État ne se les procurera que s'ils sont là, disponibles. En créant du crédit, il n'a pas le pouvoir de créer de la richesse, et tous les emprunts n'augmentent jamais que la masse des moyens de paiement dans le pays, — et le

prix des choses, — sans accroître d'une once la masse des biens utilisables. Ce qu'il faut, c'est que la Défense nationale soit continuellement pourvue de tous les produits et services qu'elle réclame, c'est-à-dire que d'abord la nation les fournisse, et de plus que la consommation nationale les laisse à sa disposition.

« Sans doute l'Angleterre, grâce à la liberté des mers, s'en procure une partie à l'étranger, à grands frais et à gros fret, avec cette conséquence que la balance économique lui devient défavorable, et que pour y parer, elle doit (comme nous le verrons) vendre ou engager ses capitaux extérieurs dans la mesure où ceux-ci peuvent être réalisés : le produit de l'épargne passée vient ici au secours de l'épargne présente. Mais cet appel aux richesses du dehors, si précieux soit-il, n'est qu'un appoint dans la somme des produits et services réclamés par la guerre ; pour le principal, c'est sur nous-mêmes et nous seuls qu'il faut compter, sur notre production actuelle, nos services actuels, notre revenu actuel.

« Traduisons en chiffres. L'État a besoin, cette année, tout compris, de 1 825 millions sterling de produits et services : c'est le chiffre du budget. L'étranger fournira là-dessus, par le jeu de nos engagemens ou ventes de valeurs, un appoint dont le montant est impossible à préciser, mais que d'aucuns évaluent à 300 ou 400 millions sterling. Il restera ainsi *grosso modo* 1 500 millions sterling de produits et services à trouver sur le sol britannique, soit environ la moitié du chiffre auquel on évalue actuellement notre revenu national. Avant la guerre, nous consommions au fur et à mesure les 5/6 de ce revenu national annuel ; il faut donc aujourd'hui, de toute nécessité, que nous réduisions notre consommation de façon qu'elle n'excède pas la moitié de notre revenu ; il faut nous restreindre, nous priver, tous et chacun, pour que le soldat au front n'ait pas, lui, à se priver, l'artilleur à ménager ses obus, le grenadier ses grenades.

« Ah ! si la nation pouvait « produire » davantage !... Mais n'est-ce pas déjà par un suprême et splendide effort que notre production nationale a pu se maintenir, que le pays a pu continuer à exporter, et que, grâce à l'énergie des ouvriers restés aux usines, au dévouement des femmes venues combler les vides, grâce à la mobilisation du travail conçu par Lloyd

George et Kitchener, l'industrie britanique a pu réaliser les prodiges que nous voyons? Que peut-on espérer au delà?

« Ce n'est donc que par l'épargne que nous pourrons réserver et rendre disponibles pour la guerre les produits et ervices qu'elle réclame. Il faut nous priver, c'est-à-dire nous abstenir de consommer des produits et services, dans la mesure où la guerre en a besoin. Il faut nous abstenir d'abord et surtout, dans la mesure du possible, d'acheter à l'étranger, pour réduire la charge de nos paiemens extérieurs et alléger les difficultés (change et fret) de nos importations de guerre. Il faut aussi, et tout autant, restreindre nos dépenses à l'intérieur du pays. La nation ne pouvant pas produire plus de *tant* dans l'année, nous n'avons le droit de prendre là-dessus que jusqu'à concurrence de ce que la guerre ne prendra pas. Tout ce dont nous nous priverons, c'est autant de matières premières ou de journées d'ouvriers que nous libérerons pour la Défense nationale; peu importe si ces ouvriers, ces matières, ne sont pas directement applicables aux emplois de guerre, car indirectement, par le libre jeu des forces économiques, le résultat sera le même, et ce sera autant d'obus et de grenades de plus pour le front. Inversement, tout ce dont nous userons sans nécessité, c'est autant de matières et de journées que nous distrairons du service de guerre, dont nous privons la flotte ou l'armée, tout comme, proportions gardées, le sous-marin ennemi qui coule un bateau chargé d'armes ou de munitions.

« En épargnant, nous remplirons un devoir patriotique. Et aussi un devoir social, lequel d'ailleurs coïncide avec notre intérêt particulier: en effet, puisque nous consommerons moins de tels et tels articles, le prix de ces articles baissera, de par la loi de l'offre et de la demande, et de cette baisse nous profiterons, nous et nos concitoyens. L'économie est la clef du problème des prix.

« En n'épargnant pas, au contraire, nous infligeons au Trésor un tort financier, un tort matériel à l'armée, à nos soldats, nous compromettons la résistance du pays. Et tout cela, sans profit pour nous. Car qu'arrivera-t-il? Les prix des choses monteront de plus en plus, d'abord parce que nous consommerons davantage, puis parce qu'à l'inflation du crédit succédera celle des prix, si bien que du fait de cette hausse nous serons un beau jour bien forcés de nous priver de ces choses, ne pou-

vant plus nous les payer. Et nous aboutirons, — trop tard, — au même résultat, avec cette différence que nous n'aurons pas eu le bénéfice matériel de l'épargne faite en temps utile, et que d'autre part la hausse des prix, dont nous serons pour notre petite part responsables, aura fait pâtir lourdement, et injustement, les classes pauvres.

« De quoi faut-il nous priver? De toute consommation de luxe, d'abord. Et aussi de tout ce qui n'est pas strictement nécessaire, à chacun suivant sa condition, pour l'entretien de ses facultés dans l'accomplissement de ses devoirs d'état. Épargner, tout le monde le peut, les plus pauvres seuls exceptés. A chacun de le faire, selon ses moyens, et sous sa responsabilité.

« Voulez-vous d'ailleurs, en économisant, faire d'une pierre deux coups? Portez l'argent de vos économies au Trésor. Vous rendrez ainsi double service au pays : d'une part, vous libérerez pour la guerre, vous donnerez à la guerre, des matières et du travail, — elle en manque ; — de l'autre, vous fournirez à l'État du crédit pour payer ces matières et ce travail. A la vertu patriotique de l'épargne, ajoutez celle de la générosité patriotique. Portez votre argent au Trésor. — Mais je n'ai que deux sous. — Portez-lui ces deux sous.

« Que d'objections, de pauvres objections ne fait-on pas à la thèse de l'économie nécessaire! L'un dit : l'effort isolé est vain. Piètre argument, que nos jeunes gens auraient pu opposer à lord Derby qui les invitait à s'enrôler dans l'armée nationale; ils se sont bien gardés d'en user, sachant que l'action commune n'est que la somme des actions individuelles. — Tel autre craint pour le commerce et l'industrie, soi-disant menacés par la campagne des économies. Mais partout le chômage a fait place au manque de bras, et si certaines industries souffrent, la plupart sauront compenser leurs pertes en travaillant pour la guerre ou l'exportation. — Les salariés pensent : « C'est aux riches à économiser; la hausse des prix nous rend, à nous pauvres gens, la vie déjà assez lourde. » A quoi l'on peut répondre que chacun doit faire ce qu'il peut, sans se leurrer soi-même par ce triste prétexte que « c'est au voisin à commencer. » — Tout le monde clame enfin : « Que le gouvernement donne l'exemple! Il jette l'argent par les fenêtres, tout en nous prêchant l'épargne! » Ici, nous sommes d'accord. Mais de ce que le gouvernement a le tort d'être prodigue, — encore a-t-il une

excuse, c'est qu'il a eu dans cette guerre tout à créer, et vite, — s'ensuit-il que nous ayons raison de l'imiter ?

« Acceptons donc, et remplissons patriotiquement notre devoir économique, comme les soldats remplissent leur devoir militaire : nos sacrifices seront peu de chose auprès des leurs ! Tous, nous sommes en quelque sorte sur la ligne de feu : celui qui ne se restreint pas, qui vit « comme d'habitude, » nuit à sa patrie comme le soldat qui lâcherait pied dans le combat. Disons-nous bien que tout shilling épargné tend à nous fortifier dans la lutte, à assurer la victoire, et tout shilling dépensé inutilement, à prolonger la guerre, à en accroître les risques. Individuellement, votre situation, peut-être, semble vous permettre tel ou tel luxe : eh bien ! demandez-vous si la nation vous permet de vous le permettre. Songez qu'il faut par l'épargne reconstituer pour la guerre, et pour l'après-guerre, les capitaux détruits. Songez que nos ennemis ont à se priver par force, que nous les contraignons par le blocus à se restreindre, à pâtir : ne ferons-nous pas librement et par raison ce que les « Boches » font par nécessité ? Soyons vainqueurs dans la lutte d'endurance. Nous sommes en guerre : vivons pour la guerre, et pour elle seulement. »

Quels ont été, dira-t-on, les résultats de cette campagne pour l'épargne ? — Il est malaisé de les évaluer, car le propre de l'abstention, — et l'épargne n'est qu'une abstention de consommation, — est de n'apparaître point, de ne point se laisser voir ; on constate un fait, on constate moins facilement l'absence d'un fait. Notez d'ailleurs qu'il ne s'agissait rien moins que d'une révolution dans les mœurs du pays, une révolution qui ne pouvait s'accomplir en quelques semaines. Bien des signes permettent pourtant de croire que les effets de la propagande ont été fort appréciables. Chez les riches et dans les classes moyennes, il y a un changement marqué du train de vie. Le luxe a beaucoup diminué, c'est ce qui frappe entre autres dans la toilette féminine, dans la circulation des automobiles privés ; la plupart des grandes maisons se sont privées de domestiques mâles ; il n'y a plus de *season* à Londres ; sports, vacances, voyages, sont supprimés ou réduits. Dans les classes populaires, l'économie, bien qu'en progrès sensible, est moins apparente. S'il est manifeste que ceux qui épargnaient autrefois épargnent bien davantage aujourd'hui, il faut avouer

que ceux qui n'avaient pas l'habitude de l'économie ne l'acquièrent que difficilement. Les hauts salaires actuels ne sont pour beaucoup que des tentations de dépenses. Il y a toutefois certains faits qui rendent compte de l'importance des résultats obtenus quant à la petite épargne. Du début de mars 1916 au 26 août il s'est constitué en Angleterre et dans le pays de Galles, sous l'égide de la *National war saving association*, 6 919 associations d'épargne de guerre, et il a été souscrit 29 millions de *war savings certificates* d'une livre, sans parler des obligations de cinq livres délivrées par les bureaux de poste ; de mois en mois les souscriptions s'accroissent énormément : économies d'argent, qui sont aussi des économies de matières et de services. Les *war savings certificates* sont populaires. Dans tel bourg du Nord, le maître d'école, après avoir prêché l'épargne à ses 350 garçons, a vu 780 livres de *certificates* souscrits par eux en huit semaines. Un escadron de 150 hommes, au front, a souscrit en quelques jours pour 2 239 livres de *certificates*, après propagande directe du major. Lente à s'organiser, la campagne pour l'épargne, qui est d'ailleurs loin d'avoir épuisé son effort, a su faire une œuvre non pas encore décisive, mais profitable et pleine de promesses. Ce n'est pas de son échec, mais plutôt de son succès même, que témoigne l'action récente du gouvernement britannique qui vient de créer un contrôleur des vivres, avec de larges pouvoirs pour réglementer la production, la répartition, la vente, l'usage même des denrées alimentaires en Angleterre. En matière aussi complexe, et en des temps si difficiles, l'initiative privée ne peut pas tout, elle demande à être complétée, couronnée, et ses effets généralisés, par l'intervention finale de l'État ; cette intervention, les promoteurs du mouvement des économies en ont aplani les voies en éclairant le pays sur son devoir, en l'habituant à l'effort d'épargne. Une intervention analogue des pouvoirs publics s'organise chez nous, en France, où plus que partout ailleurs la restriction des consommations privées s'impose impérieusement à mesure que se prolonge la guerre ; on ne peut que regretter que, malgré les efforts modestes et louables de notre « ligue française des économies, » elle n'ait pas été, comme en Angleterre, préparée, appuyée, fortifiée, par une propagande énergique et préalable, par une éducation méthodique de l'opinion.

## II

La nécessité de l'épargne n'apparaît que plus évidente, si du problème de l'économie intérieure on passe à celui de l'économie extérieure du Royaume-Uni et si l'on examine la question des relations économiques de l'Angleterre avec l'étranger. A la différence des Empires centraux, que le blocus oblige à vivre sur eux-mêmes, les Puissances de l'Entente ont à elles le monde entier et toutes ses ressources. Ces ressources, l'un des gages de la victoire finale, elles en usent largement; mais il faut les payer, et cette question des règlemens internationaux présente pour l'Angleterre une importance d'autant plus grande que l'Angleterre a plus à acheter en dehors, et que d'autre part elle s'est chargée d'aider ses alliés dans leurs paiemens à l'étranger.

Comment se présentait, avant la guerre, le bilan des règlemens extérieurs du Royaume-Uni, ou, suivant l'expression consacrée, sa balance économique? En 1913, année moyenne, le Royaume-Uni a importé pour 768 millions sterling de marchandises, il en a exporté (ou réexporté) pour 634 millions, soit un excédent d'importation de 134 millions, représentant le débit du compte, en regard duquel se plaçait le crédit : 200 millions environ de revenu des capitaux placés au dehors, plus 120 à 150 millions provenant du fret maritime et des opérations internationales de banque et d'assurance. Bon an, mal an, le Royaume-Uni restait en fin de compte créancier de l'extérieur pour une somme moyenne et très approximative de 200 millions sterling, qu'il replaçait d'ailleurs à l'étranger.

La guerre déclarée, les exportations anglaises commencèrent par baisser très fortement, pour se relever ensuite d'une façon remarquable, sans toutefois revenir tout à fait aux chiffres antérieurs. Quant aux importations, elles se sont accrues depuis deux ans dans d'énormes proportions, de sorte que le débit de la balance, qui ne dépassait pas 134 millions de livres en 1913, s'est élevé en 1914 à 170 millions, en 1915 à 370 millions, et pour les dix premiers mois de 1916 à 276 millions, ce qui laisse prévoir un total de 330 millions pour l'année 1916, soit deux fois et demie le chiffre d'avant guerre. Ajoutons à cela le montant

des importations faites par l'État pour les besoins de guerre, lesquelles ne figurent pas dans les statistiques, et dont le chiffre a progressé jusqu'à atteindre, disait dernièrement le chancelier de l'Échiquier, 12 millions sterling par semaine. Ceci porterait donc pour cette année à plus de 900 millions de livres le total du débit extérieur des Iles britanniques; en face de quoi les intérêts de capitaux prêtés à l'étranger, en diminution du fait de la vente d'un nombre croissant de ces valeurs, les produits (d'ailleurs fort accrus) de la marine marchande et ceux de la banque internationale ne produisent à l'actif qu'un chiffre qu'on peut évaluer très approximativement à 400 millions : d'où un très gros découvert dans les règlemens extérieurs du Royaume-Uni.

La conséquence de cet état de choses n'a pu manquer de se faire sentir sur le change anglais. Le change sur Londres, que l'arrêt momentané des relations internationales avait fait hausser au début de la guerre, se mit à fléchir, pour tomber bientôt à des cours inconnus depuis des générations : le 1er septembre 1915, la livre sterling ne valait plus à New-York que 4 dollars 50, au lieu du pair de 4.86, soit une perte de 7,4 pour 100, signe et mesure de la difficulté où se trouvait le Royaume-Uni pour ses règlemens extérieurs. Non seulement il avait de ce chef à payer ses importations plus cher; non seulement le prix des choses à l'intérieur s'en trouvait porté à hausser; mais le pouvoir d'achat de l'Angleterre à l'étranger était ébranlé, le crédit extérieur de l'Angleterre semblait menacé.

Fallait-il laisser au libre jeu des forces économiques le soin de remédier à la situation, quitte à voir l'or sortir à flots du pays? C'est ce que quelques libéraux intransigeans soutinrent au Parlement, faisant valoir que le change n'est pas seulement un baromètre des transactions internationales, mais aussi un régulateur automatique qui tend spontanément à rétablir l'équilibre : la baisse du change tend en effet à restreindre les importations et à favoriser les exportations par le fait de la hausse qu'elle provoque dans le prix des produits importés ou exportés. Cette vue théorique, si juste soit-elle dans le cours normal des choses, le gouvernement anglais ne crut pas pouvoir s'y fier, pour cette bonne raison que la guerre, tout en réduisant forcément la faculté d'exportation du pays, ne permet pas de restreindre les importations faites en vue des

besoins de l'armée, lesquelles revêtent un caractère de nécessité militaire. Du moment que le jeu des forces économiques n'était plus libre, il fallait intervenir : le gouvernement intervint avec énergie.

Il intervint d'abord pour empêcher que, dans le total des importations, les importations civiles et non nécessaires ne s'accrussent abusivement. Nous avons déjà dit comment l'un des objets de la propagande pour l'épargne, propagande où le gouvernement sut prendre sa part d'effort, fut précisément de réduire les achats du pays au dehors. Mais le chancelier de l'Échiquier avait d'autres moyens d'action. Au budget de septembre 1915, il fit voter pour un an une série de droits d'entrée de 33 pour 100 *ad valorem* sur les objets de luxe. Puis, en 1916, il fit sanctionner par le Parlement de larges prohibitions d'importation, qui frappent, sauf permis d'entrée spécial, les automobiles, la bière, le bois, les meubles, les spiritueux, le tabac, le sucre, les légumes, les instrumens de musique, les jouets, les outils, les lainages, le papier, etc. Ces mesures n'ont pas empêché le chiffre brut des importations de croître, du fait surtout des besoins du ravitaillement; pourtant l'accroissement est aujourd'hui plus lent, le frein fonctionne : le total des importations pendant les dix premiers mois de 1916 n'a dépassé que de 10 pour 100 le chiffre correspondant de 1915, tandis que l'augmentation de 1914 sur 1915 avait été de 25 pour 100. L'amélioration est à noter, surtout si l'on se rappelle que chez nous les achats à l'étranger ne cessent de progresser d'un pas toujours plus rapide et plus inquiétant.

Quoi qu'il en soit, le déficit était là, et il fallait aviser à le couvrir, sans affaiblir la situation monétaire du pays par un exode excessif de l'or. Le plus gros fournisseur et le principal créancier de l'Angleterre était les États-Unis. D'importans envois d'or avaient déjà été faits en Amérique, et l'or, qui dans les gros paiemens internationaux ne peut guère servir que d'appoint, l'or regorgeait à New-York, qui se souciait de moins en moins d'en recevoir, craignant l'inflation par pléthore de métal jaune (1). Restait donc, comme moyen de couverture,

(1) C'est, disait dernièrement l'*Economist* de Londres, un curieux phénomène mis en lumière par la guerre que ce fait qu'il est possible d'avoir *trop* d'une richesse, même quand cette richesse est l'or, c'est-à-dire celle qui a toujours, et partout, été acceptée comme valeur d'échange. — Les États scandinaves s'efforcent

l'emprunt extérieur, ou la réalisation des capitaux extérieurs. Dès l'été de 1915, au moment où le change anglais était le plus bas, l'Angleterre et la France réussirent à conclure à New-York un emprunt commun de 500 millions de dollars, à 5 pour 100 pour 5 ans. Cet emprunt, dit emprunt « de change, » et dont la négociation fut assez laborieuse, eut pour effet de faire assez rapidement remonter le taux de la livre sterling à New-York aux environs du « point d'or, » à 4 dollars 75. Mais ce n'était là qu'un expédient temporaire. Il fallait aviser au moyen de combler le déficit extérieur de l'Angleterre pour une longue période de guerre, et pour cela il fallait « mobiliser » les valeurs étrangères appartenant aux Anglais et les vendre ou les engager pour payer l'Amérique : c'est à quoi le chancelier de l'Échiquier procéda fort habilement, en deux étapes.

L'Angleterre possédait, dit-on, avant la guerre pour 4 milliards sterling de valeurs étrangères de toutes sortes. Tout n'était pas liquide, négociable ; il était d'ailleurs impossible de trouver marchand pour le tout. Pratiquement, seuls les États-Unis étaient acheteurs, et ils ne l'étaient que de leurs propres valeurs, des valeurs américaines. De ces valeurs américaines, on estime qu'il y avait au début de la guerre en Angleterre pour 600 millions de livres (d'aucuns disaient davantage, jusqu'à 800 ou 1 000) ; une bonne partie avait déjà été réalisée à la fin de 1915. Ce qui restait, M. Mackenna résolut de s'en servir : il demanda aux porteurs de vendre leurs titres à la Trésorerie, à un prix légèrement supérieur au cours du jour, contre paiement en numéraire ou en bons du Trésor, ou bien encore de les lui prêter pour deux ans moyennant une bonification annuelle de 1/2 pour 100 du capital, étant entendu que la Trésorerie garderait le droit d'acheter les titres à toute époque en en payant le prix au cours du jour du dépôt, plus une prime de 2 1/2 pour 100. Les titres vendus à la Trésorerie seraient écoulés par elle aux États-Unis ; les titres prêtés lui serviraient à se faire ouvrir des crédits : d'une façon ou de l'autre, l'Angleterre se procurerait des disponibilités en Amérique. Au bout de quelques mois, comme les titres demandés par la Trésorerie, qui d'abord

aujourd'hui comme les États-Unis de se fermer à l'entrée de l'or. Et l'on a pu dire un peu paradoxalement que le monde actuel se divise en deux catégories de puissances, celles qui refusent de recevoir de l'or, et celles qui refusent d'en donner.

étaient venus en grand nombre à l'appel, n'arrivaient plus assez vite, le gouvernement libéral de la libérale Angleterre n'hésita pas à faire voter par le Parlement une mesure grave, l'établissement d'une pénalité frappant les porteurs récalcitrans, sous forme d'*une income tax* supplémentaire de 10 pour 100 sur le revenu des valeurs américaines qui, incluses dans une longue liste de 800 titres, n'auraient pas été apportées dans un certain délai pour vente ou prêt à la Trésorerie. C'était, pour les porteurs, la carte forcée : mais ne s'agissait-il pas du crédit de l'Angleterre? La mesure eut un effet immédiat : la mobilisation des valeurs américaines est aujourd'hui achevée ou presque.

Seconde étape : la mobilisation des valeurs des autres pays neutres possédées par les Anglais. Le chancelier de l'Échiquier y procéda en août dernier, en invitant les porteurs de ces valeurs à prêter leurs titres pour cinq ans à la Trésorerie, laquelle leur alloue une bonification d'intérêt égale à 1/2 pour 100 du capital, et se réserve le droit d'acheter les titres, en cas de besoin, moyennant certains avantages assurés aux prêteurs. Aucune pénalité ne frappe ici, jusqu'à présent, les porteurs qui se refuseraient à l'opération. On calcule que le capital nominal disponible des 114 valeurs neutres dont le prêt est demandé n'atteindrait pas moins de 660 millions sterling (16 milliards et demi de francs). De ces valeurs, le gouvernement anglais se sert au fur et à mesure des possibilités pour gager des emprunts à l'étranger; on sait qu'il a pu conclure à New-York, contre dépôt de valeurs en garantie, un emprunt de 50 millions de livres en août, à 5 pour 100, pour une durée de 2 ans, puis en octobre un emprunt de 60 millions de livres à 5 1/2 pour 5 ans : voilà des résultats tangibles de la mobilisation du portefeuille étranger du Royaume-Uni.

C'est ainsi que le gouvernement britannique s'est procuré, et continue de se procurer, les moyens de paiement qui lui sont nécessaires au dehors, et surtout en Amérique; c'est ainsi qu'il couvre le déficit de la balance économique, et la preuve de l'efficacité de ces mesures énergiques se trouve dans le fait que le change anglais à New-York n'a guère varié depuis plus d'un an autour de 4 dollars 75, chiffre bien voisin du pair. Ce n'est pas qu'on ait pu se dispenser de faire des envois d'or à l'étranger. Depuis le début de la guerre jusqu'à la fin de septembre 1916, on estime que l'Angleterre a vu sortir de chez

elle près de 250 millions sterling d'or (6 milliards et quart de francs). Mais on sait que, par ses conventions avec les alliés, si elle opère pour leur compte de nombreux paiemens extérieurs, la France et la Russie lui ont remis en revanche d'assez grosses quantités de métal jaune ; et comme d'ailleurs elle continue de recevoir chaque année environ 60 millions sterling d'or de ses mines coloniales, les deux tiers de la production d'or du monde, on ne s'étonne pas de constater que le stock d'or de la Trésorerie était, en septembre 1916, de 45 millions de livres supérieur à ce qu'il était au début de la guerre. Non seulement le crédit extérieur du Royaume-Uni a été maintenu, et partant sa faculté d'achat au dehors; mais, seule de toutes les Puissances en guerre, l'Angleterre a réussi à maintenir chez elle la liberté de l'or. Alors que tous les États belligérans ont dû recourir au cours forcé à l'intérieur, la Banque d'Angleterre n'a cessé de rembourser ses billets en or à première réquisition. C'est là, après plus de deux ans de guerre, un succès qui fait honneur à la puissance financière du pays comme à la ferme maîtrise de ses dirigeans.

Et c'est ce qui peut donner confiance à nos amis d'outre-Manche dans l'avenir du marché de Londres comme centre financier du monde. Certes, la guerre actuelle changera bien des choses. Les Etats-Unis, les « grands neutres, » ont profité et profitent encore de la guerre d'une façon inouïe. On a calculé que la balance commerciale leur rapporte quelque chose comme 200 millions de dollars par mois. Ils auraient déjà, à la fin de 1915, racheté à l'Europe pour 1 200 à 1 500 millions de dollars de leurs valeurs ; pays débiteur de l'étranger autrefois, ils deviennent pays créancier. Tous les changes sont en leur faveur. Leurs entrées d'or auraient atteint 420 millions de dollars en 1915, et 400 millions pendant les dix premiers mois de 1916, menaçant, disait dernièrement un banquier américain, « de submerger le pays sous sa propre prospérité. » Leur épargne annuelle est estimée à un milliard et demi de dollars. En face d'une Europe affaiblie et endettée, les États-Unis, récens initiateurs et futurs bénéficiaires du panaméricanisme financier, n'arracheront-ils pas à l'Angleterre la primauté de la richesse, le sceptre de l'argent ? Déjà s'établit à New-York un marché d'escompte international, on vient de modifier la loi fédérale sur les banques pour le favoriser.

Cela veut-il dire que, la guerre finie, New-York supplantera Londres, comme Londres jadis a supplanté Amsterdam, en tant que marché de l'or et du crédit? Le Dollar détrônera-t-il le Sterling? S'il est vain de prophétiser, on ne peut s'empêcher de remarquer que les Anglais ne sont pas sans défense dans cette lutte qui s'annonce entre *Wall Street* et la Cité. La finance suit le commerce, et c'est la suprématie commerciale, — ajoutons : maritime et coloniale, — que les Américains auront à conquérir, avant de conquérir la suprématie financière. Ce qui fait la force financière de l'Angleterre, ce n'est pas tant sa richesse que la puissance de son commerce, partant celle de sa marine, de son empire colonial, sans oublier les deux pièces maîtresses de son armature économique, le libre-échange et « l'or libre. » Si elle réussit à maintenir jusqu'à la fin de la guerre la liberté de l'or, tout en payant pour elle-même et pour ses alliés d'énormes sommes à l'étranger, elle aura obtenu, comme dit sir E. Holden, « un triomphe financier aussi important qu'une victoire militaire, » et elle pourra envisager sans crainte la concurrence que l'Amérique se prépare à lui faire sur le domaine financier, si d'ailleurs elle reste fidèle à la tradition économique qui a fait sa fortune, au libre-échange.

## III

Mais lui restera-t-elle fidèle? C'est la question qui se pose aujourd'hui et qui intéresse les non-Anglais presque autant que les Anglais. On sait que la vieille religion du libre-échange, si populaire outre-Manche, si profondément ancrée dans l'esprit public, s'est vue attaquée depuis une quinzaine d'années par une fraction du parti conservateur, sous l'impulsion de M. Joseph Chamberlain. On lui reprochait de laisser l'industrie britannique sans défense en face de la rapide progression de la concurrence allemande et américaine, et de compromettre le commerce d'exportation; on réclamait, sous le nom de *Tariff Reform*, une protection modérée qui donnerait des armes aux industriels pour lutter contre l'étranger et au gouvernement pour négocier des conventions douanières, et qui, en avantageant le commerce colonial, contribuerait à resserrer les liens des colonies avec la mère patrie et à fortifier l'unité impé-

riale. Bien que l'idée protectionniste ait pris peu à peu dans l'opinion une place assez notable, il est difficile de croire que le triomphe en aurait pu être proche, si elle n'avait trouvé dans la guerre actuelle une cause d'essor en même temps que de puissans argumens.

Elle bénéficia tout d'abord de l'indignation provoquée par la barbarie des « Huns, » par la perfidie de l'infiltration germanique en Angleterre, par la malhonnêteté foncière du commerce allemand qui, avec la corruption, le *dumping* et la concurrence déloyale, n'était que le pionnier du militarisme teuton : ne fallait-il pas se défendre contre le fléau public du germanisme? N'était-ce pas le droit et le devoir de boycotter l'Allemagne? — Elle bénéficia en outre de l'émotion qui se souleva lorsqu'on découvrit que, pour nombre de produits de première nécessité et de produits destinés à la guerre, l'Angleterre était dépendante de l'industrie allemande. On avait souri autrefois du *Made in Germany;* n'allait-il pas faire pleurer maintenant? Ne fallait-il pas soutenir à tout prix certaines industries-clefs d'où dépend la vie même du pays? — Elle bénéficia enfin du bruit fait par les Allemands autour de leur plan d'union douanière des Empires centraux, de la menace que représenterait pour les Alliés et pour les Neutres la création d'un bloc économique, puissant et hostile, prêt à recommencer l'invasion commerciale de l'Europe. Ne fallait-il pas se prémunir dès à présent contre le danger du *Mitteleuropa?* L'équilibre du monde économique est renversé : à une situation nouvelle ne fallait-il pas une politique nouvelle?

La force de cette poussée protectionniste peut se mesurer à la lumière de quelques faits frappans. C'est d'abord, dans la vieille citadelle du Cobdenisme, ce qu'on a appelé, non sans exagération, la « révolution de Manchester. » Au début de 1916, les directeurs de la Chambre de commerce de Manchester ayant proposé aux membres de cette Chambre, pour tâter le terrain, dit-on, le vote d'une déclaration de principe libre-échangiste, ont vu cette motion rejetée à une grosse majorité; sur quoi, démissionnaires, ils furent remplacés par un conseil favorable à la protection contre l'Allemagne. Puis, le 29 février, c'est une conférence des Chambres de commerce anglaises qui, à Londres, donne son adhésion au programme des néo-protectionnistes. Ce programme reçoit bientôt l'approbation de

cent huit Chambres de commerce et celle du conseil impérial du commerce.

Les colonies, d'autre part, favorisèrent le mouvement. L'Australie en particulier, dont les tendances ultra-interventionnistes sont connues, envoya à Londres, au printemps de 1916, son premier ministre, M. William Hughes, lequel fit en Angleterre une ardente campagne protectionniste, montrant ce qu'était avant la guerre l'emprise germanique dans le grand continent austral, comment l'Allemagne était parvenue à y monopoliser le commerce des métaux, et à quels moyens énergiques le gouvernement avait dû recourir pour briser l'étreinte : défendez-vous, disait-il aux Anglais, défendons-nous contre l'ennemi commun; organisons l'union impériale, afin qu'après la guerre le mot « Empire » signifie quelque chose de plus qu'il n'a fait jusqu'ici. On conçoit que l'appel venu des « nouvelles sociétés anglo-saxonnes » n'ait pu laisser insensible l'opinion britannique. Après le sang versé pour la cause commune par tant de volontaires coloniaux, canadiens, sud-africains, *anzacs*, sur les champs de bataille d'Europe, comment la mère patrie ne se serait-elle pas senti, avec une grande dette de reconnaissance envers ses colonies, le devoir d'écouter leur voix avec sympathie et de leur réserver ses plus larges faveurs dans son futur régime économique ? De cette émotion impérialiste, de la popularité de M. Hughes, la vague protectionniste grossit en Angleterre, et un moment on put croire qu'elle allait tout submerger.

Cependant le roc libre-échangiste, s'il était entamé, tenait bon, et ses défenseurs répondaient avec énergie aux attaques. Respectez le libre-échange, disaient-ils : il a été justifié par la guerre, en ce sens qu'il a permis à notre pays de supporter l'épreuve mieux que tout autre. Si l'on a laissé de dangereux monopoles allemands prendre pied sur notre sol, ce n'est pas à lui la faute, mais à notre infériorité technique et scientifique, à notre inertie et à notre routine : voilà ce qu'il nous faut corriger. Après la guerre, les lois économiques, les règles du bon sens continueront à régir le monde, et plus que jamais la liberté nous sera nécessaire pour assurer notre suprématie commerciale. On veut la guerre économique après la paix ? Mais une telle guerre nuirait plus encore peut-être à ceux qui la feraient qu'à ceux à qui on la ferait ; renoncera-t-on à vendre, en même

temps qu'à acheter, aux Austro-Allemands? On n'efface pas de la carte, d'un coup de plume, un bloc de 120 millions d'habitans. Ce n'est pas par des tarifs de douane, mais par des ententes internationales, qu'on se défendra contre le *dumping* et toutes les manœuvres de concurrens déloyaux. Boycotter l'Allemagne! Ce serait jeter les neutres dans ses bras, pour son plus grand profit. Détruire le commerce allemand, quand il serait possible, ne voit-on pas que ce serait détruire les moyens qu'aura l'Entente victorieuse de se faire indemniser par l'ennemi, en lui imposant le juste tribut que lui vaudront ses crimes? Nous luttons pour la paix, et non pour la guerre; pour la liberté, et non pour le profit.

Les libre-échangistes anglais avaient d'autre part beau jeu à montrer les difficultés que rencontrerait en pratique l'établissement d'un système douanier à tarifs multiples, tel que le proposent les protectionnistes. Régime de première préférence pour les colonies, régime de seconde préférence pour les alliés, régime moyen pour les neutres, régime de restrictions ou prohibitions contre les Puissances centrales : quelle complication inextricable, quel enchevêtrement d'intérêts inconciliables! Les colonies, qui veulent faire entrer leurs produits en Angleterre à bon compte, offriront-elles à la mère patrie un traitement de réciprocité? Les faveurs qui leur seraient accordées ne léseront-elles pas les alliés, la Russie par exemple, qui est, en fait de denrées alimentaires, le grand concurrent de l'Australie et du Canada sur le marché britannique? La France ne serait-elle pas la première à souffrir, dans son exportation en Angleterre, de tarifs même préférentiels? D'autre part, les neutres ne risqueront-ils pas de subir le contre-coup des tarifs de guerre contre l'Allemagne, si, comme il est à prévoir, l'exportation allemande s'organise sous raison sociale neutre? Que de froissemens à prévoir, que de ressentimens à redouter dans les colonies anglaises comme chez les alliés, et chez les neutres dont la sympathie doit être chère à l'Entente!

Entre la poussée protectionniste et la réaction libre-échangiste, la position du gouvernement anglais, gouvernement de coalition qui comprend, avec une majorité de libre-échangistes, plusieurs conservateurs *tariff reformers*, était difficile. Force lui était de se tenir sur la réserve, en évitant de se prononcer. Quand fut annoncée la réunion de la Conférence économique de

Paris, il se contenta d'assurer au Parlement que les délégués britanniques n'engageraient pas l'avenir de la politique douanière de l'Angleterre. Ces délégués furent lord Crewe, président du Conseil privé, M. Bonar Law, *leader* des conservateurs et ministre des Colonies, M. Hughes, « premier » d'Australie, et sir G. Foster, ministre du Commerce du Canada. On connaît les résolutions adoptées par la Conférence : mesures pour le temps de guerre, mesures transitoires pour la période de reconstitution après la guerre, mesures permanentes d'entr'aide et de collaboration entre les alliés. Elles furent accueillies avec enthousiasme par les protectionnistes anglais. Les libre-échangistes, en revanche, s'imaginèrent y découvrir quelques motifs d'inquiétude, et crurent devoir publier à cette occasion un *Memorandum* où ils affirmaient, avec beaucoup de force d'ailleurs, les raisons de l'adhésion nécessaire aux vieux principes de Cobden : réponse qui visait peut-être moins les résolutions mêmes de la Conférence que les manifestations tendancieuses qu'elles avaient provoquées chez les *tariff reformers*. Ceux-ci, d'ailleurs, commençaient alors à perdre du terrain ; l'effervescence protectionniste, qui à un moment semblait avoir gagné toute l'Angleterre, s'était un peu calmée ; la rapide popularité de M. Hughes avait décliné. Une opinion moyenne semblait prête à se former, à mi-chemin entre les protectionnistes outranciers et les libre-échangistes intransigeans ; c'est elle que parut appeler M. Asquith lorsque, au début d'août, exposant et justifiant aux Communes les conclusions de la Conférence économique de Paris, il déclara que, tout en demeurant libre-échangiste convaincu, il était le premier à demander que le pays se rendît compte des conditions nouvelles créées par la guerre, et annonça qu'il se proposait de réunir un comité, où seraient représentées, avec la Grande-Bretagne et l'Irlande, les Colonies et l'Inde, en vue de déterminer, à la lumière des résolutions de Paris, la politique commerciale à adopter par l'Empire britannique après la guerre.

Ce que sera cette politique, nul ne peut l'affirmer. Sans doute sera-t-elle ce que la feront, d'une part, les conditions générales de la victoire de l'Entente, de l'autre, les tendances économiques des Puissances alliées comme celles aussi des Puissances ennemies. L'opinion anglaise sait que si l'Angleterre veut conserver demain sa suprématie économique dans un

monde appauvri et où la concurrence sera plus vive que jamais, ce qu'il faut avant tout, c'est une régénération de ses méthodes et de ses forces industrielles et commerciales, une main-d'œuvre plus souple et plus productive, un outillage plus perfectionné, une direction plus scientifique, plus ouverte et plus hardie; la guerre a d'ores et déjà produit ici son effet, et le gouvernement se prépare à faire ce qu'il peut pour donner, par des instituts techniques, plus de science à l'industrie, et par une banque spéciale, plus de facilités à l'exportation britannique. Quant à un changement radical dans les traditions de la politique douanière de l'Angleterre, avouons que nous n'y pouvons croire. Elles ont dans l'opinion de trop fortes racines, elles cadrent trop bien avec les intérêts généraux du pays pour être aisément brisées; et la voie du protectionnisme est semée de trop d'obstacles pour que le pays s'y lance témérairement. En dépit de la « révolution de Manchester, » l'« idole » du libre-échange est encore debout. Que l'on recoure à des mesures de défense commerciale contre les Austro-Allemands, à des mesures d'entente avec les alliés, cela est probable, et désirable, et conforme aux vues proposées par la Conférence de Paris; mais cela ne veut pas dire que l'Angleterre, qui fut la grande initiatrice de la liberté économique aussi bien que de la liberté politique, reniera de sitôt les principes qui ont fait sa force : amis, alliés, cliens de l'Angleterre, les Français ne sauraient le lui souhaiter.

L. Paul-Dubois.

# LES MÉMOIRES

OU

# “ESSAIS SUR LA MUSIQUE”

# DE GRÉTRY

Pourquoi nous rappeler aujourd'hui le musicien de *Richard Cœur de Lion* et du *Tableau parlant*, de l'*Amant jaloux* et de *Zémire et Azor?* Peut-être pour avoir passé quelques semaines d'été près de Fontainebleau, aux portes du palais où maint ouvrage de l'admirable autant qu'aimable musicien fut représenté pour la première fois. On a raconté qu'un jour, un soldat, de faction dans une galerie, voyant passer Grétry, lui présenta les armes et lui dit : « J'étais hier à la première représentation de *Zémire et Azor.* » Ce n'est pas tout : en relisant les *Essais*, un passage nous a frappé. A propos de l'un de ses premiers opéras-comiques, *Lucile*, où se trouve le fameux quatuor : « *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille?* » Grétry se flatte d'y avoir pu déployer « la sensibilité domestique, si naturelle à l'homme né dans le pays des bonnes gens. » Or ce pays, son pays natal, c'était le pays de Liége. « Qu'il me serait doux, ajoute Grétry, d'y voir fleurir le commerce et les arts, autant qu'il m'en paraît susceptible, par sa position et le génie de ses habitans! Partout environné de nations aussi commerçantes que formidables, dont il sépare les limites, il devrait jouir de tous les avantages de la liberté et de la neutralité. » Voilà, n'est-ce pas, des propos et des vœux dignes de nous émouvoir aujourd'hui.

Belge de naissance, Français d'élection, l'auteur des *Essais* écrit enfin, au début de son second volume : « Il me reste un souhait à faire, c'est que ce livre, fruit de six ans de travail, soit profitable au pays que j'habite... Je présente cet hommage aux Français, qui m'ont adopté. Puisse ce tribut d'une âme libre leur prouver ma reconnaissance! » Bien plus encore que ses *Essais* littéraires, les chefs-d'œuvre musicaux de Grétry nous font honneur. A notre tour, ne perdons pas une occasion de l'honorer et de le remercier lui-même. Parmi les musiciens étrangers, il en est assurément, et beaucoup, de plus grands que lui. Je n'en connais pas un qui soit plus nôtre. Entre ceux de l'Allemagne, — fût-ce les anciens, — et nous, pour innocens qu'ils soient des crimes de leur race, il semble qu'un voile, un rideau flotte aujourd'hui. Notre main, parfois, hésite à l'écarter. Vers un Grétry tout nous attire et nous appelle. « Quoi que l'heure présente ait de trouble et d'ennui, » ou plutôt à cause de cet ennui, de ce trouble même, et pour nous en défendre, nous réfugier auprès d'un musicien tel que celui de *Richard*, c'est trouver un asile en nous, chez nous, dans le passé le plus pur de nos traditions et de notre génie.

* * *

Les *Essais sur la musique*, de Grétry, sont aussi les mémoires, d'ailleurs incomplets, de sa vie. Celle-ci fut longue, et partagée entre des opinions, des attitudes politiques diverses. Mais « l'union sacrée, » et la censure sa gardienne, nous interdiraient peut-être de les comparer, et plus encore de les préférer les unes aux autres. Quant aux souvenirs personnels du maître, surtout ceux de son enfance et de sa jeunesse, ils abondent en agréables récits : tableaux de famille, d'école, ou de maîtrise, de théâtre et de voyage. Né de parens musiciens, Grétry commence par déclarer : « Si je dois mon existence morale à la musique, je lui dois aussi mon existence physique. » Pourtant sa première leçon pensa lui coûter la vie. Agé de quatre ans, et déjà sensible au rythme ou au mouvement musical, « j'étais seul, » nous dit-il. « Le bouillonnement qui se faisait dans un pot de fer fixa mon attention. Je me mis à danser au bruit de ce tambour. Je voulus voir ensuite comment ce roulis périodique s'opérait dans le vase; je le renversai dans un feu de charbon de terre très ardent, et l'explosion fut si forte, que je restai suffoqué et brûlé

presque par tout le corps. » Peu d'années après, enfant de chœur à la collégiale de Saint-Denis, les leçous du maître « le plus barbare qui fut jamais, » ne lui furent guère moins cruelles : « Il nous faisait chanter chacun à notre tour et, à la moindre faute, il assommait de sang-froid le plus jeune comme le plus âgé. Il inventait des tortures dont lui seul pouvait s'amuser. Tantôt il nous mettait à genoux sur un gros bâton court et rond, et au plus léger mouvement nous faisions la culbute. Je l'ai vu affubler la tête d'un enfant de six ans d'une vieille et énorme perruque, l'accrocher en cet état contre la muraille, à plusieurs pieds de terre, et là il le forçait à coups de verges de chanter sa musique, qu'il tenait d'une main, et de battre la mesure de l'autre. Ce pauvre enfant, quoique très joli de figure, ressemblait à une chauve-souris clouée contre un mur et perçant l'air de ses cris... De pareilles scènes, qui étaient journalières, nous faisaient tous frémir; mais ce que nous redoutions le plus, c'était de le voir terrasser le malheureux sous ses coups redoublés, car alors nous étions sûrs de le voir s'emparer d'une seconde, d'une troisième, d'une quatrième victime, coupables ou non, qui devenaient tour à tour la proie de sa férocité. C'était là sa manie. Il croyait nous consoler l'un par l'autre en nous rendant tous malheureux. Et lorsqu'il n'entendait plus que soupirs et sanglots, il croyait avoir bien rempli ses devoirs. »

Malgré tout, l'instinct et l'amour de la musique fut le plus fort chez l'écolier-martyr. Bientôt, pour son bonheur, il changea de maître. Ses débuts, au chœur de Saint-Denis, n'en furent pas plus heureux. Sa timidité le perdit. Il dut quitter l'église. Le théâtre, un moment, l'en consola. Une troupe de chanteurs italiens s'était établie à Liége. Elle y représentait les opéras de Pergolèse et de Buranello. Le père de Grétry pria le directeur, nommé Resta, d'accorder au petit garçon ses entrées à l'orchestre : « Pendant un an, j'assistai à toutes les représentations, souvent même aux répétitions. C'est là où je pris un goût passionné pour la musique. »

Son père encore, ayant suivi ses progrès, souhaita pour l'enfant de chœur éconduit une revanche honorable dont il répondait lui-même. Le maître de chapelle de Saint-Denis, cédant aux instances paternelles, finit par permettre à Grétry de se faire entendre un dimanche. « Le motif que je chantai était un air italien, traduit en latin, sur ces paroles à la Vierge :

*Non semper super prata casta florescit rosa.* J'eus à peine chanté quatre mesures, que l'orchestre s'éteignit jusqu'au *pianissimo*, de peur de ne pas m'entendre. Je jetai en ce moment un regard vers mon père, qui me répondit par un sourire. Les enfans de chœur qui m'entouraient se reculèrent par respect; les chanoines sortirent presque tous de leurs formes, et ils n'entendirent pas la sonnette qui annonçait le lever-Dieu. »

Le dimanche suivant, une seconde épreuve, devant un public plus nombreux, n'eut pas un moindre succès. Pour marquer son contentement, « il signor Resta, » qui se trouvait dans l'auditoire, « déclara qu'il donnait les entrées de son spectacle à tous les enfans de chœur de la ville; aussi vit-on chaque jour une troupe de petits abbés qui venaient apprendre à louer Dieu à la salle de la Comédie. »

Lorsqu'il eut dix-huit ans, Grétry résolut d'aller achever son éducation musicale à Rome. Il partit en la compagnie singulière d'un certain Remacle, contrebandier de son état, ou de l'un de ses deux états, son autre métier consistant à conduire en Italie les jeunes étudians de la ville. Grétry ne demeura pas moins de huit années, au collège des Liégeois, l'hôte et l'élève de Rome, le disciple pieux, vraiment filial de cette musique italienne, « la mère-musique, » ainsi qu'il l'appelle, et que plus tard, même s'éloignant d'elle et ne lui ménageant pas les reproches, il ne cessa jamais d'admirer et de chérir.

Le premier janvier 1767, Grétry quitta Rome. Il y avait fait représenter, — en italien, — un petit ouvrage. De Genève, où il s'arrêta quelque temps, et donna sa seconde comédie musicale, il alla souvent à Ferney. Voltaire l'accueillit avec ce compliment : « Vous êtes musicien et vous avez de l'esprit. Cela est trop rare, monsieur, pour que je ne prenne pas à vous le plus vif intérêt. » Voilà la bienvenue. Et voici les adieux : « Je fus prendre congé de Voltaire. Je le vis s'attendrir sur mon sort et il paraissait l'envier tout à la fois. Je renouvelais sans doute en son âme le temps de sa jeunesse... Il me dit : « Vous ne reviendrez plus à Genève, monsieur, mais j'espère encore vous voir à Paris. »

Paris attirait le jeune musicien, mais lui faisait peur aussi. « Je n'entrai pas dans cette ville sans une émotion dont je ne me rendis pas compte. Elle était une suite naturelle du plan que j'avais formé de n'en pas sortir sans avoir vaincu tous les

obstacles qui s'opposeraient au désir que j'avais d'y établir ma réputation. » Peu d'années après, les obstacles étaient vaincus, la réputation établie, et de cette ville, qu'il avait conquise, Grétry ne devait pour ainsi dire plus sortir. Paris allait être désormais non seulement sa demeure favorite, mais sa patrie elle-même.

Nous n'y suivrons ni sa carrière ni sa vie. Encore une fois, les *Essais* ne racontent pas celle-ci tout entière. La biographie et les faits y tiennent moins de place que les idées et la doctrine musicale. On y reconnaît du moins, à plus d'un trait, d'un souvenir personnel, le sentiment ou plutôt la sensibilité générale de l'époque. De Grétry, par exemple, et de ses trois filles, mortes toutes les trois à quinze ans, de leurs grâces et de sa douleur, on ferait aisément, que dis-je, il a fait lui-même un groupe, un tableau dans la manière de Greuze, avec non moins de tendresse et plus de mélancolie. Et parmi les « vues de Paris, » du Paris de 1793, on en trouverait peu qui réunissent mieux que celle-ci les deux élémens connus : le paysage et l'état d'âme. « Je revenais vers le soir d'un jardin situé dans les Champs-Élysées ; on m'y avait invité pour jouir de l'aspect du plus bel arbre de lilas en fleurs qu'on pût voir. Vers le soir, dis-je, je revenais seul et j'aurais joui du parfum de mille fleurs, d'un soleil couchant des plus majestueux, si les malheurs publics n'eussent affecté mon âme de la tristesse la plus sombre.

« J'approchais de la place de la Révolution, ci-devant de Louis XV, lorsque mon oreille fut frappée par le son des instrumens. J'avançai quelques pas : c'étaient des violons, une flûte, un tambourin, et je distinguai les cris de joie des danseurs. Je réfléchissais sur les contrastes des scènes de ce monde, lorsqu'un homme qui passait à côté de moi, me fit remarquer la guillotine : je lève les yeux et je vois de loin son fatal couteau se baisser et se relever douze ou quinze fois de suite. Des danses champêtres d'un côté, des ruisseaux de sang qui coulent de l'autre, le parfum des fleurs, la douce influence du printemps, les derniers rayons de ce soleil couchant qui ne se relèvera jamais pour ces malheureuses victimes, ces images laissent des traces ineffaçables. Pour éviter de passer sur la place, je précipitai mes pas par la rue des Champs-Élysées, mais la fatale charrette, où les membres de la beauté et de l'homme vertueux

étaient mêlés et palpitans, m'y atteignit, et là j'entendis cet horrible persiflage : « Paix, silence, citoyens. Ils dorment, » disait en riant le conducteur de cette voiture de carnage. »

A la question si souvent posée : comment pouvait-on vivre sous la Terreur? cette page est de celles qui nous paraissent avoir le mieux répondu.

*
* *

Compositeur de théâtre, et de théâtre seulement, l'auteur des *Essais* ne manque pas une occasion d'élever la musique dramatique au-dessus de toute autre. C'est en elle qu'il reconnaît, qu'il glorifie l'interprète par excellence de la nature et de la vérité.

« J'admirerais davantage la fécondité d'un symphoniste que celle d'un compositeur dramatique : le premier tire ses idées du néant ou d'un sentiment vague; le second les trouve dans les paroles qu'il exprime. Le premier, il est vrai, a la liberté de créer au gré de son imagination : tout est bon s'il forme un bel ensemble; mais le compositeur dramatique est assujetti au genre, à l'action, à la prosodie. Toutes ces difficultés rendent son travail plus important. En l'unissant avec la parole, il peint d'après nature, sa production est immuable comme elle; tandis que le langage de la symphonie est vague comme le sentiment qui l'a produit. »

« Vague, » voilà le mot que préfère Grétry, le seul même dont il use, pour définir, — vaguement il est vrai, mais peut-être aussi justement, — le caractère, l'expression de la musique symphonique, ou, comme on dit encore, de la « musique pure. » A cause de ce caractère même, il estime l'usage de la symphonie très convenable aux sujets religieux. « Un musicien qui se voue à la musique d'église est heureux de pouvoir à son gré se servir de toutes les richesses du contrepoint que le théâtre permet rarement. La musique d'une expression vague a un charme plus magique peut-être que la musique déclamée, et c'est pour les paroles saintes qu'on doit l'adopter. »

Ainsi, mais avec plus de raison, Chateaubriand trouvera bientôt dans le vague ou le mystère de la langue latine une des grandes beautés de la liturgie catholique : « Dans le tumulte de ses pensées et des misères qui assiègent sa vie, l'homme, en prononçant des mots peu familiers ou même inconnus, croit

demander des choses qui lui manquent et qu'il ignore; le vague de sa prière en fait le charme et son âme inquiète, qui sait peu ce qu'elle désire, aime à former des vœux aussi mystérieux que ses besoins (1). »

Sur l'emploi de la musique symphonique à l'église, il y aurait beaucoup à dire, voire à contredire, et nous l'avons fait mainte fois. Mais on peut souscrire sans réserve à l'observation, à la distinction suivante : « Un compositeur qui travaille pour l'église devrait être très sévère et ne rien mêler dans ses compositions de tout ce qui appartient au théâtre. Quelle différence en effet entre le sentiment qui règne dans les psaumes, les antiennes, les hymnes, etc., et la véhémence des passions de l'amour et de la jalousie! L'amour proprement dit ne doit avoir aucun rapport avec l'amour de Dieu, lors même qu'il en tient la place dans le cœur d'une jeune femme. Tous les sentimens qui s'élèvent vers la Divinité doivent avoir un caractère vague et pieux. Tout ce qui n'est pas à la portée de nos connaissances nous force au respect; les extases mêmes qu'éprouvèrent certains personnages pieux dont parlent les légendaires, seraient indignes de la Divinité, si elles n'avaient que les caractères de l'amour profane. »

Sur la musique « vague, » sur le rôle, — secondaire, mais utile, — de la symphonie ou de l'orchestre au théâtre, le musicien dramatique a parfois des sentimens, voire des pressentimens justes, qu'il traduit avec ingénuité. « Une fille, par exemple, assure à sa mère qu'elle ne connaît pas l'amour; mais pendant qu'elle affecte l'indifférence par un chant simple et monotone, l'orchestre exprime le tourment de son cœur amoureux. Un nigaud veut-il exprimer son amour, ou son courage? S'il est vraiment animé, il doit avoir les accens de sa passion; mais l'orchestre, par sa monotonie, nous montrera le petit bout de l'oreille. » On sait, et Grétry, le premier, savait quel autre exemple, tragique, de ce contraste ou de cette contradiction, Gluck avait donné dans *Iphigénie en Tauride*, sur ces mots d'Oreste : « *Le calme rentre dans mon cœur.* » Là, ce que l'orchestre nous montre, ce n'est pas « le petit bout de l'oreille, » c'est le fond même de l'âme du héros.

Grétry quelquefois paraît craindre que la musique en arrive

(1) *Génie du Christianisme.*

un jour à prendre « pour base principale la partie instrumentale » et que la partie du chant « y soit moins obligée que celle de l'alto. » Depuis, nous avons vu ce jour. D'autre part, il a l'intuition de certains effets d'orchestre. A propos de sa tragédie lyrique, *Andromaque*, il écrit : « C'est, je crois, la première fois qu'on a eu l'idée d'adopter les mêmes instrumens pour accompagner partout le récitatif d'un rôle qu'on veut distinguer. Lorsque Andromaque récite, elle est presque toujours accompagnée de trois flûtes traversières qui forment harmonie. » Voilà ce qui pourrait s'appeler un cas de *leitmotiv* instrumental. Et quant au *leitmotiv* mélodique, nul n'ignore avec quelle éloquence et quelle mesure à la fois en usa le musicien de *Richard Cœur de Lion*. Enfin, parlant de la vraisemblance ou de la vérité dans l'art, Grétry se demande encore, ou feint qu'on lui demande : « Les accompagnemens de tout un orchestre sont-ils aussi dans la nature ? — Non, aussi est-il caché à vos yeux ; et, en accompagnant, en soutenant, en fortifiant, quelquefois même en contrariant le chant de l'acteur, l'orchestre parle pour la multitude qui prend part à l'événement. — Et si l'acteur est seul dans une prison, dans une forêt, et ne doit pas être entendu, alors que fait l'orchestre ? — Il vous représente, vous, spectateurs, qui devez dire tout ce qu'il dit, si la musique est bien faite. » Ici, non plus sur tel ou tel effet particulier, mais sur le rôle ou la mission générale de l'orchestre, il semble bien que le maître d'autrefois ait d'avance exprimé certaines idées d'aujourd'hui.

Il n'est pas jusqu'à l'un des élémens premiers de la musique, celui qu'on entend par ce mot : l'*idée*, que Grétry n'essaie de définir à sa manière. « Une idée musicale n'est autre chose que le ton, les inflexions des paroles qu'on emploie pour communiquer une idée en vers ou en prose.

— « Mais, » lui réplique un interlocuteur supposé, « il y a de la musique sans paroles ; je l'aime quand elle est bonne et bien exécutée. Qu'est-ce que cette musique ? — C'est, lui dis-je, un discours de sons, le chant d'un discours dont on a retranché les paroles. » Et pour se faire mieux comprendre, Grétry s'avise d'une comparaison où se retrouve bien, avec la sensibilité, la poésie, on dirait presque la peinture de son temps : « N'avez-vous jamais vu une femme presque évanouie ? Il ne lui reste de forces que pour faire entendre l'accent des paroles qu'elle ne

peut plus prononcer. — Fort bien. — La comprenez-vous néanmoins? — Oui, j'entends qu'elle se plaint, qu'elle dit à ses enfans, à son mari, à ses amis qui sont près d'elle : « Je me sens mieux, ne vous effrayez point. » — Eh bien! dans cette circonstance et dans mille autres de tout genre, c'est là le principe de la musique sans paroles. »

Mais la musique avec paroles, voilà pour Grétry la véritable musique, la musique par excellence, et les paroles y ont presque autant de part que la musique elle-même. « La poésie doit être la fille obéissante de la musique. » Cela, c'est la formule de Mozart. Elle est exactement contraire à celle d'un Grétry comme d'un Gluck, ces grands serviteurs du verbe, et de notre verbe français. « Quelle est la nature que doit suivre le musicien? La déclamation juste des paroles. » — Ou bien encore : « Il ne suffit pas, au théâtre, de faire de la musique sur les paroles : il faut faire de la musique avec les paroles. » Voilà des axiomes qui pourraient servir d'épigraphe aux *Essais* et dont les *Essais* ne sont, en partie, que le développement et la justification. A peine arrivé à Paris, nous dit Grétry, « je fus deux fois à l'Opéra, craignant de m'être trompé la première; mais je n'en compris pas davantage la musique française... Je fus tout au plus quatre fois aux Italiens... On trouvera peut-être extraordinaire que le Théâtre-Français fût celui que je fréquentai assidûment... La déclamation des grands acteurs me sembla le seul guide qui me convînt et je crois qu'un jeune musicien peut être fier d'avoir eu cette idée, la seule qui pût me conduire au but que je m'étais proposé : c'est-à-dire d'être moi, en suivant la belle déclamation... Oui, c'est au Théâtre-Français, c'est dans la bouche des grands acteurs, c'est là que la déclamation, accompagnée des illusions théâtrales, fait sur nous des impressions ineffaçables, auxquelles les préceptes les mieux analysés ne suppléeront jamais. C'est là que le musicien apprend à interroger les passions, à scruter le cœur humain, à se rendre compte de tous les mouvemens de l'âme. C'est à cette école qu'il apprend à connaître et à rendre leurs véritables accens, à marquer leurs nuances et leurs limites. »

Grétry poussait si loin ce respect, cet amour de la parole déclamée, qu'ayant soumis à la Clairon certain duo d'un de ses opéras-comiques *(Sylvain)*, il en corrigea plusieurs passages, suivant les conseils et les intonations mêmes de la célèbre tragé-

dienne. A la justesse, à la vérité de la déclamation, il aurait tout sacrifié; tout, y compris, — mais les a-t-il connus ? — les chefs-d'œuvre de la musique pure.. C'est ainsi qu'il n'accordait qu'un rang secondaire à la musique allemande. « Les Allemands, écrit-il, ont inventé la vraie musique instrumentale; ils ont posé les limites de toutes les ressources des instrumens à vent (?). Enfin, ils ont appris au reste de l'Europe que l'appui d'une harmonie mâle, riche et nombreuse, donne une célébrité qui marche immédiatement après celle que donne le génie créateur qui peint la nature, c'est-à-dire la déclamation notée et métamorphosée en chant délicieux. »

Notons nous-même ces derniers mots. Si Grétry, quelquefois en théorie, paraît les oublier, il s'en souvient dans la pratique, et sa musique, belle sans doute parce qu'elle déclame, l'est aussi parce qu'elle chante, et délicieusement.

Mais encore une fois, c'est à la parole, à la déclamation, qu'il revient sans cesse, comme à la base et au sommet de son art. Il rapporte l'effet extraordinaire que produisit, à la première représentation d'un de ses ouvrages, (*La fausse Magie*), la musique de certain duo : « musique parlante, où le chant est si près de la déclamation, qu'on le confond avec la parole. » Analysant la musique d'un morceau de *Lucile*, il en donne un commentaire qu'on pourrait presque appeler une traduction mot à mot, quand ce n'est pas syllabe par syllabe. Deux airs de l'*Ami de la Maison* lui servent à nous démontrer que les accens de la parole peuvent être copiés par les accens de la gamme. Oui, tous les accens, et de toutes les paroles, sans en excepter les plus familières. Il n'est pas jusqu'à : « *bonjour, monsieur,* » ou « *bonjour, mon cher,* » dont Grétry ne s'offre à marquer, suivant le rang du personnage, de nombreuses et diverses intonations. On verrait alors, ajoute-t-il, « combien l'amour-propre est un puissant maître de musique et comme la gamme change lorsque l'homme en place cesse d'y être. »

***

Ainsi nous passons de l'ordre de la déclamation lyrique dans le domaine, attenant et plus étendu, de la psychologie musicale. Si Grétry s'attache, et de si près, à la parole, c'est parce que, selon lui, seule elle assure à la musique la justesse, la force, la vérité de l'expression. Et l'expression, voilà pour

Grétry le principe et la fin, le propre et le tout, ou peu s'en faut, de la musique. « La musique, disait Beethoven, est esprit et elle est âme. » L'âme d'un Grétry, presque seule, est touchée par elle. Selon lui, c'est à la sensibilité qu'elle s'adresse, beaucoup plus qu'à l'entendement.

Interprète fidèle de toutes nos affections, capable de produire en nous et de reproduire hors de nous tous les mouvemens de notre cœur, elle n'a d'autre mission, d'autre dignité même que de nous émouvoir. Aussi l'auteur des *Essais* a-t-il donné comme sujet et comme titre à l'une des parties, non la moindre, de son ouvrage : « L'analyse des passions, des caractères, des sensations de l'homme, suivie d'une application à l'art. » C'est un véritable traité d'éthique musicale. Deux principes le dominent, qui sont pour Grétry non seulement les vertus maîtresses, mais les deux seules raisons d'être de la musique : la vérité et la sensibilité. De ce manuel ou de ce dictionnaire de l'expression musicale, certains articles sont ingénieux et pénétrans ; il y a dans plus d'un autre bien de la convention et de l'arbitraire, quand ce n'est pas de la naïveté, voire de l'enfantillage. Le catalogue des passions ou des caractères, considérés d'abord en eux-mêmes, puis par rapport aux meilleurs moyens de les mettre en musique, ne comprend pas moins d'une cinquantaine de numéros. La plupart des dispositions morales y figurent, hormis les « passions exaspérées, » comme disait Grétry lui-même, en ajoutant qu'il n'y entendait rien. Voici la matière et l'intitulé de quelques chapitres : « *Douceur de caractère, candeur, pudeur. — Les femmes. — De la coquetterie sans amour. — De l'amitié. — De l'avarice. — L'orgueilleux, l'ambitieux, le glorieux. — L'indolent. — Du babillard. — Le gobe-mouches, le niais. — Des larmes. — Du fat*, etc. » On le voit, c'est tout le répertoire de la comédie, avec recettes musicales appropriées aux types divers. Sur la pudeur en soi et la pudeur en musique, on citerait vingt détails de sentiment ou de style dans le goût du temps, et délicieux. Le chapitre des femmes est naturellement l'un des plus riches en observations, en maximes. La femme vertueuse y est honorée, mais la coquette n'y est point oubliée non plus, témoin cette étonnante apostrophe : « Si dans nos promenades un homme inconnu te fixe modestement, ou avec étonnement, et que ce regard te plaise, avec quel art tu sais lui ordonner de te voir à chaque tour

qu'il fera!... Si, marchant dans les rues, tu aperçois à un œil malin l'homme ralentir sa marche pour te suivre et te considérer quelques instans de plus, avec quel art tu profites du plus petit obstacle qui se trouve dans ton chemin (ou que tu vas chercher exprès), pour avoir occasion de soulever les plis mystérieux qui laissent apercevoir alors le chemin du bonheur. »

Avouez que Jean-Jacques n'aurait pas trouvé mieux. Et ce que dit, ou ce que montre ici la parole, Grétry ne va pas jusqu'à prétendre que la musique sache le montrer et le dire. On s'étonne même qu'après les pages consacrées aux femmes, le chapitre de l'« application » musicale, soit parmi les plus sommaires et les moins pertinens. Le musicien, parlant après le psychologue, se contente ici d'assurer ses jeunes confrères qu'ils doivent chercher la leçon de toute leur vie, et de tout leur génie même, dans leur première leçon d'amour. C'est au temps des amours qu'il sied de méditer et de préparer les ouvrages d'imagination. Ainsi firent, d'après Grétry, Greuze, et Voltaire, et La Harpe (!). « La première passion de l'homme est son premier maître... C'est après avoir aimé que l'artiste donne à ses productions le vernis du beau idéal, qui n'exclut pas la vérité, mais qui l'embellit. »

On ne saurait énumérer les cas observés par l'auteur de cet étonnant catalogue. Encore une fois, tout l'ordre sentimental y passe. Il n'est pas un élément, un détail de cet ordre qui laisse indifférent le musicien moraliste. Ainsi la pure mélodie lui paraît « le miroir de la douceur, de la pudeur par caractère. Une modulation, dans ce cas, est une faute. Qui dit *modulation*, dit combinaison, et jamais aucun des accens de la pudeur, de la candeur, ne fut combiné. » Ailleurs : « le jaloux amoureux forme de longs intervalles dans son chant; plus il craint d'accuser celle qu'il aime, plus il donne d'assurance à ses tons toujours fiers et orgueilleux. Il emploie souvent le genre chromatique, qui est à la fois douloureux et sinistre : douloureux pour le jaloux qui veut intéresser; sinistre pour ceux qui l'écoutent et surtout pour celle qui est l'objet de ses transports jaloux. » Ma foi, cela n'est pas si mal et l'on aurait presque envie de reprendre d'après de telles indications, et pour les vérifier, l'étude d'un rôle ou d'un personnage lyrique comme l'Otello de Verdi.

Autre recette : pour l'amour maternel : « Les chants de

romance le dégraderaient; un chant vague ne l'exprimerait pas assez, puisque le cœur d'une mère est le sanctuaire de la nature; les chants pieux outrepasseraient la mesure convenable. C'est, je crois, par un heureux mélange de ces trois genres qu'on atteint à la couleur qui est propre à l'amour d'une mère. La nuance du chant de romance indique que la femme fut amante pour être mère; la nuance du chant vague indique l'impossibilité d'exprimer tous les sentimens qui se réunissent dans l'amour maternel, et la nuance des chants pieux, ou mystiques, annonce la sainteté de cette passion. »

Parmi les musiciens, il en est, et non des moindres, qui, surtout accessibles à la beauté spécifique des sons, ne croient guère à leur pouvoir expressif. L'expression musicale, disait, je crois, Charles Lévêque, a ses athées. Elle eut dans Grétry l'un de ses dévots, et jusqu'à la superstition. Pas une pratique, une observance, fût-ce la plus naïve, dont il ne recommande l'usage et ne garantisse l'effet. Rien selon lui, rien d'humain, n'est étranger à la musique, rien n'est en dehors de ses moyens, ou de ses procédés. « Le soupçon, la tristesse accompagnent les inflexions de l'avare. Voyez le duo des deux avares (dans l'ouvrage qui porte ce nom). Ils s'interrogent tour à tour; preuve de soupçon. Ils ne se réunissent que pour dire : *Prenons, prenons!* Ce duo est en *mi bénol;* preuve de tristesse. »

« Qui veut trop prouver... » dirait-on cette fois. On le dirait ailleurs encore. Que pensez-vous de l' « application » suivante : pour retracer les vertus de l'amitié, « la mélodie la plus suave, l'harmonie la plus pieuse peuvent être employées avec succès. Oui, dans ce cas, les chants de l'hymne le plus saint ne sont point étrangers à l'amitié, car aucun sentiment ne lui est supérieur en pureté, pas même celui de l'amour maternel. » Pour définir, — moralement, — certains sentimens ou personnages moyens : l'orgueilleux, l'ambitieux, le glorieux, Grétry commence par citer Molière. Pour les représenter en musique, il avoue ensuite qu'on « peut, à peu de chose près, les confondre. » Il ajoute cependant : « le glorieux est immoral comme les deux autres, mais plus posé et plus froid : c'est donc ici où les modulations éloignées les unes des autres sont naturelles. » C'est également ici, comme en d'autres cas, trop nombreux, que nous tombons, aux dépens du naturel, dans l'arbi-

traire, la vaine recherche et la puérilité. Non, la musique ne va pas si loin ; elle ignore ces chemins détournés et ces voies étroites. Assez d'autres, plus larges et plus libres, lui sont ouvertes. Entre elle et l'âme humaine il est des relations plus hautes et d'aussi délicats, mais plus simples rapports. Aussi bien Grétry ne les a point ignorés. Dans le chapitre qu'il intitule : « *Des mœurs étrangères* » (nous dirions maintenant : De l'exotisme, ou de la couleur locale), il donne au musicien qui traite un sujet étranger des conseils judicieux : « Le musicien doit se monter la tête au ton, quoique factice, que peut avoir tel peuple... Que quelques traits de caractère soient le type dont il tire souvent sa mélodie; qu'un rythme original inventé par lui soit répété plusieurs fois dans le cours de son œuvre. Alors les spectateurs se feront illusion et croiront que c'est ainsi que parlent les Chinois, les Turcs, les habitans du Japon. Ils seront satisfaits, surtout si l'artiste a su faire une production aimable avec des traits bizarres. On m'a demandé si l'air de la romance de *Richard* était celui qu'on chantait jadis sur ces paroles anciennes. Non; j'ai fait un nouvel air, mais j'ai tâché qu'on crût qu'il était vieux... »

« J'étais à Lyon lorsque je fis la musique de *Guillaume Tell.* Je priai le colonel d'un régiment suisse qui était en garnison dans cette ville, de me faire dîner avec les officiers de son corps. Au dessert, je dis à ces messieurs qu'ayant à mettre en musique le poème de *Guillaume Tell*, leur ancien compatriote, je les priais de me chanter les airs de ce temps et les airs des montagnes de la Suisse qui avaient le plus de caractère. J'en entendis plusieurs et, sans en rien copier, que je sache, ma tête se monta sans doute au ton convenable; car les Suisses et les musiciens en général aiment le ton montagnard qui règne dans cette production musicale. » Ce ton, ou plutôt ce parfum de la montagne, une des filles du maître, connaissant le pouvoir expressif de la musique de son père, l'avait, en quelque sorte, respiré d'avance. Grétry rapporte qu'à Lyon, un matin d'été, comme il était en train de travailler à sa partition de *Guillaume Tell* dans la chambre de sa fille Antoinette, elle lui dit : « Ta musique a toujours l'odeur du poème : celle-ci sentira le serpolet. »

En somme, l'auteur des *Essais* a moins considéré la musique en soi que dans ses rapports avec les élémens de tout ordre

auxquels elle peut s'associer ou dont elle peut dépendre. Le sentiment, la parole est du nombre. Et la politique aussi, paraît-il, et jusqu'à la forme du gouvernement. « Des institutions politiques considérées dans leurs rapports avec l'art musical. » C'est le titre d'une partie des *Essais*, qui n'est pas la meilleure. Elle débute ainsi : « La liberté est l'apanage de l'homme. En le formant, le Créateur lui dit : « Sois libre. » Et il le fut. » Vous reconnaissez la doctrine de Jean-Jacques et son erreur funeste. La suite, à peu de chose près, n'est pas plus raisonnable, ne consistant que dans l'étalage, en style de l'époque, de toute une esthétique républicaine ou révolutionnaire. L'auteur assure que « dans les monarchies, chaque intrigant peut tout envahir parce que tout est du ressort de l'intrigue. Il n'est pas nécessaire à l'intrigant d'avoir la moindre notion des arts pour être mis à leur tête... Dans un gouvernement démocratique, chaque artiste a les mêmes droits aux récompenses publiques; mais il n'y a en général que les vrais talens qui osent se mettre en évidence pour occuper les places qu'ils sont seuls en état de remplir. Si l'artiste ignorant et toujours ambitieux emploie l'intrigue pour faire solliciter les magistrats, ceux-ci, effrayés d'une responsabilité qui circonscrit toutes leurs actions, le repoussent pour s'étayer de l'opinion publique, qui proclame d'avance, dans chaque partie des arts, l'homme qu'elle a distingué depuis longtemps. »

Faut-il croire que, pendant quelque vingt ans de gouvernement monarchique, Grétry lui-même, Grétry le premier, n'avait « tout envahi, » — je veux dire la scène française, et royale, — que par le « ressort de l'intrigue, » et non par la force, ou la grâce, de son charmant génie! Un peu plus loin, quand il appelle de ses vœux « le temps où nos spectacles feront la peinture des mœurs pures des républicains français, » où l'on exécutera sur un de nos théâtres « la musique des Pergolèse, Haendel, Buranello, Jomelli, Lulli, Rameau, etc., » il est permis de se demander ce que Grétry pouvait bien trouver de commun entre cette musique et ces musiciens, et la République française.

Celle-ci, d'après Grétry, devait fournir à la musique, non seulement des idées, ou des sujets, mais des paroles même. Et lesquelles! « A l'exemple des anciens, on peut mettre en musique les Droits de l'homme et du citoyen; nous devons y ajouter les devoirs particuliers de mère et de citoyenne. Je pense que

cette manière agréable d'apprendre à la fois à chanter en s'inculquant pour jamais les dogmes sacrés de la société est d'un avantage inappréciable. Nos saintes lois mises en chant, en chant facile et mélodieux, seront bientôt répétées de bouche en bouche et de la France elles passeront dans toute l'Europe. » Voyez-vous, entendez-vous, « mises en chant, » nos « saintes lois! » celles de 1794! Tout de même, comme paroles « *ô Richard, ô mon Roi!* » faisait mieux.

Mieux valent aussi d'autres considérations, plus modestes, sur les rapports de la musique avec d'autres objets que la politique : avec le théâtre, par exemple, mais cette fois avec le matériel et le personnel du théâtre, avec l'architecture de la salle et le caractère des chanteurs. « On ne cesse de faire et de nous demander de grandes salles de spectacle. Si j'étais entrepreneur, je dirais à mon architecte : « Songez qu'il ne s'agit point ici d'un monument uniquement fait pour être vu et pour produire un grand effet à l'œil. L'essentiel est qu'on entende parfaitement tout ce qu'on dira sur la scène. Si votre vaste monument ne laisse point entendre une musique douce, la voix d'une femme, celle d'un enfant; si l'on y perd la moitié des vers de Racine, dont on ne veut pas perdre une syllabe, à quoi servira votre vaste monument?... Je veux, au spectacle, voir et entendre *de reste*. Si je ne vois point le jeu de physionomie des acteurs, s'il faut qu'un mot me fasse deviner l'autre, il n'y a plus de plaisir, et partout où l'on va pour le trouver, si on ne le trouve pas, on ne rapporte que l'ennui. »

Dans le même ordre d'idées, Grétry, sur certains points, a devancé Wagner : « Je voudrais que la salle fût petite, répète-t-il, et contenant tout au plus mille personnes. » Et il ajoute : « Qu'il n'y eût qu'une sorte de places partout; point de loges, ni petites, ni grandes; ces réduits ne servent qu'à favoriser la médisance, ou pis encore. Je voudrais que l'orchestre fût voilé et qu'on n'aperçût ni les musiciens, ni les lumières des pupitres du côté des spectateurs. L'effet en serait magique, et l'on sait que, dans tous les cas, jamais l'orchestre n'est censé y être. »

Que de vœux encore a formés Grétry, que de regrets, que de plaintes, — inutiles, — et que, depuis Grétry, les musiciens expriment toujours! « Un air pur et fait par un habile homme n'est susceptible que de légers changemens, » — et encore! —

« ou on le dégrade. Que dirait le public si l'on variait les vers de Racine ! Il sifflerait. La musique bien faite a autant de droits à l'estime du public que les beaux vers. » Ailleurs : « Je crois connaître la cause qui assujettit la musique, plus qu'aucun autre art, aux variations dont on l'accuse : c'est qu'elle est continuellement dans la dépendance de ceux qui l'exécutent. Un livre de science, de philosophie, un tableau, une statue, sont lus, examinés, jugés tranquillement par tout le monde, sans le besoin d'aucun secours étranger. En est-il de même des ouvrages dramatiques, de la musique surtout, qui a besoin indispensablement, pour paraître au jour, d'une quantité de talens réunis, qui modifient à leur manière ou altèrent le sentiment de l'auteur et le vrai sens de son ouvrage. Défendrez-vous à cette chanteuse de faire des roulades, des trilles, mille ornemens déplacés, etc. ? »

Et comment l'obligerez-vous, cette même chanteuse, ou quelque autre, à chanter en mesure, ou, comme disait Grétry, « de mesure ? » Écoutez plutôt ce dialogue :

« *L'actrice* (sur le théâtre). — Que veut donc dire ceci, monsieur ? Il y a, je crois, de la rébellion dans votre orchestre.

« *Le batteur de mesure* (dans l'orchestre). — Comment, mademoiselle, de la rébellion ? Nous sommes tous ici pour le service du Roi, et nous le servons avec zèle.

« *L'actrice.* — Je voudrais le servir de même, mais votre orchestre m'interloque et m'empêche de chanter.

« *Le batteur de mesure.* — Cependant, mademoiselle, nous allons de mesure.

« *L'actrice.* — De mesure ! Quelle bête est-ce là ? Suivez-moi, monsieur, et sachez que votre symphonie est la très humble servante de l'actrice qui récite.

« *Le batteur de mesure.* — Quand vous récitez, je vous suis, mademoiselle ; mais vous chantez un air mesuré, très mesuré.

« *L'actrice.* — Allons, laissons toutes ces folies, et suivez-moi. »

On croirait une page détachée du fameux pamphlet de Marcello : *Le Théâtre à la mode*. Il y a des modes, au théâtre, qui ne changent jamais. Et Grétry, qui prévoyait tant de choses, pensait déjà ce que, longtemps après lui, Gounod devait dire : « Il suffit d'un interprète pour calomnier un chef-d'œuvre. »

*
* *

Retrouverons-nous quelque jour des interprètes qui ne calomnieront pas les chefs-d'œuvre de Grétry? Quels chanteurs, quels comédiens, quels directeurs de théâtre oseront et sauront nous les rendre avec respect, avec amour! Enfin rassasiés, dégoûtés même parfois de ce qu'on appela trop longtemps « l'avenir, » l'avenir allemand, il fera bon alors de se réfugier un peu dans notre passé de France, de remonter à nos origines, à nos sources. La musique de Grétry compte parmi les plus fraîches et les plus pures. Elle est tempérée, elle est aimable, et depuis vingt ou trente ans il faut bien reconnaître que la musique française a quelque peu désappris la tempérance et l'amabilité.

« Aujourd'hui le luxe règne partout... C'est cependant lorsque le luxe s'est introduit dans les arts qu'ils ont besoin de modération. J'ai parlé ci-devant d'une sorte de régime auquel le musicien compositeur doit s'astreindre pour ne pas se dégoûter de son art, qu'il doit aimer et pratiquer toujours avec un nouveau plaisir. Ce n'est pas de ce régime dont il est à présent question : c'est d'user avec sobriété des richesses des instrumens et des effets d'harmonie dont nous abusons. »

Déjà! Voilà des considérations que Nietzsche lui-même, le Nietzsche seconde manière, l'anti-wagnérien, ne traiterait pas d'« inactuelles. »

Et voici, tirées des *Essais* toujours, de semblables et non moins opportunes leçons :

« Il est une autre manie qui s'accrédite maintenant et qui est d'autant plus dangereuse qu'elle en impose au commun des auditeurs : c'est celle de faire beaucoup de bruit, dont je veux parler. Il semble que, depuis la prise de la Bastille, on ne doive plus faire de musique en France qu'à coups de canon. Erreur détestable, qui dispense de goût, de grâce, d'invention, de vérité, de mélodie, et même d'harmonie, car elle ne fut jamais dans le bruit... Tout nous commande donc de rétrograder vers la simplicité. Soyons sûrs qu'elle aura pour nous tout le charme de la nouveauté et que, telle qu'une maîtresse charmante qui daigne nous pardonner une infidélité, nous la retrouverons plus aimable encore. »

Un peu plus loin : « Faire trop fut toujours le cachet de

l'ignorance. Ne pouvant rien produire avec peu, elle se jette dans l'abondance, où elle reste ensevelie. »

Ailleurs enfin, cette maxime résumerait assez bien l'esthétique du vieux maître : « Soyons forts de vérité, l'orchestre fournira toujours au gré de nos désirs. »

Mais, selon Grétry, toute vérité n'est pas bonne à dire, encore moins à chanter. La vérité qu'il aimait n'a rien de farouche, ou seulement de sévère et de rude, encore moins de grossier. Rappelez-vous son mot sur « les passions exaspérées » auxquelles il s'excusait de ne rien entendre.

Fidèle et dévoué serviteur du vrai, ce musicien véridique entre tous fut pourtant le moins réaliste des musiciens. A mainte reprise, il expose, dans le goût et le style de son siècle, son idéalisme innocent : « S'il est pour les arts des tableaux insusceptibles d'aucune grâce, évitons de les reproduire : ils n'offrent aux sens que des images abjectes. De deux musiciens qui auraient à peindre le lever de l'aurore, si l'un, à travers le bruit du zéphyr et le murmure des ruisseaux, nous faisait entendre le chant des oiseaux ; si l'autre, pour être encore plus vrai, y joignait le grognement du porc et tout le bruit matinal d'une basse-cour, le premier, quoique ayant retranché la moitié de la vérité, mériterait des éloges ; il ne rappellerait aux auditeurs que des sensations aimables ; la rose, le jasmin parfumeraient l'atmosphère pendant la succession de ses tableaux, tandis que l'autre, par sa vérité rustique, ne leur rappellerait que l'odeur du fumier. »

Génie idéaliste, encore une fois, optimiste par excellence, Grétry entendait pour ainsi dire les choses, comme d'autres les voient, en beau. Non seulement de la musique en soi et de sa nature, de son rôle ou de sa mission, mais de tout ce qui s'y rapporte, il ne se formait que des représentations agréables. Avant un de nos contemporains, — n'est-ce pas Brunetière ? — il eût dit volontiers : « Là où il n'y a pas de charme, il n'y a pas d'art. » Dans son art, autour de son art, Grétry voulait que tout fût charmant.

« C'est dans les beaux jours du printemps que je composai le *Tableau parlant*, et je puis dire que pendant deux mois, chanter et rire fut toute mon occupation. » Plus loin : « J'ai remarqué en général que les ouvrages que j'ai composés dans la belle saison se ressentent de son influence : le *Huron*, le

*Tableau parlant*, l'*Ami de la maison*, la *Fausse Magie*, la *Rosière*, *Colinette à la cour*, la *Caravane* et *Panurge* sont ceux qui me semblent avoir une certaine fraîcheur qui les distingue, Si les circonstances s'y prêtaient, je travaillerais pendant l'été sur un poème aimable, et l'hiver sur une pièce plus sérieuse et plus intriguée. Au reste, en tout temps, le bonheur dont l'artiste jouit influe infiniment sur ses productions. »

Ceci encore, à propos de la traduction musicale de certain personnage (il s'agit du flatteur) : « Il faut des modulations très adoucies. La musique est un baume, quand on veut pallier le mal ; rien ne flatte, ne caresse comme elle. » Et, pour terminer, citons ces deux observations, touchant le caractère ou véritablement, on peut le dire ici, la vertu générale de la musique : « La musique exprime faiblement les immoralités parce que *harmonie*, *mélodie*, sont un assemblage de choses pures. Je suis certain que le musicien le plus immoral conviendra n'avoir trouvé dans son art que bien peu de ressources pour peindre les vices de l'âme. Il semble que la musique n'existe que pour retracer les vertus. » Renan a dit autrefois cette parole : « L'intention de l'univers est généralement bienveillante. » Telle est aussi l'intention générale que Grétry prêtait à la musique. A son gré, l'art par excellence eût été celui « qui enseignerait à construire des chants heureux. « Formule incomplète, mais touchante, et qu'il n'est pas mauvais de rappeler. Dans le même temps et dans le même esprit, M^me^ Geoffrin, près de mourir, faisait à ses amis assemblés autour d'elle cette recommandation dernière : « Ajoutez le soin de procurer les plaisirs, chose dont on ne s'occupe pas assez. » Le conseil est bon pour tout le monde, y compris certains musiciens d'aujourd'hui.

CAMILLE BELLAIGUE.

# REVUE LITTÉRAIRE

## TROIS AMIS DE Mme DE STAËL (1)

Ces trois amis de Mme de Staël sont bien connus; je ne les invente pas. Mais un gros livre tout récent, *Madame de Staël et la Suisse*, par M. Pierre Kohler, apporte de nombreux documens sur maintes questions relatives à l'auteur de *Corinne*, à son génie, à son entourage, et sur ces trois personnages intéressans, Édouard Gibbon, Charles-Victor Bonstetten et Jean-Charles-Léonard Simonde qui préféra s'appeler Sismondi. Je ne prétends pas, d'ailleurs, que les recherches nouvelles modifient beaucoup le sentiment qu'on avait d'eux. Du moins sont-elles l'occasion de revenir à eux; et faut-il tant de prétexte pour regarder un peu de temps avec plaisir des visages d'autrefois?

Gibbon, c'est plutôt un ami de Mme Necker; au point que Mlle Curchod, toute jeune, pensa devenir Mme Gibbon. Mais il demeura très attaché à la famille Necker et, jusqu'à sa mort qui survint en 1794, à la fille de son ancienne fiancée. Sur le tard, il n'est pas beau. Garat, dans ses *Mémoires sur M. Suard*, lui donne à peine quatre pieds sept à huit pouces, un ventre de Silène posé sur des jambes courtes et grêles, les pieds en dedans, énormes et qui auraient pu servir de socle à une statue. Quant à la figure : un petit nez, enfoncé, perdu entre de grosses joues ; et des bajoues, un double menton, le front lourd et proéminent. Son obésité est un sujet de plaisanteries. Le marquis de Bièvre dit : « Quand j'ai besoin de mouvement, je fais trois fois le tour de Gibbon. » Et l'on raconte qu'un jour, le pauvre

(1) *Madame de Staël et la Suisse*, par Pierre Kohler (librairie Payot). Cf. *Le salon de madame Necker*, par le comte d'Haussonville (librairie Calmann-Lévy), et, bien entendu, Sainte-Beuve.

homme s'était jeté aux pieds d'une dame, pour être aimable ; la dame, prude ou peu aguichée, le pria de se relever : « Ah ! si je le pouvais ! » s'écria-t-il. Mais ce gros Gibbon n'est pas celui que M^lle^ Curchod crut aimer. Gibbon avait seize ans, lorsqu'il arriva en Suisse. M. Gibbon le père le confiait à un pasteur de Lausanne, M. Pavilliard, qui aurait soin de le ramener au protestantisme, le jeune homme s'étant avisé, au scandale de tous les siens, d'embrasser le papisme, à Oxford. Il avait lu Bossuet. M. Pavilliard se souvint longtemps de « ce petit personnage tout mince, avec une grosse tête, disputant et poussant avec la plus grande habileté les meilleurs argumens dont on se soit jamais servi en faveur du papisme. » D'autres lectures et d'autres méditations fournirent à cet adolescent chicaneur des argumens contre le papisme, de sorte que sa deuxième conversion se fit à merveille : après quoi, il ne fut exactement ni protestant ni catholique. Mais il est mince, au temps de ses jeunes amours, mince avec une grosse tête. Au surplus, qu'importe de savoir comment il est ? Sachons comment le vit son amante.

M. le comte d'Haussonville a justement retrouvé un portrait de Gibbon, écrit alors par cette amante. Eh bien ! M^lle^ Curchod, dès le début, confesse l'intention de « couler légèrement sur la figure de M. G... » C'est un signe d'indulgence, mais indispensable. Elle lui accorde de beaux cheveux, la main jolie et l'air d'une personne de condition ; la physionomie, très spirituelle et singulière : « une de ces physionomies, si extraordinaires qu'on ne se lasse presque point de l'examiner, de le peindre et de le contrefaire. » Une politesse élégante et l'idée fine des égards qu'on doit aux femmes. A la danse, des plus médiocres. Et, bref, un garçon très intelligent, laid, qui a des mérites et qui a même de l'agrément.

Gibbon s'éprit de M^lle^ Curchod, qui ne le méprisa point. Voire, ils allèrent, sinon jusqu'aux fiançailles, du moins jusqu'à des promesses. Ils en étaient là, quand le promis, ayant passé à Lausanne, et autour de Lausanne, cinq années, dut retourner en Angleterre. M. Gibbon le père lui interdit d'épouser M^lle^ Curchod, sous peine de perdre l'héritage et les subsides provisoires. Gibbon, ensuite, résume dans ses Mémoires son aventure : « Après un combat pénible, je cédai à ma destinée. Je soupirai comme amant, j'obéis comme fils... » Il obéit, sans doute. Il écrivit à la jeune fille : « Mademoiselle, je ne puis commencer ! Cependant, il le faut. Je prends la plume, je la quitte, je la reprends. Vous sentez à ce début ce que je vais dire. Épargnez-moi le reste. Oui, mademoiselle, je dois renoncer à vous pour jamais ! »

Après cela, il n'y a plus qu'à se désespérer d'abord et, le plus tôt possible, à se résigner. Toutefois, cinq ans plus tard, en 1763, Gibbon revient à Lausanne. Dans l'intervalle, Mlle Curchod a perdu son père et sa mère. Elle se trouve dans une situation malaisée. Je ne sais si elle éprouve encore, à l'égard de l'infidèle, ce même sentiment de véritable amour : et le sait-elle ? Si l'amour change, l'on a changé ; l'on ne voit pas qu'il a changé : si le rivage passait du même train que la rivière, nous ne verrions pas que la rivière nous emmène. En tout cas, Mlle Curchod ne renonce pas à épouser l'infidèle. Et c'est au point que Moultou, l'ami de Jean-Jacques et l'ami de Mlle Curchod, combine un stratagème. Jean-Jacques était alors à Motiers, dans le Val de Travers. La jeune fille écrit à l'infidèle : « On m'écrit que divers Anglais quittent Paris pour se rendre à Motiers. Si c'est ce but qui vous amène dans ma patrie et que vous vouliez une lettre pour Rousseau, je vous prie de me l'écrire, mes meilleurs amis soutenant avec lui les relations les plus étroites... » Eh ! se lier avec Jean-Jacques, n'est-ce pas un aimable projet pour le jeune M. Gibbon, qui commence d'écrire et qui a déjà publié un *Essai sur l'étude de la littérature?* En même temps, Moultou raconte à Jean-Jacques l'histoire de la délaissée : histoire qui le touche, car il aime fort « tout ce qui est un peu romanesque ; » enfin Jean-Jacques, si Gibbon va le voir, lui vantera les mérites de la jeune fille. Seulement, Gibbon n'eut point envie d'aller voir Jean-Jacques. Et Jean-Jacques écrivait à Moultou : « J'ai revu son livre. Il y court après l'esprit ; il s'y guinde. M. Gibbon n'est point mon homme. » C'était, du reste, une drôle d'idée, de s'adresser à Jean-Jacques pour apaiser une querelle d'amour, lui qui avait le terrible génie de compliquer jusqu'au supplice les malentendus de l'âme et du cœur.

Gibbon et Mlle Curchod se revirent. Et, chaque jour, en quelques mots souvent bizarres, l'ancien amoureux, — est-il guéri? — note sur son carnet son petit émoi. Du 14 février 1764 : « On m'a dit que Mlle Curchod vient d'arriver. Je sens combien ma guérison est achevée par l'indifférence avec laquelle je l'ai appris. » Oui ! et, le surlendemain, sans plus de retard, il se fait conduire par M. Pavilliard chez Mlle Curchod : « J'ai été d'abord un peu confus... » Il y a de quoi, peut-être !... « Mais je me suis remis ; et nous avons causé un grand quart d'heure, avec toute la liberté de gens qui se seraient autrefois vus. » Hélas ! au lieu de fondre en larmes !... Un soir d'été, l'année 1757, quand il avait vingt ans, il écrivait sur son carnet : « J'ai vu Mlle C... *Omnia vincit amor...* » Depuis lors, il a eu l'occasion

d'ajouter à la devise : tout, excepté la crainte de perdre l'héritage paternel ; et, au lieu de fondre en larmes, il est quasi fier de sa tranquillité. A cette époque-là, pourtant, on pleurait volontiers ; jamais on n'a pleuré plus volontiers : mais Gibbon, lui, cherchait la renommée d' « un grand original, » d'un être « unique en son espèce. » De telles prétentions coûtent cher à l'âme et au cœur.

Un jour, il accompagne, comme il dit, « la Belle » à Mon-Repos où l'on joue *Zaïre*. Dans les endroits « intéressans » de la tragédie, la Belle ne se tient pas de sangloter « au point d'attirer sur elle tous les yeux : » et le Laid n'approuve pas tant d'exubérance. Il est parfaitement calme ; et, quand la Belle retire son mouchoir, il observe qu'elle a le visage frais, joyeux, sans traces de larmes. Cruel discernement! et pourquoi refuser à une jeune fille alarmée le droit si anodin de forcer un peu la nature afin de l'embellir : *Zaïre* est-elle, en somme, plus franchement naturelle que le chagrin complaisant et joli de cette enfant ? Gibbon se fâche : « Que cette fille, écrit-il, joue la sensibilité ! » Mais il joue, lui, l'insensibilité : ce n'est pas un jeu plus charmant. Il se dénigre à lui-même « cette fille » ou, comme il dit sans grâce, « la Curchod. » Ne l'aime-t-il plus du tout ? Il le croit : cependant il est jaloux. Il a découvert qu'à Lausanne, en son absence, Mlle Curchod, qu'il avait abandonnée, s'était plu aux hommages de quelques jeunes gens. Une académie, où l'on imitait assez naïvement les façons des Précieuses, réunissait autour d'elle des Sylvandres, des Céladons : et elle était Thémire. Les cavaliers portaient les couleurs de leurs dames et rivalisaient de madrigaux. Thémire, plus belle qu'une autre, fut mieux courtisée. Son principal adorateur s'appelait Georges Deyverdun. Gibbon ne pardonnait pas à Thémire ce Céladon ; mais, par une perversité à laquelle il me semble qu'il s'amusa, il fit du Céladon l'un de ses meilleurs amis. Toute son information, d'ailleurs, il la tenait de Georges Deyverdun ; et il lui arrivait de se demander si Georges Deyverdun ne se vantait pas. Alors, il allait voir Thémire ; il affectait de lui montrer qu'il savait tout. Thémire se défendait avec enjouement. « Nous badinons sur notre tendresse passée... » Ces mots ne font pas trembler sa plume. Seulement, si la Belle a plus d'esprit que lui, quelquefois, il ne cache pas beaucoup sa mauvaise humeur : « à la fin, il commençait à m'ennuyer un peu... » Soudain, le ton change : « Je ne sais par quel hasard j'ai quitté avec elle le ton du persiflage pour en prendre un plus sérieux... » Mlle Curchod quitta Lausanne ; et l'on n'ignore pas qu'elle épousa ensuite M. Necker.

Peu de temps après le mariage, M. Gibbon était à Paris et, tous les jours, faisait visite à Mme Necker. Une fois, M. Necker le retient à souper et, le souper fini, se retire, va se coucher, le laisse tête à tête avec sa femme. Voilà de la confiance, et que méritait Mme Necker, et qui taquinait la fatuité de Gibbon : « C'est, disait-il, regarder un ancien amant comme de bien peu de conséquence. » Mme Necker écrivait à l'une de ses amies que jamais sa « vanité féminine » n'avait été plus satisfaite qu'en voyant « celui qui l'avait dédaignée devenu auprès d'elle doux, humble, décent jusqu'à la pudeur, témoin perpétuel de la tendresse de son mari et admirateur zélé de l'opulence. » Quand Gibbon fut célèbre comme l'auteur de la fameuse *Histoire romaine*, il devint l'un des ornemens du riche salon de Mme Necker.

Germaine Necker était encore enfant et remarqua le vif plaisir que ses parens prenaient à la compagnie de M. Gibbon. Elle avait déjà une magnifique ardeur de dévouement : elle offrit à ses parens d'épouser M. Gibbon, « afin qu'ils jouissent constamment d'une conversation qui leur était si agréable. » Plus tard, beaucoup plus tard, songeant à ce bonhomme, elle faisait, et par écrit, de ces réflexions : « Quand je le vois, je me demande si je serais née de son union avec ma mère ; je me réponds que non et qu'il suffisait de mon père seul pour que je vinsse au monde. » Elle résout ainsi, avec sa tendresse filiale, ce problème si éperdument insoluble. Et, du reste, elle avait de l'amitié pour Gibbon. Elle lui écrivait : « votre aimable raison... » Elle lui écrivait encore : « Au visage près, vous êtes cent fois plus aimable que moi... » Et puis, au mois de janvier 1794, Mme de Staël écrit à son époux : « Le pauvre Gibbon, dont tu m'as entendu parler comme du seul homme qui pût attacher à la Suisse, est mort en Angleterre... » Voilà tout ce que dit, à ce propos, Mme de Staël ; et sans doute aura-t-elle pensé que M. de Staël n'en demandait pas davantage. Mais, quelque vingt ans plus tard, Byron qui voyageait aux bords du Léman, cueillit des roses, dans le jardin de Gibbon, et une petite branche de l'acacia autour duquel se promena cet écrivain la nuit qu'il eut terminé son Histoire.

Charles-Victor Bonstetten, c'est le Bernois si intelligent, « Bernois aussi peu Bernois que possible, » qui enchantait Sainte-Beuve, et auquel il n'a pas consacré moins de trois Causeries du lundi, et qu'il appelait « Bonstetten ou le vieillard rajeuni. » Bonstetten a vécu près de quatre-vingt-sept ans ; et, dans sa jeunesse, il avait

l'âge de ses contemporains : mais, à partir de soixante ans, il commença de rajeunir. Il atteignit « sa fleur » à soixante et dix ans, s'y maintint une douzaine d'années, fut « dans tout son vif » à quatre-vingt-deux ans passés. Probablement ne mourut-il qu'afin de ne pas être en état de puérilité au moment de boucler son siècle. Un tel savoir-vivre mérite à coup sûr l'amitié. Mais, le Bonstetten de M^me^ de Staël, nous ne le connaîtrons guère que vieux encore.

Il avait environ vingt-cinq ans et M^lle^ Necker avait quatre ans, lors de leur première rencontre un peu vive. Ce fut dans le jardin des Necker, à Saint-Ouen. Bonstetten suivait une allée, sans regarder autour de lui : soudain, c'est une baguette qui le frappe. Il se retourne et voit une fillette aux yeux noirs, qui s'était cachée derrière un arbre, et qui éclate de rire et dit : « Maman veut que j'exerce mon bras gauche ; eh ! bien, je l'exerce ! » M^lle^ Curchod, devenue M^me^ Necker, eut des principes en toutes choses et en pédagogie : elle avait décidé que sa fille serait ambidextre.

Une vingtaine d'années plus tard, c'est lui, Bonstetten, qui tenait à son tour la baguette et qui aurait pu se venger. Il était alors bailli de Nyon, sous le gouvernement de Berne. A cette époque, M^me^ de Staël dépensait une activité admirablement généreuse au service des émigrés français et au service des idées françaises. Elle avait l'entrain quelquefois tumultueux; et Leurs Excellences de Berne, autoritaires et inquiètes, ne voyaient pas d'un bon œil le danger qu'elle faisait courir à leur prudente neutralité. Bref, le bailli de Nyon reçut l'ordre de surveiller M^me^ de Staël : et ce ne fut jamais facile de surveiller cette femme si hardie, courageuse et attrayante. A Nyon, dans un beau château, le bailli menait une existence paisible et ingénieuse, accueillant les poètes, les étrangers de marque. Au mois de juillet 1793, le baron de Staël et sa femme demandent à Berne l'autorisation de s'établir à proximité de Coppet : le bailli de Nyon devra, répond Berne, leur demander les motifs de leur séjour, le détail précis des domestiques et des personnes qui appartiennent à leur maison : puis on verra. Bonstetten obéit. Leurs Excellences de Berne, satisfaites, accordent l'autorisation, mais avouent qu'elles eussent « fort désiré que le sieur de Staël et sa famille eussent choisi un autre séjour : » le bailli de Nyon les aura sous son attention la plus exacte. M^me^ de Staël s'établit à Nyon même, comme si elle désirait d'être sous les yeux mêmes de son gardien et probablement parce qu'elle comptait sur la bienveillance de ce gardien. Vite arrivèrent Mathieu de Montmorency, M. de Jaucourt et puis Narbonne.

Les deux premiers s'affublaient de noms suédois, l'autre d'un pseudonyme espagnol : c'était afin de dépister les soupçons de Berne; ce n'était pas pour rendre au bailli sa tâche bien commode. M^me^ de Staël met assez drôlement son point d'honneur à exiger qu'on croie sur parole, dit-elle, « l'ambassadrice de Suède affirmant qu'elle n'a chez elle que des Suédois, » et un Espagnol. Ce n'est évidemment pas Bonstetten qui eût, de son plein gré, montré là-dessus le moindre scepticisme : il savait tout, comme au surplus tout le monde. Mais Leurs Excellences trouvaient le bailli crédule trop volontiers. Bonstetten devina qu'avec des Excellences tracassières et une ambassadrice impatiente la vie serait une aventure détestable. Il avait le soin de sa tranquillité : il résigna son bailliage de Nyon.

Dans la suite, l'ancien bailli de Nyon fut toujours l'un des familiers de M^me^ de Staël, l'une des rares amitiés calmes de cette femme au cœur si orageux. Il avait, lui, de l'amitié, une idée douce et modeste : bonté, franchise, un attachement véritable, mais sans fureur. Il a écrit : « Ce qui est léger n'est pas toujours infidèle. » Il faisait, en somme, la part de la frivolité; et il disait : « Voici ma devise, je ne suis né pour aucun combat. » D'ailleurs, cette sagesse n'avait pas toujours été la sienne. En son adolescence, il eut une période « werthérienne ; » il s'éprit de poésie allemande et anglaise, et de mélancolie, à tel point qu'on redouta qu'il ne devînt fou : il devint sage. Et ce sont les bons sages, ceux qui ont passé par l'épreuve de la folie : leur retour vaut une certitude. Bonstetten, qui a pensé se tuer, à l'exemple du jeune Werther, et non pas à l'exemple du jeune Gœthe, aura le souci de sa durée. Si l'on veut voir comme il acquit de la raison, — il ne craignit pas d'aimer beaucoup une poétesse du Nord, Frédérique Brun ; et il admettait que le cœur fût, quelquefois, « mauvais sujet » selon sa guise. Or, avec cette Danoise, il visita les rives du lac de Côme, la campagne de Pline. Elle, toute à son lyrisme, nota ainsi le souvenir de la belle journée : « Les mains serrées dans les mains, nous vous promîmes fidélité, à toi, ô Nature, à toi, ô Amitié, et à toi, reconnaissance filiale, arbitre suprême de nos destinées. Villa Pliniana, jamais sans doute des cœurs n'ont pareillement sacrifié sur ton autel! » Bonstetten, lui, n'a pas perdu la tête; et il écrit tout bonnement : « Quel rare bonheur que la réunion de trois amis auprès du monument du plus aimable sage de l'antiquité! » Il a si peu perdu la tête qu'il a bien vu qu'ils étaient trois : le poète Matthisson les accompagnait.

L'amitié de cet homme paisible et fin dut être, pour M^me^ de

Staël, un repos. Quant à Bonstetten, le génie de Mme de Staël l'émerveillait et aussi le tuait. Une fois, il écrit : « Je reviens de Coppet. Je suis tout abêti, fatigué d'une débauche d'intelligence. J'en suis si fatigué que je gis à demi mort et ma chambre me paraît un tombeau ! » Il appelait Mme de Staël un tourbillon de feu. Mais il l'aimait. Et il a dit : « Elle seule me comprend tout à fait... » C'est un service qu'on n'oublie pas. Il concluait que, pour le comprendre, elle était donc la plus intelligente des femmes : nous voulons que l'on nous comprenne et nous estimons que c'est difficile. En outre, il disait : « Une sœur ne serait pas plus douce pour moi... » Il faut le croire : elle avait une singulière impétuosité, puis cette douceur qui donnait tant de charme à son tumulte quotidien.

En 1804, Bonstetten était là, quand mourut M. Necker. Mme de Staël arriva bientôt : et l'on sait l'adoration qu'elle avait pour son père... « Bonne Mme de Staël ! nous avons tant pleuré ensemble ! » Et, tous les ans, lorsque Mme de Staël revenait aux bords du lac, Bonstetten était là. Il n'approuvait pas toutes ses idées, tous ses goûts : il avait horreur de Kant ; et il comparait la métaphysique des Germains à « une laide et impérieuse coquette qu'il faut bien se garder de mettre en déshabillé. » Il n'était pas du tout métaphysicien ni du tout mystique. Il abominait l'influence de Schlegel. Une saison que ce Schlegel, entiché de Saint-Martin, prônait à Coppet d'aventureuses doctrines, avec Zacharias Werner, et avec le chevalier de Langallerie, et avec la très bizarre Mme de Krüdener, si étonnante à réunir une vive ardeur de la volupté la plus franche et un grand zèle de dévotion déraisonnable, Bonstetten était malheureux. Il crut tout perdu, dès que Mme de Staël, cédant à la passion commune, se mit à lire Fénelon. « Vous verrez, écrivait-il ; ces gens vont tous devenir catholiques, bœhmistes, martinistes, et tout cela grâce à Schlegel. Quand Mme de Staël est seule dans sa voiture, elle lit des livres mystiques ! » Il était soigneusement voltairien.

De bonne heure, il avait composé des ouvrages divers, des études relatives à l'Helvétie pastorale, des idylles et un essai sur le commerce du beurre. Plus tard, son *Voyage sur la scène des six derniers livres de l'Enéide* fut écrit tout près de son amie. Elle l'aida. Il était bilingue, comme il sied à un Bernois : c'est-à-dire qu'il lui fallait, à chaque instant, rapprendre l'une de ses deux langues naturelles, qu'il avait oubliée. Mme de Staël lui enseignait le français : du moins, elle le lui rappelait. Surtout, elle lui trouvait du talent, de l'esprit, de la poésie : il la remerciait de son « impartia-

lité. » Elle le tirait de cette modestie où l'on ne se rencogne pas sans nul chagrin. Elle l'animait. Et Benjamin Constant remarque méchamment qu'alors Bonstetten, « ne pouvait plus s'arrêter en parlant de ses ouvrages. » Qui eût parlé des ouvrages de Bonstetten ? Benjamin ? Non. Et Bonstetten, parlant de soi, se servait tout seul.

Après que Mme de Staël fut morte, il eut beaucoup de peine. Ces lignes témoignent de son regret : « Je ne vois jamais sans un serrement de cœur s'incliner la tête des grands peupliers qui entourent son tombeau. Elle me manque comme un membre perdu. Je suis manchot de pensée. » Mais il avait encore quinze années à vivre ; et il vécut, fidèle jusqu'à la veille de mourir à cette maxime souriante et rêveuse : « Il faut avoir confiance dans l'avenir et se plaire dans le nuage où la vie est suspendue. »

Bonstetten et Sismondi étaient grands amis et, plusieurs années, demeurèrent sous le même toit. « Dès que Sismondi ou moi, disait Bonstetten, avons quelque sujet d'ennui ou de joie, aussitôt nous sommes sur l'escalier, montant ou descendant l'un vers l'autre. » D'ailleurs, Bonstetten avait presque trente ans de plus que Sismondi ; mais, comme ils se rencontrèrent à l'époque où Bonstetten s'était mis à rajeunir, ils furent bientôt égaux en âge.

Sismondi a laissé le souvenir d'un homme un peu court, assez gros, aimable, aimant, dépourvu de grâce et de génie, laborieux, intelligent, quelquefois entêté de ses idées, dont l'une était le libéralisme. Un instant même, aux Cent Jours, il n'a pas craint de compter sur Napoléon Ier pour fonder l'Empire libéral. Un bon historien n'est pas tenu d'entendre à merveille son époque : il a ses habitudes et son train de méditation dans le passé. Le goût de la liberté ou, plus exactement, du libéralisme prit ce garçon dès l'enfance. Avec ses petits camarades, à Genève, au lieu de jouer aux billes, il jouait à la république. Et il était Solon. Il lui en resta toujours quelque chose.

Ce qu'il eut de plus charmant, ce fut sa mère. Elle avait quitté Genève au temps où la révolution n'y rendait pas la vie tenable et s'était établie en Toscane, non loin de Lucques et de Pescia. Elle s'occupait là d'une petite métairie ; elle y recevait assez souvent la visite de son fils et, quand il ne venait pas, continuait de le diriger dans les voies de la sagesse et de la prudence. Tout jeune, Sismondi, que les philosophes avaient ému comme un autre, eut la velléité de se mêler à la querelle religieuse. Il était encore près des livres et pétulant. Mme de Sismondi l'engage à ne pas « jeter ainsi feu et flamme. »

Quoi ! n'a-t-il pas besoin d'être aimé ? Va-t-il, de gaieté de cœur, se procurer des ennemis ? Ennemis qu'il n'aura point volés : car il est naturel que les gens détestent qui attaque « les opinions sur lesquelles ils fondent leur bonheur ; » les gens se défendent ! « Laisse en paix la Trinité, la Vierge et les Saints ; pour la plupart de ceux qui sont attachés à cette doctrine, ce sont les colonnes qui soutiennent tout l'édifice ; il s'écroulera, si tu les ébranles. Et que deviendront les âmes que tu auras privées de toute consolation et de toute espérance ? » Mme de Sismondi appartient à la religion dite réformée : ce n'est pas sa croyance, qu'elle protège. Et, au surplus, si le jeune homme trop sûr de lui prétend que les opinions qu'elle protège sont des erreurs, elle réplique : « Les erreurs reçues depuis longtemps sont plus respectables que celles que nous voudrions y substituer. » Car elle ne s'attend pas que la philosophie attrape jamais la vérité ; elle paraît ne point le désirer. Le duc de Broglie, quand il épousa Mlle de Staël en 1816, connut Mme de Sismondi ; et il l'a peinte comme « la véritable matrone d'une république fondée par Calvin : » ce n'est pas faire à son esprit de douceur et à sa gentillesse avisée tout le compliment qu'elle mérite.

Averti par les fines remontrances de sa mère, Sismondi laissa en paix le Trinité, la Vierge, les Saints et les âmes heureusement crédules. Une autre fois, il était sur le point de se lier avec Benjamin Constant d'une façon peut-être un peu téméraire. Sa mère lui écrit : « Tu vas me trouver pis que ridicule, mon Charles, si je me mêle de te donner des avis sur Constant. Mais enfin, mais enfin, il est du nombre de ceux à qui il ne faut pas se livrer entièrement. Il n'a de sensibilité que celle des passions ; il fait tout avec de l'esprit, il en a infiniment ; mais ce qu'on appelle de l'âme, il n'en a point. » Sur Benjamin, qu'a-t-on jamais dit de plus pénétrant ? Sismondi se méfia de Benjamin. Mme de Sismondi intervient encore, à l'occasion de ce voyage en Italie, où son fils doit accompagner Mme de Staël... « Prends garde ! écrit-elle. C'est comme un court mariage : toujours et toujours ensemble, on se voit trop ; les défauts ne trouvent pas de coin pour se cacher. Un enfant gâté, comme elle, de la nature et du monde doit certes avoir les siens pour le matin, pour les momens de fatigue et d'ennui ; et je connais quelqu'un qui se cabre, lorsqu'il rencontre une tache chez les gens qu'il aime... » Cette fois, Mme de Sismondi ne réussit pas à détourner son fils d'un projet périlleux. Il voyagea et sortit de l'épreuve à son avantage.

Mme de Staël a été pour lui une amie parfaite, et si parfaite qu'il a

comparé ces deux objets de sa tendresse la meilleure, sa mère et Mme de Staël : « Ma mère ne le cède en rien ni pour la délicatesse, ni pour la sensibilité, ni pour l'imagination; elle l'emporte de beaucoup pour la justesse et pour une sûreté de principes, pour une pureté d'âme qui a un charme infini dans un âge avancé. » Il écrivait cela quand Mme de Staël vivait encore. Elle est morte à cinquante ans. Il n'imaginait pas, et l'on a peine à imaginer, ce qu'elle fût devenue dans un âge avancé. Elle avait de telles ressources, une telle richesse de l'intelligence et du cœur, qu'elle ne risquait point à s'appauvrir un peu en vieillissant. Elle n'a eu d'autre inconvénient que d'excès. La vieillesse eût trouvé en elle tout ce qu'il lui faut pour accomplir au mieux son ouvrage habituel et pour consacrer le chef-d'œuvre.

Sismondi fut présenté à Mme de Staël au commencement du siècle. Il avait alors à peu près vingt-huit ans et travaillait à un volume intitulé, sans autre coquetterie : *La richesse commerciale*. Cependant, il était amoureux. Il désirait d'épouser une jeune fille, du nom de Lucile et de qui ses parens ne voulaient pas entendre parler. Il venait de lire *Delphine*, où il est démontré, où il est affirmé du moins, qu'un homme a des devoirs de désinvolture et brave l'opinion. C'était bien son affaire, à lui qu'on empêchait de se marier à sa guise. Et il s'en ouvrit à Mme de Staël. Mais, pas du tout ! qu'on se roidît contre l'opinion publique : à merveille ; contre ses parens, jamais ! Elle n'avait pas dit ça, ne le dirait pas. D'ailleurs, elle savait que la bien-aimée n'était ni fortunée, ni seulement née. Or, elle n'attachait aucune importance aux préjugés que les Genevois portent si haut ; mais enfin convient-il de se fermer, par un mariage un peu hâtif, les portes où quelque jour on peut avoir envie d'entrer ?... Sismondi s'étonne de voir si peu analogues les conseils de l'auteur et les principes du roman : car il est jeune. L'auteur traite selon sa fantaisie les personnages qu'il a inventés, et que du reste il sauvera toujours s'il lui plaît de les sauver ; dans la vie réelle, on a de plus pressans scrupules : on n'est pas le maître des hasards ni des conséquences. Un peu interloqué, Sismondi bredouilla « qu'il jugeait en amant. » S'il a cru que cette repartie, que nulle repartie embarrasserait Mme de Staël, il ne la connaissait pas. Elle s'écria « qu'un homme d'esprit, de quelque passion qu'il fût animé, conservait un sens interne qui jugeait sa conduite et que, toutes les fois qu'elle avait aimé, elle avait senti en elle deux êtres dont l'un se moquait de l'autre... » Et lui? « J'ai ri ; mais j'ai senti que cela était vrai, excepté que mon juge à moi ne se moque pas : il me condamne sérieusement et tristement. Et cette

conversation m'a beaucoup ébranlé. » Cette conversation l'a tant ébranlé qu'il n'épousa point Lucile. Bref, il hésitait : et c'est la même chose que de ne plus aimer. Tandis qu'il hésitait, Lucile mourut. C'était la solution la plus satisfaisante pour tout le monde, excepté pour Lucile, et peut-être pour Lucile aussi. Après cela, il recommença de travailler à *La richesse commerciale* et d'y soutenir les doctrines écossaises, paraît-il, de libre-échange et de libre production.

Pour ce qui est de se marier, il attendit l'année 1819, qu'il épousa une Anglaise et belle-sœur de sir James Mackintosh. Pour s'occuper, dans ce long intervalle, il eut les seize volumes des *Républiques italiennes ;* et bien d'autres publications, en attendant les vingt-neuf tomes de son *Histoire des Français;* et un cours qu'il donnait à Genève devant un auditoire où « des demoiselles de la première jeunesse étaient mêlées parmi des écoliers d'un autre sexe ; » et puis, ses agréables fonctions de « gentilhomme » à la cour de Mme de Staël; enfin, le temps qu'on perd sans presque s'en apercevoir.

Quand il avait pénétré dans la compagnie de Mme de Staël, il était savant et naïf, assez gauche de manières. Les gens qu'on lui offrait à entretenir le surprenaient par leur ignorance et leur entrain. Il avait toujours l'air « abasourdi, » souvent affligé : Bonstetten s'amusait à le consoler. Peu à peu, il s'accoutuma. Et il vint à ne plus pouvoir se passer de Mme de Staël, qui pourtant l'étourdissait, à certains jours, et le déroutait. Elle eut vite fait de prendre sur lui le même ascendant que sur tous ses amis. Il avait écrit déjà la première partie des *Républiques italiennes* et la lui montra. Elle lui dit qu'assurément il était « le premier homme en fait d'histoire, » mais que son histoire,—voulait-il s'en apercevoir ? — était « une compilation sèche et sans vie. » Il recommença ; et, comme la rédaction qu'elle avait condamnée est perdue, nous avons à conjecturer que la seconde vaut mieux.

Mme de Staël et Sismondi eurent, en 1815, une chamaillerie au sujet de Napoléon. Sismondi n'avait pas tort d'admirer l'Empereur; mais il l'admirait pour la raison fort imprévue du libéralisme : dont enrageait Mme de Staël, qui reprochait à son ami de « voir la liberté là où elle est impossible. » Les querelles qui ont de grands sujets ne sont pas graves. Sismondi aimait Mme de Staël; et il a écrit d'elle : « Quand on ne l'aimerait pas, elle répandrait du bonheur sur tout ce qui l'approche. » Répandre du bonheur : ces mots embaument un souvenir.

ANDRÉ BEAUNIER.

# REVUE SCIENTIFIQUE

## LES SUPERZEPPELINS

L'alerte qui, il y a peu de jours, fit croire à une nouvelle expédition de zeppelins sur Paris a eu, entre autres avantages, celui de contribuer pour une bonne part aux économies d'éclairage recommandées en ce moment par une administration qui, n'ayant pas bien su prévenir, s'efforce du moins de guérir. Cette fausse alerte a eu en outre l'heureux résultat de nous montrer que le moral de la population n'est pas le moins du monde, — s'il l'a jamais été, — troublé par ces monstrueux épouvantails de l'air. Le moment paraît venu de faire en quelque sorte l'inventaire de leur rôle militaire, et d'indiquer avec précision comment ils sont agencés et conduits.

En admirant les efforts très réels d'ingéniosité que représentent les zeppelins, les difficultés vaincues, l'adaptation heureuse de mainte donnée scientifique, nous apprendrons à ne point mépriser trop ces lourds cuirassés de l'air. Certes ils n'ont point donné, nous le montrerons, tout ce que les Allemands en attendaient, et le bilan de leurs résultats côtoie la faillite, mais ils n'en sont pas moins remarquables à plus d'un titre pour les esprits curieux. Il faut à leur sujet comme à bien d'autres rendre hommage à la ténacité ingénieuse, à l'habile technique de nos ennemis. En dénigrant systématiquement un adversaire qui est toujours debout, on se rabaisse soi-même : contrairement à ce que pensent certains, la meilleure manière de stimuler chez nous les efforts libérateurs et d'exalter l'orgueil de

vaincre est de louer comme il convient ce qui, dans l'ordre de la technique, est louable chez un ennemi dont on sait assez que, dans l'ordre moral, il a jeté le défi aux lois les plus élémentaires de l'humanité.



Les zeppelins sont les prototypes des aéronefs rigides qui, avec les dirigeables souples et les semi-rigides (dont certains ballons italiens), constituent les principales classes de dirigeables. Comment l'idée est-elle venue de faire des ballons contenus tout entiers dans une carcasse rigide à côté de ceux qui, comme les montgolfières et les ballons ronds, avaient une enveloppe souple à laquelle seule la pression du gaz inclus assurait sa forme? C'est que si le ballon souple devient flasque, si la permanence de sa forme est altérée, soit à cause de la résistance de l'air qui creuse, à grande vitesse, des poches dans la partie antérieure de l'enveloppe, soit à cause de la déperdition du gaz intérieur, soit seulement à cause des variations d'altitude du ballon, il s'ensuit immédiatement que la marche de l'appareil devient défectueuse et que l'exacte répartition de ses charges est compromise. Pour y remédier et maintenir le plein de l'enveloppe et son profil, il a fallu y ménager des capacités intérieures isolées, des ballonnets où l'on refoule de l'air au moyen d'un ventilateur mu, en général, par le moteur et qui compensent par leur gonflement opportun les variations du volume de l'hydrogène et de la pression interne.

Au contraire un ballon dont le profil variable serait tout entier contenu dans une enveloppe de forme invariable, subdivisée elle-même en un nombre suffisant de compartimens étanches, n'aurait pas ces inconvéniens. En outre, à mesure qu'on augmente les dimensions des dirigeables souples, la difficulté croît simultanément pour suspendre le poids des nacelles et le répartir sur toute l'enveloppe ; cet inconvénient n'existe pas avec une enveloppe formée d'armatures rigides mécaniquement solidaires.

Telles sont les raisons qui ont fait naître les zeppelins. Mais comme toute médaille à son revers, le rigide a deux inconvéniens sérieux qu'ignore le ballon souple. D'une part, on ne peut pas le soustraire à l'action dangereuse de l'ouragan lorsqu'il est amarré au sol, puisque, même dégonflé, son profil extérieur est le même. D'autre part, la carcasse rigide du ballon constitue un poids mort supplé-

mentaire qui diminue la force ascensionnelle disponible d'une quantité importante, qui reste au contraire utilisable pour le chargement dans les dirigeables souples. C'est ainsi qu'un ballon rigide pèse à peu près un tiers de plus qu'un souple de même cube; et par conséquent un ballon souple de 10 000 mètres cubes est assimilable au point de vue du chargement transportable à un rigide de 12 000 à 15 000 mètres cubes.

Cet inconvénient des rigides s'atténue d'ailleurs beaucoup à mesure que le cube augmente : en effet, à mesure que croît le volume d'un dirigeable souple, il faut recourir à des tissus de plus en plus forts et épais pour que l'enveloppe résiste aux efforts auxquels elle est soumise. Il n'en est pas de même dans les rigides où, comme nous le verrons, pour augmenter le cube, on se contente d'ajouter une ou plusieurs cellules supplémentaires faites des mêmes matériaux que les précédentes. Il arrive ainsi un moment où le poids mort du rigide ne dépasse plus celui du ballon souple de même volume.

Tel est certainement le cas des derniers zeppelins géans dont nous allons parler, et on peut assurer (bien que la comparaison expérimentale soit impossible puisqu'il n'y a pas de dirigeables souples aussi volumineux) que leur poids mort n'est certainement pas supérieur à celui qu'aurait un souple de même capacité.

Ce n'est pas seulement pour échapper à l'une de leurs infériorités passées par rapport aux dirigeables non rigides que l'ennemi a construit des zeppelins énormes. C'est surtout pour d'autres raisons beaucoup plus sérieuses.

Sans vouloir revenir en détail sur la théorie bien connue des aérostats, il me suffira de rappeler que c'est la faible densité du gaz, contenu dans le ballon, qui permet à celui-ci de s'élever dans l'air, de même que c'est la faible densité d'un morceau de bois attaché au fond de l'eau qui le fait remonter dans celle-ci lorsqu'on le détache. Ce sont là choses que nul n'ignore plus depuis qu'Archimède fit dans Syracuse un grand scandale qui l'a conduit à la gloire et qui peut-être aujourd'hui l'eût mené seulement en police correctionnelle.

La force ascensionnelle fournie par un mètre cube d'hydrogène est d'un peu plus d'un kilo, c'est-à-dire qu'un mètre cube d'hydrogène est capable de soulever ce poids. La force ascensionnelle d'un ballon est évidemment proportionnelle à son volume. Nous allons voir qu'il y avait grand intérêt dans les dirigeables militaires à rendre celle-là et partant celui-ci aussi considérables que possible.

Tout d'abord, qu'il soit destiné aux reconnaissances ou aux bombardemens, la valeur d'un aéronef de guerre dépend avant tout de sa vitesse. En effet, celle-ci, si elle est augmentée, lui permet en un temps donné de parcourir un plus long trajet avant que la déperdition des gaz l'oblige à regagner son port d'attache ; elle augmente donc son rayon d'action. D'autre part, elle augmente dans le temps comme dans l'espace même ses capacités d'utilisation : en effet, un ballon ne peut gouverner qu'à la condition que le vent ne soit pas égal à sa vitesse propre ; un ballon à grande vitesse pourra donc évoluer en des circonstances météorologiques incompatibles avec la sortie d'un autre moins rapide, donc beaucoup plus souvent que celui-ci. Or un engin de guerre ne doit pas être l'esclave du temps qu'il fait. Enfin une grande vitesse augmente la sécurité d'un aéronef en lui permettant d'échapper plus facilement à la poursuite des avions, au repérage des projecteurs et au tir des batteries.

Le meilleur moyen d'augmenter la vitesse d'un aéronef de forme donnée est d'augmenter son cube ; la force ascensionnelle plus grande permet d'utiliser des moteurs plus puissans. Mais, objectera-t-on, en revanche la résistance à l'avancement dans l'air augmente elle aussi avec le volume du ballon et tend à diminuer la vitesse ; ne suffit-elle pas à balancer l'augmentation de la puissance des moteurs ? Non, et il est facile de voir pourquoi : la résistance à l'avancement dans l'air d'un ballon de forme donnée est évidemment proportionnelle à sa surface externe, c'est-à-dire au carré de ses dimensions ; d'autre part, la force ascensionnelle est proportionnelle à son volume c'est-à-dire au cube de ces dimensions. Lors donc que la longueur du ballon et sa largeur sont doublées, la résistance à l'avancement est quadruplée tandis que la force ascensionnelle est rendue huit fois plus grande. Donc la force ascensionnelle augmente, proportionnellement, beaucoup plus vite que la résistance à l'avancement avec le volume du ballon.

A côté de la vitesse considérable dont ils sont capables, les aéronefs de très grand cube ont encore l'avantage de pouvoir emporter une charge bien plus considérable de projectiles et de combustible, ce qui augmente à la fois la puissance et le rayon de leur action, d'autant qu'un gros ballon se dégonfle bien moins vite qu'un petit, les pertes d'hydrogène étant « fonction » de leur surface et non de leur volume. Telles sont les principales raisons qui expliquent l'effort récent de l'Allemagne dans la construction de dirigeables énormes.

***

Les premiers zeppelins construits après 1898, qui avaient une douzaine de mille mètres cubes, paraissent bien petits à côté des géans que l'Allemagne a réalisés depuis la guerre et qui ont jusqu'à 54 000 mètres cubes. Comment sont agencés et utilisés ces mastodontes de l'espace aérien, ces tanks atmosphériques, héros depuis deux ans de tant d'aventures retentissantes, c'est ce que je voudrais indiquer maintenant d'après des renseignemens récens et sûrs. Dans ce qui va suivre je donnerai surtout des indications techniques et des chiffres un peu rébarbatifs *a priori*. Je m'en excuse auprès de ceux de mes lecteurs qui n'aimeraient point les choses sans ornement. Mais les chiffres ont leur éloquence, la plus nue, mais, partant, la plus concise et la plus nette des éloquences; rien ne parle mieux à la raison qu'un chiffre, à la condition que cette raison soit étayée d'un peu d'imagination représentative. Et puis, comme l'a dit un grand ancien qui pourtant a laissé plus de trace dans la mystique que dans la connaissance positive du monde: ΑΕΙ Ο ΘΕΟΣ ΓΕΩΜΕΤΡΕΙ. Que je trouve en ceci mon humble excuse.

Les Allemands ont accoutumé de désigner leurs zeppelins par la lettre L (initiale du mot *Luftschiff*, qui veut dire aéronef) suivie d'un numéro d'ordre. Plus précisément ils désignent ainsi leurs zeppelins de la marine, et par les lettres *LZ* suivies d'un numéro d'ordre les zeppelins de l'armée de terre. Les derniers construits de ces appareils portent des numéros qui sont voisins de 95. Ils en ont fabriqué jusqu'ici environ une centaine, ce qui ne veut pas dire, loin de là, qu'ils en possèdent ce nombre... et pour cause.

La carcasse qui constitue le squelette, l'armature des superzeppelins, est en aluminium. Avant la guerre, les Allemands, comme nous-mêmes, tiraient surtout ce métal de notre bauxite; de ce minerai dont les amoncellemens pittoresques ont donné au village des Baux sa poétique renommée. Privés de cette ressource, on dit que les Allemands ont réussi à extraire l'aluminium de l'argile vulgaire qui contient en effet ce métal à l'état de composé; c'est fort possible.

La carcasse d'aluminium des L et des LZ a la forme d'un long cylindre; avant la guerre, celui-ci était terminé aux deux bouts par deux ogives symétriques. Dans les modèles récens cette symétrie n'existe plus; l'extrémité avant est arrondie; l'extrémité arrière est au contraire effilée en pointe assez aiguë. Cette forme est en effet celle

qui s'est montrée la plus efficace, celle qui offre le moins de résistance à l'avancement; c'est la même, arrondie devant, pointue à l'arrière qu'on a été amené à réaliser dans les fuselages d'avion, dans les autos récens de course, etc. Au sujet de la supériorité de ce profil pour vaincre la résistance de l'air, je rappelle que j'ai donné dans une récente chronique consacrée à l'aérotechnique quelques chiffres très significatifs.

Les superzeppelins récens se rattachent tous à deux types principaux : le type L 30 qui a 30 000 mètres cubes, 148 mètres de long et 18$^{m}$,50 de large et le type des L 33 à 40 qui a environ 193 mètres de longueur et 22$^{m}$,70 de diamètre au maître couple et qui jauge 54 000 mètres cubes. Il y a quelques années, on eût jugé absolument impossible la réalisation de dirigeables d'un volume aussi énorme, et qui est cinq fois plus grand que celui des premiers zeppelins d'il y a vingt ans. — Les dimensions de ces récens aéronefs sont donc bien près d'être comparables à celles du défunt *Lusitania*. Ils ont une longueur environ 8 fois plus grande que leur diamètre maximum, rapport très supérieur à celui des dirigeables souples et favorable à l'avancement.

La carcasse en est faite en principe par une série de méridiens transversaux en forme de polygones à 16 côtés, formés de poutres triangulaires et que réunissent aux arrêts des poutres longitudinales carrées et triangulaires courant d'un bout à l'autre du ballon. Tout cela est extrêmement ajouré, découpé comme une dentelle et formé de légers longerons d'aluminium, assemblés habilement en forme de croix de Saint-André de manière à réunir le maximum de rigidité et de solidité avec la plus grande légèreté. C'est à Friedrichshafen que la plupart des appareils récens ont été construits ou plutôt montés, car on n'y fabrique pas les pièces, mais on les monte seulement. Sans entrer dans aucun détail sur le système ingénieux de tendeurs qui assurent la rigidité des polygones méridiens et de leurs parallèles, il est essentiel de noter que d'un bout à l'autre de la carcasse et dans l'intérieur est tendu un câble qui assure la rigidité longitudinale de l'ensemble et doit traverser tous les ballonnets dans leur milieu. Il en résulte diverses incommodités, des fuites, parfois des déchirures, mais les Allemands n'ont pas réussi à s'affranchir de la nécessité de ce câble gênant, mais indispensable, et sans lequel le ballon risquerait de fléchir dans sa longueur.

En outre, la rigidité générale est encore assurée grâce à la passerelle qui court dans le bas de l'aéronef, d'un bout à l'autre et qui est

comme son épine dorsale. Elle a, dans les superzeppelins de 54 000 mètres cubes, environ 180 mètres de longueur et 30 centimètres seulement de large. C'est elle qui fait communiquer les différentes nacelles. Elle est d'ailleurs de section triangulaire et son intérieur contient des cavités séparées : réservoirs pour l'essence, pour l'huile, pour le lest-eau.

La carcasse est recouverte tout entière d'une enveloppe en tissu gris clair ignifugée et très légère (elle ne pèse qu'environ 110 grammes par mètre carré). Cette enveloppe n'est qu'à peu près imperméable à la pluie, à l'encontre de celle des ballonnets ; la pression de l'air fait qu'elle n'est pas absolument plane et dans les légères poches qui s'y dessinent la pluie séjourne quelquefois, à la partie supérieure, en quantité qui alourdit le dirigeable et peut lui faire perdre jusqu'à 6000 kilos de sa force ascensionnelle.



A l'intérieur de la carcasse et épousant sa forme se trouvent les ballonnets gonflés à l'hydrogène au nombre de 17 à 19 dans le type de 30 000 mètres cubes, de 24 à 26 dans le type de 54 000 mètres cubes. Ils sont en toile doublée de baudruche dans ce dernier type, tandis que dans le précédent, comme il y avait encore du caoutchouc en Allemagne, c'est de celui-ci qu'était doublée l'enveloppe des ballonnets. Chacun d'eux pèse de 200 à 250 kilos. Les ballonnets adjacens sont séparés par une très mince couche d'air et munis de soupapes de sûreté et de manœuvre, et d'ouvertures pour le gonflement. Celui-ci est fait simultanément pour tous les ballonnets, ce qui, pour le type L 33, demande environ 48 heures (avec un débit d'hydrogène d'environ 1100 mètres cubes à l'heure.) Puisque la rigidité de la forme extérieure du ballon n'est pas, comme dans les dirigeables souples, assurée par la pression de l'hydrogène de gonflement, on n'est pas obligé de pousser celle-ci très loin et on se contente de réaliser dans les ballonnets une surpression d'environ 40 millimètres d'eau.

A cause de la diffusion inévitable de l'hydrogène à travers les tissus, diffusion qui provient précisément de sa légèreté, et qui lui rend même perméables certains métaux, une petite quantité d'hydrogène se trouve continuellement mêlée à l'air qui entoure les ballonnets et à celui qui surmonte la passerelle et le ballon lui-même. Or l'hydrogène forme avec l'air un mélange détonant que la moindre

flamme, la moindre étincelle fait exploser. De là résulte pour les zeppelins un grand danger, qui a déjà causé la perte de plusieurs d'entre eux. Aussi a-t-on complètement interdit aux membres des équipages d'emporter avec eux des allumettes et de fumer. Certains commandans ne veulent même pas utiliser le téléphone sur leur zeppelin, se contentant des tubes acoustiques, à cause du danger de petites étincelles de rupture de tout circuit électrique. Des appareils spéciaux ventilent sans cesse l'extérieur des ballonnets pour en chasser l'hydrogène.

C'est pour le même motif que dans les derniers zeppelins, qui portent, comme nous verrons, des mitrailleuses sur leur plate-forme supérieure, les unes à l'avant, les autres à l'arrière, on a renoncé à utiliser celles-ci, qui pourraient enflammer l'hydrogène que l'aéronef traîne dans son sillage.

Les 54 000 mètres cubes d'hydrogène emmagasinés dans les L 33 leur permettent ainsi, dans les conditions de chargement que nous indiquerons, de faire des randonnées ininterrompues d'une vingtaine d'heures en montant jusqu'à 4 000 mètres de haut. Dans cet espace de temps, ils perdent de 18 à 26 pour 100 de leur hydrogène, c'est-à-dire de 10 à 14 000 mètres. On conçoit qu'il y ait là en effet de quoi provoquer avec la complicité de l'air ambiant et de quelque flamme mainte explosion fatale au zeppelin.



Les nacelles sont en tôle d'aluminium ondulée, suspendues par des tirans à la carcasse avec laquelle elles sont presque en contact. Elles portent en bas des sortes de rails d'atterrissage et des amortisseurs. Contrairement à ce qu'on croyait jusqu'à ces derniers temps, elles sont entièrement fermées et recouvertes de toile. Elles sont au nombre de deux dans le type de 30 000 mètres cubes, de quatre dans celui de 54 000 mètres cubes. Pour ne parler que de ce dernier, la nacelle avant qui a 8 mètres de longueur sert de poste de commandement; au centre il y a, à bâbord et à tribord, deux nacelles de 5 à 6 mètres, enfin la nacelle arrière contient trois moteurs et porte deux hélices latérales. Les nacelles centrales portent chacune un moteur et une hélice à l'arrière.

Mais la plus curieuse est sans contredit la nacelle avant. Elle est subdivisée elle-même en deux compartimens séparés (pour que la trépidation du moteur n'empêche pas le fonctionnement des appareils

de T. S. F.). Le compartiment arrière porte un moteur et une hélice. C'est le compartiment avant de cette nacelle qui constitue proprement le poste de commandement.

Là est réuni, sous les yeux et la main du commandant qu'assistent une demi-douzaine d'opérateurs et de mécaniciens tout ce qui constitue en quelque sorte le système nerveux et le cerveau du bâtiment : les commandes des gouvernails d'altitude et de profondeur qui permettent de diriger le ballon et de le faire monter ; les leviers des caisses d'eau contenues dans la passerelle et qui permettent de jeter du lest et d'accélérer la montée ; ceux des soupapes des ballonnets qui permettent au contraire de descendre ; le télégraphe de manœuvre analogue à celui des passerelles de commandement des navires ; les téléphones haut parleurs qui communiquent avec le second dans la passerelle et avec les plates-formes ; les tuyaux acoustiques et les boussoles, cartes, etc. ; le clavier de commande des lance-bombes. Celui-ci permet de déclencher à volonté les bombes suspendues par de légers crochets d'un bout à l'autre et sous la passerelle. A chaque bombe correspond un voyant numéroté placé sous l'œil du commandant et où s'allume une lampe électrique quand le déclenchement est fait. Il peut ainsi savoir à chaque instant la situation de son approvisionnement de bombes et en répartir le lancement de façon à ne pas déséquilibrer le ballon. C'est un très élégant dispositif. Hélas ! il a surtout, sans aucun résultat militaire appréciable, servi à assassiner de paisibles non combattans, des femmes, des enfans !

Enfin les superzeppelins récens comportent une nacelle supplémentaire, dite de reconnaissance, qu'un treuil permet de descendre au bout d'un câble jusqu'à 800 ou 1000 mètres au-dessous du ballon et d'où un observateur peut téléphoner au commandant ce qu'il voit. M'est avis que la position de cet observateur ne doit pas toujours être enviable et que surtout dans les changemens de vitesse ou de direction du ballon, il doit subir un roulis fort désagréable.

Les dirigeables de 30 000 et de 54 000 mètres cubes portent respectivement 4 ou 6 moteurs de 240 chevaux, à six cylindres verticaux, tournant à 1 400 tours par minute. Ce sont des moteurs du type Maybach, refroidis à l'eau, qui consomment environ 200 grammes d'essence et d'huile par cheval-heure. Ils actionnent respectivement 4 et 6 hélices de $5^{m},50$ de diamètre et de 4 mètres de pas.

L'armement comprend pour les deux types d'aéronefs 4 et 6 mitrailleuses. De celles-ci, que portent les appareils de 54 000 mètres cubes, deux sont dans la nacelle avant, deux à l'avant de la plate-

forme qui court sur la superstructure du ballon, deux à l'arrière de cette plate-forme (celles-ci ne sont plus employées pour les raisons que nous avons données). Ces mitrailleuses supérieures sont destinées à la défense contre les aviateurs qui voudraient survoler le ballon pour lui lâcher des bombes; on sait par maint exemple dont nous nous réjouissons qu'elles ont plus d'une fois déjà failli à cette mission. Les mitrailleuses sont du type normal de 8 millimètres de l'armée allemande, avec cette seule différence que les cartouches en sont chargées d'une poudre spéciale ne produisant que très peu de flamme à la gueule des mitrailleuses ; cela afin de diminuer les dangers d'explosion. La plate-forme supérieure communique d'ailleurs par des échelles traversant le ballon avec la passerelle.

L'armement est complété par un chargement de bombes dont le poids total est de 2 350 kilos dans les dirigeables allemands de 54 000 mètres cubes ainsi réparties : 2 bombes de 300 kilos; 100 bombes de 10 kilos, 50 bombes de 15 kilos. Il y faut ajouter une vingtaine de bombes incendiaires qui, elles, ne sont pas lancées mécaniquement et électriquement comme les autres, ainsi que je l'ai expliqué, mais à la maiu.

***

La force ascensionnelle des derniers superzeppelins de type L 33 est d'environ 60 tonnes ; c'est-à-dire que leurs 54 000 mètres cubes d'hydrogène sont capables de soutenir dans l'air le poids énorme de 60 000 kilos.

Voici à peu près comment est utilisée cette grosse capacité de transport. Le lest-eau compte pour environ 12 tonnes, l'essence et l'huile des moteurs 6 tonnes, l'équipage et ses vivres 2 tonnes et demie, les mitrailleuses, leurs munitions et les bombes pour 3 tonnes et demie.

A ces 24 tonnes qui constituent la charge utile transportée, il faut ajouter les 36 tonnes qui constituent le poids mort du ballon, savoir : environ 19 tonnes pour la carcasse rigide et son revêtement d'étoffe (poids qui peut paraître énorme et qui est cependant relativement faible, puisqu'il ne correspond qu'à 95 kilos au mètre courant); 5 tonnes pour les moteurs, 6 pour les nacelles, 6 pour les ballonnets.

Ainsi chargé, l'aéronef peut marcher à une vitesse de 80 kilomètres à l'heure (22 mètres par seconde), qui lui permet de braver presque tous les vents, et cela pendant vingt heures consécutives.

Pour monter, il lâche une partie de son lest-eau, qui s'écoule à volonté par des tuyaux, hors des outres où il est contenu. C'est ainsi que, pour monter de 100 mètres, il faut lâcher de 1 à 2 pour 100 du poids transporté. Pour monter à 3 000 mètres, il faut lâcher environ 30 pour 100 de ce poids, c'est-à-dire environ 8 tonnes de lest.

Cette faculté de monter presque instantanément, grâce au lest, est un des avantages du dirigeable sur l'avion, où plus d'un des pirates de l'air a sans doute trouvé déjà son salut.

Mais ce n'est pas seulement au moyen du lest que le zeppelin peut monter ; ce n'est pas seulement grâce aux soupapes des ballonnets qu'il peut descendre : combinant ici les moyens du plus lourd et ceux du plus léger que l'air, l'aéronef est muni d'empennages normalement horizontaux, mais que le commandant peut incliner plus ou moins dans un sens ou dans l'autre. Veut-on monter sans user du lest, il n'y a, sans modifier la vitesse, qu'à incliner l'empennage, le bord d'attaque vers le haut, et le ballon monte pour les mêmes raisons qui font monter l'aéroplane quand on manie son gouvernail de profondeur, ce que j'ai déjà expliqué ici même. Veut-on descendre au contraire, sans perdre le précieux hydrogène, il n'est que d'incliner l'empennage dans l'autre sens. Ces moyens, combinés avec ceux que possède normalement le plus léger que l'air, permettent toute une gamme de variations dans les évolutions en altitude.

Outre ces gouvernails horizontaux, le dirigeable porte des empennages horizontaux fixes, analogues à ceux dont sont munis les sous-marins et même certains poissons, et qui empêchent le tangage aérien et améliorent la stabilité horizontale. Ces plans sont placés à l'arrière, exactement comme dans la flèche des hommes primitifs dont la stabilisation dans sa trajectoire était pareillement assurée par un empennage. Le mécanisme de cette stabilisation automatique est facile à comprendre : supposons que le tangage fasse monter l'avant du ballon ; l'angle d'attaque de l'empennage placé à la poupe devient de ce fait tel que celle-ci tend aussi à monter, ce qui rétablit l'horizontalité, et réciproquement.

Les points sur lesquels nous sommes peut-être le moins renseignés sont ceux qui se rapportent aux équipages des superzeppelins. Nous savons pourtant qu'ils comportent une vingtaine d'hommes soigneusement choisis, dont l'entraînement dure des mois et dont le recrutement doit se faire de plus en plus difficile, à la suite des nombreux accidens survenus à ces appareils, et surtout des résultats, désastreux pour eux, de leurs derniers raids sur l'Angleterre.

Les hommes de l'équipage sont loin de suffire d'ailleurs à sa manœuvre à l'arrivée et au départ. L'atterissage donne souvent lieu à des accidens, et le moindre vent brise alors comme verre contre le sol les fragiles et géantes carcasses. Il faut certainement plusieurs centaines d'hommes lorsque le temps est un peu mauvais, pour faire atterrir convenablement les superzeppelins. C'est là un des plus graves défauts de leur frêle cuirasse.

La production de ces aéronefs n'est d'ailleurs, malgré les ressources industrielles de l'Allemagne, ni si rapide, ni si aisée qu'on le croit communément. Depuis 1916, la Société Zeppelin qui construit à Friedrichshafen opère sur trois chantiere à la fois : elle est donc en état de fabriquer à peu près trois zeppelins en deux mois, ce qui est le temps exigé pour monter un d'eux. On en construit aussi à Potsdam.

En fait, en 1916, l'Allemagne en a construit environ une trentaine ; elle en a perdu par accident, explosion ou destruction par l'ennemi à peu près autant. On peut supposer sans grande chance d'erreur que, sur quatre-vingt-quinze ou cent zeppelins construits depuis le lancement de cette « kolossale » machine, il lui en reste à peu près une vingtaine.

C'est peu, si on considère, d'une part, le prix qui, pour les récens modèles, approche de sept millions, d'autre part, les résultats militaires effectivement obtenus à tant de frais.

***

Le rôle purement militaire, le rôle stratégique et tactique des ballons dirigeables est double. D'une part, leur grande capacité de transport leur permet d'effectuer des bombardemens importans. D'autre part, ils peuvent jouer le rôle d'éclaireurs et fournir des renseignemens.

Dans le premier ordre d'idées, il faut reconnaître que les zeppelins et les superzeppelins eux-mêmes n'ont nullement répondu aux espérances que l'Allemagne avait fondées sur eux. Diverses raisons s'opposent à ce que ces aéronefs puissent effectuer des bombardemens militairement utiles dans la zone des opérations. La principale réside dans l'origine même de leurs qualités qui est du même coup leur point faible : je veux parler de leur volume considérable. Celui-ci fait qu'ils offrent une cible gigantesque au tir des batteries antiaériennes, aujourd'hui installées un peu partout sur le front des

armées. S'ils voulaient effectuer des bombardemens efficaces dans ces régions, il faudrait, d'une part, que les zeppelins les survolent pendant un espace de temps suffisant pour reconnaître leurs objectifs précis ; d'autre part, qu'ils s'abaissent à une altitude assez faible pour avoir vraiment quelque chance de les atteindre. S'ils le font, ils tomberont presque inévitablement sous le feu des batteries contre objectifs aériens, dont le tir, de jour comme de nuit, grâce aux projecteurs, est aujourd'hui bien organisé, grâce à des méthodes télémétriques d'ailleurs classiques ; s'ils leur échappent, ce ne sera que pour tomber sous les fusées ou les bombes incendiaires des escadrilles d'avions dont le nombre et l'activité sur la ligne du feu ne leur laissera guère le loisir de procéder à leur opération.

Et c'est ainsi que les zeppelins sont obligés, s'ils ne veulent pas courir des risques trop grands, de renoncer à tout bombardement sérieux dans la zone même des combats et en sont réduits à franchir furtivement celle-ci à toute vitesse pour aller chercher loin en arrière des objectifs moins bien gardés, mais aussi sans intérêt militaire.

Ainsi sont nés les bombardemens criminels des villes ouvertes, si souvent exécutés par les dirigeables boches. Ils ont des causes évidentes : d'une part, l'impossibilité pour ceux-ci de bombarder efficacement des objectifs repérés et visés de l'altitude où ils doivent se tenir pour être à peu près hors de danger, fait que seuls des objectifs très étendus, comme sont les villes, ont quelque chance d'être atteints par ces bombardemens ; d'autre part et surtout, en dehors de cela qui procède d'une prudence bien ordonnée, les bombardemens aériens des villes ouvertes par les Boches procèdent de l'abominable et naïve théorie d'après laquelle la terreur semée chez les non-combattans est un moyen recommandé d'activer les opérations. Théorie absurde, car jamais dans l'histoire les atrocités n'ont amené les peuples libres à résipiscence, mais elles ont toujours exalté leur résistance à l'oppression. Il faut bénir d'ailleurs le défaut de psychologie des Allemands qui, comme leur ignorance historique, leur a masqué l'absurdité de cette doctrine. C'est grâce à elle surtout que le lion britannique s'est définitivement réveillé en grondant ; il n'est pas en effet un Anglais qui ignore que les raids de zeppelins, avec leurs assassinats de femmes et d'enfans, ont servi à dessiller les yeux des gens du peuple les plus indifférens et à les animer d'une sainte exaspération.

Et pourtant, si on fait le bilan des 41 raids allemands sur l'Angleterre, et dont certains furent l'œuvre de douze dirigeables à la fois,

quel est-il? Il représente en tout 1 500 victimes dont 500 tués. A peine ce qu'une seule mitrailleuse fait parfois en moins d'une heure dans certains combats. Piètre résultat de fait, pour un aussi grand appareil accompagné de tant de grandiloquentes menaces.

C'est que leur vulnérabilité au tir des batteries oblige les superzeppelins de monter à une altitude où ils ne voient nullement, surtout la nuit, la région qu'ils survolent ; et nous avons bien des raisons de supposer que, s'ils traversent la mer du Nord à une altitude assez médiocre, ils doivent arriver à près de 4 000 mètres lorsqu'ils abordent les côtes anglaises. Nous avons vu récemment que, même à cette altitude, ils sont devenus plus dangereux pour leurs occupans que pour les gens qui sont au-dessous.

En revanche, il semble que ces grosses baleines de l'océan aérien puissent donner quelques résultats militairement réels dans le service d'exploration. Il ne paraît pas douteux qu'ils ont contribué à sauver la flotte allemande, lors de la bataille du Jutland, en lui annonçant longtemps à l'avance l'arrivée du gros de la *Home fleet*, que leur altitude leur permit d'apercevoir à plus de 100 kilomètres. En revanche, si l'escadre légère anglaise avait eu des éclaireurs aériens, elle aurait pu sans doute se faire secourir plus tôt par la flotte de Jellicoe. Mais, dans ce rôle d'éclaireurs de l'air, il est certain que des dirigeables bien plus petits, sinon même les avions, rendraient autant de services que les superzeppelins.

En somme, ces outres solennelles, gonflées d'outrecuidance germanique, ont, malgré l'ingéniosité technique de leur construction, failli complètement au dessein, avoué par leurs maîtres, de jouer un rôle militaire important. Félicitons-nous donc, — une fois n'est pas coutume, — de n'avoir pas suivi les Allemands dans cette voie inutilement coûteuse. Puisque, à leur encontre, toute notre activité aérienne a été exclusivement polarisée vers l'aviation, nous serions donc impardonnables de ne pas les survoler de tout l'essor d'une supériorité complète dans cette voie qui est la bonne. Mais il y faut travailler. Aide-toi, le ciel t'aidera, même s'il ne s'agit que de ce petit ciel atmosphérique où volent les oiseaux de combat.

CHARLES NORDMANN.

# CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Comme des signes certains le laissaient prévoir, les divers fronts de combat semblent se ranimer. Le printemps militaire viendra de bonne heure cette année. A peine la colombe déplumée que le Chancelier impérial avait lâchée, avec un fil à la patte et, dans le bec, un rameau empoisonné, est-elle rentrée à son pigeonnier, que fiévreusement on hâte la préparation des futures batailles, sentant bien qu'elles seront terribles, qu'elles seront décisives, et qu'il faut que ce soient les dernières. Depuis quelques semaines, les adversaires, suivant une expression tirée du langage imagé et un peu trivial des lutteurs, « se tâtent, » sur toute la surface du front occidental. Rien que depuis le 1er janvier, il ne s'est guère passé de jour où l'on n'ait signalé, de la mer aux Vosges, ici ou là, des reconnaissances et des canonnades qui n'ont que la valeur d'un avertissement, mais qui sont autant de symptômes. On voit reparaître, l'un après l'autre, les noms accoutumés. La main de l'ennemi se meut rapidement, infatigablement, à la recherche du point faible. Mais nous, non plus, nous ne nous endormons pas ; la garde que montent l'armée britannique et la nôtre est une garde vigilante ; notre calme n'est point inerte, il ne se borne pas à attendre les coups. Il y a sous le ciel gris et lourd quelque chose de solennel, presque de religieux, une sorte d'angoisse sacrée dans laquelle on devine que s'élabore le Destin.

En Roumanie, il était visible, vers le 15 décembre, que la situation avait tendance à se stabiliser. La marche des Austro-Allemands, foudroyante à travers toute la Valachie, et qui n'avait trébuché contre aucune des lignes de défense naturelles, est soudain devenue hésitante ; du moins elle s'est ralentie : la prise même de Braïla et de Focsani a marqué une nouvelle halte. Le feu s'est rallumé autour de la boucle dans laquelle le Sereth enferme le village de Fundeni. On dit exactement : « le feu, » car c'est le communiqué officiel russe

qui, le 20 janvier, l'a dit lui-même : « L'ennemi, appuyé *par un feu concentré* de son artillerie lourde et légère, a attaqué avec des forces considérables le front de Nanesti, à l'embouchure de la Rimnica, et a refoulé nos troupes vers le Sereth. » Nanesti est un gros village, sis précisément au point où la route qui descend de Focsani bifurque, en coupant la rivière, vers le Nord-Est, où elle rejoint la route et la voie ferrée, qui, elles, descendent vers Galatz. Mais que l'ennemi se soit fait « appuyer par un feu concentré d'artillerie lourde et légère, » ce n'est pas seulement un détail intéressant, c'est une explication. Voilà pourquoi, dix jours durant, Mackensen, Falkenhayn ou l'autre, étaient demeurés immobiles. Les maréchaux et leur état-major ne varient pas beaucoup leurs procédés ; celui-là date, nous avons eu déjà plus d'une occasion de le rappeler, du grand Frédéric, qui évidemment le pratiquait selon ses moyens et les moyens de son temps, avec deux cents pièces, au lieu de deux mille ; et, dans cette docilité à la leçon, l'on trouverait, s'il en était besoin, un exemple de plus de la force d'imitation et de répétition où s'exerce, s'obstine et jamais ne s'épuise la patience peu inventive de l'Allemand. Au reste, cette guerre a montré que le principe est excellent, voire que, dans la plupart des cas qui s'y présentent, il n'y en a pas d'autre, conduisant à des résultats, que l'infanterie n'avance pas et surtout ne se maintient pas tant que l'artillerie n'a pas « battu, martelé, écrasé le terrain. » Si c'est un enseignement de Frédéric II, nous avons dû nous mettre à son école et faire comme ses héritiers ; mais nous le faisons à la française, avec plus de vivacité, et, après la Somme, après Douaumont, ce n'est pas nous vanter que de prétendre y réussir mieux.

Plus au Nord, c'est-à-dire au Nord de Focsani, on ne mentionne que des échauffourées. Sur le Sereth même, s'il arrivait que, les villages des environs étant enlevés autour de la boucle, et Fundeni, au centre, rendu intenable, l'ennemi franchît la rivière, il se trouverait en face des positions les plus fortes des Russo-Roumains, qui sont en arrière, sur la rive gauche. Le Sereth passé, ce serait, insinue-t-on, une seconde campagne de Russie, la campagne d'Odessa, qui commencerait. Regardons ensemble la carte. Odessa est loin : deux cent cinquante kilomètres à vol d'oiseau. Et voyez les deux belles lignes d'eau ; des nappes plutôt que des lignes, et qui s'étendent, qui s'élargissent en marais : le Pruth, jusqu'à son confluent avec le Danube ; ensuite, le Dniester, dont le lit, dans la partie qui couvre la ville, est un dédale. Hindenburg s'y reconnaîtrait peut-être comme au milieu des lacs Masuriques, mais il y serait pour l'offen-

sive, et non sur la défensive, non pas chez lui, mais en pays hostile. Sans doute le plus riche grenier à blé de l'Europe est une proie tentante, après les déceptions de Craïova et de Braïla. Mais c'est le royaume des ombres ; et, d'ailleurs, la route d'Odessa ne conduit en Russie, nulle part, qu'à Odessa. Derrière, il y a encore une Russie, encore l'espace, du vide à étreindre par-desssus le vide ; encore du temps à gagner ou à perdre pour saisir l'insaisissable et briser l'inarticulé. Ce qui fait la Russie finalement invincible, c'est qu'elle n'a pas de centre, et qu'il y a, sous un seul Tsar, plusieurs Russies. Autant partir pour la conquête des sept cercles de l'Enfer. Commencer une expédition de Russie est plus aisé que de la finir.

Les Allemands le savent. Pour venir à bout de l'Empire moscovite, ils ne comptent plus sérieusement sur la guerre. Peut-être serait-il excessif d'écrire qu'ils comptent de préférence, ou qu'ils ont compté, pendant un moment, sur la révolution. Les mêmes raisons qui sauvent la Russie du désastre, son immensité, sa dispersion dans l'espace, sa constitution en quelque sorte diffuse, la sauvent aussi des révolutions. Une révolution n'est guère possible que là où le pouvoir est concentré. Les révolutions elles-mêmes obéissent à des lois, ont leurs conditions non seulement psychologiques et historiques, mais géographiques. La science allemande, qui se pique d'avoir tout approfondi, n'ignore pas cette vérité élémentaire. Mais l'Allemagne officielle et l'Allemagne officieuse, à tous les degrés, ont manifestement espéré beaucoup du désordre, ou, si l'on le veut, non sans exagération, de l'anarchie latente, inévitables dans un État immense, — il faut répéter l'épithète, — dont chaque province, elle-même très vaste, est à elle seule un État ; plus artificiel qu'organique ; peu lié par un système de circulation insuffisant ; uni, il est vrai, dans la double personne d'un souverain omnipotent, père et maître de ses sujets, à la fois Pape et Empereur, chef religieux et politique tout à la fois ; peuple inquiet, rêveur, imaginatif, idéologue, relativement jeune, et, comme tel, en mue, en pleine crise de croissance, en voie de transformation, et, au surplus, de longtemps agité par les sectes. Joignez à ces causes de faiblesse, qui tiennent à la structure interne de la société, de la nation et de l'État, — bien plus, au caractère même, à l'esprit même, à l'âme même de la race, — joignez-y des canses de dépression et de division plus immédiates ou plus directes dans le grand conflit qui se débat présentement : tant d'Allemands aborigènes ou importés, Russes natifs des pays baltiques, Allemands plus ou moins fraîchement naturalisés Russes, avec tant d'aboutissemens dans les

deux classes, souvent mêlées et confondues, sur lesquelles, traditionnellement, se fondait et reposait l'Empire; la noblesse et l'administration. Milieu entre tous favorable au travail allemand, qui ne craint pas de s'attaquer à des besognes plus ardues. Quand on a constaté ce qu'ose l'Allemagne chez nous, où elle a infiniment moins de prises, ce n'est point s'abandonner à quelque penchant romanesque que de la soupçonner d'avoir employé en Russie ses instrumens de guerre favoris, qui ne sont pas tous proprement militaires, et l'on peut abréger l'adverbe en adjectif : qui ne sont pas tous très propres. Par quoi il n'a pas manqué de s'ajouter du mystère au mystère russe. Nous connaissons mal la Russie, et nous avons le tort de la juger d'après nos sentimens, nos idées, nos institutions, nos habitudes occidentales. Ici encore, il en faut rapporter le motif à son immensité et à sa diversité, mais elle ne tient pas dans nos cadres, elle ne se meut pas sur notre plan. De bonnes lectures, entre autres, pour ces soirées d'hiver, d'un troisième hiver de guerre, c'est, aux extrémités opposées de son histoire, d'une part le *Pierre le Grand*, de Voltaire, et de l'autre, si le rapprochement n'est pas trop surprenant, *Russie* et *Démocratie*, de M. G. de Wesselitsky. Qu'est-ce, en somme, que la Russie? A l'origine, une théocratie-autocratie ; hier, une autocratie-aristocratie-bureaucratie ; aujourd'hui, une autocratie-bureaucratie-démocratie : demain, une autocratie-démocratie : les deux régimes ne sont nullement inconciliables. La Russie évolue très vite, si rien ne traverse son chemin, vers un césarisme de type classique, c'est-à-dire sollicité par la démagogie, sous le couvert de formes et de formules parlementaires. Ne pas pouvoir, à tout instant, se représenter cette évolution, c'est se condamner à ne pas comprendre la Russie, ni par conséquent rien de ce qui s'y passe.

Ce sont là bien des réflexions, et qui paraîtront sans doute tirées de loin, à propos des changemens de ministres qui se succèdent et se précipitent. Comme M. Trépoff avait remplacé M. Sturmer, le prince Galitzine a remplacé M. Trépoff. Devant le peuple russe en marche, des fumées montent et s'évanouissent, dont on n'aperçoit pas la flamme. M. Sturmer, qui n'a de slave que son prénom de Boris, s'était abîmé récemment sous la réprobation de la Douma, et l'on raconte que son ministre de la Guerre et son ministre de la Marine avaient aidé à son naufrage. Du moins on le croyait perdu, mais il n'avait fait qu'un plongeon, il a nagé entre deux eaux, et le voici de nouveau qui émerge, soutenant et tirant après lui son fidèle Manassévitch Manouiloff. L'écueil sur lequel, à son tour, est allé se

briser M. Trépoff, Russe authentique et autochtone, a été la présence dans son Cabinet de ce M. Protopopoff, qui nous fut présenté, lors de la visite des délégués de la Douma aux pays alliés, comme un parangon de patriotisme et de libéralisme. On dit bien qu'au retour, il eut à Stockholm une entrevue compromettante, d'où devait naître un journal fondé avec des capitaux dont la source, au point de vue russe, n'est pas sans mélange. Ce qui est sûr, c'est que M. Protopopoff, qui fut jadis l'idole de la Douma, en est maintenant, révérence gardée, la bête noire. Comme il a survécu ministériellement à M. Trépoff, au comte Ignatieff, ancien ministre de l'Instruction publique, à l'ancien ministre de la Guerre, le général Chouvaieff, et même au ministre des Affaires étrangères, M. Pokrowsky, sa collaboration est le principal danger auquel soit exposé le nouveau président du Conseil, le prince Galitzine. La Douma s'affirme en effet de plus en plus comme un parlement de plein exercice, ne fût-ce que par le goût et presque le besoin de la violence et du scandale, mais aussi, heureusement, par de plus hauts et de plus purs soucis. D'instinct, elle est portée à suivre la maxime ancienne, que si les calomnies sont pernicieuses, les accusations sont nécessaires dans les républiques ; prenons « républiques » au sens large et disons : dans les États populaires ou simplement représentatifs ; partout où des hommes sont assemblés ; mais on y glisse, sans s'en défendre assez, de l'accusation à la calomnie, qu'on ne distingue pas toujours l'une de l'autre ; et c'est peut-être sous ce rapport, premièrement, que la Russie modernisée tend à la démocratie. En tout cas, la séparation est trop mince pour qu'on puisse la voir à distance, surtout lorsque, par le malheur des temps, les moyens manquent de s'informer ou de vérifier l'information. Une allusion, glissée de la meilleure foi du monde, par M. Pourichkiévitch, dans un discours à la Douma, aux prétendues sévérités de la justice française à l'égard d'un grand commerçant parisien, qui aurait fait à l'armée des fournitures de mauvaise qualité, et qui, en dépit des influences suscitées pour faire cesser les poursuites, aurait été quand même, sous la menace de démission du général Joffre, pris, jugé et « pendu ; » cette anecdote, et dix autres pareilles nous avertissent d'être prudens, par réciprocité. Un si grand intervalle, et que les circonstances font si difficile à combler, tire un voile et met du noir entre la Russie et nous. Dans cette obscurité, pourtant, le dernier rescrit du Tsar, si nous en avons le texte exact, fait jaillir trois points lumineux. Nicolas II recommande au prince Galitzine, pour en former l'objet

le plus important de ses études, le soin de l'alimentation du peuple, l'amélioration du service des transports, tout ce qui, matériellement et moralement, peut le mettre en état d'aspirer et d'atteindre au seul but où il puisse espérer trouver la paix, une victoire totale et définitive. Telle est la volonté commune de l'Empereur, du Conseil de l'Empire et de la Douma ; là et ainsi se frappent et s'allient, dans la Russie contemporaine, sous le terrible marteau de la guerre, l'autocratie et la démocratie; et qu'elles cherchent d'un commun accord leur fusion dans la victoire, en en voulant les conditions, c'est l'essentiel; tout le reste est secondaire.

Sortirons-nous enfin de l'imbroglio grec? Si, en séance publique ou en comité secret, la Chambre parvient à le démêler, et que l'on y voie clair, et que l'on gouverne droit, nous lui devrons de la gratitude. Il y a plus d'un an qu'il dure en se compliquant et en s'épaississant. Il s'est noué dès le jour où la Grèce, malgré l'avis de M. Venizelos, a refusé de remplir les obligations de son traité avec la Serbie. Dès ce jour-là, le masque, que le roi Constantin s'était maladroitement attaché sur le visage, a été percé. Ce masque, barbouillé de bleu de Prusse, le roi des Grecs l'a jeté, pour le reprendre de temps en temps, lorsque, pour la première fois, il s'est séparé de M. Venizelos ; lorsque, après avoir permis que son gouvernement nous appelât à Salonique et que son état-major y facilitât notre établissement, il a néanmoins élevé contre cette opération une protestation qu'il nous disait à l'oreille *pro formâ* ou, pour plus de couleur locale, toute platonique, mais sur laquelle sa duplicité, renforcée de l'hypocrisie allemande, se réservait de fonder plus tard, à notre charge, le grief de violation de neutralité, qui eût permis à la Grèce de jouer auprès des neutres, dans la troupe impériale, le rôle de victime immolée, et d'effacer ou de contre-balancer, à la réhabilitation des Empires du Centre, l'assassinat de la Belgique. En décembre 1915 et en janvier 1916, Salonique est le théâtre de menées et de complots qui obligent le général Sarrail à faire arrêter et expulser les consuls des États de la Quadruple-Alliance. Le roi Constantin proteste. En février, contraints par les événemens, nous occupons Corfou pour y recueillir et y reformer les débris de l'armée serbe. Le roi Constantin proteste. Mais il fait plus et pis. Comme il a appelé et maintient au pouvoir un ministère germanophile, sa résistance peu à peu s'accentue ; de passive, elle devient active, elle se fait inamicale avec des politesses et inconstitutionnelle sans déguisement. La propagande allemande à Athènes est déliée de toute retenue. En juin, le fort de

Roupel est livré aux Bulgares, par une double trahison, trahison envers la Grèce, trahison envers les Puissances créatrices et protectrices de la Grèce. Le général Sarrail déclare en état de siège le territoire de Salonique, et Constantin proteste encore. Par leur note du 21 juin, ces Puissances demandent alors quatre choses : la démobilisation de l'armée grecque; le renvoi du ministère Skouloudis; la dissolution de la Chambre mal élue; le remplacement de certains fonctionnaires de la police. A cette date, déjà, ceux qui connaissent bien la situation et les intentions du Roi, conseillent discrètement le blocus des quatre ports de Patras, de Calamata, du Pirée et de Volo. Mais le roi Constantin sent que c'est sérieux, il accepte; ce qui peut être une manière moins dangereuse et plus sûre de résister.

Il ne fait que feindre une démobilisation. Aussitôt, phénomène étrange, ces réservistes qui, tant qu'ils étaient assemblés, ne craignaient que de se battre et ne brûlaient que de retourner chez eux, maintenant qu'on les sépare, ne brûlent que d'être rappelés et de faire parler la poudre. Ils se forment partout en ligues, s'enrôlent, s'enrégimentent. Au commencement d'août, la Macédoine est envahie par les Bulgares, et ce sont, du coup, les nouvelles élections qu'implique la dissolution de la Chambre rendues impossibles, tout justement dans les provinces où le parti libéral aurait une énorme majorité. Cependant, ce parti hésite à recourir aux moyens extra-légaux. Mais, vers le 15 septembre, sous l'affront bulgare, le général Zymbrakakis et le colonel Christodoulos créent le Comité de défense nationale à Salonique; des bagarres éclatent aux portes des casernes ; officiers et soldats qui ne peuvent supporter la honte sont traités comme des rebelles. Les Puissances protectrices se fâchent : elles exigent le renvoi des deux mauvais génies du Roi, le général Dousmanis et le colonel Metaxas. Leurs escadres viennent se ranger dans la baie de Salamine, et elles présentent une deuxième ou troisième note, celle-ci en trois points : 1° Remise des télégraphes; 2° Expulsion des corrupteurs étrangers; 3° Poursuites contre les espions. A cette note, comme à l'autre ou comme aux autres, le roi Constantin acquiesce et souscrit. N'empêche que le colonel Hadjopoulos, à Cavalla, se rend aux Germano-Bulgares avec ses troupes, qui sont emmenées et internées à Goerlitz, en Silésie. Le Roi n'a pour lui et pour elles que des paroles d'admiration, salue en lui et en elles des héros, de même qu'il n'a, pour les bandes de réservistes qui se préparent, que des paroles d'encouragement. Le président du Conseil, M. Zaïmis, honnête homme, quoique faible, s'indigne et s'en va. Après quelques

jours de tâtonnemens, le Roi finit par mettre debout un ministère Calogeropoulos. Nous refusons de le connaître. Il fait l'aimable, ne nous attendrit pas, se fatigue et s'en va. En désespoir de cause, le Roi recourt à son ancien professeur d'histoire, M. Lambros, que nous ne devions pas connaître davantage; mais nous décidons de faire connaissance. Au fond, sous des pseudonymes variables, le Roi n'a jamais eu qu'un seul et même Cabinet, son Cabinet occulte, les gens de son secret et de sa confidence : les Streit, les Gounaris, les Dousmanis, les Metaxas.

Dans l'intervalle, les choses se sont compliquées. Le 25 septembre, M. Venizelos et l'amiral Coundouriotis, tout de suite rejoints par l'amiral Danglis, ont pris une grande résolution : ils ont gagné la Crète, et de là gagnent Salonique. Le 17 octobre, le Gouvernement provisoire, qui s'est constitué, qui a ses organes, un ministère, une administration, un embryon d'armée, demande à l'Entente sa reconnaissance officielle. Au lendemain d'une conférence à Boulogne, on élude la proposition, en termes du reste sympathiques. C'est à partir de ce moment qu'il nous faut avouer que nous ne comprenons plus. Jusqu'en octobre, on peut penser que la politique de l'Entente en Grèce a été trop mollement conduite, mais, pendant les neuf premiers mois de 1916, elle avait paru suivre une ligne, s'orienter vers une fin. Désormais, cette ligne même est brisée; le fil est coupé, et nous sommes au pays du Labyrinthe! Peut-être un jour saura-t-on le mot de l'énigme. Toujours est-il qu'en novembre les visites, les conversations, les dîners, les salamalecs reprennent de plus belle. On nous flatte, on nous aveugle, on nous caresse, et on nous amène dans le piège. Les journées du 28 et du 30 novembre nous conduisent sans défiance et comme sans défense aux journées du 1er et du 2 décembre, dont nous nous interdisons de parler sinon pour dire que ce furent les journées sanglantes les Vêpres athéniennes, et pour remarquer que depuis lors deux mois, deux grands mois, plus longs d'être restés vides, se sont lentement écoulés. Vides ; pas tout à fait : nous avons eu l'ultimatum du 9 janvier, et encore, le samedi 13, je crois, quelque autre pièce d'artifice diplomatique. Est-il nécessaire d'ajouter que le Roi des Grecs, nés subtils, ne s'est pas fait faute d'adhérer à la note du 31 décembre aussi complètement qu'aux vingt-trois précédentes? La nouveauté serait que, cette fois, il s'exécutât. On nous assure qu'on voit passer des trains, avec des soldats aux portières, et qu'on les pointe sévèrement, et que presque toute l'artillerie de l'armée grecque est à présent dans le Péloponèse. Il se pourrait.

L'Empereur allemand est fort occupé, et Mackensen, Falkenhayn même qu'on avait dit arrivé à Larissa, sont encore loin. Mais il est toujours bon de rappeler les principes, ou le principe, car il n'y en a pas deux, et le mal vient, en Grèce, de ce que nous y avons eu en même temps deux politiques : si l'on ne frappe haut, fort et vite, il n'y aura ni justice, ni honneur, ni sécurité. C'est tout ce qu'a voulu montrer ce résumé fidèle des faits, qui, malheureusement, n'est pas un apologue.

Au demeurant, ce genre de littérature, la note diplomatique, en vue de la guerre et de la paix, fleurit abondamment au plus dur de l'hiver, et la glace ne l'arrête pas. Dans le seul cours de cette quinzaine, nous aurons eu les proclamations de Guillaume II et de Charles Ier ; la réponse de l'Entente au Président Wilson ; le même jour, et pour tâcher d'en détruire l'effet, une seconde note des Empires du Centre ; une proclamation truculente et une lettre mystico-humanitaire de l'Empereur allemand ; une lettre admirable de M. Balfour à l'ambassadeur d'Angleterre aux États-Unis ; une interview de M. Raymond Poincaré ; une autre, de M. Zimmermann ; un discours du comte Tisza ; une réplique de la Porte ottomane à la réponse de l'Entente, une réponse de la Grèce à la note des neutres, où elle se donne des airs d'Iphigénie ; enfin, et ce sera bien le comble, une note ou une réponse bulgare. Il va de soi que ces documens (encore en omettons-nous) ne sont pas tous d'égale qualité. Nous tirerons hardiment hors de pair, à cause de leur importance durable, la réponse de l'Entente à M. Wilson et le tout récent message du Président au Sénat américain, qui s'y rattache comme une suite et comme une conclusion. De la réponse de l'Entente au Président Wilson, on peut redire, avec plus de force, ce que nous avons dit de sa réponse à la note allemande. Il n'y a même plus, sur la forme, de réserve à faire, et la composition elle-même en est parfaite. L'émouvante réponse de la Belgique la prolonge sans la dédoubler. M. Wilson nous avait demandé nos « buts de guerre, » et nous aurions pu être embarrassés pour les lui faire connaître, puisque nous, qu'on a attaqués, qu'on a saisis brusquement à la gorge, nous n'avions pas « de buts de guerre. » Nous n'en avons eu qu'un, qui a été de nous défendre. Et maintenant ce que nous avons, ce ne sont pas non plus des « buts de guerre, » ce sont des « conditions de paix, « fondées sur des nécessités de vie. »

Quant à elles, point de difficulté pour les déclarer. Elles sont aussi honorables qu'impérieuses, et nous n'en sommes pas les

maîtres, c'est elles qui sont nos maîtresses. Nous ne ferons pas la paix, quand nous voudrons ; nous ferons, non pas une paix quelconque, mais cette paix, quand nous pourrons. Quelle paix ? Les Alliés l'ont dit, à maintes reprises : « Une paix qui leur assure les réparations, les restitutions et les garanties auxquelles leur donne droit l'agression dont la responsabilité incombe aux Puissances centrales ; une paix qui permette, d'autre part, d'établir, sur une base solide, l'avenir des nations européennes. » Ils savent que, par la guerre, belligérans ou neutres, plus ou moins, toute l'humanité souffre. Et ils ne veulent pas que, pour eux, elle souffre plus longtemps qu'il ne le faudra. Mais ils ont conscience de la défendre, autant que de se défendre, de défendre, avec leur droit et leur indépendance, « le droit et l'indépendance des peuples. » Une assimilation avec « l'autre groupe de belligérans » les blesserait, mais ils savent que le Président Wilson n'y saurait songer. Pour la partie positive, la réponse énumère, avec une franchise que certains ont estimée excessive ou prématurée, les données territoriales d'une future Europe, libérée, pacifiée, « tranquille et stable. » Évidemment, c'est dans cette partie que sont les contingences, s'il doit y en avoir, mais des contingences qui elles-mêmes sont et resteront fonction des nécessités supérieures. La loyauté de notre réponse, gage à la fois de la probité de nos desseins et de la fermeté de nos résolutions, ne pouvait manquer de plaire à l'homme loyal, probe et ferme qu'est M. Woodrow Wilson. Il n'en dissimule pas sa satisfaction. Aussi bien sa question ne s'adressait-elle qu'à « l'un des groupes de belligérans, » à l'autre, à celui qui volontairement s'était tenu dans le vague, espérant qu'il pourrait en nourrir ses exigences, et y accroître ses gains. « Les Puissances centrales, fait observer le Président au Sénat de Washington, ont déclaré purement et simplement qu'elles étaient prêtes à se rencontrer dans une conférence avec leurs antagonistes pour discuter des conditions de la paix. Les Puissances de l'Entente ont répondu d'une façon beaucoup plus définie et ont déclaré, en termes généraux, certes, mais d'une façon qui montre suffisamment les arrangemens, les garanties et les actes de réparation qu'elles jugent indispensables pour un règlement satisfaisant. » Soyons, nous aussi, entièrement sincères. Lorsque M. Wilson prophétise : « Dans toute discussion de la paix qui mettra fin à cette guerre, on reconnaît que cette paix doit être suivie de quelque union de Puissances bien définie qui rendra virtuellement impossible que pareille catastrophe nous accable de nouveau, » on applaudit;

mais, tout en formant le vœu, on se retient de ne pas s'écrier : « O Salente ! » — ceux du moins qui sont politiques et historiens plus que juristes et philosophes; — et ce n'est pas *Télémaque* qu'on cherche dans sa bibliothèque, mais quelque Florentin ou Vénitien froid et clair. Il faut s'habituer à ce style, à ces circonlocutions, à ces précautions oratoires, à ces phrases en périphrases. Mais il y a là-dessous la pensée d'un homme non seulement probe et juste, mais sagace, avisé, très instruit des mouvemens de l'opinion américaine et très sensible à ces mouvemens.

Nous n'avons rien à perdre, rien à risquer, en lisant dans cet esprit le message du Président Wilson. Si nous y regardons bien, il part de la réponse même de l'Entente, et il la continue. Il ne suggère quoi que ce soit qui ne soit, pour nous, d'avance acquis, consenti, ou convenu. « Nous n'aurons pas de voix, dit-il, nous les États-Unis, pour déterminer quelles seront les conditions de la paix; » et il insiste : « Je ne veux pas dire qu'un gouvernement américain mettrait des obstacles aux conditions de paix si les gouvernemens actuellement en guerre les acceptaient, ou chercherait à les bouleverser quand elles seraient établies. » Quoi de plus sage et de plus correct? M. Wilson est parfaitement en droit de stipuler ensuite : « Mais nous aurons, j'en suis sûr, une voix pour déterminer si elles seront durables ou non en vertu des garanties d'une convention universelle... Une convention en vue d'une paix coopérative qui ne comprend pas les peuples du Nouveau-Monde ne peut suffire à assurer l'avenir contre la guerre. » Hélas ! Même celle-là y suffirait-elle? Le Président des États-Unis esquisse d'un trait le plan d'une gendarmerie des nations. Mais qui gardera le gardien? et qui sera le gendarme des gendarmes? La conviction de M. Wilson s'alimente de ce qu'on nomme, par une amplification, la « doctrine » de Monroe : « Je propose donc que les diverses nations adoptent, d'accord, la doctrine du président Monroe comme la doctrine du monde; qu'aucune nation ne cherche à imposer sa politique à un autre pays, mais que chaque peuple soit libre de fixer lui-même sa politique personnelle, de choisir sa voie propre vers son développement, et cela, sans que rien le gêne, le moleste ou l'effraye, et de façon que l'on voie le petit marcher côte à côte avec le grand et le puissant. » Oui, si le grand n'avait pas faim ou n'avait plus de dents ! Ce serait incontestablement très bien. Ainsi de l'école de Le Play et du Décalogue. Le monde et l'homme seraient parfaits, si seulement le Décalogue était observé. Mais comment faire pour qu'il le soit? Sur

la doctrine elle-même de Monroe, et ses interprétations, et ses extensions possibles, nous aurons sans doute, en Europe, quelque chose à dire. Pour aujourd'hui, la place nous fait défaut, et ce n'en est pas l'heure. Ce n'est plus pour nous le temps de parler, mais de travailler et d'agir.

Préparons l'avenir, avec le Président Wilson, les États-Unis et « les peuples des Amériques. » Mais, assurons d'abord le présent par nous-mêmes. En attendant la société des nations, dans laquelle la garantie d'un consentement universel nous ménagera des jours de paix et de joie, il faut survivre et vivre dans la nôtre, que l'Allemagne, nous en convenons, avait faite affreuse. En attendant la venue du gendarme infaillible, surveillons le brigand et le maraudeur. Nous voyons, non loin de nos frontières, « un petit qui marche côte à côte avec un grand. » Le grand le serre de bien près, le frôle bien souvent, lui met alternativement la main sur l'épaule et le poing sous le nez. Ceci n'est pas le conte du *Petit chaperon rouge*; c'est le cas de la Suisse à demi encerclée par l'Allemagne, soumise à sa pression politique et économique. S'il n'y avait d'espoir, pour la tenir à l'abri, qu'en la messianique « société des nations, » nous tremblerions pour elle et nous mettrions pour nous-mêmes un verrou de plus à notre porte. Mais la Suisse a assez prouvé que la vertu n'est point à la mesure de la taille, et que la liberté fait des miracles. Il y a six siècles, depuis le serment de 1291, que l'aigle a été chassé de la montagne. Il y a un siècle, depuis 1815, que la Suisse, avec des cantons français, allemands et italiens, persiste à n'être ni française, ni allemande, ni italienne, mais suisse. Dans les siècles qui viennent, il fera peut-être bon d'être gardé par les autres. Dans le nôtre, il est encore plus sûr de s'en fier avant tout à soi. La Suisse, qu'assiègent les Allemands, mobilise de précaution. Elle ne veut pas qu'ils passent : ils ne passeront pas.

CHARLES BENOIST.

*Le Directeur-Gérant,*

RENÉ DOUMIC.